

سكرا من المجلد

Faiblesse du franc
et baisse de la livre
Le deutchemmark
à 2, 08 F

LIRE PAGE 42

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

1,40 F

Algérie, 1 DA ; Maroc, 1,50 dir. ; Tunisie, 100 m. ;
Allemagne, 1 DM ; Autriche, 10 sch. ; Belgique,
12 fr. ; Canada, 5 C\$; Danemark, 3 kr. ;
Espagne, 20 pes. ; Grande-Bretagne, 20 p. ; Grèce,
76 dr. ; Iran, 40 rls ; Italie, 200 L. ; Liban, 125 p.
Luxembourg, 12 fr. ; Norvège, 2,75 kr. ; Pays-Bas,
1 fl. ; Portugal, 20 esc. ; Suède, 2,25 kr. ;
Suisse, 1 fr. ; U.S.A., 85 cts ; Yougoslavie, 10 m. din.
Tarif des abonnements page 35

5, RUE DES ITALIENS
75002 PARIS - CROCEX 85
C.C.P. 4207-23 Paris
Tél. Paris : 246-72-23

BULLETIN DE L'ÉTRANGER

Le rôle de la Syrie au Liban

Le « sommet » arabe qui a conclu ses travaux au Caire le mardi 26 octobre n'a apparemment pris aucune décision pratique pour rétablir la paix au Liban : il n'a pas défini la composition de la force de sécurité arabe ; il n'a pas non plus indiqué les moyens qui seraient utilisés pour faire avorter le projet de la droite libanaise de créer le long de la frontière méridionale une « ceinture maronite » qui échapperait au pouvoir central. Pourtant, la constitution de cette « ceinture », déjà largement amorcée, aurait comme effet de réduire à néant le plan de paix élaboré par le « mini-sommet » de Riyad le 18 octobre dernier.

La prudence observée à ce sujet est compréhensible : toute intervention militaire arabe dans le Sud-Liban risque de susciter une riposte fondatrice d'Israël, qui a fait savoir nettement qu'il ne permettrait jamais le retour des fédérés dans les régions frontalières. Quant à la force de sécurité arabe, il semble qu'aucun accord n'a pu être réalisé en raison d'un double veto : celui des conservateurs maronites, qui veulent exclure les Palestiniens et les Libyens de cette force, et celui de l'O.L.P. et de la gauche libanaise, qui cherchent à réduire de deux tiers à un tiers la proportion du contingent syrien. Le président Sarkis a été chargé de résoudre ce problème.

Les dirigeants du camp palestino-progressiste ont manifesté de ne pas se départir de leur lutanisme à ce sujet. L'ampleur de la présence militaire de Damas n'est plus pour eux depuis la réunion de Riyad une question cruciale. Tout indique que le remplacement du général Kaddour, chef des militaires syriens, par le casque blanc de la force de sécurité arabe ne constitue pas seulement une formalité. Mis à la disposition du président Sarkis, désigné à Riyad comme commandant suprême de la force paritaire, placés sous les ordres d'un général syrien, les soldats syriens ne peuvent plus se comporter en conquérants. Ils seront désormais l'instrument non pas du gouvernement de Damas, mais d'une sorte de conseil de tutelle dans lequel figurent, outre le président Assad, le roi Khalid (Arabie Saoudite), l'émir Sabah (Koweït), les présidents Sadate (Égypte) et Sarkis (Liban).

En d'autres termes, l'armée syrienne n'est plus habilitée à reprendre son offensive pour valuer les troupes palestino-progressistes. Son rôle futur au sein de la force de sécurité arabe, tel qu'il a été défini à Riyad, est de veiller à l'application du cessez-le-feu, de désarmer les belligérants, de les obliger à revenir à la situation qui « prévalait » avant le déclenchement de la guerre civile. Cela étant, les soldats de Damas — quelle que soit leur proportion par rapport aux autres contingents arabes — pourraient être amenés à servir contre l'un ou l'autre antagoniste du Liban.

Dans ces conditions, on ne peut exclure une confrontation entre les troupes syriennes et leurs alliés de la veille, les milices de la droite maronite, dans le cas où ces derniers devraient violer l'accord de Riyad. Déjà un incident a opposé mardi soir, à Roum, dans le Sud-Liban, une unité syrienne à des combattants conservateurs, faisant parmi ces derniers trois morts et une dizaine de blessés. Il est question, en outre, que Damas autorise l'acheminement des renforts palestiniens vers les régions frontalières.

Le « sommet » arabe du Caire n'a sans doute pas pris de décisions spectaculaires. Mais, en confirmant celles de Riyad, il a peut-être aplani la voie d'un compromis à plus ou moins longue échéance.

(Lire nos informations page 5.)

LA CONFÉRENCE GÉNÉRALE
DE L'UNESCO
S'EST OUVERTE À NAIROBI
(Lire page 15 nos informations.)

La visite officielle à Paris de Juan Carlos amorce le rapprochement entre Madrid et l'Europe

Le voyage suscite les réserves de la droite franquiste

Juan Carlos I^{er}, roi d'Espagne, et la reine Sophie, étaient attendus ce mercredi 27 octobre, à 15 heures, à Orly, pour un voyage officiel qui prendra fin vendredi soir. Au programme, deux entretiens en tête à tête entre le souverain et M. Cocard d'Estaing, qui a exprimé lundi à la télévision espagnole son espoir

d'une évolution démocratique en Espagne. Plusieurs visites sont prévues : le centre stratégique du plateau d'Albion et les installations nucléaires du Tricastin notamment. Jeudi, le roi doit prononcer une allocution à l'École militaire. Après les voyages officiels du roi aux États-Unis et en Amérique latine, ce déplacement

officiel en France illustre les bonnes relations actuelles entre la France et l'Espagne, encore que la droite franquiste souhaitait un report du voyage en raison des activités des nationalistes basques en France. Un certain nombre d'Espagnols résidant en territoire français ont d'ailleurs été assignés à résidence.

RETROUVER L'ESPAGNE LES ATOUTS DU ROI

par ANDRÉ FONTAINE

L'histoire va vite. Il y a à peine dix ans, l'Espagne, après une période de procès, de cinq millions de basques accusés, sans beaucoup de preuves, de terrorisme, bouleversait l'opinion française. Mais des centaines de milliers d'Espagnols s'indignaient de son indignation et acclamèrent sur la place d'Orléans, à Madrid, le général Franco dénonçant d'une voix croissante la « conspiration de la gauche franco-marxiste » et la « subversion communiste ».

Juan Carlos, qui n'était alors que prince d'Espagne, assistait à ses côtés, muet et passablement embarrassé dans son uniforme de parade, à cette manifestation. Tous se demandaient comment il se comporterait lorsque la mort l'aurait enfin débarrassé d'un homme qu'il ne se cachait pas de ne guère aimer. Même ceux qui, le connaissant, le considéraient d'intentions libérales redoutaient que, malgré sa stature athlétique, il ne fassent pas le poids devant les ultras du franquisme, de cette casquette du « bunker » dont l'aberration allait, quelques semaines plus tard, utiliser toutes les ressources de la médecine pour prolonger de quelques jours, avec l'agonie du Caudillo, son propre pouvoir.

Aujourd'hui, la réponse est donnée. Le roi a engagé son pays sur la voie de la libéralisation. Elle est certes loin d'être complète puisqu'il y manque entre autres la législation du parti communiste, puisque le congrès du parti socialiste ouvrier vient d'être interdit à l'extrême, puisque on

compte encore plus de deux cents détenus politiques, basques pour la plupart, puisqu'il arrive qu'un arrêté encore, à vrai dire parfois pour quelques heures seulement, des dirigeants de l'opposition. Mais, enfin, peu de gens, y compris parmi ceux qui étaient le plus portés à faire confiance au souverain, auraient pu croire que tant de chemin serait accompli en si peu de temps. Les centrales politiques et syndicales démocratiques, bien que toujours illégales, fonctionnent au grand jour. La presse écrit à peu près ce qu'elle veut, le droit de grève est exercé s'il n'est pas révoqué.

(Lire la suite page 2.)

par MARCEL NIEDERGANG

Prince choisi par Franco pour être un jour roi d'Espagne, Juan Carlos ne s'est pas imposé avec facilité. Manifestement mal à l'aise dans ce rôle ardu d'héritier proclamé du régime, attentif à ne pas commettre de faux pas, il a été longtemps isolé, brisé, humilié. En novembre 1975, dans le personnage d'un roi dont on attend qu'il régnât et ne gouverne pas, il a laissé éclater sa vraie nature : une simplicité bourgeoise, un tempérament de militaire, une cordialité réelle, la conscience d'être appelé depuis toujours à un destin exceptionnel, la volonté d'affirmer une monarchie dont il sait les avatars historiques et reconnaît les faiblesses.

Libéré de ses servitudes de petit prince choyé par le séail, il se veut d'abord et se proclame en accord profond avec une Espagne nouvelle, dynamique, dont plus de 60 % des habitants n'ont pas connu la guerre civile. Sa parfaite connaissance du personnel politique espagnol lui a permis de commettre un minimum d'erreurs. Disposant de solides amitiés à l'étranger, il a bien exploité le poids de l'opinion internationale en faveur de l'indispensable ouverture. Ses voyages officiels aux États-Unis, en Amérique latine, aujourd'hui en France, contribuent à diffuser la « bonne » image d'une nouvelle Espagne « libérale ». Mais ces déplacements l'aident aussi à renforcer sa marge de manœuvre à l'intérieur.

Juan Carlos paraissait ligoté par l'appareil d'État franquiste (« Tout est attaché, et bien attaché, disait le Caudillo »). Il se comporta, depuis onze mois, comme s'il était déjà un monarque constitutionnel alors que sa seule légitimité est, jusqu'au référendum prévu en décembre, celle qu'il tient du régime franquiste, lequel a « instauré » et non pas « restauré » la monarchie. Ce comportement habile, qui ne fait d'ailleurs que restituer l'ambiguïté profonde de la situation politique actuelle, a une conséquence évidente.

(Lire la suite page 2.)

La vie commune

par OLIVIER GUICHARD (*)

La récente déclaration du président de la République et du comité central de l'U.D.R. permettant d'énoncer quelques idées simples sur la situation du mouvement gaulliste et sur celle de la majorité.

La première est que la vitalité de la majorité est indéniable de celle de l'U.D.R. Depuis deux ans, l'expérience l'a montré : que ce soit au niveau des personnalités, des militants ou de la masse des électeurs, on ne quitte pas l'U.D.R. pour rejoindre d'autres

(*) Ministre d'État, garde des sceaux (U.D.R.).

formations de la majorité, mais l'U.D.R. ou l'opposition.

C'est assez normal. La majorité est suffisamment diverse pour que chacun y ait trouvé depuis longtemps le visa de sa préférence : l'évolution ne peut guère se faire par déplacements latéraux ; elle se fait dans les profondeurs de la majorité, où les hauts et les bas respectifs de chaque famille mesurent le niveau moyen. L'affaiblissement d'une famille ne profite pas à l'autre, et toutes ont intérêt à ce que chacune soit confiante, active et prospère.

(Lire la suite page 10.)

Le paradoxe des prisons françaises

par PHILIPPE BOUCHER

Parce qu'elle assure une fonction d'élimination, parce qu'elle répond à un strict manichisme, parce que ses occupants sont nécessairement silencieux, la prison rassure. Qu'on se rappelle, à l'inverse, l'immense désordre et l'immense inquiétude qui envahissent la nation et l'État lui-même lorsqu'en juillet-août 1974 les détenus se révoltèrent. Alors que le monde contemporain présente un spectacle où plus rien ne paraît assuré, sinon le doute ou la peur — du lendemain, du voisin, de son emploi, — la prison fait figure de certitude. Sa nature n'a pas varié depuis deux siècles. Elle reste le symbole grâce auquel le monde est partagé entre les bons et les méchants, entre le bien et le mal.

Mais l'élimination n'est pas éternelle, elle n'est pas même continue. Les détenus finissent par ne plus l'être, et avant leur libération définitive, des permis de sortir leur sont parfois accordés.

La polémique autour des permissions de sortir, accordées plus chichement qu'on ne le croit, ne mérite pas qu'on s'y arrête longuement. L'institution a réussi à 92-98 % depuis qu'elle est entrée en vigueur. Quelques bavures montées en épingle n'élèvent rien à ces chiffres, qui ne reflètent pas des incertitudes sondages, mais des faits, chacun des incidents étant répertorié dans un scrupuleux rapport. La discussion rigoureuse sur la prison ne peut donc se situer à ce moment de la vie pénitentiaire.

On ne saurait davantage, — et à contrario, — dire qu'il faut par

principe libérer les détenus avant l'expiration de leur peine, au motif que, dans ce cas, la récidive est moindre. Il s'agit au mieux des libérés conditionnels, — avant le terme — sont précisément ceux qui offrent, dit la loi, « des gages sérieux de réinsertion sociale ». Et Dieu sait qu'on leur en demande !

C'est dans la généralité de son fonctionnement, dans sa banalité, que se juge une institution, pour voir si elle remplit efficacement le rôle qui lui assignent les lois. « Réinsertion sociale », disent donc ces lois qui font la trame des enseignements et des discours. Ne serait-il pas plus réaliste — et plus honnête — d'accepter l'idée que la prison, en tant que fonction sociale, porte en soi son propre échec ? Le paradoxe de la prison.

Parler de « réinsertion », d'abord, est-il sérieux ? À travers colloques, séminaires et congrès, sociologues, psychologues ou pénales emploient encore, entre eux, ce terme sans ressentir plus qu'un peu de mauvaise conscience. Ne serait-il pas plus honnête de parler d'« insertion » pour des gens qui, jusqu'ici, dans leur immense majorité, ont vécu à l'extérieur que dans la société ? D'autant que 85 % des prisonniers ont moins de trente ans.

Pour rebattre qu'ils deviennent, deux chiffres doivent être rappelés qui concernent la composition sociale de la population pénitentiaire (les détenus) et son niveau culturel. Chaque année, il passe en prison plus de 100 000 personnes (condamnées et prévenues, ces derniers pour une proportion qui atteint certaines années 50 %), le chiffre des détenus présents étant généralement voisin de 30 000.

(Lire la suite page 11.)

AU JOUR LE JOUR

RECONQUÊTE

Les porteurs d'espoir sont toujours les bienvenus. C'est pourquoi ceux qui ont pour l'Espagne un peu plus que de l'amour voudront voir en Juan Carlos l'ambassadeur d'un peuple qui marche à la reconquête de son printemps.

Le trajet est long, parfois pénible, dramatique même, mais chacun retient son souffle devant la résurrection qui s'accomplit. Il y faut une extraordinaire patience, mais le pays qui a mis jadis plus d'un siècle à se reconquérir lui-même ne sera jamais celui du désespoir.

ROBERT ESCARPIT.

A L'ORANGERIE DES TUILERIES

Le romantisme allemand

C'est un continent, un archipel inconnu que nous invite à découvrir l'exposition de « la peinture allemande à l'époque du romantisme » qui vient de s'ouvrir à l'Orangerie. Pour la plupart d'entre nous, en effet, l'Allemagne du début du dix-neuvième siècle est le pays de la musique, de la philosophie (très copieusement), de la rigueur de la poésie, en principe de Goethe (qu'on ne lit jamais), et parfois de l'architecture depuis que les expositions consacrées au néo-classicisme ont révélé son étonnante vitalité. Mais pour la peinture, nous en sommes restés à la plus atroce indifférence et c'est seulement l'an dernier qu'est entrée au Louvre une œuvre majeure de cette époque, « l'Arbre aux corbeaux », de Caspar David Friedrich.

Un continent, un archipel, il vaudrait mieux dire un jardin, qui est déjà un peu celui des préraphaélites, un jardin peuplé de

Tension entre le Japon et ses partenaires commerciaux

Rien ne va plus entre le Japon et ses partenaires commerciaux. Les sidérurgistes américains accusent leurs concurrents de vendre des tubes d'acier inoxydable 30 % en dessous de leur prix de production. L'O.C.D.E. s'alarme de la lente disparition de la construction navale dans le monde, ruinée par les chantiers nippons. La commission du Marché commun s'inquiète du déficit commercial grandissant des pays de la C.E.E. vis-à-vis du Japon, déficit qui pourrait atteindre 4 milliards de dollars cette année. La France elle-même, dont les échanges commerciaux avec l'île lointaine sont pourtant très faibles (1,5 milliard de francs d'exportation en 1975), proteste parce qu'elle ne couvre plus par ses ventes que 38 % de ses achats. Le colloque entre patrons français et japonais d'être l'objet d'un affrontement particulièrement vigoureux.

Le dynamisme et la formidable efficacité des Japonais soulèvent un peu partout dans le monde de telles protestations que le Kaidanren — équivalent du C.N.P.F.F. français — parcourt actuellement l'Europe pour écouter les doléances, y répondre, essayer d'apaiser les crises et à la rigueur faire quelques promesses. Que reproche-t-on au Japon ? Essentiellement deux choses : vendre à tout prix — c'est-à-dire souvent à l'import — des produits à bas prix, et envahir des marchés dans le monde ; freiner par tous les moyens les entrées de marchandises étrangères au Japon.

Après le « choc pétrolier » — comme on appelle la formidable hausse des prix des produits pétroliers en 1973-1974 — le Japon, très gros importateur d'énergie, avait vu sa balance commerciale se détériorer brutalement. Il a réalisé depuis lors un miracle de l'économie : sa balance des paiements courants, excédentaire de 8,1 milliards de dollars en 1972, était devenue déficitaire de 138 millions en 1973 et de 4,7 milliards de dollars en 1974. En 1975, l'équilibre était quasiment rétabli et cette année la balance des paiements courants devrait à nouveau être excédentaire de quelque 3 ou 4 milliards de dollars.

Ce résultat spectaculaire s'explique par le fait que l'ensemble de l'économie japonaise s'est mobilisée dans un formidable effort pour vendre davantage. 25 % en dix ans, actuellement, tandis qu'une politique d'économie et d'exploitation des ressources locales arrivait à freiner les importations (+14 % seulement l'an en valeur, ce qui correspond en volume à une quasi-stagnation).

ALAIN VERNHOLLES.
(Lire la suite page 39.)

Le duo sauvage.
Parure Safari: bracclet et bague en poil d'éléphant, ivoire et or.



FRED JOAILLER
6, rue Royale, Paris 8^e. Tél. 260.30.65. Boutique FRED, 84, Champs-Élysées, Hôtel Byblos, Saint-Tropez. Hôtel Loews, Monte-Carlo. Aéroport d'Orly.

100-443887-100

LES ATOUTS DU ROI

(Suite de la première page.)

Les statuts du franquisme sont toujours en place. Les innovations, les relouche apportées aux droits de réunion ou de manifestation sont assorties de réserves qui laissent les autorités maîtresses, en définitive, de toute décision. D'où l'apparente incohérence des permissions accordées ici, refusées ailleurs. Le congrès du parti socialiste ouvrier espagnol (historique) a été autorisé. Celui du parti socialiste ouvrier espagnol (rénové) de M. Felipe Gonzalez n'a pas été. Les arrestations arbitraires se poursuivent, par exemple dans les rangs des commissions ouvrières. L'amnistie partielle n'a pas, et de loin, vidée toutes les prisons de leurs prisonnières politiques.

La légalisation des formations politiques est admise, et même encouragée, à l'exception pourtant du parti communiste, victime des phobes et des terreurs des derniers vainqueurs de la guerre civile. Mais les conditions d'inspiration fixées par le gouvernement sont telles qu'elles sont recousées par les grandes formations de la gauche non communiste : socialistes et démocrates chrétiens. La mise à l'écart délibérée d'un parti communiste, pourtant disposé à bien des concessions, et le refus du gouvernement de négocier pour le moment avec l'opposition démocratique un « pacte constitutionnel » peuvent bloquer cette mise en place pacifique de la démocratie.

D'autre part, les crédits redoutables
démourent. La situation au pays
Basque est préoccupante. La crise
économique est très sérieuse mal-
gré le gouvernement ne peut, pour des
raisons politiques, adopter un indis-
pensable plan de stabilisation. Ses
récentes mesures d'austérité "trap-
pent" la classe ouvrière alors que les
prochaines négociations de conven-
tions collectives laissent entrevoir
un automne chaud. « Avec Franco,
on vivait mieux... » Il n'en est pas
moins sûr que la situation économique
de Madrid, Des mains anony-
mes ont ajouté : « Quelques uns vi-
vaient mieux... », mais c'est un fait
que la situation économique encourage
et nourrit une grogne grandis-
sante.

LES CONTRATS D'ARMES EN DISCUSSION

un esprit de violence, et de l'indignité
répondant les que premier, mo-
de son règne II a médié, déclaré
de ne pas prêter les conseils de
ministres alors que Franco s'était
imposé cette règle jusqu'à la
Puis l'il a commencé d'avancer se-
plong, plaçant des hommes à la
d'une fidélité certaine, à des postes
clés, remplaçant d'autres par ses
sieurs. Il a nommé à la présidence
d' nomination de M. Torcuato Fernandez
Miranda, son ancien professeur, à la
présidence des Cortes et du Conse-
il du royaume avait, en décembre, sus-
cité des réactions mitigées. M. Fer-
nandez Miranda était un homme du
régime. Il a prouvé qu'il faisait
passer son dévouement à la couronne
avant ses éventuelles sympathies
politiques. Il n'a pas de faibles en-
tentes, de procédures, de pratiques
que les Cortes pourraient bien éter-
dissoutes prématurément si le pro-
jet de réforme politique du gouver-
nement n'était pas adopté d'ici à
la fin novembre.

La promotion de M. Adolfo Suarez, ami personnel du roi, comme chef de gouvernement, en juillet, a fortement étonné d'accolades d'adieu dans les rangs des communistes, des socialistes orthodoxes comme des démocrates. L'opposition démocratique. Représentants les plans de réforme du prédécesseur, M. Artas Navarro, et les défendant avec plus de conviction, M. Suarez, a lui aussi, mentionné, son passé de phalangiste combattant peu par son regard sur les volontés du roi. D'ailleurs, le chef, en octobre, encore plus significatif : celui du général Gutiérrez Mellado au poste de premier vice-président du gouvernement. Une indication que l'armée restera neutre, bien que la grande majorité des soldats et des colonels réchignent à l'idée d'abandonner les « idées » franchistes.

A la veille du premier anniversaire de la mort de Franco, Juan Carlos règne et gouverne. Il a mis le poids de sa jeune autorité dans la balance pour accélérer et assurer la lente marche à la démocratie qui pourrait maintenir d'être la meilleure garantie du maintien d'une monarchie, tolérée par les uns comme héritière du franquisme, acceptée par les autres dans la mesure où elle favorise une transition pacifique d'un système autoritaire et personnel à un régime libéral et pluraliste. C'est bien ainsi que l'entendent les manifestants de gauche : « Juan Carlos, écoute, le peuple est en lutte », et ceux de droite : « Juan Carlos, écoute, l'Es-

« Description au visage, boutever-
sement dans la rue, malgré les lois,
même les modifications encore timides
ou insuffisantes, ne sont pas en
accord avec ce vent de liberté qui
souffle sur l'Espagne. Mais, enfin,
des progrès sont évidents et plus
rapides que certains ne le pensaient
il y a un an.

Manifestations de rue spectacu-
laires, défilés, pétitions, congrès des
formations de gauche toujours illé-
gitimes au regard de la loi, meetings,
entièrement des victimes de la garde



BLANQUI l'insurgé

**"Je suis en politique de la passion
la plus violente"**
AUGUSTE BLANQUI

BLANQUI :
76 ans de vie 33 ans de prison

LIBRAIRIE ACADEMIQUE PERRIN

formations de gauche toujours illégales au regard de la loi, meetings, enterrements de victimes de la garde

سید احمد علی

1976-10-28

IN FRAN
DU ROI

DE JUAN CARLOS

EUROPE

LE PROGRAMME DU VOYAGE

MERCREDI 27 OCTOBRE
15 h. — Le roi Juan Carlos et la reine Sophie sont accueillis à l'aéroport de Madrid par le président de la République, le général Franco, et le ministre de l'Intérieur, M. Carrero Blanco. Ils gagnent Paris par hélicoptère. Les chefs d'Etat se rendent ensuite, en cortège officiel, de l'Élysée à l'hôtel de ville de Paris, où ils sont reçus par le maire de Paris, M. Duret.

JEUDI 28 OCTOBRE
9 h. 30. — Visite d'une usine de la région parisienne.
11 h. 45. — Réception à l'hôtel de ville de Paris, suivie d'un déjeuner.
12 h. 30. — Visite de l'école militaire (à la place de la visite prévue à l'école polytechnique).
17 h. — Le roi reçoit M. Van Lennep, secrétaire général de l'O.C.D.E.
20 h. — Dîner officiel à l'ambassade d'Espagne.

VENDREDI 29 OCTOBRE
9 h. 45. — Juan Carlos inaugure la nouvelle maison d'Espagne.
10 h. 30. — Le roi reçoit, à l'ambassade, la colonie espagnole de France.

L'après-midi, accompagné de M. Bourges, ministre de la défense, et d'Ornano, ministre de l'Industrie et de la recherche, le roi visite le site du plateau d'Albion puis les installations nucléaires du Tricastin.
18 h. 15. — Dernier entretien avec M. Giscard d'Estaing à Paris.
21 h. 45. — Le roi et la reine, salués par M. Raymond Barre, quittent la France.

Le roi Juan Carlos et son épouse se rendront en visite officielle en Allemagne fédérale au cours du premier trimestre de l'année prochaine, annonce le quotidien espagnol Pueblo du 27 octobre.

LES RÉACTIONS AUX MESURES DE « DÉPLACEMENT TEMPORAIRE »

DANS LES PYRÉNÉES-ATLANTIQUES

« Personne ici ne songe à faire du mal au roi »

De notre correspondant

Bayonne. — Personne ici ne songe à faire du mal au roi. C'est ce que nous a dit un réfugié politique basque espagnol, résident à Saint-Jean-de-Luz, en ne comprenant pas, au Pays basque, dans les milieux nationalistes, que de nouvelles mesures d'éloignement du département frontalier aient été prises à l'encontre des membres de cette colonie, à l'occasion de la visite officielle du roi Juan Carlos. Au total, on parle de cent trente mesures d'éloignement temporaires frappant sur l'ensemble du territoire

français, des réfugiés politiques espagnols, parmi lesquels de nombreux nationalistes basques vivant dans le département des Pyrénées-Atlantiques. Mais la plupart de ceux-ci, ayant appris ou redoutant ces décisions, ont quitté leur domicile pour aller se cacher. Seuls, douze d'entre eux ont été appréhendés et transférés à l'île d'Yeu, où ils devront séjourner jusqu'à la fin du voyage officiel du roi Juan Carlos.

Celui-ci, dit-on dans ces mêmes milieux, est finalement menacé par les extrémistes de droite espagnols qui, par nous-mêmes. En revanche, les mesures prises par l'Etat français ne feront que rendre davantage impopulaire le roi. Deux compagnies de C.R.S. venant de Pau et de Toulouse sont arrivées en renfort sur la Côte basque. Mais la situation est calme, aucune agitation ne règne dans les milieux basques. Toutefois, depuis plusieurs jours, la police a multiplié les contrôles et établi des barrages sur les routes pour surveiller les activités des nationalistes basques. Ceux-ci répètent que, lorsque les révolutionnaires de l'E.T.A. organiseront des attentats, c'est sur le territoire espagnol qu'ils les exécuteront, et ils n'ont pas l'intention de les persécuter en France. En dehors des mesures d'éloignement, de nombreux autres réfugiés résident aux portes de Bayonne sont tenus de se présenter deux fois par jour au commissariat des localités où ils habitent. — C. B.

TROIS MILLE POLICIERS
Trois mille policiers en civil et en uniforme sont mobilisés pour assurer la sécurité du roi d'Espagne durant son séjour en France. Ils protégeront ses déplacements dans Paris et sa région, ainsi qu'à Orange et sur le plateau d'Albion lorsque le souverain ira visiter la base de lancement d'engins balistiques des forces de dissuasion.

Juan Carlos bénéficiera de plus, comme tous les chefs d'Etat, d'une « protection rapprochée », assurée par une dizaine de policiers en civil du service central des voyages officiels. Ceux-ci travailleront en liaison avec les gardes personnels du roi.

A Belle-Ile

Onze hommes et une femme en colère

De notre correspondant

Lorient. — L'hôtel-manoir de Goulphar, à Bangor, en Belle-Ile, domine la petite plage de Goulphar. La vue est magnifique. Trois étages. Un confort exceptionnel. Une table excellente. Un service parfait. En face, l'hôtel Castelnau, où fut tourné le film de choc. Rien à voir, bien sûr. Mardi soir. Nous sommes à onze heures. Onze hommes et une femme, qui ne peuvent cacher leur colère. La veille encore, avant 6 heures du matin, ils étaient libres. Ils ont passé vingt-quatre heures, transférés de commissariats en dépôts, de casernes de gendarmerie en cantonnements de C.R.S.

Ils ont un point commun : tous sont des réfugiés politiques basques, comme on l'a dit, réfugiés ou ex-réfugiés politiques ; mais en tout cas opposés au régime espagnol actuel. Tous veulent faire l'objet de mesures exceptionnelles d'éloignement. Ils sont assignés à résidence dans le département du Morbihan. Dans l'île, cent vingt C.R.S. avec command-car, camions bâchés et gratte-pneus, motes, qui ont débarqué mardi à 15 h. 30.

Le service d'ordre est bon. Dans l'hôtel, douze personnes qui ne cachent pas leur colère. Celles-ci assurent que non seulement arbitraire, disent-ils, mais nous sommes dans notre dignité d'hommes dans notre dignité de travailleurs. Du point de vue de la sécurité, c'est absurde, pour ne pas dire ridicule : aucun d'entre nous ne représente un danger pour quiconque. D'ailleurs, la plupart d'entre nous possédons des passeports. Nous venons et nous allons librement en Espagne. Nous ne nous pas. Nous sommes des militants engagés de longue date, mais nous militons dans la limite de ce que est permis. Octavio a quarante-sept ans et quatre enfants à charge. Pour moi, cela ne change rien. Je suis déjà assigné à résidence à Paris. José, vingt-sept ans, est enseignant. Carlos, trente-huit ans, est chasseur. Lucio, quarante-cinq ans, cariste. Alicia, quarante-deux ans, est secrétaire à l'université de Paris-III. Gonzales, soixante ans, est maçon. Ancien résident, il a été pendant la guerre à Lorient. Quimper, Saint-Malo ; deux fois blessé. « Voilà la récompense que l'on me donne », dit-il en tendant l'assignation à résidence qui le vise. Manuel, vingt-sept ans, a été ouvrier la veille par des policiers des douanes hommes d'appel. Il avait trouvé du travail le temps des vacances : c'est fini. Juan, vint-huit ans, a passé sept ans et cinq jours dans les prisons espagnoles. Il a été condamné à mort. Aujourd'hui, il a un passeport. Vincent, mécanicien, est arrivé à Belle-Ile mardi soir, après avoir fait le voyage de son propre gré. A Vannes, il a été accusé par des policiers stupéfaits de le voir se plier et facilement à leurs exigences. Et vous Luis ? — « Nada ! », me répond-il. Accident du travail, il est invalide à 100 % et devrait être en permanence sous surveillance médicale. José a quarante-sept ans. Il est technicien des eaux. Le dernier des douze hommes d'appel, lui aussi, José. Il a trente-sept ans. Il est maçon caristeur. On parle du changement en Espagne. Pour ces douze personnes, c'est une question de vie ou de mort. C'est un vernis, une façade : ce sont des faux-semblants de liberté. Ce n'est qu'illusion. Les relations entre la France et l'Espagne ? La non plus, rien de changé. De toute évidence, il s'agit d'aligner l'Espagne sur les autres démocraties européennes. La liberté ? Elle n'existe qu'en paroles. Trente-sept militants espagnols ont été tués par la police depuis la mort de Franco. En fin de soirée, autour de Carlos, on compose les paroles d'une chanson. Son thème : les gouvernements se rapprochent, les hommes sont éloignés. — JEAN-YVES MANACH.

M. DE VILLALONGA DÉMENT AVOIR ÉTÉ ASSIGNÉ À RÉSIDENCE

M. de Villalonga nous a adressé le communiqué suivant : « L'écritain José Luis de Villalonga dément avoir été assigné à résidence à l'île d'Yeu pendant la visite du roi Juan-Carlos à Paris. Ancien chargé de relations avec la presse de la junte démocratique, M. de Villalonga rappelle que, dans les deux ou trois ans qui ont précédé la chute de Franco, par le professeur Calvo Serer, monarchiste, et autres fois conseiller du Comité de Barcelone. M. de Villalonga tient également à dissocier dans l'esprit du public l'opposition espagnole à laquelle il appartient, des groupes terroristes qui ont revendiqué les trois attentats commis à Paris dans la nuit du 24 au 25 octobre. »

Parlant du roi Juan Carlos à l'Europe 1, M. de Villalonga, qui a participé aux côtés des communistes à la création de la Junte démocratique, a déclaré : « C'est un militaire. Quand on nous disait : il a vraiment l'intention de faire de l'Espagne une démocratie, je me disais : pourquoi cet homme serait-il démocrate ? Pour quelle raison ? Peut-être qu'il ne l'est pas. Ce qui fait pour le moment démentir qu'il a la volonté en tout cas de changer les choses. Peut-être aussi sait-il très bien que si les choses ne changent pas, la monarchie ne sera pas viable, parce que notre monarchie n'est pas une monarchie à la suédoise ni à l'anglaise, ce n'est pas un symbole, c'est une monarchie qui gouverne. Si dans les deux ou trois ans qui viennent, les problèmes de l'inflation, du chômage, des nationalités basque et catalane ne sont pas résolus, c'est la monarchie qui portera le chapeau de tout cela. »

Le parti communiste français, la fédération du parti socialiste de la Gironde, le comité de soutien aux Basques, condamnent les arrestations arbitraires et les assignations à résidence décidées par le gouvernement français à l'occasion du voyage du roi Juan Carlos. D'autre part, plusieurs organisations d'extrême gauche s'élèvent contre l'intervention de la manifestation qu'elles avaient projetée. La Fédération anarchiste, de son côté, estime que la répression de prussiens en Espagne particulièrement contre les militants anarchistes, « dont l'action est passée sous silence à l'étranger ».

Michel Jobert

L'autre regard

« La chronique aigüe des dernières années »

Grasset

Ayant obtenu gain de cause devant le Tribunal suprême

M. Calvo Serer entend relancer le journal « Madrid »

De notre correspondant

Madrid. — Le quotidien indépendant Madrid va repartir. Une sentence du Tribunal suprême du 28 octobre annule la décision du conseil des ministres du 7 janvier 1973 qui supprimait l'inscription de la société editrice du journal au registre des entreprises de presse. Contre cette décision, M. Rafael Calvo Serer (aujourd'hui membre du groupe des démocrates indépendants), président du conseil d'administration et principal actionnaire du journal depuis 1966, avait présenté une série de recours, dont le dernier vient d'aboutir en sa faveur. Madrid, très conservateur pen-

Proposant

un « réarmement idéologique »

LE MINISTRE DE L'ARMÉE RÉCLAME UNE « ACTION THÉRAPEUTIQUE » URGENTE CONTRE LA « SUBVERSION »

Séville (A.F.P.). — Le ministre espagnol de l'Armée, le général Félix Alvarez Arenas, a réclamé mardi 26 octobre une « action thérapeutique » urgente contre la « subversion », car la « subversion » est la « valeur nationale espagnole ». Le général, qui prenait la parole à l'occasion de la séance inaugurale d'une série de conférences réunissant des militaires et des civils, a précisé que cette action « sera fondée sur la « défense de la communauté nationale ». Il a souligné la nécessité d'une « action thérapeutique », un idéal d'unité et le clair soutien du sentiment national, qui oppose le spiritualisme au matérialisme et la vérité au mensonge. Ce réarmement, a-t-il déclaré, est « total, permanent, coordonné, populaire, centralisé, mais souple », est, selon lui, la tâche des forces armées.

Un général et un colonel de l'armée de l'air espagnole ont été suspendus de leurs fonctions en raison de leur implication « présumée » dans l'affaire des pots-de-vin de la compagnie aéronautique américaine Lockheed, indiquent-on officiellement à Madrid, le mardi 26 octobre. Il s'agit du général de division Luis Rey Rodriguez et du colonel Carlos Ordoñez Segade, précises un communiqué du ministère de l'Air. — (A.F.P.)

Le gouvernement s'apprête, pour la première fois depuis la fin de la guerre civile, à faire passer en jugement cinq policiers accusés de brutalités. Cette décision fait suite à la démission de vingt maires qui entendaient protester contre les violences policières, et à la parution dans la presse d'accusations contre des policiers soupçonnés d'avoir collaboré avec des groupes terroristes d'extrême droite. Le procès, qui fait suite à une enquête de plusieurs semaines, doit s'ouvrir mardi 28 octobre, à Barcelone. — (A.F.P.)

Onze personnes accusées d'appartenir au parti du travail d'Espagne (P.T.E.) et à la Jeune garde rouge, de tendances marxistes, ont été arrêtées le 27 octobre. Parmi les détenus figure le professeur Isidoro Tejerino Lobo, responsable du P.T.E. au niveau provincial. — (A.F.P.)

BIBLIOGRAPHIE

« GUERRE ET RÉVOLUTION EN ESPAGNE »

de Georges Soria

L'« Anticommuniste », second tome de la collection « Guerre et révolution » en Espagne, de Georges Soria, a les qualités du premier : un récit d'une grande clarté, où l'évidente subjectivité n'aîent pas la source de la recherche historique, des illustrations remarquables, dont certaines sont des documents d'archives originaux. L'Anticommuniste couvre la période qui va des derniers jours de juillet 1936 au printemps 1937. Les premiers coups violents de la guerre civile ont touché l'Espagne en deux. Les chefs du soulèvement militaire ont commencé l'opération en quelques jours, bénéficiant de l'effet de surprise et de complicités dans toutes les garnisons. Ils ont échoué. Malgré de furieux coups de boutoir, la République a survécu. Mais elle n'est pas sauvée et ce n'est pas la même. Premiers revers républicains, intervention des puissances de l'axe, bataille de Madrid, engagement soviétique, opérations sanglantes de Guadalajara et de la vallée du Jarama : la guerre d'Espagne a pris son vrai visage, celui d'un prologue dantesque de la deuxième guerre mondiale. Seule, semble-t-il, parmi les dirigeants de la République, le socialiste Juan Negrín l'avait perçu dès ce moment. Tel est en tout cas le témoignage de Pietro Nenni, ancien commissaire politique de la XII^e Brigade internationale, présenté en prologue de l'Anticommuniste, aux côtés du récit de Sir Anthony Eden. Quant aux autres, Nenni se souvient : « La bataille de Madrid, dit-il, fut peut-être la plus glorieuse, la plus remarquable... bataille de l'antifascisme européen. Ce fut un moment... exceptionnel dans l'histoire de l'internationalisme ouvrier et socialiste. » M. N.

* Tome II : L'Anticommuniste, 323 pages, Librairie du Club Diderot, 12, boulevard Bourdon (4^e). En souscription.

Grande-Bretagne

La menace de retirer des troupes d'Allemagne suscite de vives réactions

De notre correspondant

Londres. — M. Callaghan a renouvelé mardi 26 octobre aux Communes, en termes plus clairs que la veille, sa menace de réduire ou même de rappeler l'armée du Rhin, si les alliés de la Grande-Bretagne ne lui accordent pas le soutien financier dont elle a besoin. Rappelant que les Etats-Unis disposent d'énormes réserves monétaires, et que celles de la République fédérale d'Allemagne s'élèvent à 35 ou 40 milliards de dollars, le premier ministre a précisé que, si ces pays attachaient du prix à la contribution militaire de la Grande-Bretagne sur le front européen, ils devraient « prendre en considération ses problèmes relatifs au poids des balances sterling ».

Cette prise de position du premier ministre a été vigoureusement démentie par Mme Thatcher. Le leader de l'opposition conservatrice a accusé M. Callaghan d'avoir « corrompu » la monnaie nationale, et d'« ouvrir » la Grande-Bretagne. Selon Mme Thatcher, le gouvernement travailliste ne cesse ainsi d'aggraver « les dettes et la décadence » du pays ; la seule conduite honorable pour le premier ministre consiste donc à s'en aller. Cette invitation a été repoussée par M. Callaghan, qui affirmait une grande confiance en lui-même et en son gouvernement, à répliqué qu'il entend encore rester au pouvoir « pendant un bon bout de temps ».

L'argumentation du premier ministre suscite des réactions très vives et pas seulement dans l'opposition. En dépit de tous les problèmes économiques et financiers que connaît le pays, beaucoup de citoyens n'apprécient guère la menace formulée par le gouvernement de rompre ses engagements envers les alliés. D'autant que les Britanniques se sont toujours entendus dire que la présence de leur armée au Rhin répond aux exigences élémentaires de la sécurité du pays.

Diminution du chômage

Jusqu'ici, la nouvelle stratégie diplomatique de M. Callaghan ne paraît pas avoir contribué à rétablir la situation du sterling. Même les bonnes nouvelles sur la situation de l'emploi n'ont pas eu d'effet sur le cours de la livre. Pour la première fois depuis le mois de mai, le nombre des chômeurs a pourtant diminué. Le total des sans-travail (en excluant les jeunes qui viennent de quitter l'école) est tombé de 11 900 dans les cinq dernières semaines, pour atteindre 1 283 000, c'est-à-dire 5,4 % de la population active (5,5 % en septembre). Le nombre des jeunes chômeurs a diminué de 64 000, ne laissant que 74 000 d'entre eux sans emploi.

En fin de journée, il est vrai, la livre sterling avait regagné 50 cents sur le cours désastreux enregistré la veille. Mais l'évolution du marché des changes a montré que le sort de la devise britannique reste tellement précaire que la moindre rumeur l'affecte dangereusement.

Après le Sunday Times, c'est le Washington Post qui déclenche un nouvel « assaut » contre la livre. Ce journal croit savoir que les experts du Fonds monétaire international souligneraient que la Banque d'Angleterre devra le taux minimum d'intérêt jusqu'à 18 %. Une fois encore, les démentis n'ont pas été pris au sérieux par les spéculateurs.

M. Bryan Gould, député travailliste et secrétaire parlementaire du ministre de l'environnement, a déclaré une nouvelle vague de spéculations en vantant que le Fonds monétaire international avait raison d'exiger que la livre se déprécie jusqu'à 1,50 dollar. Alors que le sterling venait de regagner un peu de terrain, les propos pour le moins inattendus de M. Gould ont fait perdre 2 cents à la livre dans l'heure qui a suivi.

Le sentiment se confirme, dans les milieux financiers et politiques, que le gouvernement sera amené très bientôt à prendre de nouvelles mesures, qu'il s'agisse d'économies budgétaires ou d'un autre « tour de vis » fiscal. Il semble que le chancelier de l'Echiquier préfère ajourner toute décision jusqu'à la visite de la mission du Fonds monétaire international, qui est attendue à Londres la semaine prochaine. Il reste cependant à voir si la position croissante sur le front des changes ne contraindra pas le gouvernement à agir plus vite qu'il ne le souhaite.

JEAN WETZ.

M. Jurej Sedlak, ambassadeur de Tchécoslovaquie, va prochainement quitter Paris où il avait été accrédité en 1972.

EUROPE

Union soviétique

A LA SESSION DU COMITÉ CENTRAL

M. Brejnev a encore renforcé ses positions

Le Soviet suprême de l'Union soviétique a ouvert ses travaux ce mercredi 27 octobre, à 10 heures du matin (heure de Moscou). Le Parlement doit discuter et approuver le projet de plan quinquennal (1976-1980) ainsi que le projet de plan pour l'année 1977, qui a été approuvé à l'unanimité par le plénum du comité central qui s'est réuni lundi et mardi à Moscou.

Moscou. — Pas de changement significatif dans la hiérarchie soviétique, mais la tendance au renforcement des positions de M. Leonid Brejnev se confirme. Telles sont les conclusions qu'on peut tirer du plénum du comité central qui s'est tenu, mardi 26 octobre, à Moscou. Cette session a été précédée, en dépit des prévisions de la grande majorité des observateurs — y compris des Soviétiques — à aucun remaniement du bureau politique, dont la moyenne d'âge est maintenant d'environ soixante-dix ans. Il est vrai que M. Kirilenko, alors qu'on était son soixante-dixième anniversaire, faisait remarquer, voici peu, qu'il était heureux que, en Union soviétique, « soixante-dix ans soit considéré comme un âge moyen... ». Il est vrai aussi que M. Brejnev n'a pas bien sûr, à son tour, le même anniversaire, le 19 décembre prochain très exactement.

Cette incapacité à rajouter et à renouveler la haute hiérarchie soviétique intrigue les observateurs. Il serait étonnant, en effet, que le système actuel de gerontocratie soit unanimement approuvé. Ne serait-ce qu'en se plaçant du point de vue de la stricte efficacité, on peut s'interroger sur les raisons du maintien, à

De notre correspondant

leur poste, de dirigeants qui sont souvent immobilisés plusieurs mois de suite par la maladie. La réponse la plus souvent avancée, et la plus plausible, invoque l'équilibre politique particulièrement délicat, et qui risquerait d'être rompu par des changements significatifs. Des hommes comme M. Kossyguine et surtout M. Soudoukov ont maintenu un système collégial de direction. Il n'en demeure pas moins que le principe collégial a subi un certain nombre d'entorses ces derniers temps, y compris durant le plénum qui vient de se terminer. Cette réunion a été, en effet, entièrement dominée par M. Brejnev, dont le discours du lundi, contrairement à la règle, a été publié in extenso dès mardi dans la presse. Ce document, d'autre part, est présenté dans la résolution adoptée par le comité central comme un texte normal. On peut s'en étonner dans la mesure où M. Brejnev n'a pas vraiment présenté un rapport des activités du bureau politique, mais a plutôt rendu compte de ses activités personnelles. C'est ainsi que le secrétaire général n'a

pas cessé de s'exprimer à la première personne. Cette mise en avant de la personne de M. Brejnev a été précédée au cours des derniers mois par un nombre croissant de manifestations du culte de la personnalité du secrétaire général.

Cette accentuation du culte s'est accompagnée depuis plusieurs mois de la promotion ou de la désignation de plusieurs hommes qui passent pour des fidèles du secrétaire général. La promotion la plus significative a été sans doute, au début du mois de septembre, celle de M. Tikhonov, au poste de premier vice-président du conseil. Il est remarquable, toutefois, que M. Tikhonov n'ait pas fait l'objet d'une promotion par le premier secrétaire du parti. Ce premier adjoint de M. Kossyguine n'est toujours même pas, en effet, membre suppléant du bureau politique.

La seule promotion d'importance intervenue à l'issue du plénum ne contredit pas cette tendance, bien au contraire. M. Rjabov, qui a été nommé secrétaire du comité central, fait, en effet, partie des hommes qui doivent leur carrière, soit personnellement à M. Brejnev, soit à ses plus proches amis.

M. Yakov Rjabov, qui est né en 1928, est le plus jeune secrétaire du comité central, après M. Katouchchev, responsable des rapports avec les partis frères au pouvoir et qui est âgé d'un an de plus.

M. Rjabov, dont on sait peu de chose, a fait pratiquement toute sa carrière dans l'Oural : tourneur en 1943, il entre ensuite à l'Institut polytechnique de l'Oural, dont il sort quelques années plus tard avec le titre d'ingénieur. Il devient « personnel », du parti en 1958 pour la région de Sverdlovsk. Secrétaire de la ville, il devient premier secrétaire de la région, un certain... André Kirilenko, aujourd'hui membre du bureau politique, en principe numéro deux dans la hiérarchie du parti et homme de confiance de M. Brejnev.

C'est sous le règne de M. Kirilenko à Sverdlovsk que commence la carrière de M. Rjabov. Secrétaire de la ville, il devient premier secrétaire en 1963. Il est deuxième secrétaire de la région, en 1968, et en janvier 1971, premier secrétaire. A l'issue du vingt-quatrième congrès, il fait son entrée au comité central. M. Rjabov, qui est spécialiste de l'industrie lourde, est sorti de l'anonymat en février dernier, lors du vingt-cinquième congrès. Il avait été l'un des rares à monter à la tribune pour prononcer un discours. Il y a peu de chose à retenir de son intervention consacrée au développement industriel, sinon de très vives attaques contre la Chine et un vibrant éloge de M. Honecker, le chef du parti est-allemand.

Le communiqué publié mardi après-midi à Moscou ne précise pas quels seront les nouvelles attributions de M. Rjabov. En raison des capacités qu'on lui prête, il pourrait être appelé à remplacer M. Oustinov, qui ne peut plus remplir ses fonctions de secrétaire du comité central responsable pour les questions d'armement et les questions spatiales depuis qu'il a été nommé ministre de la défense à la mort du maréchal Gretchko. L'abandon par M. Kossyguine de ses responsabilités au secrétariat n'a cependant pas été annoncé. La nomination de M. Rjabov porte donc à onze le nombre des secrétaires du comité central. Le secrétaire du parti, qui emploie plusieurs milliers de collaborateurs, double, contrôle et supervise tous les organes de l'exécutif, qu'il s'agisse des ministères ou des comités d'Etat.

Le plénum a également coopté en tant que membres à part entière du comité central trois suppléants. Il s'agit de M. V.A. Karlov, premier chef adjoint de la section agricole au secrétariat du comité central, un homme qui travaille donc sous les ordres de M. Kossyguine, membre du bureau politique et secrétaire chargé des questions agricoles.

Le deuxième promu est M. K. N. Belik, ministre des constructions mécaniques, l'abandon par M. Kossyguine de la région de Poltava, renforce, à coup sûr, les rangs des partisans de M. Brejnev. M. Morgoun, un Ukrainien, a commencé sa carrière à Dnepropetrovsk. Il fut poétique de l'actuel secrétaire général. Etre passé par Dnepropetrovsk semble décidément constituer aujourd'hui la garantie d'un bel avenir.

JACQUES AMALRIC.

Une excellente récolte de céréales

De notre correspondant

Moscou. — La première chose que relèvent les Soviétiques du discours de M. Brejnev au comité central est l'annonce d'une excellente récolte de céréales pour l'année en cours. « A ce jour, a déclaré le secrétaire général, plus de 216 millions de tonnes de céréales ont été récoltées. La moisson continue. On peut dire, soit que nous approchons de nos plus hauts records, soit que nous battons de record. C'est une victoire prestigieuse ».

La récolte record de 1973 s'était élevée à plus de 222 millions de tonnes. On peut donc penser que l'U.R.S.S. récoltera, cette année, environ 220 millions de tonnes au minimum, soit 80 millions de plus que l'année dernière. La catastrophe céréalière de 1975 n'a pas eu des conséquences néfastes que pour l'industrie alimentaire (les stocks pour les neuf premiers mois de 1976 font apparaître une diminution de 20 % de la production de viande par rapport à la même période de 1975), mais pour toute l'industrie. Le plan de 1976 avait dû être révisé en baisse. Il ne prévoit une production industrielle que de

4,3 %. Ce taux, il est vrai, ne cesse de diminuer depuis plusieurs années.

M. Brejnev n'a pas dit que le succès de la récolte de 1976 permettrait à l'U.R.S.S. de résoudre ses problèmes agricoles. L'essentiel maintenant, a-t-il dit, est de stabiliser notre acquis de production du grain, puis de passer le cap des 225 millions de tonnes d'ici à la fin du quinquennat. L'agriculture, comme cela avait été annoncé en février dernier au vingt-cinquième congrès du parti communiste soviétique, va donc continuer à drainer une part appréciable des investissements : environ 170 milliards de roubles pendant le quinquennat en cours sur un total de 620 milliards. C'est une somme énorme, a fait remarquer le secrétaire général, de dis franchement qu'il n'a pas été facile de la trouver. Il a fallu faire des coupes dans certains autres secteurs de l'économie nationale, mais nous l'avons fait consciemment, car il n'y a pas actuellement de tâche plus pressante que celle de hausser le secteur agricole de notre économie au niveau le plus moderne. — J. A.

Le « Literaturnaya Gazeta » critique le P.C.F. pour sa participation au meeting de la Mutualité

De notre correspondant

Moscou. — La « Literaturnaya Gazeta », organe de l'Union des écrivains soviétiques, s'est exprimée ce mercredi 27 octobre, au parti communiste français pour sa participation au meeting organisé le 21 octobre à la Mutualité en faveur de plusieurs prisonniers politiques latino-américains, soviétiques et tchécoslovaques (1). C'est la première fois que la presse soviétique fait état de ces critiques. La participation du P.C.F. avait été vivement attaquée, vendredi dernier, dans un commentaire de l'agence Tass, mais ce commentaire n'a pas été repris à ce jour dans les journaux de Moscou.

Selon la « Literaturnaya Gazeta », le meeting de la Mutualité constitue « une tentative pour soulever une nouvelle vague d'antisoviétisme balnéaire dans le but de compromettre la détente. (...) Il est difficile de comprendre, poursuit l'hebdomadaire, la présence à ce meeting de représentants du parti communiste français. (...) L'intervention d'un représentant du P.C.F. au haut de la tribune de la Mutualité a rendu service aux forces réactionnaires, qui sont organisées pour combattre la détente. (...) Faisant allusion au fait que le meeting avait été organisé également en faveur de prisonniers victimes de régimes réactionnaires d'Amérique latine, la « Literaturnaya Gazeta » ajoute : « Si les démocrates chiliens

détenus dans les geôles de la junte chilienne avaient pu entendre (ce qui s'est dit à la Mutualité), ils auraient cru que ce rassemblement avait été organisé spécialement pour réhabiliter le fascisme naissant et compromettre le mouvement de solidarité internationale à l'égard-garde duquel se trouve l'Union soviétique ».

Le même journal publie une longue interview de M. Soukharev, premier vice-ministre de la justice, dans laquelle sont exposées les thèses de l'U.R.S.S. selon lesquelles il n'y a pas de prisonniers politiques en Union soviétique, mais seulement des criminels (2). M. Soukharev traite en particulier du cas de Vladimir Boukovski, l'un des prisonniers dont la libération a été réclamée à la Mutualité. Selon lui, Boukovski a été condamné en 1972 non pas pour ses idées, mais pour avoir « diffusé des documents visant à détruire le pouvoir soviétique ».

(1) L'hebdomadaire du 21 octobre réagit à cette attitude en publiant à Prague par le « Rudé Právo » et rappelle sa propre réaction au premier commentaire de l'agence Tass, et selon laquelle la participation du P.C.F. au meeting de la Mutualité « témoigne de sa volonté d'apaiser pour la liberté. Une liberté qui, pour lui, est une insupportable dégradation du socialisme ».

(2) Le même thème est soutenu par le « Rudé Právo » à propos du leader tchécoslovaque Jiri Malin, condamné « pour avoir formé des assassinats (...) en participant à l'élaboration d'un plan visant à renverser le régime socialiste qui n'achève pas la possibilité d'un putsch armé ».

AFRIQUE

Transkei

M. Botha Sigcau devient chef du nouvel État

De notre envoyée spéciale

Umtata. — Très ému et fier, M. Botha Sigcau, président de l'État né le mardi 26 octobre, pénètre en grande pompe dans le stade de la capitale, où l'attendent trente mille spectateurs. Enlaid, des avions de l'armée sud-africaine, traversant alors le ciel, laissant derrière eux des traînées de fumée aux couleurs du Transkei, noir, blanc et vert. « Assis », a débouté, « silence » : au milieu, un organisateur donne des ordres au public, inhibant ainsi toute spontanéité. Parfois, cependant, la joie africaine prend le dessus et des « oye » éclatent, surtout lors de l'arrivée solennelle du président ou pendant la parade militaire.

Tôt, mardi, les cérémonies ont commencé par l'ouverture du Parlement. Là, sans délai, les députés ont adopté la nouvelle Constitution, dont la section 57 impose la nationalité transkésienne aux choses qui habitent en zone blanche. Cette adoption a surpris ceux qui conservaient quelques espoirs après l'adoption de la loi de l'Assemblée nationale, premier ministre, à une nation de « deux millions » d'habitants, ce qui ne tenait pas compte des 1300 000 Afrikaners qui parlent xhosa et vivent en Afrique du Sud.

Les parlementaires ont ensuite procédé à l'élection du président de la République, qui a lui-même présenté le nouveau cabinet. Le nouveau gouvernement compte un ancien dirigeant du Congrès panafricain (PAC), interdit en Afrique du Sud, M. Tsopo Letlaka, et un ancien leader du Democratic

Party, formation d'opposition au Transkei, M. Ramsay Madikizela. M. Tsopo Letlaka, ancien exilé politique, rappelle par M. Matanzima, fait partie de ces diplomates

LES MEMBRES DU CABINET

Premier ministre, ministre de la défense et des services publics : M. Kaiser Matanzima ; ministre des affaires étrangères : M. Dityo Koyana ; ministre de la justice, de la police et des prisons : M. Georges Matanzima ; ministre des finances : M. Tsopo Letlaka ; ministre de la planification et du commerce : M. Ramsay Madikizela ; ministre de l'intérieur : Mme Stella Sigcau ; ministre du gouvernement local et de l'habitat : M. Georges Matanzima ; ministre des postes et télécommunications et des transports : M. Armstrong Jonas ; ministre de l'éducation : M. Sibus Mhlanga ; ministre de la santé et du bien-être : M. Robert Mhlanga ; ministre de l'agriculture et des forêts : M. Basil Nzama.

transkésiens qui, pendant plusieurs mois, ont suivi une formation intensive dans les ambassades sud-africaines de différentes capitales, en Europe et aux États-Unis. Le gouvernement compte un autre ancien diplomate, M. Dityo Koyana.

Le frère du premier ministre, M. Georges Matanzima, conserve ses fonctions, et la fille du président de la République, Mme Stella Sigcau, devient ministre de l'intérieur. Le premier ministre s'est octroyé le portefeuille de la défense et celui des services publics.

Parmi les membres du gouvernement qui disparaissent se trouve l'unique représentant de l'ethnie Sotho, rattachée au Transkei. Tandis que les six cent cinquante policiers sud-africains arrivés pour renforcer l'armée et la police transkésienne patrouillent jour et nuit, le poste-frontière est déjà installé sur la rivière Kea. Un fonctionnaire consciencieux examine les passeports et dispense des avertissements courts aux éboueurs qui ont oublié que depuis le 26 octobre le Transkei est devenu un nouvel État. — C. C.

L'ONU : une indépendance nulle et non avenue.

De notre correspondant

New-York (Nations unies). — L'Assemblée générale a adopté le 27 octobre, par 129 voix contre une et une abstention (États-Unis), un projet de résolution concernant le « prétendu Transkei et autres Bantoustans », après avoir entendu une quinzaine d'orateurs qui fustigeaient le régime de Pretoria. Le président de l'A.N.C. sud-africain, M. Oliver Tambo, a déclaré que « le régime de Pretoria continue à causer de graves dommages militaires, économiques et politiques qu'il trouve en Europe occidentale, aux États-Unis et au Japon ».

Le texte adopté « condamne vigoureusement la création de Bantoustans comme étant une mesure destinée à consolider la politique inhumaine d'apartheid, à détruire l'intégrité territoriale du pays, à perpétuer la domination de la minorité blanche et à déposséder la population africaine d'Afrique du Sud de ses droits inaliénables ». « Rejette la proclamation d'indépendance du prétendu Transkei et déclare qu'elle est nulle et non avenue ». « Demande à tous les gouvernements de refuser de reconnaître le prétendu Transkei sous quelque forme que ce soit et de s'abstenir de tout contact avec les autorités du Transkei ou d'autres Bantoustans ».

Pour la première fois, les représentants de deux mouvements de libération en Afrique du Sud, le Congrès national africain et le Congrès panafricain d'Asanie, avaient été invités à participer aux délibérations de l'Assemblée générale, en séance plénière. — L. W.

LA CONFÉRENCE DE GENÈVE SUR LA RHODÉSIE

Les nationalistes africains ne posent pas de conditions préalables à la négociation

De notre envoyé spécial

Genève. — Quelques heures avant l'ouverture solennelle des travaux de la conférence sur la Rhodésie, le jeudi 28 octobre, à 15 heures, M. Ivor Richard, chef de la délégation britannique, a tenu une conférence de presse, exprimant de voir le gouvernement de Londres désigner un membre du cabinet comme président de la conférence, les deux dirigeants nationalistes parisiens, avoir admis que l'envoi, ici, d'un ministre venu de Londres rehausserait le statut de M. Smith.

Rien n'était dit, dans une phase ultérieure des discussions, M. Croelandt, ou tout autre ministre britannique, prenne le relais de M. Ivor Richard. Il est en effet de plus en plus question que la conférence se déroule en deux temps, une phase brève, puis une autre beaucoup plus longue.

On parle de plus en plus ouvertement, dit le règlement de la conférence, de la tenue d'une session par la conférence, majorée par la chute de la livre et la belle tenue du franc suisse.

PHILIPPE DECAENE.

Algérie

Après la fin de la mission française au Sahara

La coopération médicale se poursuit dans divers domaines

De notre correspondant

Alger. — Si un terme a été mis à la mission française au Sahara, la coopération médicale se poursuit dans d'autres domaines, dans de bonnes conditions.

Des médecins militaires continuent à travailler à l'hôpital de l'A.L.N. (ex-Mallou) à Alger. Quelques vingt-cinq médecins de conférences agrégées assurent la formation dans les trois instituts des sciences médicales d'Alger, d'Oran et de Constantine. Le jumelage des universités de cette ville et de Strasbourg-I, en avril 1974, a contribué à intensifier les échanges. En outre, une quarantaine de médecins et de para-médicaux forment des « points de santé » — corps intermédiaires entre l'infirmier et le praticien — à l'Institut de technologie médicale d'El Mena (ex-Jean-Bart), tandis que cent cinquante Algériens de haut niveau se spécialisent, en France, dans les domaines de la rééducation, de la rééducation fonctionnelle, de la chirurgie, de la radiologie, etc.

Sur le plan de la recherche, des études entamées en commun en 1972 sur les anomalies sanguines ont été particulièrement fructueuses : elles ont permis de dresser un inventaire des anomalies en Algérie et de découvrir quelques hémoglobines de structure chimique rare. Les résultats devaient faire l'objet de communications dans des congrès internationaux.

C'est en septembre dernier qu'a pris fin la mission médicale française au Sahara. Créée en 1963, elle était composée de quatre-vingt médecins militaires et V.S.N.A. (Volontaires du ser-

vice national actif) qui assuraient les soins à près d'un million d'Algériens répartis sur 2 millions de kilomètres carrés. Faisant preuve d'un grand dévouement, se passionnant pour leur tâche (nombre d'entre eux demandaient à « remplir »), ils étaient très appréciés de la population.

Au début de l'année, au moment où la bataille d'Angela au Sahara occidental faisait craindre une guerre entre Rabat et Alger, la mission avait reçu l'ordre des autorités algériennes de piler bagages dans les plus brefs délais, le sud étant zone à risque. L'attente de l'éclaircissement des lieux, sans attendre un mot de remerciement pour le travail accompli. Les responsables de la mission obtenaient cependant que le personnel des autres secteurs fût réparti progressivement, pour éviter de bouleverser la vie des familles ayant des enfants scolarisés et permettre à des médecins algériens astreints au service civil ou à l'acquisition de leur service national de prendre la relève.

A l'époque, les autorités algériennes avaient invoqué la sécurité et le secret militaire pour expliquer leur décision, mais l'arrière-plan avait été tout aussi déterminant. Alger reprochait à Paris de « s'être engagé à la légère » dans la crise du Sahara occidental, en soutenant les thèses marocaines au lieu de s'en tenir à une position de neutralité, comme l'avait suggéré le président Boumedienne à M. Giscard d'Estaing, lorsque ce dernier lui avait rendu visite en avril 1975.

PAUL BALTA.

10 machi
krine en
chez De

150

PROCHE-ORIENT

Maroc

LE ROI HASSAN II FERAIT FIN NOVEMBRE UNE VISITE EN FRANCE

Le roi du Maroc est en principe attendu en visite à Paris dans la dernière semaine de novembre. Cette visite devait initialement avoir lieu en avril dernier. Elle avait été ajournée par le souverain marocain « en accord avec les autorités françaises ». En fait, celles-ci avaient souhaité à l'époque ce report afin de ne pas envenimer davantage les relations franco-algériennes au sujet du Sahara occidental.

De nombreux échanges de visites ministérielles ont eu lieu ces derniers mois. Tout récemment encore, M. Ghilissani, ministre du commerce et de l'industrie, a séjourné à Paris pour présenter aux responsables de l'industrie française un projet de construction d'une aciérie de 1 million de tonnes à Nador.

Le problème de l'émigration

D'autre part, une délégation de vingt-cinq hauts fonctionnaires français relevant des différents ministères concernés par les problèmes des travailleurs immigrés termine à la fin de cette semaine un voyage de quinze jours au Maroc.

La venue de cette mission s'inscrit dans le cadre de l'accord sur la main-d'œuvre conclu le 30 janvier 1976 entre les deux pays. Lors de la visite de M. Giscard d'Estaing au Maroc, au printemps de 1975, il avait été décidé de mieux coordonner les efforts afin d'améliorer les conditions de vie des quelque trois cent mille ressortissants marocains qui travaillent en France. Les autorités françaises avaient souhaité que des actions soient menées par Paris dans le domaine de la formation professionnelle.

Le gouvernement de Rabat est d'autant plus sensible aux problèmes de l'émigration que celle-ci a augmenté dans de notables proportions ces dernières années, ce qui a eu pour effet d'atténuer le chômage et de procurer au pays des ressources non négligeables en devises. Les émigrés ont rapatrié environ 2,5 milliards de dirhams (1) en 1975. La visite de la délégation française suit de près la publication dans la presse d'opposition de reportages très critiques sur la situation faite en France aux travailleurs marocains. — D. J.

(1) 1 dirham = 1,14 F.

Tunisie

LE PRÉSIDENT BOURGUIBA LANÇE UN APPEL A L'UNITÉ NATIONALE

(De notre correspondant.)

Tunis. — M. Hédi Nouira, premier ministre, a lu, mardi 26 octobre, devant l'Assemblée nationale tunisienne, en le présentant comme un « document de base », un long discours du président Bourguiba adressé de Genève, où il se trouve pour raison de santé, au peuple et aux responsables tunisiens. Le « Combattant suprême » réaffirme la nécessité de l'unité nationale. Il demande que la lutte contre le sous-développement se voit accorder la priorité et passe avant les enthousiasmes idéologiques et ce qu'il appelle « les pièges et les mirages des théories politiques et révolutionnaires ».

Une grande partie de ce discours a été consacrée aux problèmes du Proche-Orient. « Si j'étais Yasser Arafat, déclare le chef de l'Etat, si j'avais son âge et occupais son poste de responsabilité, je m'adresserais aux Nations unies, et je prononcerais du haut de la tribune une résolution universelle à l'issue de laquelle on se prendrait à la conscience universelle et à l'âme d'une résolution cruelle et ténace qui a déchiré la Palestine, pour en donner une partie aux juifs stériles émigrés des divers pays européens, où ils avaient connu les maux de la ségrégation raciale, de l'oppression et de l'humiliation... » — M. F.

(Publié.)

800 machines à écrire en dis- count chez Duriez

200 électriques portables

TOUTES les marques, les meilleures, les plus durables, les moins chères : Olivetti, Olympia, Herma, Adler, Brother, Erika, Smith, etc. Simplex (Royal) 240, 250 F. ou plus selon les options. Les styles de caractères, signes spéciaux.

Duriez vend en discount et en direct sans représentant. Certaines machines sont surstockées, d'autres sont supérieures à leur réputation. Duriez vous dit la vérité sur toutes et rembourse dans dix jours si non satisfait. Quantités limitées, 120, bd Saint-Germain, 75006 Paris. Calculatrices électroniques, matériel de bureau et de classement.

Liban

LA FIN DE LA CONFÉRENCE DES CHEFS D'ÉTAT ARABES

Le communiqué du Caire ne précise pas les modalités d'application de l'accord de Ryad

De notre correspondant

Le Caire. — « Sommet » de la modération, du réalisme, de la réconciliation, de l'unité (d'octobre 1973) retrouvée. Triomphe des Syriens, des pétrodollars, du plan américain. Défaite des Palestiniens et du Front arabe du refus : chacun y allait de son appréciation, le mardi 26 octobre au soir, à l'issue de la huitième assemblée plénière des souverains et présidents arabes, qui s'était ouverte la veille au siège de la Ligue arabe au Caire.

Aux yeux de M. Mahmoud Ryad, secrétaire général de l'Organisation panarabe, qui a été reconduit pour cinq ans dans ses fonctions, « le huitième « sommet » arabe est un succès ».

Mais le communiqué et les différentes déclarations qui ont suivi la fin de la conférence n'ont guère apporté de précisions — aussi parle-t-on de clauses secrètes — sur les décisions prises par les participants quant aux modalités d'application de l'accord de Ryad du 18 octobre, relatif au rétablissement de la paix au Liban.

Tout au plus est-il confirmé que les quatre principales monarchies pétrolières arabes (Arabie Saoudite, Koweït, Qatar, Abou-Dhabi) ont bien voulu, dans un premier temps, verser 50 millions de dollars, sur les 90 millions que constitueront l'entretien et le fonctionnement de la force arabe de dissuasion au cours du prochain semestre. D'autres gouvernements arabes ont accepté, jusqu'à présent, de contribuer pour un montant de 4 millions de dollars aux frais du corps de sécurité.

Quant à la composition de celui-ci, ni le communiqué de Ryad, ni le communiqué de celui du Caire n'en ont soufflé mot, mais on croyait savoir depuis plusieurs jours qu'elle serait à dominante syrienne et que les autres États arabes sollicités n'enverraient que de faibles détachements. Un peu plus de deux mille militaires saoudiens, soudanais et libyens sont déjà sur place.

De source libanaise, on affirme que « l'offre palestinienne de fournir cinq mille hommes n'a pas été prise en considération ». La force arabe comprendrait, dit-on ici, « environ trente mille soldats ». Les effectifs syriens présents au Liban sont estimés à quelque vingt mille hommes.

Afin d'apaiser M. Rachid Karame, qui agitait des arguments juridiques pour que la direction suprême de la « force de la paix arabe » ne soit pas confiée exclusivement au président Sarkis, le roi d'Arabie Saoudite aurait été obligé de rappeler au premier ministre libanais, présent au Caire, que si l'on prenait la loi libanaise à la lettre c'est sous les ordres de M. Chamoun, ministre de la défense, que l'on devrait placer le contingent interarabe.

Au sujet de la situation en Cisjordanie et dans le sud du

Liban, les vingt et un chefs de délégation arabes se sont bornés à énoncer « leur profonde inquiétude face aux agressions israéliennes ». La question de l'aide pour la reconstruction au Liban a été évasivement renvoyée devant le Conseil économique arabe.

Quant aux accords libano-palestiniens conclus au Caire en 1969 pour réglementer le séjour des fedayin au Liban, les chefs d'Etat et le président de l'Organisation de libération de la Palestine leur ont apporté une fois de plus « leur adhésion totale ». Créé à Ryad le 18 octobre dernier, un comité syro-saoudi-koweït-égyptien « se chargera d'appliquer ces textes au cours du trimestre à venir ».

La conférence au « sommet » a pris acte de l'engagement de l'O.L.P. « de n'intervenir dans les affaires d'aucun pays arabe ». En contrepartie, les chefs d'Etat ont réaffirmé leur attachement aux résolutions du « sommet » arabe de Rabat, en 1974, qui stipulent que « l'O.L.P. est l'unique et légitime représentant du peuple palestinien ».

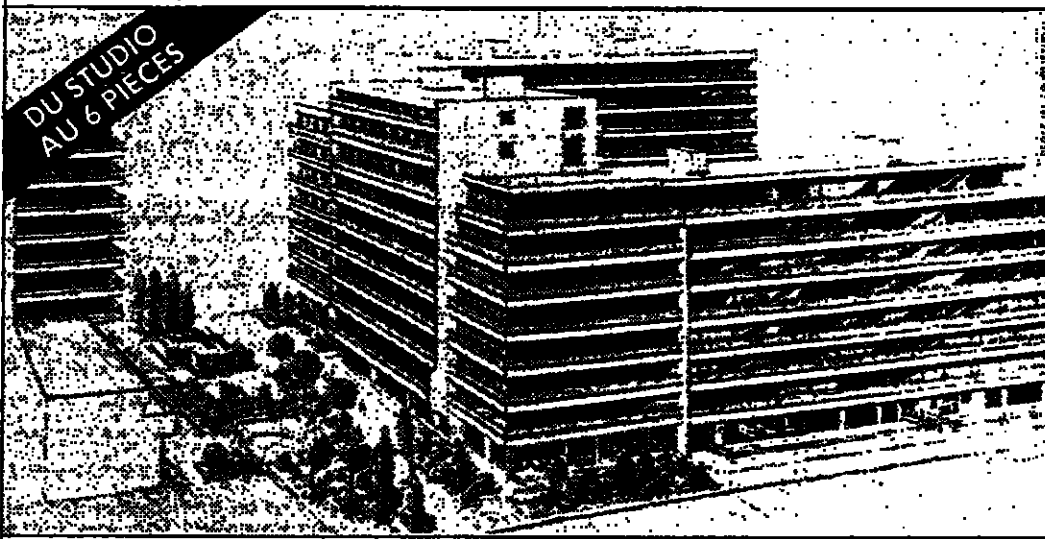
À la conférence de Rabat, il y a deux ans, l'O.L.P. était à son apogée. L'Organisation palestinienne est maintenant rentrée dans le rang et a même accepté, selon une sorte de tutelle syrienne. Le Rais cependant a promis aux Palestiniens « la protection des arabes ».

J.-P. PÉRONCEL-HUGOZ.

la Belle Epoque

PARIS XI^e

Le vrai calme dans le vrai Paris.



Visite sur place,
tous les jours sauf
le mardi de 14 h à 19 h,
samedi et dimanche
de 10 h à 19 h
ou tél. : 357.33.56

Prix fermes et définitifs

- Studette de 16 m² + 3 m² de balcon 97.700 F
- 3 pièces de 75 m² + 12 m² de balcon 343.900 F
- 5 pièces de 110 m² + 19 m² de balcon 516.000 F

NOVM
2, avenue Montaigne
75008 Paris
225.98.31

Appartement modèle
avenue Jean-Aicard, Paris 75011

REALISATION

GROUPE MEUNIER
RUE ALBANE 81/83

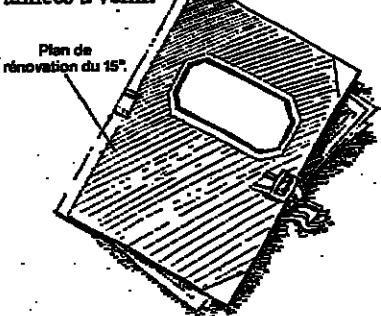
500F DE PLUS LE M²?

15^e Avenue : un programme qui n'est pas plus cher par hasard.

QUAND on parle de « bonnes affaires » en immobilier, la plupart des gens restent perplexes.

Pourtant, elles existent encore, car en dehors du rendement locatif immédiat, le capital constitué peut augmenter de façon très importante dans certains quartiers.

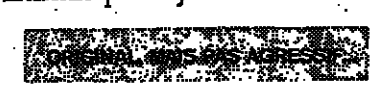
C'était le cas de Neuilly vers les années cinquante, du Marais plus récemment, du XV^e aujourd'hui. Il suffit d'aller consulter les plans d'aménagement à l'Hôtel-de-Ville pour constater que cet arrondissement, privilégié entre tous, sera considérablement rénové dans les années à venir.



Dès lors, le meilleur placement consiste à investir dans une construction de très haute qualité, à l'abri du temps, afin de ne pas perdre en entretien et réparations ce que l'on gagne en plus-value.

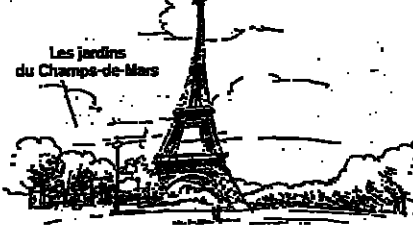
Ce genre de programme, dont les appartements par définition coûtent cher, est assez rare dans le XV^e arr. Il en existe toutefois un au 46/62 de la rue Cambronne dont le prix de vente, un peu supérieur à celui de ses voisins est, tous comptes faits, son meilleur argument de vente.

Le raisonnement financier tout autant que l'originalité de la construction méritent qu'on s'y attarde.



POUR qui arrive à pied, venant des jardins du Champ de Mars ou de l'Ecole Militaire, il est difficile au premier coup d'oeil de se faire une idée précise de ces quatre immeubles qui composeront le programme.

Côté rue, c'est moderne et même assez original, mais sans agressivité.



Avec des façades habillées de cette fameuse pierre de l'Yonne aux teintes feutrées, à laquelle se mêle le vert profond de la quartze de Norvège, c'est plutôt du genre cosy. Rien de surprenant en cela, il faut l'admettre, quand on songe à la proximité immédiate du VII^e.

Le choc, le coup de foudre si vous préférez, se produit à l'intérieur, au fur et à mesure que l'on découvre ce luxe et cette qualité qui dominent partout... jusqu'à cette vue qui s'ouvre devant les terrasses de l'autre façade sur un espace dégagé de plus de cent mètres de profondeur — sans la moindre rue.

Ce n'est pas tous les jours que l'on découvre dans un immeuble un tel souci de perfection ; aussi présent dans la conception même des appartements que dans chaque détail de construction.

La partie réception, entrée, séjour et salle à manger, avec un équipement sanitaire indépendant et un vestiaire pour les invités, est bien séparée de la partie privée des chambres. Dans ces immeubles, personne ne dérange personne... silence.

L'isolation phonique est particulièrement soignée. Entre votre plafond et la moquette de l'appartement supérieur, 18 cm de béton, une chape flottante en ciment épaisse de 4 cm posée sur 2 cm d'un isolant laineux.

La voisine du dessus peut faire tomber ses casseroles sur les tomates de sa cuisine, le choc sera absorbé. Pas plus que vous ne serez dérangés par les robinetteries ou les ascenseurs. Des doubles vitrages, du molleton sous les tissus, des portes paliers fermant sur des joints de caoutchouc... la paix règne en ces murs.

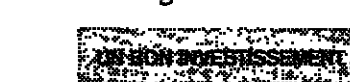
Conséquence et complément de cette isolation phonique :

15^e AVENUE.

Renseignements et ventes GEFIC ALM 98.98 ou 567.68.73
Réalisation Lamare-Uffé

l'équilibre thermique. Chaque appartement, isolé aussi bien de l'extérieur que des voisins, est équipé d'un chauffage électrique individuel modulable d'une pièce à l'autre.

C'est là encore un exemple parmi d'autres illustrant l'esprit dans lequel a été conçu ce programme : des installations onéreuses au niveau de la construction, mais économiques à l'usage et à l'entretien, et qui restent à l'abri des dégradations courantes.



QUE dire de la partie décoration, du choix des moquettes, des tentures, des carrelages qui remplacent sur les vastes terrasses privées le traditionnel béton ; que penser de ces mille détails qui flattent le regard ? Ils sont sans doute mieux étudiés qu'ailleurs. Mais ne vaut-il pas mieux les juger sur place.

Investir dans les immeubles de ce programme un peu plus chers que ceux qui se rangent parmi leurs concurrents, c'est finalement investir dans l'avenir.

Les années pourront passer, ici rien ne s'altère, rien ne changera. Rien si ce n'est le prix du mètre carré dans le quartier en raison de tous les aménagements projetés par la ville de Paris.

A commencer par l'élargissement de la rue Cambronne qui, avec ses rangées d'arbres pourrait s'appeler, pourquoi pas, l'Avenue Cambronne.

Parfois, il est bon d'avoir du flair.

Bureau de vente et appartement modèle ouvert tous les jours de 10 à 19 h. Samedi et dimanche de 10 à 18 h. 46, 62 rue Cambronne



LES ÉLECTIONS PRÉSIDENTIELLES AUX ÉTATS-UNIS

Le silence des Noirs américains

II. — Ceux qui « s'en sortent »

De notre envoyé spécial ALAIN-MARIE CARRON

Le sud des États-Unis a connu depuis la seconde guerre mondiale un développement économique exceptionnel qui s'est accompagné d'une mutation dans les relations entre Blancs et Noirs. Le « busin », ce système de transports scolaires qui permet de faire venir des élèves noirs dans les écoles blanches et réciproquement, pose problème en définitive moins de problèmes dans le Sud, traditionnellement ségrégationniste, que dans le Nord (« Le Monde » du 27 octobre).

Chicago. — L'assassinat du pasteur Martin Luther King, au début d'avril 1968, alors qu'il s'apprêtait à diriger une manifestation à Memphis (Tennessee), fit craindre, durant quelques jours, à l'Amérique blanche que ne se lève un vent d'apocalypse. À Chicago, la mort de King provoqua une semaine d'émeutes et de pillages, qui se soldèrent par des destructions massives dans les quartiers ouest de la ville, habités par des Noirs.

La tempête retombée, la peur s'effaça vite. Cependant, quelques hommes d'affaires de Chicago, parmi les plus influents, en conclurent que le mécontentement de la communauté noire constituait une menace permanente contre le capitalisme en général, et leurs affaires en particulier. Considérant que les politiciens avaient surabondamment échoué, ils résolurent d'agir dans leur domaine et se lancèrent alors dans une expérience de dialogue avec les businessmen noirs qui restaient aujourd'hui encore l'une des plus originales aux États-Unis.

Des entreprises géantes, comme Sears and Roebuck ou la First National Bank of Chicago, confièrent le soin de prospecter cette voie à des cadres supérieurs qui pour la plupart s'étaient déjà distingués par leur participation à des œuvres charitables ou sociales. L'un d'eux était M. Norman Ross, entré à la First National Bank of Chicago avec le titre de vice-président après avoir été un des hommes de radio les plus célèbres du Midwest. Un jour de 1969, il vit arriver dans son bureau deux membres influents de la communauté noire, passablement mécontents. Ils lui expliquèrent qu'ils avaient été méprisés, humiliés, depuis des mois, à la nécessité de nouer des liens avec les milieux d'affaires blancs et qu'ils ne comprenaient pas très bien pourquoi on ne les avait pas encore informés du projet en cours et ce que l'on attendait pour commencer. En outre, ils ne voulaient pas avoir affaire à des

vice-présidents, mais aux P.-D.-G. eux-mêmes.

C'est ainsi qu'en juin 1969 une demi-douzaine d'hommes pour qui chaque minute représentait non seulement de l'argent mais plus précisément des millions de dollars, qui pour la plupart n'avaient jamais connu un Noir de leur vie, se trouvaient à déjeuner avec des leaders noirs comme M. C.T. Vivian et le Révérend Jesse Jackson, qui était devenu une figure nationale en organisant avec succès le boycott de certains magasins d'alimentation. Les Noirs avaient un plan tout prêt : la création d'un « centre stratégique noir », qui fournirait à leur communauté des idées et des experts, le tout financé par les Blancs, qui devaient s'engager à n'exercer aucune forme de contrôle. Ceux-ci n'étaient guère enthousiasmés par la perspective de voir se créer un nouveau « réservoir à idées » sans avoir le moindre contrôle sur l'utilisation de leur argent.

Venus pour manifester leur bonne volonté, ils se rallièrent néanmoins au projet. Plus de 600 000 dollars furent collectés en peu de temps, et permirent l'ouverture du centre. L'expérience fut un désastre, des hommes influents, tel le Révérend Jesse Jackson, retirèrent vite leur appui, et elle cessa au bout d'un an, victime de ses propres erreurs de gestion et de ses luttes politiques intestines.

Un seul capitalisme

Obstinés, les représentants de la communauté blanche recommencèrent à se réunir régulièrement avec des Noirs, mais surtout avec ceux qui leur paraissaient avoir davantage le sens des affaires. En 1973, fut créé « Chicago United », organisation à but non lucratif qui rassemble aujourd'hui vingt grandes sociétés « noires » ou « latines ». La société travaille par groupes d'études qui doivent proposer aux deux communautés à la fois des orientations générales et des programmes concrets d'action dans des domaines comme l'enseignement, la construction et le logement, l'emploi.

Le directeur de « Chicago United », M. Robert McGregor, nous a montré un C.T. pratique pour commencer à améliorer un programme d'achat auprès des minorités qui explique à toute entreprise commerciale intéressée comment elle peut se fournir davantage auprès des industriels noirs ou d'origine latino-américaine. Ce programme, selon M. McGregor, a fait école et est

diffusé dans tous les États-Unis.

Nous avons demandé à un cadre supérieur noir, M. Alvin Robinson, dont l'entreprise fabrique des pièces détachées d'automobile (Chicago est un peu la Mecque du « capitalisme noir » aux États-Unis : on y compte huit banques « noires », ce qu'il pensait de l'effort d'une telle initiative. « C'est certainement, déclare-t-il, un bon point de départ. Mais le moins que l'on puisse dire est qu'il y a encore beaucoup de choses à faire. On a reconnu l'existence d'un « capitalisme noir », mais l'idée même est fautive. Dans une société comme celle-ci on est capitaliste entièrement ou pas. Dire que notre capitalisme est « noir » montre bien que nous sommes encore en marge du courant principal. L'industriel noir tend à produire pour la communauté qu'il entoure. Mais percer sur le marché général lui demande un effort exceptionnel d'investissement, de formation et de savoir-faire. En outre, vous savez bien que la société noire est sous-capitalisée, que nous concentrons dans les grandes villes la majorité des pauvres et des jeunes sans emplois ».

M. Robinson ne considère pas pour autant qu'il y a là un échec du système économique, il fait confiance « aux efforts combinés » d'associations comme Chicago United et des administrations fédérales ou locales. Au cours de ces dernières années, le nombre des entreprises capitalistes individuelles « noires » a sensiblement augmenté.

« Depuis vingt ans, ajoute M. Robinson, notre communauté ethnique a progressé plus rapidement que toutes les autres. Notre problème devient chaque jour un peu plus un problème de classes sociales : l'écart s'accroît entre les Noirs qui « s'en sortent » et ceux qui stagnent. La promotion dans l'échelle sociale favorise ceux qui, d'une manière ou d'une autre, étaient déjà les moins mal placés. Ceux qui languissent des briques dans la rue au cours des années 60 sont encore dans la rue. Ce sont ceux qui étaient déjà au-dessus d'eux, à l'époque, qui ont avancé d'un cran ».

L'optimisme annoncé de M. Robinson est partiellement démenti par les plus récentes statistiques. Selon la Black Business Association, de Los Angeles, les deux cent mille businessmen noirs américains auraient fait un chiffre d'affaires de 7 millions de dollars en 1975, contre 10,6 millions en 1969. Il est vrai que leur produc-

tion, qui s'adresse généralement à une clientèle au pouvoir d'achat réduit, a dû être directement touchée par la récession.

La situation de l'ensemble de la communauté noire semble stabilisée après avoir rapidement progressé dans les années 60. Les Noirs, qui constituaient 12 % de la population, représentent encore 31 % des personnes qui vivent en dessous du seuil de pauvreté. Le revenu moyen d'une famille noire représentait 61 % de celui d'une famille blanche, soit à peu près le même pourcentage qu'en 1969. Un phénomène particulier à la communauté noire : le nombre des familles abandonnées par le père est dramatiquement en hausse. Il représentait 28 % de l'ensemble des familles il y a cinq ans, et 35 % en 1975.

Les chiffres sont plus encourageants dans d'autres domaines : 44 % des Noirs sont aujourd'hui propriétaires de leur maison, contre 38 % en 1960. Les Noirs fournissent pour 10 % la population des écoles secondaires, deux fois plus qu'en 1960.

Panique à Détroit

Non loin de Chicago, Détroit domine le « capitalisme noir » une image beaucoup plus préoccupante. La ville est encore mal remise de sa panique de 1967. À la mi-août, des bandes de jeunes Noirs ont ébranlé par dizaines les spectateurs d'un concert de rock, dans un quartier chic de la ville. C'était la première fois qu'ils quittaient leur ghetto : ce raid, ainsi que des violences commises contre des automobilistes tombés en panne sur les autoroutes traversant les quartiers noirs, ont été étiquetés par des dizaines de jeunes qui vivent dans les couches les plus pauvres de leur communauté.

On découvre à cette occasion qu'il existe une culture de ghetto dont les représentants sont pratiquement incapables, quand bien même ils le voudraient, de s'insérer dans la société. Les Noirs ont subi une dégradation massive du chômage chez les jeunes, en accroissant indirectement le nombre des gangs de rue qui les entourent. L'augmentation du chômage chez les jeunes, en accroissant indirectement le nombre des gangs de rue qui les entourent. L'augmentation du chômage chez les jeunes, en accroissant indirectement le nombre des gangs de rue qui les entourent.

Le chômage chez les jeunes Noirs américains est passé de 16 % en 1968 à 26,5 % en 1975. Il est de 7,8 % pour l'ensemble de la population active. Une des causes déterminantes est sans doute l'augmentation du nombre des jeunes sans qualification professionnelle. L'administration Nixon a mis fin à la plupart des programmes d'apprentissage lancés à l'époque de Johnson. Les compagnies industrielles de cette capitale de l'automobile et l'administration municipale ont refusé d'offrir des emplois à ces jeunes, mais il demeure insuffisant.

La dégradation du niveau de l'enseignement dans les écoles du ghetto pour entraîne donc des conséquences désastreuses, faute de « ratissage » ultérieur. « On en arrive, déclarait récemment un syndicaliste noir à l'hebdomadaire U.S. News and World Report, à faire passer des enfants de l'école secondaire sachant à peine lire ».

Cette évolution a commencé il y a longtemps, lorsque les Noirs du Sud sont montés vers le Nord dans l'espoir d'y trouver de meilleures conditions de vie. Au fur et mesure qu'ils s'installaient, les Blancs démissionnaient, et les écoles s'adaptèrent — vers le bas — à une population scolaire très en retard. La situation est allée en empirant quand la bourgeoisie noire a elle-même commencé à quitter le ghetto, laissant celui-ci se replier sur lui-même et sur sa misère. Des milliers d'élèves noirs de Détroit abandonnent l'école chaque année, parfois sans même avoir appris à écrire.

Demain, la politique ?

Le retour à la rue aggrave tout. Les conditions de logement sont déplorables, et l'enfant ne trouve souvent dans sa famille aucun élément de sécurité. Il comprend que le monde est dominé par les Blancs et qu'il est donc, a priori, un citoyen de seconde zone. Il apprend donc à se battre. C'est la seule façon de se prouver à lui-même et à ses amis qu'il est quelqu'un et de répondre au défi fascinant de la télévision et du cinéma, où l'homme le plus violent est toujours le plus beau et le plus heureux (il existe un seul jour, sans que personne l'ait remarqué, où l'homme le plus violent est toujours le plus beau et le plus heureux).

En non, quitte, M. Robinson nous avait affirmé que la « culture des Noirs aujourd'hui et demain » passerait de plus en plus par l'action politique. Cette opinion est peut-être la seule qui partage avec M. Ed Vaughn, propriétaire d'une librairie dans un quartier noir de Détroit, M. Vaughn est un homme qui semble avoir tout lu et tout retenu de l'histoire du « mouvement » noir. Il ne conteste pas qu'il existe aujourd'hui une bourgeoisie noire. Mais il estime que tous ces gens se sont sou-

vent détournés de leurs trop occupés à essayer de « réussir » à la façon des Blancs. Il est sensible au piège que renferme le slogan « Black is beautiful » (le Noir est beau). Celui-ci a bien permis aux Noirs de retrouver confiance en eux-mêmes, mais il a aussi durablement démo-

un grand nombre d'entre eux qui consacraient toute leur énergie à leur garde-robe ou à leur coiffure. La vision de M. Vaughn est politique, mais pour lui le mot est chargé de drame. Il admette ostensiblement que « le pouvoir a sciemment démantelé et brisé le mouvement. Depuis la mort de King, et surtout avec la chasse aux Panthers noirs... Ce mouvement ne s'est pas éteint de lui-même, il a été détruit ». Pour lui, il n'y a pas de silence des Noirs, ni de repli.

« Tous les leaders, dit-il, sont ceux qui sont encore vivants, continuent à travailler : les professeurs noirs continuent de travailler à Oakland, mais se sont mis plus consciemment encore qu'avant au service de la communauté. Il ne fait pour lui aucun doute que la Maison Blanche, aidée par le F.B.I. et l'« establishment » blanc, a depuis longtemps mis en application une série de programmes de contrôle et de containment (1) des Noirs américains ».

La dédicace est ténace. Quand nous sommes arrivés, il discutait avec un ami du livre d'un écrivain noir, Alex Haley, intitulé « Roots (Racines) », qui fait depuis un mois l'objet d'une très vaste campagne publicitaire. Il lui paraissait impossible que des revues comme le « Reader's Digest » et

d'autres grands magazines aient décidé de promouvoir ce livre sans avoir, à l'insu de l'auteur, un dessin politique. Roots retracait l'histoire d'une famille noire depuis ses origines africaines. « Peut-être », dit Ed Vaughn en souriant, « cherché-t-on à ancrer dans l'esprit des gens que nous ne sommes pas vraiment des Américains ».

Que la confrontation entre Noirs et Blancs soit sans merci ou aille, au contraire, en s'humanisant, il est presque certain qu'aux élections de novembre, le Noir américain sera encore l'homme invisible qu'il est redevenu depuis la fin des années soixante. En 1974, alors que les élections étaient seulement législatives, la participation des Noirs au scrutin était tombée à 55 % contre 61 % en 1970. À l'élection présidentielle de 1972, le chiffre était de 65 % contre 66 % en 1968. En 1974, 7,8 millions de Noirs, soit 55 % de l'électorat potentiel, s'étaient fait inscrire sur les listes électorales : 2,6 millions d'entre eux n'ont pas voté. Le nombre des Noirs parvenus à un poste électif est passé de quatre cents à près de quatre mille au cours des dix dernières années. Au dire des spécialistes, novembre n'apportera pas beaucoup de changements sur ce point. Les dix-sept démocrates noirs à la Chambre des représentants pourraient bien n'être que des « décorations ».

Le républicain Edward Brooke, du Massachusetts, restera le seul sénateur noir.

L'Amérique attend encore le réveil d'une seconde Amérique, aujourd'hui dormante et inaccessible.

FIN

(1) Endiguement : expression empruntée au vocabulaire de la guerre froide.

M. Ford accuse M. Carter de souhaiter un « changement fondamental » de la politique étrangère américaine

De notre correspondant

Washington. — M. Gerald Ford a accusé, mardi 26 octobre, à Pittsburgh (Pennsylvanie), M. Jimmy Carter de vouloir pratiquer une « politique étrangère de « politique étrangère », un « changement fondamental » qui pourrait mener à de « graves crises internationales ». Le candidat démocrate, à son tour, a accusé M. Ford d'être « un homme de la politique étrangère », un homme qui « ne se préoccupe pas de la situation économique et de la hausse du chômage ». La reprise économique ne s'est pas concrétisée pour la masse des électeurs même si, selon les économistes officiels, elle se développe plus rapidement que prévu.

La conjoncture économique devrait favoriser M. Carter, notamment dans les États-désindustriels du Nord. Mais l'apathie de l'opinion, qui est le phénomène le plus frappant de cette campagne, préoccupe sérieusement le candidat démocrate, les experts estiment que la participation électorale se situera autour de 50 %.

Si, comme l'indique le magazine Time, soixante-dix millions des 150 millions d'électeurs potentiels se désistent des urnes, les chances du président Ford seront renforcées, dans la mesure où les électeurs républicains, plus âgés et économiquement plus à l'aise, accomplissent plus scrupuleusement leur devoir électoral.

HENRI PIERRE

La position sur la Yougoslavie

M. Ford a mis l'accent sur le refus de M. Carter d'envoyer des troupes américaines au secours de la Yougoslavie, et celle-ci était envahie par l'Union soviétique. Les remarques de M. Carter sur la Yougoslavie n'ont sans doute pas provoqué les mêmes réactions que celles du président sur l'absence de domination soviétique en Europe orientale parce que les minorités ethniques serbes, croates ou slovènes, sont relativement peu nombreuses comparées aux minorités polonaises ou hongroises. Mais M. Ford a dénoncé la « naïveté » de son adversaire et affirmé qu'en annonçant à l'avance ses intentions le candidat démocrate encourageait l'ennemi potentiel et prive l'action diplomatique américaine de la souplesse nécessaire pour prévenir un acte d'agression.

M. Carter reste cependant sur ses positions. « Le temps du bluff et des rotomondes n'est plus de saison », a-t-il déclaré, en réaffirmant son refus d'intervenir dans le cas d'un « hostilité improbable » d'une invasion soviétique de la Yougoslavie. Mais il a ajouté qu'il indiquerait aux Soviétiques qu'une initiative militaire signifierait la fin de la politique de détente et même des relations d'amitié américano-soviétiques. M. Carter a souligné qu'il n'aurait jamais des troupes américaines en Rhodésie, en Europe orientale. « Laisser entendre qu'on enverra des soldats américains alors qu'on suit personnellement l'opinion publique ne le permet pas », a-t-il déclaré. « Le monde est fatigué », a affirmé le candidat démocrate.

M. Carter est sur un terrain solide, car ses remarques sur la Yougoslavie répondent bien aux tendances profondes de l'opinion américaine, dont l'isolationnisme spontané a été renforcé par les échecs des États-Unis au Vietnam et en Afrique. M. Doole l'agressif candidat du président Ford, d'ailleurs admis qu'il était lui aussi hostile à l'envoi éventuel de troupes en Yougoslavie. Il a

ajouté seulement qu'il était dangereux de réviser ses intentions à l'agresseur potentiel.

Cette controverse sur la politique étrangère ne touche pas vraiment l'électorat qui, d'après tous les sondages, est beaucoup plus préoccupé par les incertitudes de la situation économique et par le haut niveau du chômage. La reprise économique ne s'est pas concrétisée pour la masse des électeurs même si, selon les économistes officiels, elle se développe plus rapidement que prévu.

La conjoncture économique devrait favoriser M. Carter, notamment dans les États-désindustriels du Nord. Mais l'apathie de l'opinion, qui est le phénomène le plus frappant de cette campagne, préoccupe sérieusement le candidat démocrate, les experts estiment que la participation électorale se situera autour de 50 %.

Si, comme l'indique le magazine Time, soixante-dix millions des 150 millions d'électeurs potentiels se désistent des urnes, les chances du président Ford seront renforcées, dans la mesure où les électeurs républicains, plus âgés et économiquement plus à l'aise, accomplissent plus scrupuleusement leur devoir électoral.

HENRI PIERRE

Argentine

Mme PERON EST RECONNUE COUPABLE DE FONDONS PUBLICS

Buenos-Aires (A.F.P.). — Le juge fédéral García Morán a déclaré mardi 26 octobre la mise en prison préventive de Mme María Estela Peron, dans le cadre de l'inculpation de l'ancienne présidente pour détournement de fonds et trépassés commises dans la Croisade de la solidarité, organisme civil de bienfaisance qui fonctionnait avec des fonds publics.

D'autres personnalités de l'ancien gouvernement de la veuve de Juan Domingo Peron sont également inculpées dans cette affaire, et le juge a notamment demandé la mise en prison préventive de l'ancien ministre du bien-être social et secrétaire privé de Mme Peron, M. José Lopez Rega.

D'autre part, le juge a également demandé contre M. José Lopez Rega, comme pour Mme Peron, la mise sous séquestre de 100 millions de pesos (400 000 dollars) appartenant à l'inculpé. En ce qui concerne l'ex-ministre du bien-être social, le juge fédéral a demandé en outre au gouvernement d'espagnol d'extrader José Lopez Rega.

Mme Peron était en résidence surveillée depuis le 24 mars dernier.

NOUVEL ARRIVAGE

PRIX CHOIX STOCK

MONDIAL MOQUETTE

DANS LES 11 CENTRES MONDIAL MOQUETTE

6 COLORIS EXTRAS

29 M²

UNE TRÈS BELLE MOQUETTE A LA PORTEE DE TOUS

EN MOQUETTE BOUCLEE

15 M²

100 rouleaux fin de série, grande largeur décorée

DEPECHEZ-VOUS

ICI EN OFFRE UNE QUALITE EXCEPTIONNELLE A UN PRIX TRES BAS

22 M²

FIN de SERIE

APPORTEZ VOS DIMENSIONS - LIVRAISONS - POSES ASSUREES

OUVERT : Lun. Mar. Mer. Jeu. Ven. 9 h-21 h. Sam. Dim. Fêtes 9 h-20 h.

PARIS 13 ^e : 40, quai d'Austerlitz. Face gare d'Austerlitz. Tél. : 584-72-93	BAGNOLET : 191-193, av. Pasteur 5 mn Porte des Lilas. Tél. : 859-16-46	FOSSÉS-SURVILLIERS : Zone Industrielle de Fosses. Pris gare S.N.C.F. Tél. : 471-03-44
PARIS 14 ^e : 90, bd Jourdan 50 mn Porte d'Orléans. Tél. : 539-93-62	COIGNIERES (N 10) : près Trappes, route du Pont d'Austerlitz. Tél. : 461-70-12	MAISONS-ALFORT : 129, rue Jean-Jaures, RN 5. Tél. : 368-44-70
PARIS 18 ^e : 114, rue Damrémont. Tél. : 606-05-73	BOULOGNE : 82 bis, rue Gallieni. Tél. : 605-45-12	SAINT-DENIS : 73, rue de la République. Tél. : 820-92-93
PARIS 19 ^e : 144, bd de La Villette. M. Colonel-Fabien et J. Jaures. Tél. : 203-00-79	11 CENTRES A VOTRE SERVICE	

SARCELLES : 29, av. Division Leclerc, RN 15, route de Chantilly. Tél. : 990-00-77

150

UNIS
icains

1976-10-28

ASIE

LA SITUATION EN CHINE ET LES RÉACTIONS EN EUROPE DE L'EST

A PÉKIN

Plusieurs responsables de l'université Peita sont « jugés » par les étudiants et les professeurs

Pékin (A.F.P.). — Des centaines de professeurs, d'étudiants et d'employés de l'université Peita de Pékin, connue pour ses positions d'avant-garde pendant la révolution culturelle, soumettent leurs dirigeants à des procès publics au cours desquels leurs « crimes », notamment leurs liens avec les « quatre » du « groupe gangster », sont dénoncés.

Les reproches adressés au premier secrétaire du comité du parti et président du comité révolutionnaire de l'université, M. Wang Lian-lung, et à trois autres dirigeants sont apparus sur des dizaines d'affiches. Les griefs sont divers : on accuse M. Wang Lian-lung d'avoir organisé des séances privées de théâtre classique, d'avoir incité les étudiants à ne pas observer le deuil après la mort de Chou En-lai et de ne pas porter de brassard noir en signe de tristesse. Les dirigeants de l'université sont accusés pour avoir organisé la propagande de la veuve de Mao,

qui ne voulait rien de moins, selon l'auteur d'une affiche, que devenir « la nouvelle impératrice » en voulant accéder à la présidence du parti.

Une personnalité semble échapper à ces « meetings de lutte » et aux attaques massives adressées à ses principaux collègues : il s'agit d'un physicien, M. Chou Pei-yuan, de renommée mondiale, et qui est vice-président du comité révolutionnaire de Peita. Un étudiant lui présente malgré tout ses doléances et souhaite qu'il « apparaisse en public pour expliquer l'attitude du comité révolutionnaire », tout en admettant qu'il est respectable parce que son ami de Chou En-lai.

Meeting de masse à Changhaï

A Changhaï, d'autre part, l'un des dirigeants, qui avaient été impliqués dans l'affaire du « complot », un secrétaire du parti, M. Ma Tien-shui, s'est apparemment suicidé et est resté en prison. Il aurait été appréhendé avec quelques-uns de ses collègues à la mi-octobre. Or il était présent lors d'un meeting de masse, dimanche, à Changhaï.

Ce meeting était destiné à célébrer l'accession de M. Hua Kuo-feng à la présidence. M. Ma Tien-shui y participait, aux côtés de M. Chou Chun-lin, lui aussi secrétaire du parti et commandant de la garnison de Changhaï, qui le présidait. Deux autres secrétaires du comité municipal du parti, M. Hsu Ching-hsien et Mme Wang Hsiao-chen, n'étaient pas présents. Ils avaient été appréhendés, mais n'ont apparemment pas fait amende honorable.

Les organes d'information albanais n'ont pas mentionné l'élimination du « groupe de Changhaï »

De notre correspondant

Vienne. — Les organes d'information albanais ont rompu, mardi 26 octobre, leur silence au sujet des événements en Chine. L'agence ATA et Radio-Tirana ont diffusé le télégramme de « salutations » envoyé la veille par M. Hodja, premier secrétaire du Parti du travail (P.T.A.), à M. Hua Kuo-feng.

Ce texte, assez court, souligne qu'il existe entre les deux partis et les deux pays « une grande amitié militante et une collaboration étroite, fraternelle, fondée sur les principes du marxisme-léninisme et de l'internationalisme prolétarien ». Souhaitant que ces relations se développent, M. Hodja exprime le vœu qu'elles se raffermissent toujours plus dans « la lutte commune contre l'impérialisme américain, le social-impérialisme soviétique, le révisionnisme moderne et la réaction ».

Cette proclamation d'amitié, réaffirmée en termes particulièrement « big us », témoigne du désir de Tirana d'entretenir avec la direction chinoise les mêmes rapports privilégiés que dans le passé, en dépit sans doute de certaines difficultés passagères et de quelques différences de vues en matière internationale. Deux autres points relient tout autant l'attention. On note tout d'abord que M. Hodja ne félicite pas M. Hua Kuo-feng, mais le « salut », pour ce qu'il appelle son « arrivée » au poste de président du P.T.A. Est-ce volontairement que M. Hodja a évité de parler d'une nomination ou d'une élection ? On remarque, ensuite, que M. Hodja a estimé nécessaire de faire, dans son bref télégramme, une référence au « président Mao Tse-toung » dont il rappelle, comme si besoin en était, qu'il fut un « marxiste-léniniste éminent » et le fondateur du P.T.A. Ce nouvel hommage à Mao est certes nettement moins appuyé que celui que les dirigeants albanais lui avaient rendu dans leur télégramme de condoléances du 10 septembre. Ce fait est-il le début d'une adaptation à la nouvelle situation qui règne à Pékin et aux réévaluations en cours ou à venir ? D'un autre côté, M. Hodja n'était pas obligé de faire un tel rappel, que M. Ceausescu, dans le message qu'il a envoyé lundi, ne peut-on avancer que le premier secrétaire albanais, en invoquant la figure du « père » de la révolution chi-

noise, a voulu souligner son espoir de la continuité dans la politique de Pékin ?

Le rapport que présentera, le 1^{er} novembre, M. Hodja, au septième congrès du P.T.A., contiendra peut-être des éléments qui apporteront un début de réponse à ces questions. Pour le moment, il faut se contenter de constater que Radio-Tirana, qui a évoqué mardi, pour la première fois, les manifestations de foule, n'a pas parlé de l'élimination du « groupe de Changhaï » (1).

La presse roumaine qui avait, elle aussi, gardé le silence depuis le début de la crise la rompu samedi. *Rude Pravo*, organe du P.C. tchécoslovaque, avait fait de même la veille, le jour où, à Moscou, la Pravda publiait une brève information sur ce point. En revanche, à la fin de la semaine dernière, *Neues Deutschland*, organe du parti uni-allemand, qui avait pourtant été le premier en Europe de l'Est avec le journal du parti polonais à annoncer dès le 11 octobre la nomination de M. Hua Kuo-feng, s'est abstenu depuis lors de publier toute autre information.

Il semble que l'élimination des éléments les plus gauchistes de la direction chinoise ait été accueillie dans les capitales est-européennes sans trop de plaisir. Les dirigeants des pays communistes ont souvent veillé à distinguer entre le « bon moine » et l'ensemble du P.C. chinois. Moscou et ses alliés, s'ils veulent aujourd'hui tenter un rapprochement en direction de Pékin, peuvent faire valoir que les personnalités éliminées du pouvoir par M. Hua Kuo-feng étaient précisément ceux qu'ils considéraient comme les chefs de cette « clique ». Une clarification des rapports entre les partis du bloc socialiste et le P.C. chinois ne doit certes pas être attendue dans l'immédiat. Mais, exclure a priori tout mouvement vers une normalisation ou une réévaluation des relations d'Etat à Etat serait sans doute tout aussi irréaliste.

MANUEL LUCBERT.

(1) Le message de M. Hodja a été diffusé mercredi seulement à Pékin. Les quotidiens du peuple avaient publié mardi, en première page, les télégrammes venus de Corée du Nord, de Roumanie, du Vietnam, du Cambodge et du Laos.

Moscou tente à nouveau de rassurer Pékin

De notre correspondant

Moscou. — L'Union soviétique vient une nouvelle fois de manifester sa volonté de rassurer sur ses intentions les dirigeants de Pékin. La Pravda de mercredi 27 octobre publie, en effet, un commentaire anonyme pour s'en prendre à M. Kissinger, coupable d'avoir déclaré qu'une attaque massive de la Chine ne laisserait pas les Etats-Unis « indifférents ».

« Ces déclarations ne désignent pas nommément l'U.R.S.S. », fait remarquer la Pravda, « mais tout le chœur des voix hostiles à notre pays, et le secrétaire d'Etat lui-même, ne laissent planer aucun doute sur le fait qu'il s'agit de la menace qui émanerait de l'U.R.S.S. Quel est le but de ces déclarations ? »

« La presse américaine est unanime : elle est destinée à impressionner Pékin. Comment si non manifester plus clairement le désir de voir se maintenir de mauvais rapports entre l'U.R.S.S. et la Chine, mieux encore de voir s'installer un état de tension, avec toutes les conséquences qui en découlent ? (...) Le calcul est simple : peut-être y a-t-il une chance pour qu'à Pékin on prête l'oreille à de pareilles déclarations ».

et qu'il en reste quelque chose. »

Sous prétexte de faire la leçon au secrétaire d'Etat, mais s'adressant en fait à Pékin, la Pravda définit ensuite la position soviétique : « Il est de notoriété mondiale que l'U.R.S.S. n'a jamais menacé ni ne menace personne. Elle n'a jamais rien projeté et ne projette rien contre la Chine. Et Washington le sait parfaitement bien. L'Etat soviétique met systématiquement en œuvre la politique léniniste de paix et de coopération entre tous les pays et les peuples, ce qui a été confirmé d'une manière éclatante dans le discours prononcé par le secrétaire général Leonid Brejnev devant le plénum du comité central, discours qui vient d'être rendu public. »

Ce n'est pas la première fois que la presse soviétique manifeste son inquiétude devant un éventuel rapprochement entre Pékin et Washington. La Pravda du 24 octobre avait déjà fait une vague allusion aux déclarations de M. Kissinger, les qualifiant de « bulles de savon » et d'« intention totale ». La Pravda avait cependant évité ce jour-là de rapporter la teneur des déclarations du secrétaire d'Etat. — J.A.

Thaïlande

UNE ÉTRANGE RENCONTRE SUR LE PONT DE LA RIVIÈRE KWAI

De notre correspondant

Bangkok. — Qui imaginerait une réunion d'anciens gardes et de rescapés de camps de concentration nazis, sur les lieux mêmes du crime, entourés d'une nuée de photographes, tandis qu'un ancien chanteur de locomotive d'un « train de la mort » racontait une fois encore son trajet habituel ? C'est pourtant ce qui s'est passé lundi près du pont sur la rivière Kwai, rendu célèbre par le roman de Pierre Boulle (1).

A l'initiative d'un ancien interprète nippon, M. Naga Takashi, aujourd'hui homme d'affaires respectable, quarante-deux gardiens et dix détenus — sept Australiens, deux Américains et un Britannique — ont traversé ensemble le fameux pont. Ils sont allés se recueillir devant les douze mille tombes d'allemands morts à la tâche dans des condi-

tions de travail et d'alimentation effroyables, et devant le monument aux morts japonais. Ensuite, ils ont dîné dans un restaurant thaïlandais. « Mon rêve est devenu réalité », s'est exclamé M. Naga.

Si les dix anciens prisonniers étaient prêts à se réconcilier avec leurs anciens tortionnaires et à pardonner, nombre de leurs camarades étaient loin de partager ce point de vue. Les associations d'anciens combattants ont boycotté la cérémonie.

P. de B.

(1) Ce pont était le principal ouvrage d'art du chemin de fer de la mort, construit pendant la guerre au prix de terribles souffrances — il y eut plus de quarante mille décès et qui fut inauguré le 25 octobre 1943.

La Yougoslavie pour le week-end
645 F TOUT COMPRIS

Renseignements :
République Tours
61 rue de Malte
75541 Paris
Cedex 11
Tél. 355.39.30
ou votre agent de voyages
LCA 504

ARTHROSE, RHUMATISMES, LUMBAGOS, CELLULITE, TROUBLES DE LA SENESECE, READAPTATION FONCTIONNELLE, THALASSOPUNCTURE

CURES MARINES DE TROUVILLE

Etablissement agréé par la Sécurité Sociale

Une thérapeutique efficace sous surveillance médicale constante...

Personne ne nie plus aujourd'hui l'efficacité de la thalassothérapie, traitement qui utilise les propriétés curatives de l'eau de mer. La mer exerce un effet est un trio qui regroupe les richesses plus de 60 éléments fondamentaux la composent. C'est le plus riche des milieux naturels.

C'est cette même eau qui baigne nos cellules et nos organes. Il existe donc une harmonie fondamentale entre le milieu marin et notre milieu interne.

Un retour aux sources de la Santé et de la Forme

La cure marine représente une halte bienfaisante contre l'insatiable perpétuelle provoquée par l'existence moderne. Elle s'adresse aussi bien aux personnes qui en ressentent un réel besoin qu'à ceux, encore bien portants qui se sentent fatigués.

Les Installations

L'Etablissement est situé en bordure de mer, dans un cadre large et aéré et des plus reposants. Disposant des installations les plus modernes et d'un personnel hautement qualifié les Cures Marines de Trouville vous aideront à retrouver sous surveillance médicale constante, votre santé et votre forme.

Passer une journée ou un Week-end à TROUVILLE et visitez les CURES MARINES ouvertes même le dimanche. Si vous ne pouvez vous y rendre nous vous enverrons gratuitement une brochure de 32 pages en couleurs sur simple demande aux : CURES MARINES DE TROUVILLE 14360 TROUVILLE S / MER

Consultez votre Médecin Traitant

Alfasud 2, 4 portes et break · Giulia Nuova Super 1.3 et 1.6.
Alfetta Berlina 1.6 et 1.8 · Spider 1.6 et 2000 · Alfetta Coupé GT 1.6 et GTV 2000.

Et un nouveau coupé dans la lignée d'Alfa Romeo

34,6 sec/km départ arrêté, vitesse maximale 165 km/heure.
4 cylindres, 1286 cm³, 76 CV DIN à 6000 tr/min, 1 carburateur double corps inversé, 4 freins à disques assistés, pare-brise stratifié de sécurité, 6 positions du volant, 4 phares à iode, coffre de 325 litres. 34990 F clés en main (tarif N° 87 du 1^{er} septembre 1976).

Spacieuse, sobre. Et sûre comme toutes les Alfa.

4 places, 7cv, 5 vitesses, 6,6 l/100 km à 90 km/heure*, un vrai coupé pour la famille.

*vitesse stabilisée, 8,7 l à 120 km/heure (vitesse stabilisée), 10,0 l en essai-type urbain (normes UTAC).

JEUDI 28, VENDREDI 29, SAMEDI 30 OCTOBRE

INAUGURATION DU NOUVEAU SOUS-SOL

des centaines d'articles de porcelaine, faïence, verrerie, d'orfèvrerie et d'arts ménagers à des PRIX INAUGURATION et le nouveau Service LISTE de CADEAUX (Mariages, Baptêmes, Cérémonies)

AUX TROIS QUARTIERS

Pour venir AUX TROIS QUARTIERS place de la Madeleine, en métro station CONCORDE-MADELEINE en autobus (52-42-94-94-24) en R.E.R. (station AUBER) et pour les automobilistes : 4 passages GRATUITS (CONCORDE-MADELEINE-MALESHERBES-GARAGES DE PARIS)

LE VOTE DU COLLECTIF BUDGÉTAIRE POUR 1976

Le gouvernement refuse d'instituer une vignette sur les motos

et après-midi, suite du budget de l'agriculture, culture.

pliqué que si les prix sont ca-
rés au 1^{er} janvier. Par ailleurs, le

ne des quatre taxes directes
cales par chacune des catégories

Le catalogue vous sera envoyé par vo

élèves et étudiants des familles
frontalières.

1- frontalières.

(app. P.C.), sur la situation créée par la Gadeloupe par l'activité éruptive de la Soufrière. M. DOM-TOM, à répondre notamment la réunion d'une commission d'experts internationaux en géophysique.

M. le directeur des normalités scientifiques françaises qui ont été amenées à suivre l'évolution du volcan depuis plusieurs mois, cette fois-ci invité pour mieux comprendre les chercheurs suivants :

M. Franck Press, qui présidera, est membre de l'Académie des sciences et des lettres, et président du Département des sciences de la Terre du Massachusetts Institute of Technology (MIT) ;

M. le professeur Paolo Gasparini, Volcanological Institute de Byk-jayik (Islande) ;

Le professeur Paolo Gasparini, directeur du Observatorio Fisica Terrestre de Naples ;

Le docteur Arramaki Japonais, du Earth Quake Research Institute de Tokyo ;

La commission se réunira à Paris du 15 au 18 novembre prochain. Elle disposera, d'une part, d'un observatoire permanent à Paris, responsable opérationnel de la surveillance volcanologique aux Antilles, d'autre part, d'un ensemble des observations effectuées à ce jour sur le volcan et leur interprétation, d'autre part, d'un rapport préliminaire des différentes personnalités françaises (notamment Claude Allegre, R. Brousse, M. Fénillat, Haroun Tadeï), et enfin d'un prototype (le "Simblin") qui, à des fins diverses, ont joué ou jouent encore un rôle actif dans la surveillance du volcan.

La commission déposera un rapport auprès de la direction générale du C.N.R.S.

Au cours de la séance de la matinée, le ministre de l'Éducation nationale a reçu M. JÜRGEN SCHUMANN (app. U.D.R.) Directeur du Nord, qu'il a invité à poursuivre les discussions avec les autorités belges, en vue de trouver une solution urgente relative à la scolarisation en Belgique des élèves et étudiants des familles

سكراة جلال

POLITIQUE

POINT DE VUE

La forme et le fond

NOUS savions M. Giscard d'Estaing passé maître dans l'art des formes. Son dernier ouvrage confirme cette réputation, mais son dessin habile ne suffit pas à dissimuler de graves contradictions de fond. Trois au moins peuvent être relevées et brièvement analysées.

La première tient au contraste entre la justesse de la description de certains maux de notre société et la minceur des remèdes qui leur sont appliqués. Les pages consacrées à l'excessive centralisation et hiérarchisation de notre structure sociale, au caractère inacceptable des privilèges d'argent, à l'inégalité des chances, aux brigands qui prélèvent rentes et avantages exorbitants sur le travail d'autrui, sont fort bien venues (encore que l'évocation des réalisations de la V^e République et des progrès accomplis donne lieu à une avalanche de chiffres, tandis que l'on se borne au qualificatif pour dépeindre l'injustice). Mais dès lors qu'il faut corriger et non plus seulement raconter, la plume perd brusquement de son aisance. La transmission automatique, d'une génération à l'autre, des différences de situation, est explicitement condamnée. Le lecteur conséquent s'attend alors qu'on lui parle de réforme des droits de succession ou d'impôt sur les grandes fortunes. Rien de tel. Étrange silence.

L'exemple pourrait être répété à propos de l'école et du système éducatif, des conditions de travail et de logement. M. Giscard d'Estaing aurait-il cherché dans un exercice de style un peu abstrait une compensation à ses échecs, à ses timidités, à ses frustrations dans le domaine de l'action ? Non sans raisons politiques, le verbe cherchant à orner l'histoire. Pour l'heure, le président de la République est dans une situation curieuse : le seul fait de lever la voile sur quelques abus criants lui aliène le soutien des couches sociales qui préféreraient éviter de telles révélations (désaffection dont M. Chirac va faire son profit), alors même que l'absence de propositions concrètes pour réduire l'iniquité démontre qu'il est prisonnier de ceux à qui elle bénéficie.

Je laisserai aux spécialistes en sciences humaines le soin de porter un jugement sur l'affirmation que nos divisions sont désormais plus idéologiques que sociologiques, que les frontières de classes sont en train de s'effacer. Cet unanimisme me paraît naïf, sinon suspect, et la thèse pour le moins contestable. Elle me fournit pour l'instant l'occasion de déceler la deuxième contradiction forte du discours. Car si la société est en marche spontanée vers son unification, comment se fait-il que M. Giscard d'Estaing, se prononçant pour un pluralisme total des structures de pouvoir, dans le même temps limite étroitement le champ de la « démocratie française » ? Deux domaines importants, détails, échappent complètement à son esprit de réforme, à sa volonté de justice : celui des patrimoines constitués, dont cha-

que par PIERRE MAUROY (*)

un sait qu'ils sont porteurs de plus d'inégalités encore que la structure des revenus. Celui de l'entreprise enfin, où s'oppose à une condamnation sommaire de l'autogestion un appel à l'autodiscipline des travailleurs.

Oh, certes, une page (page 175) est consacrée à des propositions positives en matière de réforme de l'entreprise, ce rouage essentiel de nos sociétés. Mais quel vide affligeant ! Qui nous expliquera, en termes concrets, ce que recouvre une phrase telle que « la participation des travailleurs à la vie de l'entreprise, dès lors qu'elle n'entraîne pas l'exercice des responsabilités, répond à l'aspiration des travailleurs à ne pas être tenus à l'écart des décisions qui les concernent » (p. 89) ? La lourdeur du style, peu fréquente, traduit bien un embarras de pensée. Hors du champ proprement politique, la démocratie qui nous est proposée est au mieux une démocratie réduite. Entreprise et patrimoine en sont exclus. Un marxiste consciencieux ne manquera pas de noter qu'il s'agit du lieu principal de l'accumulation, et de l'accumulation elle-même. Ce n'est sans doute pas un hasard.

La troisième contradiction est à mes yeux la plus grave, car je la crois volontaire et relevant de l'habileté politicienne. Elle repose sur une condamnation, d'apparence équilibrée, des « idéologies traditionnelles », marxisme et libéralisme (ch. II). Mais cette fausse symétrie est bien vite rompue. Le libéralisme trouve vite grâce, moyennant quelques aménagements, aux yeux indulgents de l'auteur. De marxisme, il ne sera plus question dans la suite du livre, « de socialisme » il ne sera « jamais » question. Seul apparaît à longueur de page le « collectivisme », ce mal absolu.

Il est trop facile de se tromper soiemment d'adversaire. Une telle caricature des solutions proposées par la gauche, et notamment le parti socialiste, est parfaitement inacceptable. Le président de la République a beau plaider avec insistance pour l'alternance, condamner l'exercice, l'outrage et la démesure, affirmer sa volonté de désorption. Dès lors qu'il définit le programme politique des forces d'opposition, il ne peut plus prétendre à l'objectivité, et ses pétitions de principe perdent toute valeur. « J'écris pour la France », affirme-t-il dès la première page. Le slogan trop apparent qu'a trouvé la droite pour les prochaines campagnes électorales (« à gauche, c'est le collectivisme et la bureaucratie ») montre qu'il écrit déjà pour une partie de la France contre l'autre, contribuant à approfondir la coupure qu'il prétend supprimer. En ce sens, de manière plus subtile, plus indigne mais tout aussi certaine, il rejoint M. Chirac sur des positions de combat.

Car c'est bien de la caricature que participent les développe-

ments consacrés à l'autogestion (qui n'est pour nous ni un système ni même une méthode, mais une volonté d'extension de la démocratie), à la planification ou aux nationalisations. A qui fera-t-on croire que la nationalisation de Renault a porté atteinte à la démocratie, que celle de Dassault la mettrait en danger ? Pourquoi nous opposer une planification autoritaire et centralisée que nous avons toujours récusée, une bureaucratisation de l'économie que nous avons toujours condamnée ? Jouer trop malin celui qui fait le vrai combat et tente par avance de disqualifier un adversaire justement redouté.

Le libéralisme, par principe, confie la solution des problèmes de société à des mécanismes anonymes : le jeu du marché, tempéré, lorsque les bavures en deviennent trop évidentes, par l'intervention technocratique, arbitraire, de l'État central. Comment s'étonner, conséquence logique d'une absence de planification consentie, que l'économie parte à l'aveugle, que l'on souffre ici d'excédents, là de pénuries criantes, que le droit à l'emploi ne soit plus reconnu, que les équipements collectifs soient sacrifiés à une industrialisation mal conduite, que l'inflation persiste, que les équilibres sociaux soient rompus, que la spéculation foncière envahisse nos villes ? Le monde moderne est trop complexe, les interdépendances commerciales entre les nations trop fortes, l'instabilité monétaire trop durablement installée au niveau international pour que l'on puisse désormais prendre le risque de gérer sans prévoir, de diriger sans planifier.

Mais planifier, n'en déplaise à M. Giscard d'Estaing, ce n'est pas réunir à intervalles plus ou moins réguliers un « conseil supérieur » supplémentaire qui délibère à huis clos sur des rapports confidentiels rédigés par quelques hauts fonctionnaires discrets. Planifier, c'est affirmer la volonté d'engager devant le pays un débat de nature politique, de faire se prononcer sur les choix fondamentaux les forces économiques et sociales directement concernées. Planifier, c'est chercher de manière permanente, par la discussion politique organisée au niveau d'instances représentatives et convenablement décentralisées, à assurer la cohérence d'une société que de dérisoires gadgets techniques ne suffiront plus à faire évoluer. La planification qui, prise en ce sens, est le contraire même de la bureaucratie, apparaît comme la seule arme qui nous reste contre la généralisation du désordre.

Nous voulons que l'économie soit conduite (d'où notre volonté de nationaliser un petit nombre de grands groupes industriels et financiers). Nous savons aussi que l'effort, la rigueur financière, l'efficacité de l'appareil productif, la liberté d'entreprise, la création de nouvelles unités de production (à laquelle est aujourd'hui trop souvent préféré le charme vain des placements spéculatifs), la liberté de gestion et la sanction du marché une fois arrêtés les grands axes de la politique d'investissement, sont des conditions sans que non de son dynamisme et de sa croissance.

Nous avons la centralisation sans planification. Nous voulons la planification avec une réelle décentralisation. Nous avons le désordre, nous voulons la cohérence. Nous voulons la bureaucratie, nous voulons la responsabilité. Cela mérite-t-il une excommunication majeure ?

(*) Député du Nord, membre du secrétariat national du parti socialiste.



S'ébahir à New York? Ou rêver à Bali?

PAGODES ET SARONGS. CIRCUIT DE 16 JOURS EN ASIE DU SUD-EST : 6990 F.

Un fabuleux périple où alternent tourisme et détente. Après la découverte de Bangkok, de ses environs, les splendeurs des ruines d'Ayutthaya, la plage de Pataya, etc., Hong-Kong où l'on veut tout acheter, Bali, Singapour, des noms qui dansent comme dansent les filles aux ongles d'or...

UNE SEMAINE A NEW YORK,
HOTEL COMPRIS : 2220 F.

Ce prix comprend : le voyage aller-retour, départ Paris, votre chambre double avec salle de bains à l'hôtel Century Paramount, en plein Broadway, à deux pas de tout ce qu'il faut voir et acheter, la visite de la ville, une journée de location de voiture. Prodigeux. Pour l'hôtel Waldorf Astoria 2750 F. G.I.T. minimum 10 personnes.

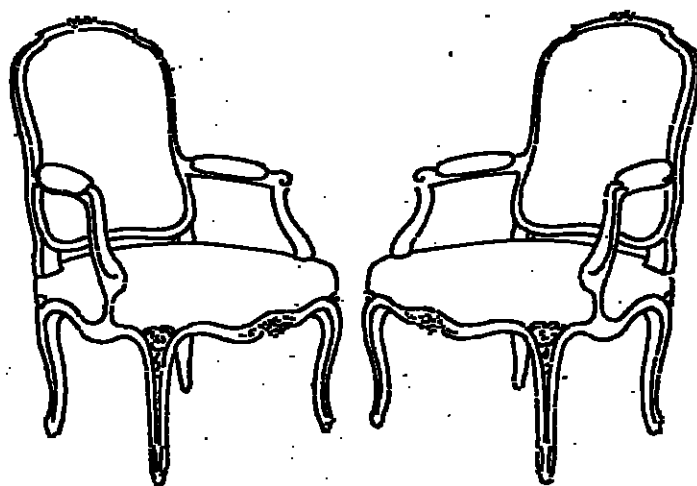


Pour vous décider, un agent de voyages
et la brochure Vacances Fabuleuses



PAN AM

Pan Am Paris, 1 rue Scribe, tél. 266.45.45.



Vrai ou Faux? Chiche!

Sauriez-vous reconnaître le vrai du faux?
Un meuble d'époque d'un meuble de style?

Un original d'une reproduction?

C'est un jeu instructif et révélateur que vous propose

Mailfert-Amos

Ouverture des Salons de Présentation

chez Barroux mercredi 20 octobre 1976

6, avenue d'Eylau Paris 16^e Tél. 504.70.80.

Ouverts du lundi au vendredi.

Les secrétaires généraux des villes de France accueillent favorablement le rapport Guichard

M. Philippe Antoine, président du Syndicat national des secrétaires généraux des villes de France, secrétaire général de la ville de Dijon, a exposé mardi 26 octobre, au cours d'une conférence de presse, les conclusions du congrès que ce syndicat a récemment tenu à Mâcon (Le Monde du 19 octobre).

Il a notamment déclaré : « Malgré les efforts des élus, l'institution communale ne s'est pas renouvelée, soit que les textes n'aient pas été appliqués pour des raisons de conjoncture électorale, soit qu'ils aient été mis en sommeil, soit qu'ils aient été appliqués avec des retards considérables, soit enfin qu'une fois les nouvelles institutions mises en place leur fonctionnement se soit révélé plus difficile que prévu. (...) »

M. Antoine a estimé que le rapport de M. Olivier Guichard sur la réforme des collectivités locales « présente de nombreux points positifs », car le ministre d'Etat « a très bien su analyser un certain nombre des insuffisances et des blocages de notre système actuel, notamment le morcellement paralysant de nos communes rurales ». M. Antoine a toutefois souligné que les délais prévus par M. Guichard pour la mise en œuvre de sa réforme, si elle était adoptée, « soient considérablement raccourcis, car le temps presse, plus qu'on ne semble le croire à Paris ».

Les secrétaires généraux des villes de France comptent poursuivre leur action, « en liaison avec les élus », et particulièrement avec l'Association des maires de France.

Votre costume
en pure laine peignée,
3 pièces : 649 F

**mac
orley**

80, RUE SAINT LAZARE
au N° 107, le parking "lambel" gratuit pendant 1 heure.

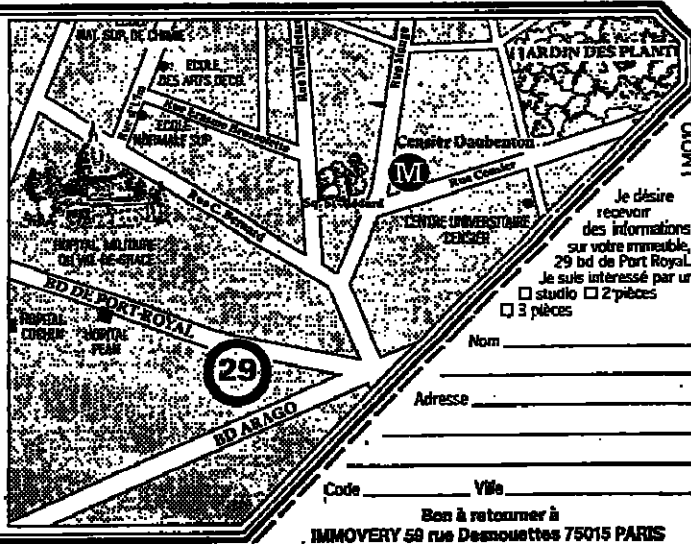
29 boulevard de Port Royal UN PETIT IMMEUBLE DE STANDING STUDIOS 2 ET 3 PIECES EQUIPES parkings et boxes

Prix fermes et définitifs. Livraison 4^e trimestre 1977.
Ligne téléphonique assurée à la remise des clés.
(Préfinancée par le promoteur)

Pour tous renseignements :

immoverly

59 rue Desnouettes, 75015 PARIS
tél. : 533.68.81



POLITIQUE

M. Servan-Schreiber : le chef du complot contre M. Giscard d'Estaing est M. Mitterrand

Interrogé mardi soir 26 octobre au micro d'Europe 1 sur ce qu'il pensait d'un éventuel « complot » contre Giscard, M. Jean-Jacques Servan-Schreiber, député réformateur de Meurthe-et-Moselle, a répondu en ces termes : « Je crois au complot contre le président de la République, c'est-à-dire à une entreprise de démolition de sa personne, de sa politique, de son poste. Et le chef du complot vient de se révéler : c'est M. François Mitterrand. (...) Que M. Mitterrand soit le chef de l'opposition, rien de plus naturel. Mais, à deux reprises, il vient de perdre son sang-froid. Dans une interview à Paris-Match, il a déclaré, en parlant de M. Giscard d'Estaing, je le cite : « l'intérêt national est qu'il s'en aille », il a répété ces propos irresponsables, lundi, à vers. Je le cite : « que le professeur Giscard d'Estaing, a-t-il dit, « parle de littérature, parle de salarié, voire de football ou d'un cordon, soit. Mais qu'il ne nous parle surtout pas d'économie ». M. Mitterrand parle comme les journaux, et je pense mes mots, soit humoristiques, soit consacrés aux attaques contre la vie privée des gens. C'est plutôt drôle et sans importance quand il s'agit de ces journaux. Mais lorsqu'il s'agit — je dirai de l'ex-chef de l'opposition, car il vient de disqualifier — c'est une atteinte grave à l'intérêt général. »

« Ce qui m'inquiète dans cette affaire, ce n'est pas seulement qu'à deux reprises, de sang-froid, M. Mitterrand ait perdu son contrôle et le sens des mots, mais c'est que ce ne soit pas la première fois. Cela lui est arrivé en 1954 au moment de la guerre d'Algérie : dès que les événements sont devenus difficiles et tendus, il a dit : « L'Algérie, c'est la France, et nous ferons la guerre. » On a vu ce qui en est sorti. Cela lui est arrivé en 1963, lorsqu'il a déclaré, sous la pres-

« Des élus communistes de Paris, se sont rendus mardi 26 octobre à l'hôtel Matignon, à la tête de trois délégations de leur parti, pour transmettre au premier ministre des pétitions — signées, assurent-ils, par plus de deux cent mille personnes — contre son plan d'austérité.

sion de la rue, que le général de Gaulle et M. Pompidou devaient s'en aller et qu'il était prêt à prendre le pouvoir. On a vu ce qui en est sorti. Et cela lui arrive de nouveau en 1976. Alors, je dis que si un homme — dont on voit très bien la capacité, et l'intelligence, dans les périodes calmes — perd son contrôle si souvent dès que les événements deviennent importants, on ne peut pas lui faire confiance, même comme chef de l'opposition. M. Mitterrand vient d'apporter le crédit qu'il avait à ce que vous appelez le « complot » contre M. Giscard d'Estaing. En effet, c'est un complot qui consiste, puisqu'on ne veut pas attaquer de face les problèmes sérieux, à essayer des attaques ad hominem, des attaques sans fondements, des attaques en dessous de la ceinture, qui sont le cancer de la vie politique dans de nombreux pays et, à de fréquentes reprises, dans l'histoire politique de notre pays. »

M. François Mitterrand, qui se trouve actuellement en visite en Israël, à la tête d'une délégation du parti socialiste, a été interrogé par Europe 1 sur la réponse qu'il entendait donner à cette attaque. Il a fait répondre, par M. Fontanille, membre du secrétariat national, que, d'une part, il ne fait pas de déclaration relative à la politique intérieure française quand il se trouve à l'étranger, et que, d'autre part, il ne souhaitait pas donner aux déclarations de M. Servan-Schreiber plus d'importance qu'elles en ont.

(N.D.R. — La Larousse définit le complot comme une « détermination menée en commun et secrètement contre quelqu'un » : le Robert, comme un « projet concerté secrètement contre la vie, la santé de quelqu'un, contre une institution ». Personne ne menace évidemment la vie du président de la République. Mais, « résolution menée en commun » ou « projet concerté », c'est la définition même de toute opposition politique. Il n'y a cependant rien de « secret » dans l'attitude de M. Mitterrand ; il y en a plutôt dans celle d'une bonne partie de l'U.D.R. contre M. Giscard d'Estaing. Bref, M. Jean-Jacques Servan-Schreiber s'est trompé ou de mot ou de cible.)

La vie commune

(Suite de la première page.)

Cela est particulièrement vrai du mouvement gaulliste dont l'assise populaire a toujours été la caractéristique : c'est une assise qui ne se remplace pas aisément.

Ainsi, quand l'U.D.R. cherche les moyens de sa rénovation et de son expansion, c'est une bonne nouvelle pour la majorité. Diverses circonstances ont bloqué pendant deux ans cette réflexion, mais il n'est pas trop tard pour bien faire. Du reste, même dans le flou de ces deux années, l'U.D.R. a montré sa solidité et sa vitalité.

Il ne s'agit que d'aller plus loin, de retrouver des confiances perdues, d'en éveiller de nouvelles. Comment ? Par une voie claire et simple : pour se développer, l'U.D.R. n'a besoin que d'être mieux elle-même. C'est-à-dire un peu plus un rassemblement et un peu moins un parti : un mouvement présent dans la société autant qu'une organisation tournée vers les élections. Je ne pense pas qu'elle doive changer de nom pour autant.

Pour rassembler, il faut des thèmes, des méthodes d'action (qui peuvent se traduire en structures), et surtout un état d'esprit.

Les thèmes doivent aller au-delà des grands principes, et rester en deçà du catalogue. L'enjeu principal volontiers trois, sur lesquels l'U.D.R. pourrait mobiliser les Français dans leurs préoccupations d'aujourd'hui, et montrer que son inspiration propre peut trouver son point d'application dans l'action du gouvernement qu'elle soutient — sans en avoir ni plus ni moins la « responsabilité » qu'il lui faut.

Le premier thème pourrait être celui de l'unité sociale, approfondissement et enrichissement de l'unité nationale. Il revient aux gaullistes de montrer que, comme l'unité nationale, l'unité sociale n'est pas un conte bien, mais une conquête permanente sur les forces d'égoïsme, sur les féodalités

de tout ordre, sur la mythologie de la lutte des classes.

Le second serait celui de l'indépendance par la solidarité économique. C'est la grande leçon de 1958 : l'une ne va pas sans l'autre. Ce fut l'enseignement de Georges Pompidou : sans industrie forte et concurrentielle, l'indépendance est littérale. C'est enfin le moyen de donner un souffle à la lutte contre l'inflation : elle ne mobilisera ses combattants que si elle est, mieux qu'un devoir de circonstance, l'élément d'un projet national ; et les gaullistes sont bien placés pour le faire comprendre.

Le troisième serait la participation par la décentralisation. La décentralisation, c'est la vraie réponse au collectivisme dont on nous menace pour demain, comme à la bureaucratie qui nous envahit aujourd'hui. C'est la voie praticable de la participation et de la responsabilité sociale — celle que nous cherchons depuis 1968.

Ces trois thèmes auraient aussi l'avantage d'être en harmonie avec des méthodes à renouveler.

Rassembler les Français, ce n'est pas leur proposer des enthousiasmes de meeting, c'est leur proposer de faire ensemble quelque chose. Et là se trouve, presque toujours, la grande pauvreté de tous les partis politiques : ils ne savent guère proposer que de gagner les élections. « Rassembler », l'U.D.R. pourrait proposer, en plus de cela, mieux que cela : un mouvement qui répondrait au besoin de tant de Français de chercher leur unité sociale, au-delà de leurs catégories, de bâtir, là où ils sont, une société de responsabilité.

On rencontre là les questions de structures et de méthodes. Rassembler : c'est dans les profondeurs du peuple que doit se passer le phénomène mystérieux et vital. Il ne s'agit pas de fabriquer un assemblage d'états-majors, ni de ne s'adresser qu'à la majorité. Il s'agit de diversifier l'organisation du mouvement gaulliste à la base. Pédagogue de l'unité, le gaullisme ne le sera qu'en allant parler aux Français,

de la diversité de leurs milieux, de leurs problèmes, et de leurs aspirations. Cela demandera des structures plus démultipliées ; j'ajoute à cet égard des propositions il y a deux ans qui me paraissent toujours valables.

Enfin, même adaptées, les structures ne vivront que si, chez les militants et les responsables, vit un certain état d'esprit. Ne cherchons pas trop à le capter dans nos définitions. Mais ce qui certainement lui est étranger, c'est l'obsession du pouvoir. Le gaullisme a voulu, a constitué, un « État pour que la France « parle aux Français » ; mais il ne prétend pas que l'État soit menacé si l'U.D.R. n'en tient pas toutes les clés. Nous avons voulu en 1963 la « personnalisation » de l'État, parce qu'elle responsabilise l'État. Mais elle le rimerait à terme, si, en conséquence, toute la vie politique devenait un jeu de trajectoires personnelles.

Pour cette raison, les organisations politiques doivent rester des organisations collectives. Car si elles-mêmes se personnalisaient à l'excès, la République ne serait plus qu'un champ clos pour clientèles.

J'ai la faiblesse de penser que, responsable plus que d'autres de nos institutions, les gaullistes

doivent, tous les premiers, veiller à cette image. Ils sont au reste assez riches d'hommes pour tirer une véritable force de cette action communautaire.

Etre soi : être forts ; participer à une majorité ; soutenir une action gouvernementale ; ce n'est pas la quadrature du cercle, dès que l'on a en tête ces évidences : — L'expansion de chaque formation renforce l'ensemble de la majorité ;

— Le terrain privilégié de l'expansion est celui, immense, de la société, non celui, étroit, des places dans l'État ;

— L'élection impose cependant sa logique : personne n'est assez fort pour gagner seul, et, face à une échéance électorale précise, gouvernement et majorité ont des destinées liées.

Est-ce si difficile ? On a pu observer que, depuis l'été, le gouvernement donnait aux Français une meilleure image de cohérence ; que les responsables des formations politiques s'occupaient chacun de la sienne plutôt que de braconner chez les voisins ou d'induire sur eux. Faire en sorte que ces bonnes mœurs deviennent instinctives, c'est un peu responsable que j'ai acceptée.

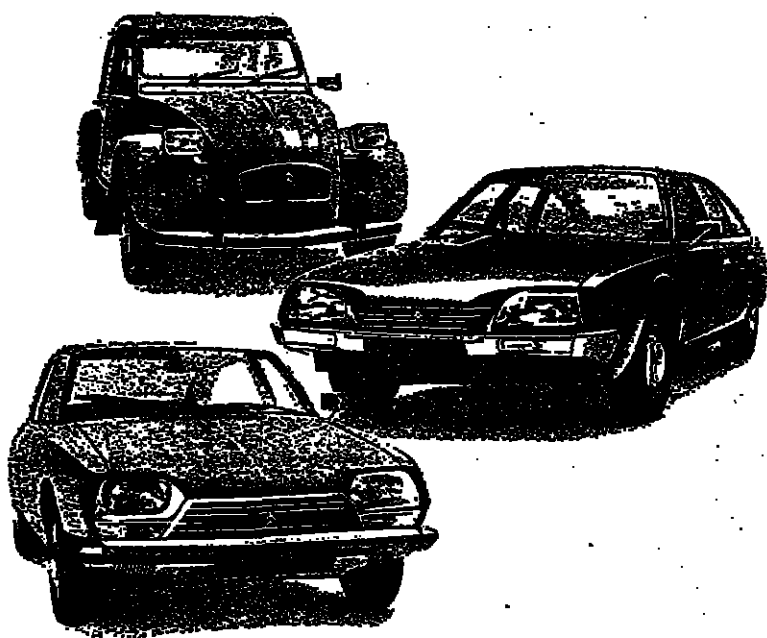
OLIVIER GUICHARD.

« soudainement devenu travailliste », vient de prendre la tête d'une opposition gaulliste contre le chef de l'État, gardien des institutions de la V^e République (...), et d'engager l'U.D.R. sur la voie des « feux stériles et des querelles partiales de la 17^e République ».

« M. Claude Labbé, président du groupe U.D.R. de l'Assemblée nationale, a annoncé mardi 26 octobre, dans les locaux de la revue, 89, rue de Lille, à Paris, des transformations du mouvement gaulliste que propose M. Chirac. Les députés seront ainsi interrogés avant le 5 décembre sur le changement de sigle et sur la plate-forme politique présentée par l'ancien premier ministre. M. Labbé a indiqué que certaines réserves avaient été exprimées par les députés quant à un abandon du sigle U.D.R. Le groupe a demandé que l'audition de M. Barre prévue le 28 octobre sur le problème de l'élection du Parlement européen ait lieu sur un terrain plus neutre, en raison de l'absence de M. Couve de Murville.

ILYA DES OCCASIONS A NE PAS LAISSER PASSER

3 EXEMPLES:



2 CV 4 1976 : 10 750 F
Garantie 3 mois pièces
et main-d'œuvre dans toute
la France.

GS Spécial 1976 : 18 900 F
Garantie 6 mois pièces
et main-d'œuvre dans toute
la France.

CX 2000 1976 : 29 500 F
Garantie 6 mois pièces
et main-d'œuvre dans toute
la France.

DEPARTEMENT OCCASION CITROËN

10, place Etienne-Pernet,
75015 PARIS - Tél. 532.70.00

59 bis, avenue Jean-Jaurès,
75019 PARIS - Tél. 208.86.60

50 à 64, bd Jourdan,
75014 PARIS - Tél. 589.49.89

CITROËN TOTAL

CITROËN

Seule TWA offre autant de vols quotidiens vers les U.S.A.

New York sans escale.

Le premier 747 de la journée. Départ: 12 h - Arrivée: 14 h 45

Boston sans escale.

Le seul vol quotidien sans escale. Départ: 12 h 45 - Arrivée: 15 h 25

Chicago

Le seul vol direct quotidien. Départ: 12 h 45 - Arrivée: 19 h 05

Washington sans escale.

Le seul vol quotidien sans escale. Départ: 11 h 45 - Arrivée: 15 h 30

Los Angeles San Francisco

Boeing 747. Le seul vol direct quotidien via le Pôle.
Départ: 10 h 40 - Arrivée Los Angeles: 18 h 10
Arrivée San Francisco: 18 h 45

(Horaires du 6 au 31 octobre)



N°1 sur l'Atlantique.

TWA

TWA : la compagnie aérienne qui transporte le plus grand nombre de passagers sur les vols transatlantiques réguliers.

150.000.000

L'AFFAIRE DASSAULT

Le gouvernement procédera à toutes les vérifications dans le respect du secret fiscal, indique M. Barre

La commission des lois de l'Assemblée nationale devrait se prononcer mercredi matin sur les cinq demandes de commission d'enquête concernant plus ou moins directement la Société Dassault. La majorité et l'opposition

étant d'accord sur ce point et M. Dassault, député U.D.R., ayant même demandé à ses amis de s'associer à la proposition socialiste, la décision était acquise d'avance.

Plusieurs groupes se sont préoccupés de cette affaire, mardi 26 octobre, au Palais-Bourbon. Ainsi, après avoir consulté ses amis, M. Claude Labbé, président du groupe U.D.R., a indiqué : « Nous sommes désireux de mettre sur pied la commission d'enquête : nous pensons qu'il s'agit-là de l'élément le plus important dans l'aspect politique de cette affaire. C'est autour de cette commission qu'on peut démontrer le mécanisme politique de cette affaire. »

M. Labbé a tenu ces propos à l'issue de la réunion de son groupe qui avait entendu M. Jean Royer, président de la commission des lois, et M. Jacques Linnovsky, rapporteur de la proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête « sur l'utilisation des fonds publics alloués à la société Marcel Dassault ». M. Jean-Pierre Cot (P.S.) a déclaré :

« De son côté, le groupe des réformateurs, centristes et démocrates sociaux, a engagé, à l'initiative de l'un de ses membres, M. Jean-Jacques Servan-Schreiber, un débat à huis clos sur une éventuelle nationalisation de la société aéronautique Dassault-Breguet. »

Un cours de cet échange de vues auquel ont pris part MM. Edouard Ollivier, Robert Parfait et Jacques Soustelle, M. Max Lejeune, président du groupe, a souligné qu'un contrôle de l'Etat, sous forme d'une participation au capital de la société Dassault, et correspondant aux fonds apportés par l'Etat, soit mis en place. Cette proposition reprend en des termes le projet réformateur établi notamment par le Centre démocrate et le parti radical à la veille des élections législatives de mars 1973, qui, dans son chapitre « L'option d'avenir », est exposé ainsi : « Il faut libérer les secteurs vitales de l'économie à la fois de la pression des intérêts privés dominants et des contraintes bureaucratiques. Les interventions publiques jugées indispensables pour satisfaire aux objectifs de plan prendront moins la forme de subventions que de participations publiques au capital et aux décisions de certaines entreprises assurant des tâches d'intérêt national. »

Le débat devant se poursuivre mercredi, et les députés réformateurs essaieront de déposer une proposition de loi à ce sujet.

M. Guy Ducloux (P.C.), vice-président de l'Assemblée nationale, a adressé mardi 26 octobre une lettre à M. Edgar Faure, président de l'Assemblée nationale, dans laquelle il lui demande d'inscrire à la prochaine réunion du bureau de l'Assemblée « la question de l'incompatibilité entre les affaires de M. Dassault et sa fonction de député. »

M. Ducloux rappelle que M. Robert Ballanger, président du groupe communiste, avait demandé dans une lettre datée du 20 octobre que le cas de M. Dassault soit examiné au regard de la loi sur les incompatibilités (le Monde du 22 octobre). M. Ducloux précise qu'« au cours de la réunion du bureau de l'Assemblée, il (lui) a été indiqué qu'au vu de la déclaration sur l'honneur faite par M. Dassault, en début de la législature, rien n'apparaissait comme contraire à la loi sur les incompatibilités ». M. Ducloux ajoute, dans sa lettre que les postes occupés comme la place prise dans les diverses entreprises (tendues) à prouver amplement que M. Marcel Dassault « exerce de fait la direction » de ces établissements. »

Un faux-semblant ou un alibi ?

A l'Assemblée nationale, on indique qu'une délégation du bureau de l'Assemblée doit se réunir mercredi après-midi, pour examiner s'il y a ou non incompatibilité entre les fonctions de M. Dassault, député U.D.R. de l'Oise, et son mandat de parlementaire, et qu'elle établira éventuellement un rapport qui pourrait être examiné, jeudi matin 28 octobre, par l'ensemble du bureau.

Enfin, le groupe du parti socialiste et des radicaux de gauche a

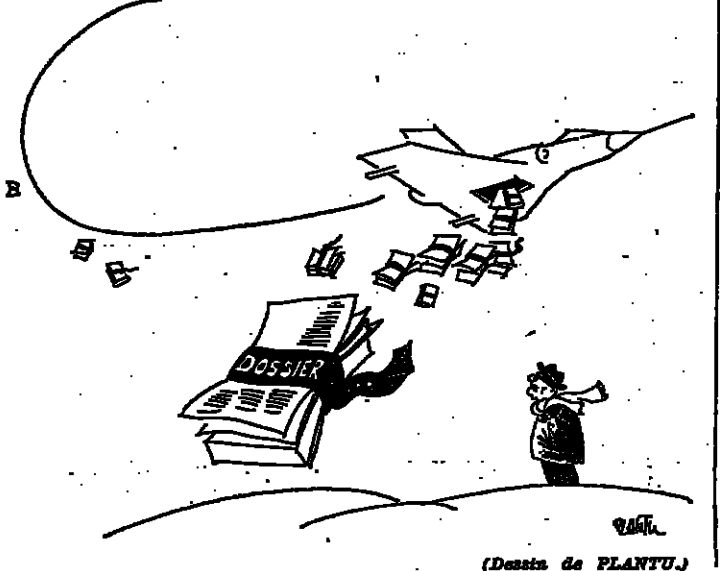
proposé, à l'occasion de la discussion du collectif budgétaire, que l'Assemblée, qui institue une commission d'enquête ou de contrôle, puisse décider que le secret fiscal ne sera pas opposable aux investigations de cette commission.

Après avoir rappelé que son groupe demandait la constitution d'une commission d'enquête sur l'utilisation des fonds publics alloués à la société Marcel Dassault, M. Jean-Pierre Cot (P.S.) a déclaré :

« Que l'on prenne pour base la proposition de mon groupe, celle du groupe réformateur ou celle du groupe communiste, toute désignation d'une commission d'enquête ne serait ni mieux qu'un faux-semblant et ni pire qu'un alibi, si elle se heurte au secret fiscal. Nous en avons eu l'expérience avec la commission d'enquête sur les problèmes des sociétés pétrolières. (...) Malheureusement, c'est au gouvernement de répondre et de déclarer si la commission d'enquête aura les moyens de faire son travail. J'ajoute en toute franchise, mon- sieur le premier ministre, qu'il s'agit pour nous d'un test de sincérité et de volonté. Toutes les

assurances que vous pourrez donner ne pourront rien contre les faits. Si vous n'acceptez pas notre proposition, notre adhésion à cette procédure nous apparaîtra au mieux comme une garantie essentielle pour les citoyens. C'est, ce qui explique qu'il n'y ait pas eu de précédent en la matière. (...) La commission des lois va examiner une proposition visant à la création d'une commission d'enquête. Le gouvernement n'a pas à intervenir : l'Assemblée est souveraine. M. Cot a parlé de « test de sincérité ». Qu'il sache que le gouvernement a mis sur pied le dispositif nécessaire pour qu'il soit procédé à l'examen exhaustif de la situation fiscale des sociétés en cause. (...) »

« Je vous donne l'assurance que le gouvernement procédera à toutes les vérifications, qu'il en tirera toutes les conséquences et qu'il fera son devoir dans le respect du secret fiscal. »



(Dessin de PLANTU.)

LA CONDITION PÉNITENTIAIRE

NEUF POUR CENT D'ILLETTRÉS

COMPOSITION. — C'est une population jeune et peu instruite : 2,14 % ont moins de dix-huit ans, 19,34 entre dix-huit et vingt et un ans, 25,61 entre vingt et un et vingt-cinq ans, 23,80 entre vingt-cinq et trente ans, 30,71 entre trente et quarante ans, 10,36 entre quarante et cinquante ans, 3,80 entre cinquante et soixante ans ; ensemble, 9,07 % sont classés illettrés, 61,69 % ont un niveau d'instruction primaire, 9,09 un niveau secondaire ou supérieur. 90 % sont des ouvriers ou des manœuvres, 11 % des employés de commerce, 10 % des ouvriers agricoles, 2,5 % sont techniciens supérieurs, cadres ou relèvent des professions libérales, 10 % sont déclarés sans profession.

SCOLARISATION. — En 1975, 23 218 détenus ont été, à tous niveaux, scolarisés : 16 754 en milieu carcéral, 3 662 par correspondance ; ces chiffres étant respectivement de 18 038 et 3 120 en 1974, de 18 587 et 4 778 en 1973.

SALAIRES. — La masse salariale a été en 1975 de 61 millions de francs, dont 43 ont été effectivement versés aux détenus. De ces 43 millions sont retranchés les « déductions » (entretien, amendes, pénalités, etc.). Si le gain journalier moyen est de 7,11 F (avant déduction des « déductions ») il varie beaucoup selon les établissements et l'activité. Les détenus du service général (30 %) ne gagnent pratiquement rien ; ceux des grandes maisons d'arrêt, 10, 34 F par jour ; ceux qui sont employés par des concessionnaires (46 %) de 20 à 32 F par jour ; ceux qui relèvent de la Régie (5,5 %), 38,59 F par jour.

PERSONNEL. — Les détenus sont — en dehors des éducateurs et des assistants sociaux — encadrés par des surveillants. On compte 9 247 simples surveillants, 972 premiers surveillants, 372 surveillants-chefs et 106 chefs de maison d'arrêt. Le salaire mensuel d'un élève surveillant est de 1 978 F. Les traitements mensuels de fin de carrière sont, pour les premiers surveillants (toutes les carrières finissent au moins à ce grade), de 3 781 F, pour les surveillants-chefs de 4 532 F, pour les chefs de maison d'arrêt de 4 688 F.

Le paradoxe des prisons

(Suite de la première page.)

Sur ces 100 000 personnes, 80 % ou peu s'en faut (données officielles du compte général de la justice) sont manœuvres, O.S. ou ouvriers qualifiés, professions qui, dans les circonstances économiques présentes, compte tenu aussi du surclassement personnel que peut octroyer le détenu, cachent nombre de chômeurs anciens ou virtuels. Sur l'ensemble de la population pénale, 6,07 % sont officiellement illettrés (soit plus que les appelés du contingent : 2 %). 81,69 % ont le niveau primaire, 9,09 un niveau secondaire ou supérieur. 90 % sont des ouvriers ou des manœuvres, 11 % des employés de commerce, 10 % des ouvriers agricoles, 2,5 % sont techniciens supérieurs, cadres ou relèvent des professions libérales, 10 % sont déclarés sans profession.

Quelles activités peuvent être organisées en prison pour assurer la fameuse « réinsertion », réserve étant faite de la promiscuité, de la contagion de délinquants « endurcis » — adjectif qui ne signifie pas grand-chose, — dont les effets sont impossibles à connaître ?

Le taux de chômage y est naturellement d'autant plus élevé (il peut atteindre 25 % de ceux qui demandent à travailler) que la conjoncture est mauvaise à l'extérieur. En avril 1976, M. Jacques Mégarret, directeur de l'administration pénitentiaire, depuis lors décédé, citait dans son rapport annuel un chiffre de 50 %. Le niveau de rémunération n'a aucune commune mesure avec les salaires du secteur libre, même si le produit fourni ne comporte aucune marque qui permette de le distinguer aux yeux des acheteurs. Le salaire moyen en 1975 a été de 2 855 F l'heure, soit 17 110 F par journée de cinq à six heures, compte tenu des règlements pénitentiaires. De ces sommes il faut déduire les retenues pour la Sécurité sociale, l'entretien, le paiement des amendes, des dommages et intérêts, etc. C'est donc que les possibilités d'épargne des détenus sont médiocres.

Ajoutons à cela que, bien souvent issus de familles dissociées, les détenus perdent tout aussi fréquemment et rapidement celles qu'ils avaient fondées avant d'entrer en prison.

Il faut encore rappeler que la formation professionnelle accélérée en milieu pénitentiaire connaît tous les obstacles que l'on devine : 0,4 % des prisonniers sont présentés à des certificats d'aptitude professionnelle, ce qui n'implique pas qu'ils les obtiennent. En 1975, 364 professeurs et instituteurs dispensaient un enseignement en milieu carcéral. Mais 48 instructeurs techniques seulement étaient mis à la disposition de l'administration pénitentiaire.

L'ensemble de ces données économiques, objectivement défavorables, ne doit pas faire oublier l'effet profondément désocialisant qui résulte du confinement. Car le prisonnier, même s'il souhaitait le contraire, n'a le souci

ni de sa nourriture, ni de son chauffage, ni de ses impôts, pas plus que de son logement (1), de l'électricité, de l'eau, etc. C'est un homme (1) qui ne sait plus téléphoner, emprunter les transports en commun, traverser une rue.

Bref, la prison libère, au terme de sa peine, un homme qui devrait être doublement fort — comme les autres et comme ancien délinquant — pour affronter, qui l'ignore ? un monde rude. Il est en fait un mineur social. Ce n'est pas vouloir faire pleurer Margot que d'observer le danger — pour ce qui concerne la récidive — où se trouve un homme socialement isolé, économiquement démuné, culturellement en friche et socialement marqué au fer du casier judiciaire. Ce casier judiciaire que l'Etat recommande aux employeurs privés d'oublier, mais qui exige pour lui-même, s'agissant d'une place d'emploi de voirie. Les mésaventures que connaît M. Jacques Lesage de La Haye avec le secrétariat d'Etat aux universités (lire ci-dessous) en sont un exemple de plus.

D'autant que les structures d'accueil aux libérés sont pratiquement nulles. Il existe quelques très rares centres d'accueil. Mais les libérés les fuient, à la fois pour échapper à une discipline qui y reste rigoureuse et pour n'avoir pas le sentiment d'être des assistés. La commission n'est pas toujours facile à accepter.

Le comité d'action des prisonniers aurait, dans ce domaine, pu faire beaucoup. Il a préféré rechercher une hypothétique solidarité carcérale, dont les résultats sont minces. Le rôle, non exclusif d'ailleurs, qu'il aurait pu assumer d'un accueil au détenu par ses « pairs » a été rejeté pour des motifs prétendument idéologiques.

Il reste que vouloir enrayer la délinquance — c'est-à-dire la contenir, puisque sa suppression est précisément utopique — implique un regard nouveau sur ce qui prétend l'empêcher : la prison. La poignée de main du président de la République, en juillet 1974, pouvait signifier sa compréhension que la prison est une affaire d'Etat. Cela devient moins sûr.

Ce regard, pourtant, on l'a tenté, c'est vrai, dans les textes, en multipliant les recours possibles à des sanctions qui ne font pas appel à la prison. Mais bien peu sur la prison en elle-même. Rien n'est radicalement fait pour un examen critique et novateur d'un bastion d'autant plus contestable du conservatisme qu'il est un échec. Etant observé que la majorité de ce qui a été dit à propos de ce monde clos pourrait être étendu aux surveillants. Ils sont, autant que leur « ouailles », rejetés.

Comme si la prison — inacceptable au regard de l'éthique — était un défi : à l'imagination, à l'intelligence. Comme si l'on s'en tenait au pari que délinquance et damnation vont de pair.

PHILIPPE BOUCHER.

(1) Les femmes ne représentent jamais qu'un faible pourcentage de l'effectif pénitentiaire : 228 sur un total de 31 533 au 1^{er} juillet 1976.

Le secrétariat d'Etat aux universités face à un cas de réinsertion sociale

Chargé de cours de psychologie à Paris-VIII (Vincennes) depuis novembre 1972, collaborateur (à plein temps) de l'hôpital psychiatrique de Ville-Evrard, travaillant deux après-midi par semaine dans les dispensaires de Stains et de La Courneuve (Seine-Saint-Denis), M. Jacques Lesage de la Haye est actuellement visé par une procédure dont le résultat pourrait être de l'exclusion de toutes les fonctions qu'il occupe. Cette procédure fut lancée le 15 juin par M. Jean-Louis Quermonne, alors directeur des enseignements supérieurs et de la recherche, après avoir été informé par le procureur de la République de Paris, à l'époque M. Paul-André Sadon, que M. Lesage de la Haye avait été condamné, le 21 janvier précédent, à trois mois d'emprisonnement pour violation de domicile. Cette condamnation en flagrant délit faisait suite à l'occupation par une douzaine de manifestants d'un local parisien appartenant à l'ambassade d'Union soviétique (le Monde du 23 janvier).

Dans la lettre où il demandait au président de Paris-VIII, M. P. Merle, d'exclure de l'université M. Lesage de la Haye, M. Quermonne rappelait que le chargé de cours, âgé aujourd'hui de trente-huit ans, était rendu complice d'un meurtre, vingt ans et demi plus tôt, commis pour laquelle il avait été condamné le 13 juin 1956 à vingt de travaux forcés. On peut observer à ce propos que le secrétaire d'Etat révoquait alors une condamnation — en fait comme des employeurs de M. de la Haye — qui ne figurait

ni sur le bulletin n° 3, ni sur le bulletin n° 2 de son casier judiciaire.

A cette demande d'exclusion, M. Merle opposa, le 19 juillet, un refus, en observant : « M. Lesage de la Haye a, dans les deux cas, purgé sa peine (dans le second cas, la violation de domicile étant en fait une participation, pour motif politique très honorable, d'une ambassade étrangère). A l'heure où les pouvoirs publics déclarent la justice être, que les personnes qui ont été emprisonnées doivent être admises à se reclasser, notamment sur le plan professionnel, il serait absurde que les services publics ne donnent pas l'exemple (...) Enfin, après enquête auprès du département de la Seine-Saint-Denis, j'ai constaté que M. Lesage de la Haye est un enseignant très apprécié de ses collègues et de ses étudiants. »

Le secrétaire d'Etat ne s'avoue pas vaincu et, le 15 septembre, dépose au tribunal administratif de Paris une « requête en annulation » de la décision du président de Paris-VIII.

On observera encore que le dossier a été « bûlé ». Il y est dit — à la date du 15 septembre — que le jugement condamnant M. Lesage de la Haye est « actuellement frappé d'appel ». Or cet appel a été jugé... le 9 mars, la peine étant ramené à huit mois d'emprisonnement avec sursis.

Cette erreur, au regard de l'équité, apparaît comme négligeable. Car le fond de l'affaire reste le même. M. Merle écrivait le 19 juillet : l'Etat veut-il ou non donner l'exemple en matière de réinsertion sociale ? — Ph. B.

RESPONSABLE EXPORTATION

180/200.000 F. + Installations générales d'usines

RESPONSABLE DE CHANTIER

Grosse Chaudronnerie ETAS-UNIS

DIRECTEUR DES VENTES

Systèmes architecturaux en aluminium MONTEPELLIER

Pour chacun de ces postes, adresser un bref curriculum vitae à Paris en spécifiant bien la référence. Aucune information ne sera transmise à quelconque sans autorisation expresse des candidats donnée au cours d'un entretien personnel avec le consultant.

AUSTRALIE - IRLANDE - ETATS-UNIS - AMERIQUE DU SUD - GRANDE-BRETAGNE - ALLEMAGNE - FRANCE - HOLLANDE - ITALIE - SUISSE - BELGIQUE - SUÈDE - AFRIQUE DU SUD - CANADA - SINGAPOUR

73, Bd HAUSMANN 75008 PARIS Tél. 265-37-00 11, Pl. A. BRIAND 69003 LYON Tél. (78) 62-08-33

Une société française spécialisée dans la réalisation et le montage d'installations générales d'usines, recherche un ingénieur pour prendre en charge le secteur exportation (plus de 1/3 du chiffre d'affaires). Dépendant de la direction générale, il sera responsable des contacts et des négociations commerciales, de l'estimation des coûts, de la rédaction des offres, de l'organisation et de la supervision des chantiers, du respect des budgets. Il aura pour l'ensemble de ses tâches l'assistance d'ingénieurs d'affaires et de responsables de chantiers. Agé d'au moins 35 ans, bilingue franco-anglais, ingénieur diplômé (ECP, A.S.M., etc.) Il aura l'expérience de la réalisation d'ensembles industriels clés en main à l'étranger sur le plan technique et commercial. Une compétence particulière dans la gestion de chantiers et dans le domaine du montage est spécialement recherchée. Ecrire à Y. Blanchon, réf. B.9.229.

Une société française spécialisée dans la fabrication de gros ensembles chaudronniers recherche pour sa filiale américaine un ingénieur devant assurer la direction de toute la partie industrielle. Après une période de quelques mois en France pour assurer la formation aux techniques particulières de fabrication, il dépendra du directeur général américain et sera responsable techniquement et financièrement de la fabrication d'ensembles chaudronnés, dans le cadre des budgets définis. Il assurera d'autre part les relations avec la clientèle et participera aux négociations commerciales pour l'obtention de nouveaux contrats. Agé d'au moins 30 ans, bilingue franco-anglais, ingénieur diplômé, spécialisé E.S.S.A. si possible, il aura l'expérience de la conduite de chantiers de fabrication et de montage, dans le domaine de la chaudronnerie-lourde. La résidence se situe sur la côte Est des Etats Unis. Ecrire à Y. Blanchon, réf. B.9.228.

Filiale d'un groupe multinational employant 7.000 personnes dans le domaine de l'aluminium, une société française vient de construire son usine à Montpellier et recherche dans le cadre de ses prévisions d'expansion rapide, son directeur des ventes. Sous l'autorité du directeur général et membre du comité de direction, le titulaire élaborera la politique de vente en liaison avec le groupe et sera, après accord de la direction, chargé de son application. Il complètera, organisera, formera, animera son équipe et sélectionnera un réseau de distributeurs. Il supervisera les questions de publicité et de marketing. La candidate retenu, âgé de 30 ans au moins et connaissant bien l'anglais, aura acquis une solide expérience de la vente, de la direction et de l'animation d'une équipe, de préférence dans le domaine du second œuvre en bâtiment ainsi qu'une bonne pratique du marketing des produits industriels ou des biens d'équipement. Ecrire à P. Vinet, réf. B.9.796.



Opel City

René PETIT S.A.
81, rue de Meaux
PARIS 19^e
Tél. 607.93.92

A L'HOTEL DROUOT

Jeu

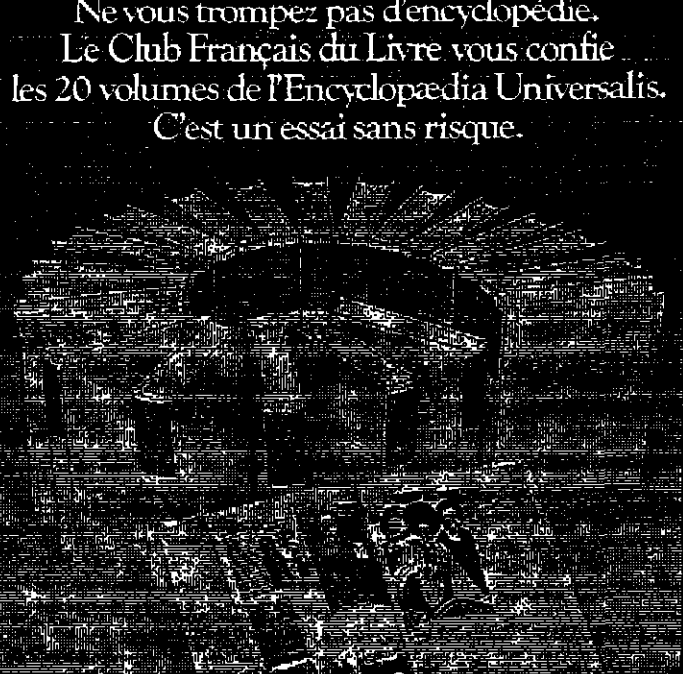
EXPOSITION

S. 2. - 1) Ensemble bijoux XIX^e.
2) Bij. Montres anc. Argent. anc.
S. 11. - Dessins et tableaux anc.
S. 12. - Bibliothèque A. Dunoyer de Segonzac.

VENTE

S. 2. - Objets d'art et de bel ameublement des XVIII^e et XIX^e.
S. 12. - Arts primitifs. Documentat.

Ne vous trompez pas d'encyclopédie.
Le Club Français du Livre vous confie
les 20 volumes de l'Encyclopædia Universalis.
C'est un essai sans risque.



Encyclopædia Universalis, la plus importante de la littérature scientifique et littéraire de notre époque. Elle est la seule encyclopédie qui ait été conçue et réalisée par une équipe d'experts de tous les domaines de la connaissance humaine. Elle est la seule encyclopédie qui ait été publiée en France.

Pour recevoir le magnifique Dossier Universalis en cadeau, appelez le 734 02 31 (répondeur automatique même la nuit et les jours fériés) ou renvoyez ce bon.

Je vous remercie de m'adresser, sans engagement de ma part, le Dossier Universalis et de me donner tous les détails sur les 3 avantages exceptionnels réservés aux amis du Club Français du Livre.

Nom et prénom : _____
Adresse : _____
Code postal : _____ Ville : _____

à retourner au Club Français du Livre
7, rue Armand Moisant - 75754 Paris Cedex 15
Offre valable pour la France métropolitaine seulement.

JUSTICE

Le départ pour l'Allemagne de M. Marchais sous l'occupation

DEUX FONCTIONNAIRES DES ANCIENS COMBATTANTS SONT CONFRONTÉS AU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DU P.C.F.

M. Georges Marchais, assisté de M^{rs} Jules Barker et Monique Weyl, a été entendu le mardi 26 octobre par M. Jean Berthoin, premier juge d'instruction à Paris, sur la plainte qu'il avait déposée contre X. le 12 mars 1973 pour falsification de documents administratifs et usage de ces documents après la publication dans « la Nation socialiste », « l'Avant » et « l'Unité » de deux documents du ministère des anciens combattants, l'un tronqué, l'autre surchargé. Ces documents avaient trait au départ de M. Marchais pour l'Allemagne pendant l'occupation, au titre du service du travail obligatoire.

Ces faux pouvaient laisser croire que l'ancien secrétaire général du P.C.F. français était parti volontairement. C'est pourquoi celui-ci avait demandé au magistrat instructeur de recueillir les témoignages des deux fonctionnaires du ministère des anciens combattants qui eurent en main les papiers le concernant.

Ainsi, le 26 octobre, le plaignant a été confronté avec Mlle Raymond Pasquallini, qui possédait les originaux des documents en question, et d'un de ses collègues, M. Fernand Geyne, qui a gardé en 1970 les documents litigieux pendant trois mois.

« Si y a une justice dans ce pays, et je veux encore y croire », a dit M. Marchais, l'auteur de ces faux papiers, « je compte sur elle pour que l'instruction soit longue, certes, mais on peut arriver au but si on le veut. Aujourd'hui, d'ailleurs, nous avons recueilli des informations intéressantes ».

En fait, il a été confirmé qu'en 1970, alors que le plaignant venait d'être élu secrétaire général du P.C.F. et que M. Henri David était ministre des anciens combattants, un supérieur hiérarchique de Mlle Pasquallini l'avait invité à rédiger une note d'interprétation des deux documents litigieux. M. Marchais a démissionné de ses fonctions de secrétaire d'Etat aux anciens combattants de lui adresser cette note.

L'attentat sur l'aéroport d'Ajaccio

LES SIX CORSES ENCORE INCARCÉRÉS CONTINUENT LA GRÈVE DE LA FAIM

(De notre correspondant.)
Bastia. — Arrêtés après la destruction de leur avion à l'aéroport d'Ajaccio, d'un Boeing d'Air France, MM. Paul Cortinchi et Antoine Murati, qui viennent d'être libérés avec trois autres compatriotes, ont réuni une conférence de presse, le lundi 26 octobre à Bastia. Six de leurs compagnons, militants autonomistes et syndicalistes, demeurent détenus à la prison de Saint-Paul à Lyon.

MM. Cortinchi et Murati ont lu le texte d'un mémoire rédigé par les six détenus et le groupe des cinq libérés. Ce document dénonce « la machine politico-militaire » qui, fait la somme des irrégularités de la procédure suivie à l'égard des détenus de Lyon. D'autre part, les Corses qui restent encore en prison annoncent qu'ils continueront leur grève de la faim. Ils ne répondront plus au juge d'instruction et ils ont décliné leurs avocats, c'est-à-dire que ces derniers n'assureraient plus leur défense. — T. G.

FAITS DIVERS

L'ENQUÊTE SUR LE CAMBRIOLAGE DE LA SOCIÉTÉ GÉNÉRALE DE NICE

Les vingt-deux personnes arrêtées le 26 octobre n'auraient joué qu'un rôle mineur dans le cambriolage

Marseille. — L'hôtel de police de Marseille était, mardi 26 octobre, en état de siège. « On n'avait pas vu autant de remue-ménage depuis l'assassinat d'Antoine Guérini », commentait un policier face au groupe de journalistes serrés de nouvelles. L'atmosphère était pourtant très tendue. Pas uniquement à cause de la grande rafle déclenchée simultanément à Marseille, Nice,

Paris, Avignon et Montpellier contre le « gang des égouts » qui, le 18 juillet dernier, avait pulvérisé les coffres de la Société générale de Nice, emportant un butin évalué à 30 millions de francs, mais aussi parce que l'annonce prématurée du coup de filet avait, selon les policiers, permis à plusieurs témoins importants de prendre la fuite » (le Monde du 27 octobre).

De notre correspondant

Honore Philippi avait ensuite regagné les Alpes-Maritimes. C'est grâce à lui que les enquêteurs ont pu remonter jusqu'à certains suspects aujourd'hui interrogés.

Les « confidences » d'un repris de justice

L'autre déconvenue des policiers provenait de la disparition soudaine, avant le coup de filet de la police, d'Henri Michéoli, vingt-neuf ans, habitant Marseille, considéré comme un « jeune loup » de la nouvelle vague du milieu et un spécialiste du cambriolage.

Pourtant, les enquêteurs ne rentraient tout de même pas bredouilles puisque vingt-deux personnes — parmi lesquelles figuraient plusieurs femmes — étaient placées en garde à vue à l'hôtel de police dans le courant de la journée de mardi. Aucun renseignement n'a pour l'instant été fourni sur leurs identités. Les interrogatoires ont continué toute la journée tandis que M. Honoré Gévaudan, directeur adjoint de la police judiciaire, se déplaçait à Marseille puis à Nice.

Qui sont ces témoins ? Ceux que depuis deux mois les policiers ont peu à peu identifiés à partir des « confidences » d'un repris de justice exploitant un bar de Nice. Grâce à lui, ils ont pu localiser une quinzaine de personnes qui semblaient avoir joué un rôle mineur de complicité en aidant les membres du gang à se procurer l'important matériel (outillage, chalumeaux oxydriques, canots pneumatiques) retrouvé dans les égouts de Nice après le « casse » de la succursale de la Société générale. Il semblerait que ces acheteurs ne soient que de petits intermédiaires : les « cloisons étanches » de rigle dans ce genre d'opération ayant fonctionné. Ils ignorent sans doute l'usage réel qui serait fait de leurs achats.

Le coup de filet de la police ne paraît pas avoir permis de confondre le « cerveau » de ce hold-up, qui a surpris par la minutie de sa préparation et la réussite sans précédent de son exécution.

Malgré un « palmars » assez chargé, les hommes recherchés ou identifiés n'ont certainement pas l'envergure nécessaire pour avoir imaginé une pareille opération.

JEAN CONTRUCCI.

SPORTS

FOOTBALL

UNE LETTRE DU MAIRE DE SEDAN

Après la publication dans le Monde du 9 octobre d'un article intitulé « Grandeur et décadence des clubs : la retraite de Sedan », le maire de cette ville, M. Gilles Charpentier (P.S.), nous a fait le reproche de traiter « le football, en général — et en particulier à Sedan et à Sedan — par le style de l'anecdote ». Il ajoute : « Je suis obligé de vous demander, devant l'amalgame des déclarations de tout un chacun, sans préciser leur origine exacte, de citer rectifiant les données suivantes : ce que la ville de Sedan consacre aux sports en général et aux affaires culturelles en général pour les années respectivement 1975-1976, ce que la ville de Sedan consacre au football professionnel et à la maison des jeunes et de la culture pendant les mêmes années ».

Ces données nous sont fournies par M. Charpentier à l'aide d'un tableau d'où l'on peut établir que pour l'année 1976, la part globale des affaires culturelles était de 447 308 F, la part globale des sports de 1 376 023 F, la part M.J.C. de 390 593 F et la part club sportif Sedan-Ardennes de 384 094 F. En 1975, la part de la M.J.C. était de 228 765 F et celle du club sportif Sedan-Ardennes de 384 094 F, les parts globales des affaires culturelles et sport n'étant pas mentionnées pour cette année-là.

TENNIS

LE RETOUR EN SCÈNE DE BERTOLUCCI

La deuxième journée du Tournoi de Paris, mardi 26 octobre, au Stade Pierre-de-Coubertin, s'est déroulée sans passion, mais devant un public de connaisseurs venus en plus grand nombre que la veille. Le match le plus intéressant fut celui qui opposa en fin d'après-midi Jean-François Caujolle à Paolo Bertolucci, partenaire habituel de Panatta et récent héros du double de la Coupe Davis contre l'Australie à Rome.

Le petit Italien, sous son masque majestueux d'empereur romain qui paraît se désintéresser de l'arène, cache en réalité une rapidité de réflexes qui atteste soudain le déplacement peu commun de ses gros mollets. Dans le premier set, qu'il remporta 6-3, son tonner de balle subtil, allié à son coup d'œil, lassa sur place Caujolle.

Celui-ci, auquel sa récente tournée en compagnie de Jannetty, Deblacker et Guvraux a visiblement communiqué une pugnacité toute nouvelle, ne se laissa nullement démonter et se défendit avec énergie durant le deuxième set ; mieux, le remporta au tie-break par 7-5 et, mieux encore, sur sa lancée, mena 3-1 dans le troisième. Bertolucci, à ce moment, ne jouait plus bien du tout et était cédé par la suite. C'est alors que Caujolle commit l'insigne erreur de vouloir à tout prix faire du beau jeu et montrer au filet pour étouffer la galerie et pour tendre la une. Il était, à son tour, entraîné, puis dépassé, enfin battu 6-4 sur son dernier erreur magistrale au filet.

O. M.

La Suisse — pas plus loin, pas plus cher

- La Suisse : pour vos vacances d'hiver
- La Suisse : où vous êtes chez vous, où tout le monde vous comprend
- La Suisse : avec de la neige, de la glace, du soleil à gogo
- La Suisse : 130 stations d'hiver offrant l'équipement le plus moderne
- La Suisse : plus de 200 arrangements forfaitaires à prix avantageux
- La Suisse : hôtels aux prix stabilisés depuis 1974
- La Suisse : 9000 km de libre parcours en chemins de fer, bateaux et cars postaux avec la Carte suisse de vacances
- La Suisse : à votre porte, à votre portée

SUISSE



Renseignements auprès de votre agent de voyages ou Office National Suisse du Tourisme, 11bis, rue Scribe, 75009 Paris, Tél. 073 59 92

Je désire passer mes prochaines vacances d'hiver en Suisse et souhaite des informations sur la région de :

Adresse : _____

150

150

RELIGION

A L'ASSEMBLÉE PLÉNIÈRE DE LOURDES

L'épiscopat entend exercer une vigilance accrue sur la catéchèse des enfants

Lourdes. — Après la lecture par Mgr Etcheberry, président de la conférence épiscopale, de la lettre des évêques aux catholiques de France, (le Monde du 27 octobre), l'assemblée plénière de Lourdes a commencé à étudier son ordre du jour.

De notre envoyé spécial

bième de la catéchèse des enfants. Par 105 voix contre 7 et 4 bulletins blancs, ils ont décidé de prendre en considération un document préparé par Mgr Ochoaqui, évêque d'Angers, et par Mgr Boffet,

évêque de Montpellier. Il sera particulièrement fondé sur la base de divers amendements, mais ses grandes lignes demeurent. On y lit notamment :

« Nous insistons sur le rôle de la mémoire. Nous soulignons l'importance des formules de prière que l'Eglise conserve comme un patrimoine. Il est indispensable que les catéchistes initient à la prière personnelle, mais aussi qu'ils transmettent les formules traditionnelles. »

A propos du « lien plus ou moins distendu », qui est constaté entre le catéchisme et la préparation aux sacrements et de la multiplicité incohérente des interprétations qui ont cours, le document dénonce une « situation faite d'arbitraire où les fidèles ont du mal à se retrouver. Nous ne pouvons approuver une telle confusion. La vie sacramentelle est une donnée essentielle de toute vie chrétienne. Nous tenons à ce que l'initiation aux sacrements soit faite sérieusement en fonction de l'évolution spirituelle de chacun et de la diversité des situations. »

Une prolifération abusive

Le même texte laisse entendre que certains prêtres ont tendance à se désintéresser de la mission catéchétique, et à négliger la catéchèse. Devant la prolifération des catéchismes dus à des initiatives plus ou moins privées et dont le statut doctrinal ou pédagogique est parfois contestable, l'épiscopat réclame l'établissement d'un type de référence.

Enfin, l'assemblée s'est montrée inquiète des difficultés posées par certains horaires de classes tels que, en dépit de la loi, les diocèses ne peuvent pas toujours disposer du temps requis pour aller au catéchisme. « La liberté religieuse, on l'a dit est un droit et elle n'a pas le moyen de s'exercer si elle ne peut le faire que dans de mauvaises conditions. »

Mgr Marty, archevêque de Paris, qui, pour la première fois, n'est plus sur l'estrade de président, mais parmi les rangs des évêques, est intervenu pour signaler l'importance, à ses yeux, du changement culturel de notre société. Celui-ci ne doit pas entraîner seulement un déplacement du vocabulaire catéchétique. Il faut savoir « se dégarer d'une vision de chrétienté ».

Sur ce point de la catéchèse, qui est névralgique et l'objet de multiples contestations, l'assemblée semble donc avoir fait preuve d'une vigilance accrue, conforme aux désirs qui se sont exprimés au début de la session.

HENRI FESQUET.

DÉFENSE

La mort de l'amiral Cabanier ancien chef d'état-major de la marine

L'amiral Georges Cabanier, ancien chef d'état-major de la marine, est mort subitement à son domicile parisien, le mardi 26 octobre.

Un homme court, spirituel, d'une amicale simplicité et sachant naviguer dans les courants de la politique. Il était l'amiral Cabanier. Gaulois de toujours, dans une marine qui ne l'était guère, à quelques exceptions près, il sut se faire admirer et obéir et réussit à lui faire traverser sans trop de casse les années de décolonisation.

Né le 21 novembre 1906 à Grasse-sur-Garonne (Haute-Garonne), Georges Cabanier fit un long parcours de sous-marinier. A bord de l'Acheron, puis du Saphir, puis du géant de l'époque, le Surcouf, il devint un des meilleurs sous-mariniers du monde. En 1940, il commande le sous-marin mouilleur de mines Rubis, pendant la campagne de Norvège, intégré dans une flotille britannique. Rentré en Angleterre, il rallie le général de Gaulle et l'amiral Muselier dès juin 1940 avec son bâtiment et son équipage.

Aussitôt réintégré dans la guerre, il prend part à la campagne de l'Atlantique. En 1941, capitaine de corvette, il reçoit le commandement des sous-marins français dans le Pacifique. Fonction qui n'était pas de tout repos, étant données les violentes dissensions entre les partisans du régime de Vichy et ceux de la France libre, qu'ils fussent marins ou civils. Aux côtés d'un haut commissaire, l'amiral Thierry d'Armenville, dont la souplesse ne fut jamais la qualité dominante, le commandant Cabanier dut faire preuve de diplomatie.

Il commandera en 1944 le croiseur auxiliaire Capes-Palmes dans le Pacifique, et sera, en 1945, partie de la délégation française à la conférence de San-Francisco.

A son retour, il reçoit le commandement de l'Ecole navale, puis, en 1947, celui du croiseur-école Jeanne-d'Arc. Attaché naval aux Etats-Unis de 1949 à 1953, puis, brièvement, secrétaire général adjoint de la défense nationale.

nale, il devient, en mars 1954, commandant de la marine en Indochine du Sud.

Il est placé, en novembre 1956, à la tête du groupe d'action anti-sous-marins (G.A.S.M.).

Avec le retour au pouvoir du général de Gaulle, l'amiral Cabanier accède aux plus hautes portes. Le 9 juin 1958, il est nommé chef d'état-major de la défense nationale, commandant de l'école en février 1959. En 1960, il est chef d'état-major de la marine. Il occupera ces fonctions jusqu'au 1er janvier 1968, assurant notamment le passage de la marine à l'âge nucléaire.

L'amiral Cabanier succédera, en janvier 1969, au général Catroux comme grand chancelier de la Légion d'honneur. Le général de Gaulle prendra sa suite en février 1975.

Grand officier de la Légion d'honneur, l'amiral Cabanier était compagnon de la Libération.

La sanction prise contre un curé de Besançon mobilise tout un village contre l'évêque

Les deux « messes » de Busy

De notre envoyé spécial

Busy. — Vingt-deux personnes, presque toutes très âgées, à l'unique messe célébrée le dimanche 24 octobre dans ce village situé à 10 kilomètres de Besançon, cela paraît peu. Même en ces temps de crise pour la pratique religieuse, dans un village de trois cents âmes qui abrite surtout des ouvriers et des agriculteurs.

Le nouveau curé de Busy, Mgr Margelin, ancien vicaire général du diocèse de Besançon, célèbre l'office pourtant comme si de rien n'était. Dimanche des missions, il se sur le devoir des chrétiens de porter l'Evangile aux extrémités de la Terre. « Regardez une carte du monde, écrie-t-il. Avec nous, nous sommes partout, nous sommes partout, nous sommes partout. »

Aucune allusion au drame qui déchire ce paisible village du Doubs depuis le 5 septembre. A la sortie de la messe, il se salue presque en courant.

Pendant que le curé regagne sa voiture, on ouvre l'église et on sonne les cloches à toute volée. Plus de deux cents personnes, un tiers habitant Busy même, les autres venues des villages environnants, Vorges, Bousières, Fontain, Larnod, ou de Besançon, mais toutes membres à part entière de la communauté — s'entassent dans l'église, en se saluant joyeusement. Des rires fusent ici et là. La chorale, une trentaine de jeunes garçons et filles, s'installe derrière l'autel avec guitares et batterie. Des premières notes, l'assistance observe un silence complet.

Un couple discret

La célébration, qui dure une heure et demie, est chaleureuse, recueillie, priante. C'est une messe sans prêtre : lectures bibliques, sermons, intentions de prière, offertoire, communion (avec une réserve d'hosties consacrées auparavant), chants. Dans l'assistance, vers le fond de l'église, se tient un couple discret qui ne communique pas : Paul Boiteux et sa femme Gisèle.

Ils se sont mariés, civilement, le 2 octobre, mais ils sont « unis devant Dieu », comme ils disent. Depuis plus de vingt ans. Jusqu'en 5 septembre, et pendant près de vingt-cinq ans, Paul Boiteux était le curé de Busy. C'est lui qui a aidé cette communauté de chrétiens à devenir adulte, à prendre en charge sa propre vie religieuse grâce à un conseil paroissial autonome, à vivre sa foi de telle manière qu'on venait de loin pour participer à ses liturgies, à sa vie spirituelle. Il était aussi directeur, rédacteur et metteur en pages d'un bulletin mensuel, *Lumière de vie*, très apprécié dans tout le diocèse puis qu'il a tiré jusqu'à cent mille exemplaires.

Le 5 septembre dernier, alors même que Mgr Lefebvre, suspendu « à éternité », célébrait une messe à l'abbaye de la Trappe de Busy, Paul Boiteux disait sa dernière messe comme prêtre. Il annonçait sa résignation à l'état laïc par Mgr Lefebvre, ancien évêque de Besançon, et sa démission comme rédacteur en chef de *Lumière de vie*.

« La raison officielle et unique avancée par l'autorité ecclésiastique, déclare Paul Boiteux dans une lettre adressée à ses amis, pour justifier sa décision de me retirer mon ministère sacerdotal est celle-ci : « Votre vie privée

est incompatible avec votre rôle de prêtre. »

« Vous savez — et les représentants que vous avez élus au conseil de paroisse l'ont dit librement et clairement — que la présence de Gisèle à mes côtés n'a jamais été nuisible à mon ministère parmi vous : que la communauté paroissiale n'a été ni secouée, ni divisée, ni ébranlée, ni que le témoignage d'un amour plus utile à notre monde, et plus évangélique, que celui d'un célibat obligatoire, plus ou moins bien supporté ou plus ou moins hypocritement respecté. (...) »

« Vous avez gardé votre confiance à l'homme que j'étais et que je suis : vous l'avez gardée au prêtre que j'ai essayé d'être jusqu'à ce jour. C'est là un fait que personne ne peut mettre en doute. Comment se fait-il donc que l'autorité ecclésiastique, qui a toléré cette situation, bien connue, pendant plus de vingt ans, ne la tolère plus aujourd'hui ? »

D'une hypothèse à l'autre

Voilà la vraie question. Pourquoi l'archevêque a-t-il décidé de limoger le curé de Busy à deux ans de sa retraite ? Pourquoi, selon les termes de la lettre envoyée à Mgr Lallier par le conseil paroissial de Busy-Vorges-Larnod, avoir « mis à la porte brutalement sans un mot, sans ressources (2), sans avertissement, dans des conditions qu'aucun patron, même le plus dur, ne pourrait imposer sans enfreindre la loi, qui protège le plus humble travailleur, un homme qui a consacré trente-cinq ans de sa vie à faire connaître l'Evangile ? »

Les hypothèses abondent. Pour les uns, c'est une retombée de l'affaire Lefebvre. Un coup à droite, un coup à gauche. Avant leur assemblée plénière à Lourdes, les évêques auraient voulu mettre de l'ordre, régulariser les situations non canoniques, pour parer les attaques des traditionalistes. Pour les autres, c'est la prise de position progressive de Paul Boiteux dans *Lumière de vie* — et notamment dans le numéro de mai sur le marxisme — qui auraient fait déborder le vase.

D'autres encore pensent que les innovations liturgiques pratiquées à Busy — communion sous les deux espèces, ratons des honoraires de messe, baptême le dimanche, quatre fois, seulement, par an, admission à la communion des divorcés, etc. — seraient à l'origine de cette décision. Les mauvaises langues, enfin, n'hésitent pas à faire le rapprochement entre celle-ci, prise au mois de juin, et la vente par l'archevêché de l'imprimerie qui produisait *Lumière de vie* — source de revenus non négligeables. Il y a quelques années, l'archevêque, excédé, avait dit à Paul Boiteux : « Vous m'êtes aussi indispensable qu'un supporteur. »

Mgr Lallier participe actuellement à l'assemblée de Lourdes, et en son absence toutes les instances de l'archevêché — notamment les vicaires épiscopaux, Mgr Princet, chargé de l'affaire de Busy, Mgr Fries et Mgr Margelin, non-votant de Busy — ont refusé de nous recevoir. La position de l'archevêque est connue, toutefois.

Dans sa réponse à la lettre du conseil paroissial, il écrit : « Les "enseignements généraux" n'exis-

tent pas dans l'Eglise. C'est à y avoir trois ans seulement que j'ai pris la mesure de la situation dont il s'agit. J'ai voulu attendre, encore réfléchir, consulter tel ou tel évêque. (...) Sur un point précis, je vous dois une information : il n'y a eu, en cette affaire, aucune pression : je porte seul, avec les membres de mon conseil, la responsabilité de cette décision. (...) »

« Paul Boiteux m'a écrit, comme vous, que *Lumière de vie* et la liturgie dominicale n'y étaient pas étrangères. Je lui ai répondu : « Je n'approuvais pas *Lumière de vie* de A à Z et savais bien que vous prenez avec la liturgie des libertés. (...) » Mais le positif l'emportait de beaucoup sur le négatif, et c'est l'autre question qui m'a semblé préalable et principale, étant donnée la demande formelle de renouveau de l'Eglise, vous la connaissez. Depuis des siècles, l'Eglise latine demande à ses prêtres de renoncer à l'amour humain pour que celui de Dieu et des hommes "enrichisse" tout entier leur cœur et leur vie, à l'exemple du Christ lui-même. »

Ce que Mgr Lallier qualifie pudiquement de « la situation dont il s'agit » était un secret de polichinelle. Peut-on vraiment penser que c'est le seul motif du renvoi de Paul Boiteux ? Dans ce cas, l'archevêque aurait discuté avec la communauté chrétienne de Busy avant de lui imposer un nouveau curé sans aucune consultation.

« Cela ressemble fort à une reprise en main disciplinaire, déclare M. Maurice Fessy, responsable du conseil paroissial, comme on envoie un colonel mater les fortes têtes dans un bataillon qui ne peut plus obéir. Lorsque le nouveau curé ou le vicaire épiscopal viennent à Busy, ils rendent visite au maire. L'autorité traite avec l'autorité. Cela témoigne d'un grand mépris vis-à-vis de la communauté chrétienne et de ses représentants dûment mandatés qui auraient dû être consultés. Dans cette affaire, c'est l'existence de notre conseil qui est en cause. »

Le cœur du problème

Voilà en effet le cœur du problème. A travers son inspirateur et animateur — très vulnérable à cause de sa situation canonique irrégulière — l'archevêque de Besançon a voulu frapper une communauté qui représente une menace pour son autorité. Comme nous le confiait un prêtre diocésain : « L'évêque, c'est un P.D.G., un technocrate éclairé qui gère son entreprise selon les règles. Le conseil paroissial, pour la première fois à une grève du personnel, qui réclame l'autogestion, et il est désemparé. »

Le conseil paroissial de Busy, il faut le reconnaître, témoigne d'une maturité exceptionnelle et dépasse la lettre, sinon l'esprit, de Vatican II. Les membres, élus tous les trois ans par tous les habitants du village, qu'ils soient ou non, titulaires ou non, détiennent le pouvoir de décision pour tout ce qui touche la vie de leur paroisse. Le prêtre, qui ne vote pas, n'est qu'un nœud dans la machine, et il n'est pas membre élu, est là comme « représentant de l'Evangile, donc de Jésus-Christ » et n'a de droit de veto que si une décision se heurte à l'enseignement de l'Evangile. A peu de prêtres, et encore moins d'évêques, accepteraient une telle autonomie chez les laïcs.

Après avoir enfin consenti de reconnaître la communauté, le 2 octobre, — où il fut durement contesté, — Mgr Lallier avait promis de reconsidérer la nomination de Mgr Margelin comme nouveau curé — qui est surtout récusé parce qu'il faisait partie du conseil responsable, avec l'archevêque, du départ de Paul Boiteux, et de donner sa réponse dans les quinze jours. Le 19 octobre, il envoie une lettre au conseil, dans laquelle il explique que l'usage des textes du concile à l'appui, pourquoi cette conception du conseil de paroisse n'est pas fidèle à la pensée et au comportement de l'Eglise depuis l'origine. « Quoiqu'il m'en coûte, conclut-il, je ne puis donc accepter que le conseil de Busy subsiste demain tel qu'il était hier. »

Fait un mot sur la nomination de Mgr Margelin, mais celui-ci est venu célébrer la messe, le 24 octobre, devant vingt-deux fidèles. La communauté a perdu tout espoir dans une solution à l'amiable. « Nous avons enfin compris que c'est l'existence même de notre communauté chrétienne qui est en jeu, disent ses membres, mais nous sommes décidés à ne pas céder ! Nous voulons rester fidèles à l'Eglise, mais sans renier notre dignité d'homme et de chrétien, dignité que nous devons à Paul Boiteux. »

Combien de temps tiendront-ils ?

ALAIN WOODROW.

(1) Il y a trois ans, lors d'une consultation par vote secret, proposée par Paul Boiteux, pour savoir si le conseil paroissial voulait que celui-ci continue dans ses fonctions, 83 % ont voté pour qu'il reste curé.

(2) Actuellement, Paul Boiteux, qui ne perçoit rien, ni de l'archevêché ni de l'imprimerie dont il était salarié, fait la tournée de pain, huit heures par jour, six jours par semaine, tandis que Gisèle fabrique des bracelets de montre, à domicile. Elle doit en faire deux cents par semaine pendant huit heures par jour pour obtenir le SMIC.

L'Amérique du Sud. Plus vite. Plus souvent.

Air France va en Amérique du Sud deux fois plus vite avec Concorde. Et assure, au départ de Paris, le plus de vols vers les 11 grandes places économiques du continent.

● Le Brésil et le Venezuela en Concorde. Chaque mercredi et dimanche, Air France gagne Rio en Concorde. Plus vite que le soleil. En 6 h 10. 5 h de moins que les subsoniques. De Rio, les correspondances sont immédiates pour São Paulo. Et chaque vendredi, Concorde rejoint Caracas en 5 h 10.

● Et Caracas, Bogota, Quito, Guayaquil, Lima, Santiago, Cayenne, São Paulo, Rio, Buenos Aires et Montevideo.

Du Venezuela au Pérou et du Brésil au Chili, Air France exploite un réseau dense et bien structuré, assurant, en Boeing, 32 liaisons hebdomadaires avec les principales villes d'Amérique du Sud.

Pour être les premiers sur les marchés d'Amérique du Sud, adressez-vous à votre Agent de voyages ou à Air France, tél. 535.61.61.



Opel City

En BREVETÉ S.A.
41, rue des Etats-Généralux
VERSAILLES
Tél. 01.30.15.38 et 01.31.33.31.



EN COMPAGNIE D'AIR FRANCE

Le Monde de l'éducation

numéro de novembre

LES ÉTUDIANTS SONT-ILS DE FUTURS CHOMEURS ?

Des études scientifiques réalisées par différentes universités permettent, pour la première fois, d'apporter des réponses précises à cette question. On constate qu'il est très excessif de dire que « l'Université fabrique des chômeurs ». Le taux de chômage est nettement plus faible pour les anciens étudiants que pour l'ensemble des jeunes, et le fait d'avoir suivi des études supérieures constitue un atout important sur le plan professionnel. Cette plus grande sécurité se paie, il est vrai, par une relative « déqualification » : les premiers emplois occupés par les étudiants sont plutôt de cadres moyens que de cadres supérieurs.

Entretiens avec Bruno Bettelheim et le docteur Spock

Dans le même numéro

Le réveil des langues régionales : les lecteurs ont la parole. Algérie : l'école au service de l'industrialisation. Reportage dans une école maternelle de Moscou. La rentrée dans une école catholique. La réforme de l'école des arts et métiers. Le nouveau droit du congé-formation, par Jean-Jacques DUPEYROUX. Les métiers de la mécanique.

Le numéro : 5 F - Abonnements (13 numéros par an) France : 50 F - Étranger : 68 F

« Le Monde de l'éducation », 5, rue des Italiens, 75427 PARIS CEDEX 09.

ÉDUCATION

AU RECTORAT DE RENNES

Un appartement contesté

La section d'Ille-et-Vilaine de la Fédération de l'éducation nationale (FEN) a adressé, le 13 octobre, à M. Yves Martin, recteur de l'académie de Rennes, une lettre dans laquelle elle s'élève d'un projet d'installation du logement de fonction de M. Martin dans une partie des bureaux actuels de l'inspection académique. « Le recteur, nous a déclaré le secrétaire départemental de la FEN, dispose déjà d'un logement de fonction de douze pièces. Pourquoi un nouvel appartement de plusieurs centaines de mètres carrés, projet qui aggraverait lourdement les conditions de vie des personnels qui travaillent déjà dans des locaux trop exigus et sous-équipés ? »

Tout est faux dans cette histoire-là, nous a affirmé, de son côté, M. Martin. Le projet est, en réalité, de donner 50 m² de superficie supplémentaire à l'inspection académique qui va être transférée et regroupée ses services dans les anciens locaux de la faculté des sciences de Rennes. Cette opération devrait, selon le recteur, améliorer les conditions de travail des employés de l'inspection, dont certains travaillent aujourd'hui sous les combles. Une fois le transfert réalisé, M. Martin s'installera effectivement sur 200 à 300 mètres carrés de l'inspection désaffectée, le reste accueillant un institut de gestion.

Ces opérations ont porté d'une vaste réorganisation des locaux administratifs et universitaires d'un montant total de 4 millions de francs, qui réglera tous les problèmes universitaires dans les dix années à venir », explique le recteur.

À l'issue d'une entrevue avec l'inspecteur d'académie, la section départementale de la FEN a pris acte « des promesses selon lesquelles aucune dégradation des conditions de travail des personnels » ne résulterait de ces aménagements. Mais la FEN conclut : « Les dépenses très lourdes engagées pour l'aménagement d'un logement de fonction destiné à M. le recteur, qui dispose déjà d'un vaste logement neuf au rectorat, constitueraient un véritable scandale en cette période où le pouvoir en place impose à tous les travailleurs un plan d'austérité. La FEN rappelle, enfin, qu'il manque soixante-dix postes d'institutrices en maternelle dans le département d'Ille-et-Vilaine.

FIN DE LA GRÈVE DU PERSONNEL DES RESTAURANTS UNIVERSITAIRES DE RENNES

(De notre correspondant.) Rennes. Le personnel des cinq restaurants universitaires de Rennes, en grève depuis vingt-deux jours, a repris le travail vendredi 22 octobre. Sur les cent soixante-quatre personnes réunies en assemblée générale jeudi 21, soixante-trois étaient cependant favorables à la poursuite de l'action. Les participants ont décidé de poursuivre leur mouvement par d'autres moyens, sans préciser lesquels.

En fait, le personnel semble avoir été déçu par le peu d'effet concret, au plan national, par leur grève (« Le Monde » du 16 octobre). Mercredi 20, M. Chassagne, inspecteur général de l'administration chargé du contrôle de la gestion des centres régionaux des œuvres universitaires et scolaires, a eu un entretien avec des délégués. Il a décidé de faire une enquête sur les méthodes de travail de ces établissements. Les employés des restaurants universitaires bretons, en grève depuis onze jours, ont aussi repris le travail vendredi. — D. M.

Des crédits pour les établissements scolaires de la région Rhône-Alpes. — Le conseil régional de Rhône-Alpes, dont une délégation conduite par son président, M. Paul Ribeyre, avait été reçue le 22 octobre par M. René Haby, ministre de l'éducation, a obtenu que l'enveloppe budgétaire 1977 soit reconstruite en ce qui concerne les équipements scolaires du second degré dans la région. Le conseil régional avait adopté un plan de rattrapage représentant une dépense supplémentaire de 210 millions de francs, alors que les crédits prévus ne sont que de 178 millions (« Le Monde » du 21 octobre). M. Haby a fait part à la délégation d'un « projet d'actions spécifiques dans les zones rurales par la mise en place d'établissements plus limités quant aux effectifs » et a indiqué que ce plan « pourrait par la suite répondre à certains besoins de la région ». — (Corresp.)

En cas de victoire de la gauche

LE P.C. ESTIME QUE « LES LIBERTÉS DEVRAIENT ÊTRE POUSSÉES JUSQU'AU BOUT » DANS L'ENSEIGNEMENT

MM. Jacques Chambaz, membre du bureau politique du parti communiste, et Michel Duffour, membre du comité central, responsable des questions de l'enseignement, ont critiqué lundi 25 octobre, au cours d'une conférence de presse, « une politique gouvernementale pour l'éducation », qui, selon eux, « ne répond pas aux besoins de la nation ». « Alors que l'éducation nationale a besoin de moyens nouveaux, l'autoritarisme en prive ; alors qu'elle a besoin de perspectives nouvelles, les récentes réformes l'abaissent ; alors qu'elle a besoin d'ouverture, l'autoritarisme ministériel l'étouffe », a déclaré M. Duffour.

Le parti communiste oppose à ce « gâchis de l'enseignement », les perspectives d'un « gouvernement démocratique ». Faisant une dépose globale à un certain nombre de problèmes actuels qui le touchent (le projet d'éducation que prépare actuellement la Fédération de l'éducation nationale, la position critique du P.C. sur l'enseignement catholique), le P.C. estime également que ces « libertés » devront être « poussées jusqu'au bout » dans l'éducation, en cas de victoire de la gauche.

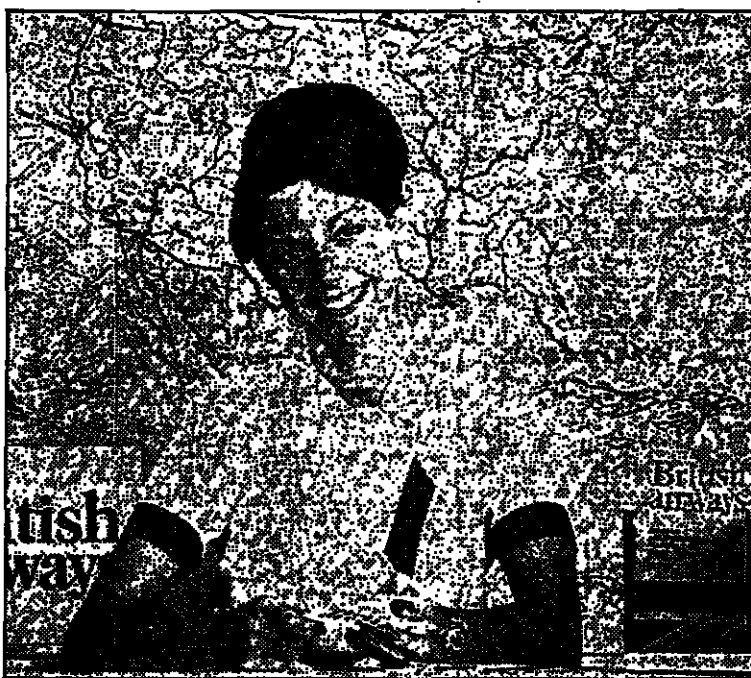
MM. Chambaz et Duffour sont revenus à plusieurs reprises sur ce thème. « L'éducation nationale n'enseignera pas de philosophie officielle. Aucun parti ou mouvement ne pourra se servir de l'école pour faire prévaloir ses conceptions », a encore déclaré M. Duffour.

Cette position, qui peut être interprétée comme un avertissement au parti socialiste ou à la FEN, s'appliquera également aux autres courants de pensée, et notamment à l'enseignement confessionnel. M. Chambaz a expliqué à ce propos qu'« aucune opinion ne serait rejetée ». « Nous ne voulons pas de l'école, ramener une sorte de guerre scolaire. »

“Peut-on vous aider?”



Q Ce contrat va vous amener à des va-et-vient réguliers avec le Canada et les États-Unis. Comment éviter la fatigue et l'ennui de changer d'avion en arrivant en Amérique du Nord ?



R. Prenez British Airways. Pour aller directement de Londres à :

Anchorage New York
Montréal Philadelphie
Toronto Los Angeles
Boston Miami
Déroit Washington
Chicago (Concorde ou Jumbo)

Allez à Roissy. Et une fois à Londres, encore frais et dispos, vous prenez un Jumbo direct pour l'une de ces destinations. Et vous, peut-on vous aider ?



Renseignements au 91 Champs Élysées et 38 avenue de l'Opéra Tél. : 260 38 40, ou consultez votre agent de voyages.

SOCIÉTÉ

Mme Pasquier invite les femmes à « s'engager dans la vie publique »

De notre correspondant régional

Lyon. — Mme Nicole Pasquier, députée nationale à la condition féminine, a réuni mardi 26 octobre à Lyon, une conférence de presse, au terme d'une première journée de travail avec les députées régionales. La discussion de la condition féminine, après la suppression du secrétariat d'État, n'a pas constitué un handicap pour un grand nombre d'organes d'information nationale ou régionaux étaient représentés.

Comme elle l'avait déclaré après sa nomination le 15 octobre dernier, Mme Pasquier a confirmé qu'elle marcherait sur les traces de Mme Françoise Giroud. Toutefois, par « modestie », et dans le but d'être efficace, elle a choisi d'établir des priorités parmi les cent propositions de l'ex-secrétaire d'État. Les trois axes de l'action qu'elle va engager et qui sera déployée volontairement de « tout caractère spectaculaire » sont : l'orientation des jeunes filles, le travail féminin, et la qualité de l'habitat et de l'urbanisme.

Les mesures proposées sont surtout du domaine de l'information : sensibilisation des auteurs et éditeurs de manuels scolaires pour qu'ils suppriment les stéréotypes de leurs ouvrages ; interventions auprès des organismes de la formation professionnelle et de l'emploi ; étude de « l'implantation de centres fonctionnels d'organisation des modes de garde des enfants ».

Députée sans crédits autres que ceux destinés au fonctionnement de ses services, Mme Pasquier aura donc pour mission essentielle de persuader les différents ministères de la nécessité —

de l'intérêt — de prendre en considération les propositions féminines.

En direction des femmes, Mme Pasquier a lancé un appel pour que « le plus grand nombre possible s'engage dans la vie publique ». Elle a écrit aux responsables des principales formations politiques pour leur demander de prendre publiquement l'engagement de « présenter aux élections municipales et législatives un nombre plus significatif de candidates ». « Les municipales peuvent former une excellente raison à toutes les femmes (...) de prouver qu'elles sont capables de participer à la gestion des affaires de la cité », écrit-elle. Notamment Mme Pasquier a précisé qu'aucun critère numérique de participation n'avait été retenu.

BERNARD ELIE

AUDIO-VISUEL ET FORMATION

La Formation Permanente organise les stages suivants : — Initiation aux pratiques audiovisuelles. 24 heures. Les 7, 8, 9, et 10 décembre 1976 — L'apport de la vidéo en formation. 24 heures. Les 8, 9, 10 et 11 février 1977.

Renseignements et inscriptions : Université de Paris VIII, Service de la Formation Permanente, Bte de la Touraine, 75571 PARIS Cedex 12. Tél. 374-12-31, p. 389, et 374-92-28.

terres d'aventure

5, rue St-Victor 75005 PARIS — Tél. 033.63.51 et 326.50.98



• TREKKINGS
Népal/Mustang
Kilimandjaro
Villages Dogons
• EXPÉDITIONS :
Niger en Pirogue
Descente de la Rivière
Kwail
• Les Sporades du Nord
en vol
• Méharées dans l'Air
Expérience de solitude
au cœur du Sahara
• Ski de Fond et Raquette
France-Laponie-Canada
CATALOGUE détaillé sur
simple demande.

Toutes les formules réunies dans ce programme laissent une très large place à la participation physique, sportive de chacun

سكيا في الجبال

كندا في العالم

UNESCO

A LA CONFÉRENCE GÉNÉRALE

Un projet de déclaration sur l'information suscite l'inquiétude des Occidentaux

La dix-neuvième conférence générale de l'UNESCO a pris, dès son ouverture, mardi 26 octobre, à Nairobi (Kenya), un tour politique. Le directeur général de l'Organisation, M. M'bow, a plaidé pour l'« unité » et la coopération. Mais il a évoqué « le sort de millions d'Africains victimes de la discrimination raciale, de la domination coloniale et de l'apartheid ». « La mort des enfants de Soweto », a-t-il dit, rappelle douloureusement les attaques constantes portées quoti-

diennement en Afrique et ailleurs aux droits élémentaires de l'homme. La liste ne cesse de s'allonger des intellectuels, des artistes, des écrivains et d'humbles gens du peuple jetés en prison, contraints à l'exil ou dispersés dans un beau monde, victimes des forces occultes. Il est intolérable qu'un peuple soit le dominé d'un autre, où que ce soit et quels que soient les prétextes allégués. » D'autre part, on a retrouvé au cours de la vérification des pouvoirs, des contesta-

tions habituelles dans les réunions de l'UNESCO : celle des Soviétiques et de cinq autres pays contre la participation du Chili en raison des « violations des droits de l'homme » dans ce pays et celle des Etats-Unis contre le Vietnam. Mais ce qui crée le plus d'émotion pour l'instant dans les couloirs est un projet de déclaration sur les moyens de communication, ainsi que les débats d'une conférence interaméricaine réunie en juillet dernier à Costa-Rica.

De notre correspondant en Afrique orientale

Nairobi. — La crise qui couve dans les couloirs de la dix-neuvième conférence générale de l'UNESCO semble avant tout concerner les échanges d'informations entre riches et pauvres. Reflétant les préoccupations des Etats du tiers-monde, la direction générale de l'UNESCO a pensé soumettre à la conférence de Nairobi un « programme de la politique des communications » afin d'établir un équilibre plus juste du flot d'informations entre pays développés et ceux en voie de développement. Le sujet est si sensible en Occident où il a déjà provoqué une levée de bouilliers, notamment aux Etats-Unis où l'on a parlé d'une « menace contre la liberté de la presse », que la direction générale de l'UNESCO tente maintenant d'obtenir soit un report du débat, soit un compromis dont les pays scandinaves ont pris l'initiative.

A l'origine, un projet de déclaration établi en décembre 1975 par des délégués de pays socialistes et du tiers-monde lors d'une réunion intergouvernementale d'experts. Les représentants des Etats-Unis et des neuf pays de la Communauté européenne s'étaient retirés de cette réunion pour protester contre la référence dans ce texte à une résolution de l'Assemblée générale des Nations unies assimilant le sionisme à une forme de racisme (le Monde du 19 décembre 1975). Le projet avait été adopté par 35 voix contre 22 et 7 abstentions.

Dans son article 10, ce projet dit que « les Etats, institutions ou grou-

pements qui considèrent que la diffusion de nouvelles erronées leur porte un préjudice grave dans leur action en vue du renforcement de la paix et de la compréhension internationale et dans leurs efforts pour combattre la propagande belléiste, le racisme et l'apartheid, doivent avoir la possibilité de rectifier ces nouvelles par l'intermédiaire des moyens de grande information ».

Il précise, dans l'article 12, que « les Etats sont responsables des activités qu'exercent sur le plan international tous les moyens de grande information relevant de leur autorité ». Enfin, dans son préambule, il se réfère à la résolution 3379 de l'Assemblée générale des Nations unies assimilant le sionisme au racisme.

Ce projet de déclaration d'experts socialistes et du tiers-monde a déjà soulevé une telle vague d'opposition dans d'autres pays occidentaux, dont l'inquiétude n'a sûrement pas été calmée par l'approbation, l'été dernier au « sommet » des non-alignés réuni à Colombo, de la création d'un pool des agences de presse. Voilà deux semaines, l'Association inter-américaine de presse a été invitée, à l'occasion de son congrès annuel, à « sauver l'UNESCO de son flirt avec une politique qui servirait plutôt les objectifs des tyrans que ceux de la liberté ».

Les pays occidentaux seraient prêts à présenter en dernier recours un projet de résolution qui en dit long sur leur inquiétude. Ce texte, qu'il n'est question de soumettre à la conférence que dans l'hypothèse où aucun compromis ne se dégagerait, déclare dans son article 6 que « les Etats devraient respecter les droits des individus (...) à la liberté d'opinion, et d'expression, laquelle comprend la liberté d'exprimer des opinions sans interférence, ainsi que de rechercher, recevoir et importer des informations et des idées par n'importe quel moyen et indépendamment de l'existence de frontières ».

Ce projet de résolution occidentale rappelle au chapitre des considérants que « la liberté d'expression,

d'information et d'opinion est un droit humain fondamental et que le libre échange des informations et des opinions sur les plans national et international est essentiel à la cause de la paix et à la réalisation de progrès politiques, sociaux, culturels et économiques ».

Tentatives de compromis

La direction générale de l'UNESCO juge, pour sa part, qu'il n'est pas question de contrôler l'information, mais de tenter de corriger des structures qui font que le flot d'informations est actuellement à sens unique en faveur de l'Occident et que le tiers-monde devrait être doté des moyens de remédier à une situation qui lui est défavorable. Bref, que l'établissement d'un « nouvel ordre international » ne doit pas étouffer la question des communications et des mass media.

Le débat a une telle portée émotionnelle que la direction générale de l'UNESCO compte sur un « groupe de négociation » pour s'entendre soit sur un report soit sur un compromis. En général favorables aux thèses du tiers-monde mais gênés par le projet de déclaration des experts, les Scandinaves ont proposé un compromis sous forme d'une aide qui permettrait au tiers-

monde de créer ses propres moyens d'information tout en n'effectuant pas ceux des pays occidentaux.

L'initiative scandinave se rapproche de celle de la Tunisie, dont le projet de résolution invite l'UNESCO à collaborer étroitement avec les non-alignés pour appliquer à ce propos les décisions prises à Colombo. Les Tunisiens estiment que la priorité devrait aller au dégelage de fonds « pour encourager la création d'infrastructures et d'institutions conçues pour développer et intensifier les échanges de nouvelles entre les pays en voie de développement ».

La crise souligne, une nouvelle fois, que l'UNESCO n'est plus, comme autrefois, le simple reflet de conceptions avant tout occidentales en matière d'éducation, de sciences et de culture. Mais porté sur la place publique, le débat risquerait de provoquer des réactions sans rapport avec le propos de la direction générale. Deux délégations occidentales auraient déjà fait comprendre que si le projet de déclaration des experts était adopté à Nairobi, elles envisageraient alors de se retirer de la conférence, une extrémité à laquelle elles ne s'étaient pas résolues lorsque l'impression s'était manifestée à la quatrième réunion du Conseil des Nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED), la précédente négociation à s'être déroulée dans la capitale kényane.

JEAN-CLAUDE POMONTI.

Aux Terrasses de Rueil

Vous n'avez plus besoin de partir pour être en vacances.

Aux Terrasses de Rueil, vous passerez les week-ends chez vous pour profiter du tennis, du parc, de la piscine ou simplement de votre terrasse comme en vacances.

Et pendant la semaine, certaines belles fins de journées valent bien un week-end!

Venez visiter l'appartement témoin des Terrasses de Rueil (tous les jours sauf jeudi de 13 h 30 à 19 h).

Vous verrez comment un appartement très confortable à 20 minutes de Paris peut se convertir en appartement de week-end.

Rue des Maris
Rueil-Malmaison
tél. : 977.26.98-977.26.85

Garantie BNP
CICA
227.04.30.

1^{re} tranche livrable
2^e tranche : début gros œuvre

Je suis intéressé(e) par :
S ☐ 2 p ☐ 3 p ☐ 4 p ☐ 5 p ☐
Envoyez-moi la brochure complète ainsi que les cahiers de plans des Terrasses de Rueil.

Nom _____
Adresse _____
Tél. _____

à retourner à CICA : 45, rue de Courcelles 75008 PARIS.

Pacer



American Motors
Jean-Charles
28, rue CLYTERASSE PARIS 16^e 75116 288-23-46

L'anglais chez vous (ou une autre langue) en 3 mois.

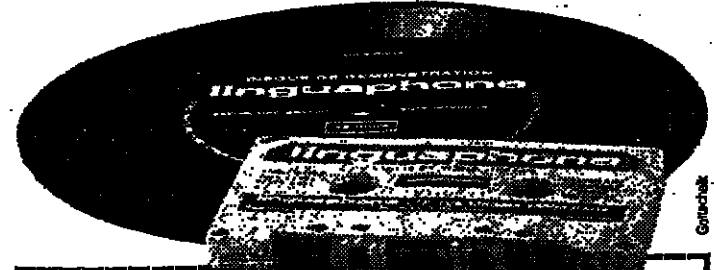
Une nouvelle méthode audiovisuelle basée sur le dialogue. Grâce aux disques ou aux cassettes, des étrangers viennent chez vous, pour parler avec vous et vous faire parler. En effet, les dialogues enregistrés comportent des pauses pendant lesquelles vous répérez une phrase ou vous répondez à une question. Immédiatement après votre intervention, vous entendrez la réponse correcte, telle que vous auriez dû la formuler : vous pourrez donc comparer, et si nécessaire, recommencer.

L'équivalent d'un séjour à l'étranger. De cette manière, vous enrichirez votre vocabulaire et vous perfectionnerez votre accent en participant aux principaux événements de la vie quotidienne en Angleterre. Et dans 3 mois, vous commencerez, déjà, à parler couramment...

Sur le même principe 28 langues à votre disposition : allemand • anglais • anglais/américain • espagnol italien • russe, etc.

GRATUIT

un disque ou une cassette de démonstration



En échange de ce bon, vous recevrez gratuitement une brochure illustrée et un disque ou une cassette de démonstration. (Cochez la case de votre choix.)

☐ Langue choisie _____
Nom _____ Prénom _____
Age _____ Profession _____
N° _____ Rue _____
☐ Code postal _____ Localité _____ 11/2434

LINGUAPHONE 12, rue Lincoln - 75008 Paris
(pour la Belgique, voir les MAI, 64-1000 Bruxelles) (pour la Suisse, c.p. 725 Rd Bâle-Ville, 17-125 Genève 2)

A quoi peut-on comparer une 604 de série?

Voici le prix clés en main d'une 604 SL V6 de série: 46.000 F. Et voici la liste des principaux équipements compris dans ce prix : direction assistée (sans l'être trop) - glaces teintées - pare-brise feuilleté haute sécurité - lunette arrière chauffante - vitres latérales électriques (4 commandes à l'avant et 2 commandes à l'arrière) - puissant essuie-glace à double balayage. Citons aussi pour mémoire : une climatisation renouvelant l'air

de l'habitacle toutes les trente secondes, quatre projecteurs à fonction spécialisée, des feux de signalisation à retour latéral, pour être vu de toutes les directions.

Avec la 604 SL V6, les meilleures berlines européennes deviennent abordables.

A certaines autres grandes voitures si on leur ajoute certaines options.

PEUGEOT

Peugeot 604 SL V6. Une grande voiture.

Prix clés en main au 12.7.76: 46.000 F.

Peugeot fait confiance à

150

Le Monde

DES ARTS ET DES SPECTACLES

A L'ORANGERIE DES TUILERIES

Le paysage allemand sous le signe de Nerval



AUTOUR de 1800, l'Allemagne, comme la plupart des pays européens, vit à l'heure du néo-classicisme. On nous le rappelle dans les premières salles de l'Orangerie à travers des dessins d'Asmus Jacob Carstens, une figure féminine assez épurée de Gottlieb Schick, de beaux paysages de Hackert et de Johann Martin Rohden. Moins génial que celui des peintres de la Révolution et de l'Empire, le néo-classicisme allemand est aussi plus libre, moins doctrinaire et par là plus divers : il n'y a pas alors en Allemagne de personnalité dont l'envergure et l'autorité puissent se comparer à celles de David, le pouvoir des académies y est moins fort qu'à Paris, et il n'y a pas non plus de capitale. Pendant toute la période qui nous intéresse, la peinture allemande se fait aussi bien à Dresde et à Rome qu'à Berlin, l'émiettement politique contribuant ici à la floraison (et parfois au retrait) des tempéraments individuels et des solitudes fécondes.

La plus féconde de ces solitudes, c'est évidemment celle de Caspar David Friedrich (1774-1840), un des artistes les plus singuliers et les plus irréductibles à toute influence de l'art du dix-neuvième siècle. Certes Friedrich n'est pas à lui seul tout le paysage allemand, et il serait injuste d'oublier aussi bien les œuvres souvent si poétiques de certains de ses amis (Carus, Dahl) que l'effort de son contemporain Joseph Anton Koch pour enflammer, dramatiser le paysage classique, effort d'ailleurs plus sensible dans des œuvres assez tardives comme *Macbeth* et les *Sorcières* que dans la profusion un peu anecdotique de ses vues de haute montagne. Mais de même qu'il y a un *Requiem* allemand il y a un paysage allemand dont Friedrich a été le créateur et le plus génial interprète.

L'âme semble retenir son souffle

Le paysage de Friedrich est un paysage religieux et métaphysique

où l'âme-humaine semble retenir son souffle et mesurer son néant devant l'immensité d'un cosmos muet, glacé, irrémédiablement lointain et inaccessible à l'esprit. Alors que dans le paysage traditionnel, optimiste et solaire, l'homme circule joyeusement et contribue à l'ordre architectural et lyrique de la création, les personnages de Friedrich, toujours immobiles, se sont arrêtés au terme d'un long voyage d'hiver devant des forêts impénétrables, des rivières mouillées de brume où apparaissent des bateaux qui ne prendront plus jamais le large. Ils regardent la mer, les montagnes couvertes de neige, la clarté sinistre de la lune, la tristesse donne ici le main au silence et, si Friedrich ne nous les montre jamais que de dos, c'est que la question que nous pourrions lire sur leur visage est par définition sans réponse. Alors que Courbet, à Palavas, rugit devant les flots sa joie de vivre et sa volonté de s'approprier leur puissance, le *Voyageur au-dessus de la mer de nuages*, cet *Edipe* germanique, semble nous dire qu'au terme du plus héroïque effort il n'y a d'autre rencontre possible que celle de la solitude et du néant.

Qui a jamais mieux exprimé la puissance du négatif, le thème si cher à la sensibilité nordique du dialogue de la jeunesse et de la mort ? Même Friedrich est parfois capable d'acents dramatiques d'une incroyable puissance, ainsi dans cette *Mer de glace* qui est un chef-d'œuvre.

Friedrich ne s'est pas toujours gardé d'une certaine complaisance anecdotique, par exemple dans ses tableaux « gothiques », et il n'est jamais si grand que lorsqu'il ne dit rien, ainsi dans la *Grande Réserve* et dans les vues de Rlesengberg, où ses dons de coloriste, la méticuleuse finesse de son œil, se manifestent de façon étonnante moderne. Cette sensibilité, ce don d'exprimer la lumière, nous les retrouverons dans les œuvres, de ses amis et disciples : Carus (*Promenade en barque sur l'Elbe*), Dahl, moins intérieur, mais dont les études de nuages

ne sont pas indignes de Constable, Kertling avec ses « poèmes domestiques », qui, disait Pöschel, « appartenaient moins au paysage que moral d'une race qu'aux grandes sérénités de la vie humaine ».

Lumière et lumière

Sombre et méditative, la lumière de Carus et de Kertling est encore celle de Friedrich, mais l'exposition montre très bien que, dans la foisonnante histoire du paysage allemand des premières décennies du siècle, il y a une autre lumière et une autre façon, moins sauvagement prêtre, d'appréhender le monde. Cette lumière est celle de l'Italie que les peintres allemands n'ont d'ailleurs pas assimilée sans peine, comme le montrent certains essais assez malheureux de Koch, de Karl Philipp Fohr (*Paysage dans les monts Sabins*) ou de l'inénarrable Johann Erdmann Hummel (*Jeunes gens jouant à la balanoire dans un jardin des environs de Naples*).

Mais les noms de Valenciennes et de Corot viennent spontanément à l'esprit devant les délicieux paysages d'Olevano, de Franz Hopy, la Sicile de Karl Rottmann, ou la vue de Saint-Pierre, de Georg Dillis, et les peintres allemands ont été de remarquables interprètes du paysage urbain, ainsi Eduard Gartner et Georg Wilhelm Isenl (*Saint-Elonne-du-Mont*). Quant à Karl Blechen, nous laisserons aux visiteurs le soin de conclure à son propos : excellent dans l'esquisse, très éloquent et moderne dans toute vue des faubourgs de Berlin, il nous a paru un peu gêné aux entournures lorsqu'il aborde en termes symphoniques le grand paysage italien.

Il y a le paysage et il y a la figure, c'est-à-dire Runge et les nazars. Quelle étrange personnalité que celle de Philipp Otto Runge (1777-1810), grand lecteur de Goethe, auteur d'une théorie des couleurs dont Goethe fut très impressionné, artiste féru de mystique et de symbole, aspirant à une œuvre totale, sublimant le sensible et abouissant

à des hiéroglyphes décoratifs dont il n'exécute que les projets (*Le Matin*) ! On a fait de lui un précurseur du Jugendstil, même si l'arabesque de ses dessins paraît plutôt dériver (ce n'est pas contradictoire) des illustrateurs du dix-huitième siècle, mais on peut tout simplement admirer le mélange de crispation et de suavité, la minutie passionnée, le curieux détachement contemplatif, qui font du *Repos pendant la lutte en Egypte* une des œuvres les plus significatives et abouties du romantisme allemand.

Le dessin des nazars

Et les nazars ? On n'entreprendra pas de raconter l'histoire de ces jeunes peintres qui s'installèrent à Rome en 1810 dans un monastère désaffecté pour y travailler ensemble, rêvant à la fois de retrouver la fraternité des anciens guildes et d'élaborer un « primitivisme pieux » inspiré du Quattrocento et de la fin du Moyen Age allemand. On ne peut juger de l'entreprise qu'après avoir vu les très nombreuses décorations d'édifices publics qu'ils exécutèrent en Allemagne, et si certaines de leurs compositions (*La Vierge Caldoni*, *Gertrude et Italia*, d'Overbeck) sont affectées de cette sorte de frigidité, qui est aussi la limite des prophéties, on peut trouver beaucoup de charme à la naïveté de Franz Ploir (*Entrée de Rudolf de Habsbourg à Biele*), un rapport sincère et vigoureux avec le passé dans le *Thorvaldsen*, de Karl Joseph Begas, et l'on s'imagine sans d'archéologie plus savante, distinguée et cordiale que celle dont est animée la *Famille de saint Jean rendant visite à la famille de Jésus*, de Julius Schnorr von Carolsfeld, représenté aussi par de très beaux dessins illustrant tantôt des scènes pastorales tantôt des épisodes des Nibelungen.

Le dessin, voilà la force des nazars et de la plupart des Allemands de cette époque, obsédés, bien sûr, par le souvenir de Dürer et des maîtres de la Renaissance. Deux artistes sont ici à mettre hors de pair : Peter von Cornelius, dont

on n'a pu transporter les célèbres *Cavaliers de l'Apocalypse*, mais dont la vitalité était dans le monumental *Quadrige du Soleil* et sa complice de la plus séduisante perversité dans l'extraordinaire dessin de *Faust et Marguerite dans le jardin de Martha*. Peter Cornelius et Ferdinand Olivier : rien de plus prenant que ces vues de Salzbourg, ce *Colin de ferme à Médina*, où le fantasme du détail crée ce sentiment de fantastique, cette impression d'image intemporelle dans le cristal de la mémoire qui nous ramène aux plus beaux jours de l'art allemand.

Voilà pour le premier niveau. On dit adieu au romantisme, sinon dans ses aspects un peu farceurs (Morris von Schwind), assez lourdement folkloriques (*La Traversée de l'Elbe*, de Ludwig Richter) ou irrémédiablement gangnars (Wilhelm von Kobell). Les salles du rez-de-chaussée nous montrent des peintres de qualité inégale, mais abordant avec prudence ou bonheur les thèmes de la modernité. Le paysage connaît ces accents que l'on peut qualifier de pré-impressionnistes, si galvaudé que soit le terme, le portrait, avec Ferdinand von Rayski, se défait de ses pesanteurs provinciales, et, si les tensions psychologiques paraissent plus fortes, plus liées aux misères de l'ego avec le remarquable autoportrait de Victor Emil Janssen, l'irruption du monde industriel dans le paysage et la légende (*Usine Harkort dans le château de Weller*, d'Alfred Rethel) fait naître les préoccupations sociales, comme le montrent les *Détenu dans la chapelle de la prison*, de Wilhelm Joseph Heins, ou les *Ouvriers devant le conseil municipal*, de J.-P. Hasenclever.

La beauté imperceptible du quotidien

Mais la vedette des dernières salles : c'est assurément Adolf von Menzel, le plus grand peintre allemand du siècle avec Friedrich et Wilhelm Leibl, le contemporain et l'ami de Courbet, si peu connu en

France et dont nous aimerions qu'une autre exposition nous donne l'occasion de célébrer les mérites. Ce que nous voyons ici de Menzel, ce sont ses débuts, les études antérieures à 1850, qu'on ne sait pourquoi il ne voulait jamais publier et qui sont pourtant aujourd'hui la raison même de sa gloire.

Quel talent, en effet, et quel triomphe de la sensibilité bourgeoise découvrant le bonheur, la beauté imperceptible, essentielle du quotidien : un rideau qui bouge dans une pièce vide où la lumière pénètre à longs traits, un salon où un homme fume à la lueur d'une bougie, l'éclairage nocturne d'un escalier et cet extraordinaire dessin de la *Salle des dépôts des papiers de l'Altes Museum*, qui avec trois rehauts de blanc en dit plus que les plus longs discours sur le caractère inexorable des ruptures culturelles Michel Lacotte, dans la préface du catalogue, rapproche très justement le *Lit défait* des dessins de Wolfgang Gätgen, des gouaches de Schiffrin, et nous-mêmes devant la *Palazzo* (le simple manteau de l'artiste jeté sur un divan rouge), nous avons cru voir une des œuvres récentes d'Avighdor Arika. Quant à l'admirable *Emilie Menzel endormie*, si nous écrivions un jour un livre sur « la vie intérieure au dix-neuvième siècle », c'est peut-être ce tableau, si proche de Degas et de Proust, que nous choisirions pour en illustrer la couverture.

ANDRÉ FERMIGIER.

* Orangerie des Tuileries. Jusqu'au 28 février.

PARNASSE

OUVERTURE
Vendredi 29 Octobre
3 CINEMAS

salle 1
SARTRE par lui-même
un film de Alexandre Astruc et Michel Contat

salle 2
LE GRAND SOIR un film de Francis Reusser

salle 3
CRIA CUERVOS un film de Carlos Saura

11 rue Jules-Chaplain
Tél 326 58.00 M^e Vavin/Parking

A PROPOS DE « CHEFS-D'ŒUVRE DES MUSÉES AMÉRICAINS »

La vie remarquable du collectionneur Armand Hammer

BIEN avant d'achever ses études de médecine à l'université Columbia, Armand Hammer était un homme d'affaires enrichi. À l'âge de vingt-trois ans, il réalisait, pour 2 millions de dollars, l'entreprise familiale de produits pharmaceutiques qu'il avait en quelques années sauvée de la faillite : « Je voulais faire de la médecine, dit-il, et me rendre utile... » C'est ainsi que ce fils d'un militant socialiste de Brooklyn et petit-fils d'un émigré russe se rendit dans le Moscou de 1921, alors que la ville émergeait à peine de la révolution.

En fait, Armand Hammer fit des affaires. Des affaires microbolantes (sur la base du troc) qui ont marqué les relations commerciales américano-soviétiques. Aujourd'hui encore, Armand Hammer revient de Moscou, où il a réalisé d'importants contrats. Mais à côté du marché des biens d'équipement, il y a toujours eu chez cet entrepreneur américain, âgé de soixante-dix-huit ans, mais toujours inlassable, des affaires d'art. Achats, ventes ou échanges d'expositions... C'est à lui que l'Ermitage de Leningrad et le musée Pouchkine de Moscou doivent d'avoir pu exposer cinquante œuvres et l'échange d'une récente exposition d'impressionnistes des musées soviétiques.

Sur le chemin du retour, ces cinquante peintures du quatorzième au vingtième siècle font une halte bienvenue au musée Marmottan. Les plus grands peintres : Tintoret, Giorgione, Titien, Rembrandt, Hals, Toulouse-Lautrec, Cézanne, Renoir... Et, bien que ce ne soient pas toujours leurs plus grands tableaux, il n'est pas donné tous les jours de voir à Paris cinquante toiles de six grands musées américains. C'est à la National Gallery de Washington que l'on doit la très rare *Jeune fille écrivant une lettre*, en robe jaune, de Vermeer, et le *Portrait d'un jeune homme*, de Rembrandt. Le Detroit Institute of Art a prêté un Poussin, *Dyane et Endymion*, qui ferait pâlir le Louvre lui-même. Et c'est du County Museum de Los Angeles, dont Armand Hammer est le « benefactor », que viennent notamment le Tintoret et le Lautrec.

Car une partie des toiles qui figurent ici furent la propriété de ce magnat, patron de l'Occidental Petroleum (diétiste compagnie pétrolière du monde) et marchand d'art.

D'avoir entrepris son voyage moscovite au milieu des années de la période post-révolutionnaire était une chance pour lui. Les affaires d'art ne le préoccupaient pas du tout. Mais les affaires tout court ? Il bénéficia d'une situation de monopole dans

un pays étouffé par un blocus commercial de l'Occident. Dans l'Oural qu'il parcourait, il voyait d'un côté les gens « mourir comme des mouches, de maladie et surtout de faim ». Et, de l'autre, des biens fabuleux que les pays capitalistes auraient été heureux d'échanger contre du blé par exemple : de l'or, du platine, des émeraudes... Le « docteur Hammer » donne son diagnostic : ce dont l'Union soviétique a besoin, c'est de blé. Lénine, qui a des échos de l'existence d'un « jeune millionnaire américain volontaire », le fait venir et lui dit en substance : des médicaments, nous en avons ; ce que nous voulons, ce sont des hommes d'affaires qui nous aident à faire décoller les échanges industriels et commerciaux avec l'étranger. Mais nous ne sommes pas encore reconnus... L'outsider Armand Hammer propose de financer l'achat du blé. (Justement son prix était au plus bas à New-York). En échange, il prendrait divers biens : des fourrures, du caviar, du cuir, etc. etc.

Jusqu'à sa mort Lénine a protégé cet homme d'affaires qui servait sa politique d'équipement, il était même pris de sympathie pour lui, comme en témoignent des lettres publiées dans la récente biographie du magnat (1). Il semble qu'il voulait faire de sa réussite un exemple pour prouver qu'il était possible d'avoir des relations commerciales normales avec un Etat socialiste, et même d'y trouver son profit.

Cinq années plus tard, vers 1930, à la montée de Staline, c'est la phase de la reprise en main. Toute l'activité tend à devenir strictement soviétique. Armand Hammer n'a pas de contact avec ce dernier et déjà on attaque le « capitalisme américain » dans les journaux. Il comprend qu'il doit partir.

La chasse au « trésor des Romanov »

C'est dans le palais d'un marchand de l'ancien régime disposé par la révolution, qu'il vivait depuis neuf ans grâce à la protection de Lénine, qu'Armand Hammer avait amassé sa fabuleuse collection d'objets d'art russe : meubles, argenterie, tapisseries, icônes, tableaux... La maison était devenue un musée habité.

« My God ! » s'était écrié un marchand d'art américain en visite. Si vous pouvez emporter tout cela avec vous... ?

À l'époque, l'administration des musées n'était pas si regardante et le pays était dans le besoin. N'avait-elle pas accepté de vendre pour quelques millions de dollars, aussitôt transformés en blé, plus de trente chefs-

d'œuvre de l'Ermitage, parmi lesquels des peintures de Raphaël et de Botticelli au banquier Mellon, qui les donna ensuite à la National Gallery de Washington ?

Avec ce fonds rapporté sur le Nouveau Continent, Armand Hammer ouvrit ses galeries d'art, qui depuis alimentent musées et collections privées américaines. Il a fait de l'art un domaine où se manifestent la chaleur et la sympathie qui lui ont si bien servi dans sa vie d'homme d'affaires. Aux musées soviétiques, il a récemment offert un Goya évalué 1 million de dollars. Et les musées américains lui permettent de jouer les mécènes à bon compte. C'est à lui que le County Museum de Los Angeles doit, après la donation d'une importante collection de peintures anciennes, d'être passé d'un statut de musée provincial à celui de grand musée. Armand Hammer vient d'acquiescer, à grand bruit publicitaire, un Rembrandt, *Junon*. Ce chef-d'œuvre est appelé à grossir une seconde collection de tableaux qu'il destine au musée de Los Angeles pour les peintures et à la National Gallery pour les dessins (2). Ainsi Armand Hammer dispose-t-il de son propre musée à l'intérieur d'un musée, par la grâce du système américain des « tax advantages » en faveur du mécénat. Car ce qu'il donne en œuvres d'art il ne le paie pas en impôts.

« Aujourd'hui, les Soviétiques ne veulent plus d'œuvres d'art », dit-il. Après avoir laissé disperser une part du patrimoine artistique, ils achètent, au contraire, les œuvres des grands artistes russes lorsqu'ils en trouvent sur le marché. Ils traquent à leur tour les œuvres du réaliste Répine et, dit-on, même les Malévitch (que les musées occidentaux recherchent aussi en ce moment). L'art russe d'après 1917 doit sortir des caves pour être réuni dans un vaste musée neuf, dont la construction vient de commencer sur le part des arts au bord de la Moskva et l'art pré-révolutionnaire au musée Trétiakov.

Armand Hammer a aujourd'hui un objectif qui est un espoir : montrer aux États-Unis les Chagall mis à la cave du musée Trétiakov.

JACQUES MICHEL.

* *Chefs-d'œuvre des musées des États-Unis*, dont une série de tableaux de l'école de l'Ouest américain du dix-neuvième siècle, prêtés par le Centre Buffalo-Bill de Coeur d'Alene, Marmottan, 2, rue Louis-Bouilly. Jusqu'au 5 décembre.

(1) *The remarkable life of Dr Armand Hammer*, par Bob Conditine, chez Harper et Row, New-York, 287 pages.

(2) Cette collection sera l'objet d'une double exposition, en mars prochain, à Paris, au musée Jacquemart-André et au Cabinet des dessins du Louvre.

UN TABLEAU DE LA CONDITION PAYSANNE

« Moi, Pierre Rivière, ayant égorgé ma mère, ma sœur et mon frère »

de René Allio

EN 1835, un jeune paysan, Pierre Rivière, tue à coups de serpe sa mère, sa sœur et son frère. Arrêté après un mois d'errance, il prétend d'abord s'être conformé à la volonté divine. Puis il abandonne ce système de défense et reconnaît avoir voulu débarrasser son père d'une épouse et de deux enfants qui le persécutaient. Pendant son incarcération il rédige un mémoire d'une cinquantaine de pages, dans lequel il développe les raisons de son triple crime. Le tribunal le condamne à mort, mais sa peine est commuée en détention perpétuelle. Quelques mois plus tard, il se pend aux barreaux de sa cellule.

Découvert en 1971, commenté et publié en 1973 sous forme d'ouvrage collectif par Michel Foucault et son équipe (1), le mémoire de Pierre Rivière a inspiré à René Allio (2) le film présenté aujourd'hui sous le titre de *Moi, Pierre Rivière, ayant égorgé ma mère, ma sœur et mon frère*. Un beau film.

Qui était Pierre Rivière ? C'est à cette

question que les magistrats, les médecins, les psychiatres, les jurés qui se penchèrent sur son cas s'efforcèrent en vain de répondre. Dans son village, il passait pour une sorte d'arrière mental, sournois et cruel, sachant à peine lire et écrire. Pourtant, au juge d'instruction qui l'interroge, il cite le Deutéronome et les Nombres, et son mémoire révèle un observateur singulièrement lucide, un écrivain instinctif qui trouve pour décrire le vie des siens d'étonnantes formules.

Nous-mêmes, à cent quarante ans de distance, avec les moyens d'investigation dont nous disposons, quelle idée pouvons-nous nous faire de cet étrange meurtrier ? Était-ce un illuminé qui croyait réellement entendre des « voix » ? Un paranoïaque dérangé (comme il l'avoue lui-même) par « des idées de grandeur et d'immortalité », qui s'estimait « bien plus que les autres » et allait jusqu'à écrire : « Je suis l'alpha et l'oméga. » Était-ce un révolté qui ne savait comment exprimer sa révolte, un adolescent qui ne pouvait tolérer un monde (sa famille) où l'image respectée, vénérée du Père se trouvait constamment bafouée par deux femmes et un enfant ? René Allio se garde bien de trancher. Son propos n'est pas de résoudre une énigme psychologique ou psychanalytique. Il laisse à Pierre Rivière une

part de son secret, de son mystère. Plutôt que de parler de lui, il le laisse parler.

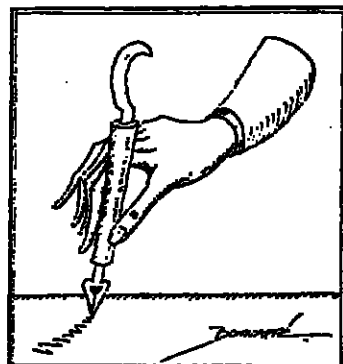
Tandis que le juge poursuit son enquête et accumule les témoignages, voici donc que se matérialise sur l'écran le récit de l'assassin. Sa voix et les images que cette voix fait surgir. Un village normand, un homme, une femme — des paysans — qui se marient, une noce sans gaieté, un accouchement atroce, et déjà les premières querelles, les premières séparations. L'homme est faible, la femme, elle, est autoritaire, possessive, orgueilleuse, vindicative. Quand elle décide de retourner vivre chez ses parents, le petit Pierre est arraché aux bras de son père. Plus tard d'autres enfants naissent, mais la hargne et la haine croissent de plus en plus. Question d'amour-propre (le mari est trompé), mais question surtout de gros sous, d'intérêts, de terres louées, de dettes non payées, de meubles qu'on se dispute. Pierre prend le parti du père ; sa sœur, au contraire, fait cause commune avec la mère. Et les mois de plus en plus blessants, les humiliations, les insultes au mari de plus en plus insupportables. Jusqu'à jour où Pierre se saisit d'une serpe...

Tout cela est relaté par René Allio avec un réalisme presque effrayant. On pense à Balzac, bien sûr, mais également,

à cause de l'apreté, de la violence de la description, à Maupassant, à Zola, à Jules Renard. Des décors vrais (qui n'ont guère changé depuis *La Nef*), des interprètes qui sont (pour la plupart) d'authentiques paysans — visages rudes, accent du cru, — une reconstitution minutieuse des travaux et des jours, des fêtes et des deuils : au-delà du drame, c'est un puissant tableau de la condition paysanne sous Louis-Philippe qui nous est offert. Tableau qui procède d'une démarche intellectuelle et stylistique propre à l'auteur, et qui fait suite, d'une certaine manière, à celui qu'il avait brossé dans les *Camisards*. Pour Allio, en effet, il n'y a pas de « grande » ou de « petite » histoire, il n'y a que des hommes confrontés à des événements qu'ils dominent ou qui les écrasent. « Le mémoire de Pierre Rivière », écrit-il, possède une dimension tragique qui renvoie davantage à *Lear* ou à la Bible qu'à quel que ce soit d'autre.

Dossier d'un crime, approche d'un assassin, peinture d'un milieu social : c'est sous ce triple aspect que se présente, *Moi, Pierre Rivière*. Le film est dur, austère, sans complaisance. Mais la richesse du sujet, l'intelligence de la réalisation, emportent l'adhésion.

JEAN DE BARONCELLI



Dessin de BONNAFFE.

* « Moi, Pierre Rivière... » sortira ce mercredi 27 octobre aux cinémas GIL-LE-CŒUR et aux Trois Luxembourgs.

LE RÉALISATEUR

« Le meurtre, un grand moment historique pour des vies obscures »

« **T**OUT part d'un goût, d'un désir d'aborder l'histoire au cinéma, dit René Allio. Au théâtre, je l'avais fait comme scénographe, comme décorateur, par exemple, pour *Francis*, avec Georges Dandin. Puis les *Camisards*, c'était déjà une prise de parole populaire, une prise d'armes, et j'avais travaillé avec leurs écrits. C'était un retour vers la vie de province (d'où je viens, je ne suis pas un cinéaste parisien). Et c'était une façon de commencer à prendre en charge le conflit, la contradiction qui existe avec ce qui se fait et se vante à Paris, opposition à laquelle renvoie celle du passé historique de la province avec son présent. Avec le recul, je m'aperçois que j'étais venu avec armes et bagages, que mes *Camisards*, je les avais amenés avec moi. Il manquait un rapport plus constructif, dans lequel la création se serait faite collectivement. Là, les Cévénols étaient absents, et la langue cévenole — la langue horizontale, celle que l'on n'a pas entendue, sous la langue verticale.

« Les héros qui parlent sont ceux de la grande histoire des aventures exceptionnelles ; où on les fait parler, c'est à Paris. S'éloigner de Paris, c'est de toute façon se rapprocher des gens qui n'ont pas la parole. Il y a une tradition qui leur fait une place juste, des intellectuels se sont penchés sur eux avec amour et amitié, mais ils leur prêtaient leurs mots, ce n'était pas une expression directe. Et Pierre Rivière parlait, de manière étonnante, magistrale.

« Il y avait cet autre intérêt : le sens était déjà là, dans le mémoire, dans la façon dont Michel Foucault présentait le dossier, en donnant à connaître les différents discours qu'il y avait eu autour de Rivière. Cela prouvait toute l'interprétation significative : ce que j'avais à dire existait, et me suffisait. Il me restait à travailler avec mon plaisir, à restituer cette histoire dans la vie paysanne, à m'en aller

tourner dans la nature, à mettre en rapport le cinéma et les choses.

— De quelle manière ?
— Pour le financement, il y a l'aide de René Peret, qui a co-produit cette entreprise. Serge Toubiana et Pascal Bontemps, des *Cahiers du cinéma*, s'intéressaient à Pierre Rivière et ils étaient désireux d'entrer dans le faire d'un film. Jean Jourdeuil s'est joint à nous, il prendra en charge le tragique, dans le scénario. J'ai moi-même d'abord défini la façon dont je désirais construire le récit filmique ; c'était ou bien le traiter en documentaire, ou bien faire comme Buchner avec *Woyzeck* et transposer une histoire. L'inscription du temps dans l'économie dramatique aurait été différente. Le film, finalement, contient les deux termes.

« Ce qui est repris est effectivement advenu, tout ce qui est dit vient de l'écrit. Simplement, il a fallu rétranscrire en style direct. Les scènes que l'on montre sont celles que Pierre Rivière metteur en scène, décrit. Le récit s'appuie sur des documents historiques, il utilise aussi des procédés cinématographiques propres au documentaire : sous-titres, indication des lieux, des références, le fait de faire parler face à la caméra. Mais il s'agissait de la reproduction de 1835 : nous étions obligés de mettre en œuvre les moyens de l'art et de la fiction, de faire interpréter, exister, des personnages.

« A la fois documentaire et fiction, le film a également deux registres : la dramaturgie de la quotidienneté (restituer la vie paysanne) et ce qui renvoie au tragique, avec la présence des éléments fondateurs : la terre, la sœur, l'urine, la merde, le lait recraché et le sang. Le deuxième registre passe par le premier, car la mort y devient la sanction, la fin d'une usure, sa remise en cause par un personnage qui devient un héros. L'histoire de

Pierre Rivière apparaît comme un fait divers, mais les faits divers réduisent cette part de la dimension passionnelle, où la mort est en question, et celui qui la donne — une institution, qui est dans son droit, ou un délinquant. Le meurtre, comme le montre Michel Foucault, est un geste autour duquel s'articule le rapport d'un peuple avec le pouvoir. Par lui, il y a de grands moments historiques pour des vies obscures (mon prochain film aura un schéma « policier », où je poursuivrai ce traitement tragique du réel).

— A quel type de documentation avez-vous eu recours ?

— Nous avons travaillé sur des documents, mais pas de manière archéologique. Les coffres que l'on voit ne sont pas exactement celles de l'époque, etc. Pour représenter l'histoire, nous nous sommes appuyés sur un contrat très important dans l'histoire culturelle européenne, pour lequel « réalisme » ne serait pas tout à fait le mot juste, ce courant qui a représenté les hommes et les femmes ordinaires dans leurs gestes, dans leur rapport aux objets. Cela va de Vermeer, avec les *Très riches heures*, à Van Gogh quand il peint les paysans à partir de ce qu'il a vu, et à Millet, qui avait lui-même fait un travail passionnant d'analyse et de synthèse sur le réel.

« Ces images, nous les avons fréquentées longtemps, Christine Laurent et moi, ainsi que les premières photos d'Émile et d'Adamson, et tous ceux qui ont travaillé sur des représentations de la vie paysanne. De même que pour l'aspect tragique, nous aurions pu mettre Shakespeare en exemple, un film (à cause de la guerre des Deux-Roses, le père et la mère se disputant la couronne), on aurait pu citer en référence James Agee.

« Nous avons alors réuni tout un corpus de hardes, complété par un travail de recrutement du vêtement. Même chose pour les

accessoires. Il ne s'agissait pas de dresser des listes d'objets et de lieux, mais de retrouver la fonction de l'objet, la hauteur des lits à rideaux, sans reconstituer un musée.

— Comment avez-vous déterminé les lieux, rencontré les interprètes ?

— A Aubray-sur-Ordon, tout avait été rasé en 1944. Le remembrement était passé par là, il a fallu descendre au-delà de la Suisse normande. En avril, nous avons commencé de longues randonnées en voiture préparées par un enseignant de Fiers. Et nous avons eu la chance de trouver un hameau déserté depuis quinze ans. Une fois que nous avons eu le décor propre, nous avons cherché les interprètes dans un village d'un millier d'habitants, à une dizaine de kilomètres, à Athie-de-Ordon. Et nous avions abrité dans le Cotentin, nous aurions aussi trouvé un Pierre Rivière. Pourquoi les hasards de l'histoire et de la vie culturelle auraient-ils concentré là une proportion exceptionnelle d'acteurs potentiels ? Statistiquement, cette part d'imaginaire occultée par la vie urbaine existe partout, en Normandie et ailleurs.

« En ayant recours aux paysans, nous n'avons pas eu recours à l'amateurisme de génie : ils n'ont pas non plus été le support de quelques choses qu'on aurait inventé sur eux, ils ont fait œuvre de création, comme des professionnels. Cette entreprise du film, c'était la leur. Ils ont la télévision, ils savent que le cinéma et la province, ça fonctionne comme une armée d'occupation. Ça repart en laissant l'herbe couchée et des peupliers gras. Là, ils ont compris que l'enjeu, c'était la représentation du monde paysan. Finalement, le film a joué le rôle d'une animation culturelle, avec tous ses prolongements. »

Propos recueillis par
CLAIRE DEVERRIEUX.

L'INTERPRÈTE

LUI, CLAUDE HÉBERT

UN dimanche matin — dimanche normand, matin d'automne — dans l'Orne, un lot de vent et de boue, d'herbe et de petites villes. A Fiers, au cinéma Le Viking, on projette « Moi, Pierre Rivière ». Ceux qui l'ont fait, les gens du pays, le voient pour la première fois en entier. Puis c'est n'importe quel jour, un après-midi mouillé, à Paris. « A Fiers, l'autre dimanche, qu'est-ce que vous en aviez pensé ? », demande Claude Hébert (Pierre Rivière). « Pour nous, dit-il, c'était une telle fête, mais une joie simple, aussi. Les gens se valaient qu'il faudrait retourner au travail le lendemain. »

A Fiers, pas un bruit dans la grande salle. Parfois un bébé pleure (comme les bêtes pleurent à la messe), parfois des rires. Enfin, une attention mystérieuse, que plus tard on devra se faire expliquer : « Nous étions habitués à nous voir jouer, puisque nous regardions les rushes. » Et à la sortie cela avait été très joyeux, une fête certainement, le père Rivière, la mère, le grand-frère, la famille, et toutes les familles, étaient là, heureux. Et de se féliciter, de commenter. « C'est bien parce que c'est du vécu », avait dit quelqu'un. Puis il y avait eu un repas dans la salle des fêtes d'Athie-de-Ordon, où René Allio et ses assistants avaient trouvé leurs interprètes. « Pour une fois, on venait nous chercher. Ça que l'on montre des paysans à la télévision, ça n'a aucun rapport. »

Claude Hébert avait « dix-huit ans du mois de mai précédent », il terminait des études d'agriculture quand il a vu l'annonce : « Cherchons jeune homme dix-huit, vingt ans... ». Tout le monde lui en demande le texte exact. Il a lu le livre en trois ou quatre jours, il parle d'une « identification assez grande avec le personnage », car il a le même âge que Pierre Rivière, et sa mère est morte : « Le manque d'amour maternel a une importance énorme dans l'évolution de Pierre Rivière. Son acte est compréhensible. Personne n'est allé au-devant de lui, pas plus son père que les autres, et ce genre de crime est explicable : c'est le fait d'un contexte social, d'un contexte de non-communication. » Il ne se fait pas d'illusion, il sait que les adolescents ont besoin d'un dialogue, mais « les gens regardent la télévision ».

Claude Hébert avait peur : c'était cette responsabilité, cette confiance qu'on avait en lui. « J'ai intériorisé Pierre Rivière,

dit-il, en respectant le personnage, en m'effaçant quand je ne pouvais pas m'identifier. Je n'ai jamais trouvé ça dur, mis à part des difficultés physiques, comme le fait de verser un cheval ; c'était agréable et fatigant à la fois, c'était surtout collant à la peau, encore quelques mois après. » Pour ses camarades, il s'agissait de retrouver une réalité, un rapport à la terre, aux animaux, dont ils n'avaient plus l'habitude, à cause de la mécanisation. « Ils savaient oteler, par exemple, pas ceux de Paris. Mais l'équipe faisait bien son travail, et à la campagne on aime ça. Nous avons compris qu'ils savaient ce qu'ils faisaient, qu'il n'y avait pas de gaspillage. D'abord, cela a été un rapport de forces, puis une estime réciproque. »

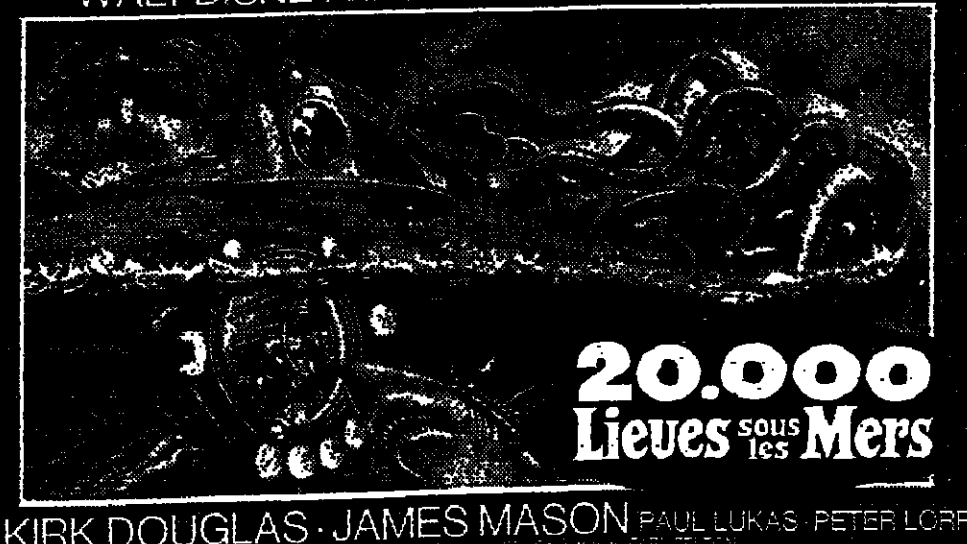
Avec les acteurs professionnels, ils n'ont pas eu beaucoup de contacts, sauf avec Olivier Perrier, car ils ne sont venus qu'une journée ou deux. En revanche, entre eux, ils ont pu mieux se connaître. Pendant que les techniciens préparaient la tournage, avant chaque scène, ils se racontaient des histoires, des souvenirs, qui leur venaient en relation avec ce qu'ils allaient jouer. Les veillées, ça devait être ainsi. A présent, ils ne regardent plus les films de la même manière. Parce qu'ils savent comment marche une caméra, parce qu'ils savent ce qu'est un « raccord », parce que les erreurs, dans les reconstitutions, leur sont venues aux yeux.

Claude Hébert est « fils de paysans plus que paysan ». Il ne veut donc pas « parler en leur nom » mais « les aider à parler », car, dit-il, il faut « parler de la vie, faire prendre connaissance des problèmes des gens sans les dresser les uns contre les autres ». De nouveau, il est sévère pour la télévision, s'indigne contre la manière dont on a parlé de la sécheresse. « On a fait des paysans les assistés de la nation, on leur a mis les gens à dos, à cause des impôts. » Sur l'information, il a beaucoup de choses à raconter. Et il espère que les ouvriers connaîtront l'expérience que les paysans ont vécue avec René Allio, occasion de travail et d'expression collectifs. Maintenant il est au chômage des comédiens, peut-être continuera-t-il dans ce métier. En tout cas, il entend bien rester fils de paysans. Là, il rit : « Et, fils de paysans, je veux garder les pieds sur terre. »

CL. D.

GRAND REX (2000 places) - USC ERMITAGE (Nantes) - V.F. SÉRIE V.F. - NAPOLEON V.F. - ROTONDE V.F. - USC GÉLINS V.F. - MAGIC CONVENTION V.F. - USC ODEON V.F. - ARGENTUIL - VERSAILLES - CRY - ENGHEN - HOLLYWOOD - LE PERREUX - PALAIS DU PARC - SAINT-GERMAIN - CCL - PANTIN - CARREFOUR - SANCHELLES - RANDES - VILLENEUVE-ST-GEORGES - ARTEL - AULNAY-PARROIS - ORSAT - JUS

WALT DISNEY PRODUCTIONS / JULES VERNE



KIRK DOUGLAS · JAMES MASON · PAUL LUKAS · PETER LORRE

REX v.f.
U.G.C. ERMITAGE v.o.
U.G.C. ODEON v.o.
BRETAGNE v.f.



De bouche à oreille
le monde dit...
VOIR

NU A L'ÈRE NUE
MAYOL

16h. 15 - 21h. 15
RÉSERVATION : 770-95-08

la péniche

canal saint martin quai de valmy
205 40 39

du 1 au 30 nov

à 20h30

en attendant godot

du 3 au 30 nov

à 23h30

au delà du rio

LE PRIX

DE

LA CRÉATION

Le théâtre non commercial — c'est-à-dire les divers organismes subventionnés, quel que soit leur statut ou leur absence de statut — a dépassé l'âge artisanal, mais le budget du secrétaire d'Etat à la culture reste toujours largement en deçà de ses besoins, qui ont augmenté en fonction de son développement et de son influence. Nous pourrions lui la série de témoignages (le Monde du 14 octobre) sur la situation de ce théâtre service public, par ceux qui le font.

Daniel Benoin a été nommé à Saint-Etienne en même temps que Bruno Bayen à Toulouse. Deux jeunes créateurs s'éloignent de la tradition. Bruno Bayen, pour des raisons financières, a été obligé de licencier des comédiens, de renoncer à la reprise de *Parcours essaim* (le Monde du 27 octobre) pour un spectacle moins coûteux, *Torquato Tasso de Goethe*, qui sera créé au Théâtre de Gennevilliers, que dirige Bernard Sobel.

Des Etats-Unis, où il présente le *Pavillon au bord de la rivière*, Bernard Sobel nous envoie ces « notes rédigées dans un aéroport, avec dans la tête l'Empédocle, lire Hölderlin de Klaus Grüber, par la Schaubühne de Berlin, et, dans la bouche, toujours cet arrière-goût amer de discussions, comment dire, « pénibles », à propos de cachets avec celles et ceux sans qui je ne serais pas même en mesure de travailler ».



Témoignages de deux animateurs

Le contrat artistique est doublé d'un contrat social

par DANIEL BENOIN

UNE année d'expérience à la tête d'un centre dramatique national me conduit, en tant que directeur nouvellement installé, à un certain nombre de réflexions d'une évidence criante que l'on a, consciemment ou inconsciemment, pris soin de me cacher avant ma nomination. Etant animateur d'une jeune compagnie, l'Estrade, installée au théâtre Sorano à Vincennes depuis quatre ans, je n'étais pas préparé à la confrontation avec un organisme préexistant, des réalités locales, une situation juridique complexe.

Mais qu'importe ! Je pensais pourtant, avec les nouveaux moyens financiers et matériels qui nous étaient attribués, à Guy Lauzun et à moi-même, comme directeurs du centre, pouvoir perpétuer et élargir l'activité que nous avions menée auparavant, en bénéficiant de toutes les potentialités de ce type d'organisme et vivre une véritable expérience de symbiose avec des spectateurs ne subissant pas les effets du parasitisme, et aller ainsi à la recherche d'un élargissement du public populaire sur des bases esthétiques et politiques nouvelles. Je pensais pouvoir intégrer la troupe de l'Estrade à ces objectifs ; mais les charges financières du centre et notre volonté à Guy Lauzun et à moi-même de ne pas procéder à des licenciements ne m'ont pas permis de le faire. Ayant cependant reçu l'assurance que la troupe continuerait son travail à Vincennes, je partis pour Saint-Etienne un peu comme un proviseur prend ses fonctions dans un nouveau lycée ou un curé dans une nouvelle paroisse.

J'ai compris très rapidement mon erreur : la réalité quotidienne de la décentralisation est aujourd'hui la résultante d'une série de contradictions majeures que l'on n'a pas toujours dénoncées. Cette problématique trouve son origine dans l'antinomie de base existant dans les contrats, entre l'aventure sociale et l'aventure artistique qui se proposent à nous. En effet, une lecture attentive des contrats de décentralisation permet de constater que l'Etat signe avec un ou plusieurs individus un contrat « *intuitu personae* » par lequel ceux-ci s'en-

gagent à créer X spectacles et à les faire jouer Y fois dans une région déterminée, en contrepartie de quoi celui-là leur verse une subvention annuelle S. Il n'est fait aucune référence à une structure pré-existante. Or, dans la réalité, ce contrat artistique est doublé d'un contrat social : prendre la direction et la responsabilité d'une institution ayant, dans le cas de Saint-Etienne, près de trente ans d'âge.

Ainsi, au moment où nous obtenons les moyens financiers qui peuvent faire vivre une compagnie et lui permettent de créer, on nous demande de les utiliser pour perpétuer une institution, dont l'existence est indispensable, mais qui peut être fort éloignée de la finalité nécessaire à toute action créatrice. Cette contradiction, qu'il faut absolument dépasser, se révèle fort logiquement sous les deux aspects de ses composantes.

Le temps de la gestion

Puisqu'un directeur prend en charge une véritable entreprise, il est important de dire quelles sont les conséquences de cette responsabilité. En un an, j'ai passé environ 90 % de mon temps de travail à organiser, gérer, trouver des solutions à des problèmes d'emploi, de rémunérations, d'horaires, de contrôle budgétaire. Pendant cette même période, je n'ai monté aucun spectacle, alors que j'en créais sept en vingt-sept mois à Vincennes. Ces deux éléments sont significatifs, non seulement de la partition d'un emploi du temps de directeur, mais également des déséquilibres humains et financiers qui s'inscrivent dans la structure d'un centre dramatique national.

Un déséquilibre humain parce que l'équipe mise en place par Jean Dasté, avec ses extraordinaires qualités d'expérience et de professionnalisme, s'est souvent rigidifiée, structurée, hiérarchisée, comme dans n'importe quelle F.M.E. Cette situation n'a pas été provoquée par un quelconque vieillissement prématuré ou des particularités catégorielles, mais par l'insécurité totale dans laquelle se trouvent les diverses catégories professionnelles de l'action culturelle (comédiens,

techniciens, animateurs, etc.), par la méfiance née des incertitudes du passé, enfin, par la pénurie de fait dans laquelle le pouvoir a toujours laissé, malgré certains efforts ponctuels, les centres dramatiques. Face à ce problème, j'ai dû revoir ma position et tenter une approche plus progressive d'un schéma de travail responsable.

Un déséquilibre financier parce que les charges fixes (salaires des permanents, charges sociales et frais incompressibles) représentent près de 80 % de la totalité du budget. Cela signifie que les subventions nationales couvrent à peine cette masse qui, en 1976, est de l'ordre de 2 800 000 francs. Ce déséquilibre est accentué par le besoin bien légitime qu'a le public de voir des spectacles extérieurs aux créations du centre et que nous sommes les seuls à accueillir dans la région : coût, 500 000 francs de déficit en 1975-1976. Malgré l'aide souvent importante de la ville ou des collec-

tivités locales, il reste bien peu de moyens pour la création, qui est pourtant notre seule charge juridique stipulée par le contrat.

L'aventure artistique

C'est dans le cadre de ces contraintes qu'il nous faut mener à bien notre aventure artistique en essayant de dialoguer constamment avec le public. Car le public existe tant quantitativement (huit mille spectateurs en moyenne par création pour une zone urbaine de quatre cent mille habitants) que qualitativement (par sa volonté constante de dialogue et de communication avec les objets créés). Certes, la recherche d'un nouveau théâtre populaire qui se concrétise par un théâtre populaire de recherche ne se fait pas sans heurt. Dès qu'un spectacle s'éloigne des normes théâtrales conçues au dix-neuvième siècle, dès que l'on propose un discours multidimensionnel à la place du mensonge de l'univoque, dès que l'on touche au sacré-saint réalisme au profit de l'imaginaire

ou au conscient au profit de l'inconscient, toute une série de barrières se dressent. Cependant, un véritable dialogue est possible et seule une véritable communication manque entre un public, souvent réconforté par des schémas traditionnels et simplificateurs, et des spectacles estimés difficiles et qui pourtant agissent comme les miroirs révélateurs d'une sensibilité souvent étouffée, d'une imagination frustrée.

C'est cet espoir véritable qui donne encore et malgré tout son sens à la décentralisation. C'est cet espoir qui nous a conduits à nous organiser entre centres dramatiques de la région Rhône-Alpes (Lyon, Grenoble, Saint-Etienne) pour rendre compte d'une situation et mettre en place les premiers éléments d'un véritable combat pour préserver le droit à la création. C'est cet espoir qui nous fait lutter pour la restructuration des institutions existantes, pour la reconstitution d'équipes cohérentes, pour la régénérescence de l'esprit de la décentralisation dramatique.

CE CENTIME QUI BRULE LES DOIGTS

par BERNARD SOBEL

Le quel de la gare du décor d'Empédocle avec l'écriture : « Attention, il est interdit de rester sur place », se superpose au Kennedy Airport. Quelle occasion de mesurer le décalage : l'Ensemble théâtral aux Etats-Unis pour le bicentenaire avec un mini-opéra chinois du treizième siècle, et dans les oreilles, la voix chaleureuse de Lucien Lantier, le maître de Gennevilliers, nous souhaitant bonne chance et bon travail, et celle sincèrement dépolée d'un haut fonctionnaire du secrétariat d'Etat à la culture ne pouvant m'assurer que nous toucherons les 20 000 F promis par le précédent secrétaire d'Etat, et le projet de travail sur les Paysans de Balzac où il nous faudra bien nous passer de telle scène ou de tel personnage : « Il y aura des victimes et nous le regrettons », s'est entendu dire Bruno Bayen. Combien d'acteurs à 3 500 F par mois, et le décor et les costumes avec quel argent ? Parions-en de la dignité « civique » de notre métier. Et Bruno Bayen, justement, qui se débat pour ne pas se tordre, il n'aurait pas fait preuve, par-là, de « beaucoup de raison ni de prudence ». Et si Chéreau avait fait preuve de raison et de prudence, de sens « des responsabilités » comme

on dit si bien ?... La sens des responsabilités, de qui est-on en droit de l'attendre au juste ? De ceux qu'on force sans arrêt à danser sur la corde raide ? Bruno Bayen parlera par la voix de Goethe, li ne lui en coûtera que cinq comédiens, mais les autres, ceux du spectacle étriqué, ceux qui se trouvent sans travail, quand auront-ils la parade ? Le sens de la dignité, de qui est-on en droit de l'attendre au juste ? De ceux qu'on traîne en salimbanques ? Il faut s'accrocher pour y croire, pour ne pas perdre la tête, il faut serrer les dents pour ne pas se sentir coupable, coupable de quoi ? Mais d'être des parasites de luxe.

Je tends la main, nous tendons tous la main, qui peut exiger de nous de ne pas ressentir les miens qu'on nous accorde comme des aumônes. Pour qui tout cela ? Chaque humiliation, chaque abaissement pour recevoir un centime vous renvoient la question avec violence à la figure. Il nous brûle les doigts ce centime...

— La rentabilité de notre travail parions-en, oui, parions-en haut et fort, en ce temps du mépris. « Attention, il est interdit de rester sur place. »

U.G.C. OPÉRA

7 SALLES

à partir du 27 Octobre 1976

MR. KLEIN

SI C'ÉTAIT A REFAIRE
(à partir du 29 Octobre)

LE BAL DES VAMPIRES

GODZILLA 1980

COURS APRÈS MOI QUE JE T'ATTRAPE

LE LAURÉAT

L'ILE SUR LE TOIT DU MONDE

27, Boulevard des Capucines (angle rue Daunou)
 Téléphone Informations : 261-50-32

Yatagan

l'eau de toilette irrésistible
 des PARFUMS CARON

150

150

DES SPECTACLES

LE MONDE — 28 octobre 1976 — Page 21

CHORÉGRAPHIES ET MUSIQUES D'UN AUTOMNE STYRIEN

Danser avec du quotidien, des cailloux, de l'espace

L'ÉVÈNEMENT de l'automne styrien qui se tient actuellement à Graz, pittoresque et ravissante capitale de la province de Styrie, ce sont cette année les spectacles de danse moderne. Cela fait sept ans que les Autrichiens n'ont pas eu l'occasion d'assister à un véritable festival de ballets. Il leur a fallu de l'audace, après cette longue attente, pour oser ranimer avec cet art à travers la danse contemporaine d'avant-garde. L'entreprise n'aura pas été vaine si l'on en juge par l'accueil chaleureux ou hostile, réticent ou patient, mais rarement indifférent, que le public a réservé à cette manifestation.

L'épreuve était difficile, même pour un public qui, tous les ans, fréquente de plus en plus largement — soixante mille spectateurs en 1975 — l'automne styrien et sait ce qui l'attend : le confrontation, durant près de deux mois et demi, avec l'art contemporain. On l'avait habituée à découvrir des œuvres modernes, tant en cinéma, en peinture, en musique, en jazz, en littérature, en poésie, qu'en théâtre. Ne manquait à cette palette que l'art chorégraphique.

Six compagnies et danseurs individuels ont été invités à Graz, venus de New-York, d'Amsterdam, de Cologne et de Düsseldorf. Il fallait donc la difficulté. Aussi le programme équilibré-lit judicieusement les genres en présentant des compagnies déjà connues sur le plan international comme le London Contemporary Dance Theatre et le Tanz Forum de Cologne, et des troupes de danseurs qui étaient moins, en tout cas en Autriche, comme le Kai Takei's Moving Earth (New-York). Klaus Rinko ou Douglas Dunn. Si les premières ont conquis sans peine le public, ce sont surtout les recherches présentées par les derniers qui ont retenu l'attention.

Les murs qui enserrant les individus

A Graz, la troupe de la Japonaise Kai Takei a interprété plusieurs parties de son cycle Light et une pièce plus illustrative intitulée Lunch, à la limite du théâtre et de la danse. Un chat noir évolue au milieu des trois personnages, un homme et deux femmes enfermées dans la banalité des gestes quotidiens. Le résultat est peu convaincant, et surtout peu représentatif du style de Kai Takei. Un vrai moment de poésie toutefois :

lorsque les deux femmes, après s'être aidées l'une l'autre à se dévêtir pour apparaître en simple colant, se maquillent mutuellement le visage.

Dans les diverses séquences de Light, long cycle dont la représentation intégrale ne dure pas moins de sept heures, le rythme des évolutions est tour à tour le son des cailloux, que les danseurs lancent dans leurs mains et frappent l'un contre l'autre. Dans Light 12, ceux-ci avancent en cercle en frappant du pied le sol. Dans Light 13, ceux-ci sont lancés de pierres dans un cadencement monotone et répétitif jusqu'à l'exaspération. Les pierres, élément caractéristique de l'expression japonaise, sont censées symboliser les murs qui enserrant les individus. Light veut représenter toute la vie de l'homme, les tourments du travail, de la lutte quotidienne pour la survie, l'espérance aussi.

Un bonnet de laine vert enfoncé

Née au Japon, Kai Takei y a appris dès l'enfance la danse classique japonaise, puis moderne avec Kenji Hino qui en est l'un des maîtres. Remarquée par Anne Sokolov en 1967, elle part pour les États-Unis où elle fréquente l'école Juilliard du centre Lincoln. Très vite elle prend ses distances et crée son propre groupe. Son principe : choisir des danseurs, non pour leurs qualités de danseurs — la plupart n'en ont pas la formation — mais pour leur aptitude à savoir exprimer les gestes de la vie quotidienne. Chacun peut, doit même, signifier ce qu'il ressent personnellement. Kai Takei ne souhaite pas faire passer un message, affirme-t-elle, elle veut provoquer le spectateur. Elle y parvient. Son spectacle, que l'on ne peut qualifier ni d'illustratif ni d'abstrait, agace et oppresse à la fois. Les seuls moments de détente surviennent quand cette frêle petite femme se met à danser à son tour.

Face à la pesanteur du Kai Takei's Moving Earth, les enchaînements subtils, la légèreté, la richesse d'interprétation qu'offre Douglas Dunn (New-York) dans son solo Early and Late, tournaient un saisissant contraste.

Chez Douglas Dunn, tout est mouvement, impulsion, une impulsion qui semble ne jamais s'arrêter. Mais il ne faut pas s'y tromper, chaque geste est maîtrisé. Un bonnet de laine vert enfoncé sur ses cheveux blancs, un

visage algi où brillent des yeux féroces, tendres, malins. Long, mince, chemise rouge, baskets rouges, pantalon gris rayé de blanc, ceinture rouge, Douglas Dunn aime le rouge. Merveilleux danseur et chorégraphe, il cherche l'espace, le happe, le libère. Qui s'enroule, se déroule à un rythme vertigineux. Qui s'arrête, puis brusquement tourne sur lui-même, s'envole, s'allonge sur le sol. On ne s'aperçoit pas tout de suite qu'aucune musique ne soutient sa danse. Elle est en lui, elle émane de lui. Tellement fort qu'un moment donné, le corps collé dans l'angle de deux panneaux blancs, les yeux fermés, les bras écartés, la bouche grande ouverte, on croit entendre un long cri de souffrance qui ne sortira jamais.

Pas de musique non plus avec Klaus Rinko (Düsseldorf). Il se produisait lui pour la première fois sur une scène. Cet artiste, peintre à l'origine, qui expose actuellement à Paris (le Monde du 21 octobre), était habitué jusqu'alors à évoluer dans de grands espaces au milieu de ses œuvres photographiques. Athlétique, épaisse tignasse rousse, jeans, tee-shirt, grosses chaussures noires, Klaus Rinko se met en fonction de l'espace et du temps. Il ne se définit pas comme danseur : il est venu à l'expression corporelle, explique-t-il, directement de l'art visuel. Il réinvente la marche. Courir devient même avec lui une aventure. Et c'est une aventure qui permet, affirme-t-il, de s'identifier, simplement en changeant de place. Parce que pour lui, se déplacer d'un point à un autre, c'est déjà prendre conscience de sa propre personnalité. C'est décider de briser un cercle. Avec un pouvoir de concentration étonnant, Klaus Rinko parvient à faire disparaître l'espace qui l'entoure.

Avec sa partenaire Monika Baumgartl, sous la pendule accrochée au mur blanc, ils forment, tête contre tête, lui penché vers elle, elle dressée vers lui, un carré parfait. Ils se nouent, se séparent, se retournent dos au mur : rencontre, amour, séparation.

Sur la place de la ville, Klaus Rinko s'est immergé pendant une demi-heure dans une cuve remplie d'eau, au grand émoi des badauds. Ce fut, jusqu'à présent, la seule « provocation » de ce festival, qui, malgré sa hardiesse, semble, cette année, s'être un peu assagi.

ANITA RIND.

Le centre d'un oratorio

IL fallait faire le compte des premières auditions pour l'Autriche depuis neuf ans. On n'omettrait sans doute rien d'important en citant exclusivement les programmes de Musik Protokoll.

Créé à Graz en 1968, ce Festival de musique contemporaine s'insère dans un ensemble plus vaste : l'Automne styrien dont les tendances et le succès devraient inquiéter les Vennols. Mais à Vienne, où l'école de Schoenberg a laissé une odeur de soufre, on aime encore bien Strauss, Johann ou Richard, et même Brahms, Bruckner, Mahler certains jours.

A Graz, où le public et les organisateurs font preuve d'une ouverture d'esprit et d'une curiosité beaucoup plus évidentes, on ne néglige pas pour autant le passé : par exemple, on donnait cette fois Die ferns Klang, opéra de Franz Schreker ; la Sonatine pour violon et piano, de Schoenberg ; Sensation, extrait des Sette fogli, de Busoni, pour violon seul (interprété avec beaucoup de finesse et d'invention par Thomas Christian). Au fil des programmes, on relève également certaines pièces récentes qui font la « tournée des festivals » : Un jour comme un autre, de Vinko Globokar ; Black Angels, de George Crumb ; Perséphone, de Xenakis (par les Percussions de Strasbourg).

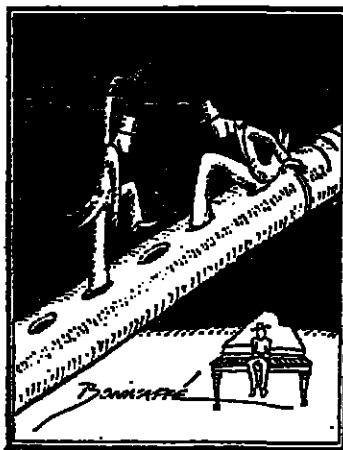
Mais le Festival passe également commande pour des créations : la plus spectaculaire, cette année, était celle d'un oratorio pour la cathédrale, confiée à Lorenzo Ferrero (1951) dont la Missa brevis avait rencontré, en 1975, un réel succès. Depuis, Lorenzo Ferrero (1951), dont la Missa (Sighed), à Argentin (Die drei-malige Akkord), à la Biennale de Venise (Romanza senza parole), et Harry Halbreich lui avait demandé une œuvre nouvelle pour l'organe 1977. Actuellement, il travaille à un concerto pour synthétiseur et orchestre dont Munich aura la première au printemps prochain tandis qu'une pièce de théâtre musical attend dans ses cartons une scène pour l'acoustique.

Il est toujours inquiétant de voir un jeune artiste sortir du rang si rapidement et commencer

une carrière internationale avant d'avoir pu mûrir son style, faisant en pleine lumière l'expérience d'une technique, d'un langage, et livré à la critique qui ne peut pas toujours entrer dans ces considérations. Dans le cas de Lorenzo Ferrero, pourtant, il est remarquable de constater que les réserves qu'on peut formuler ne concernent jamais la forme générale, le fond ou les moyens mis en œuvre ; au contraire, l'idée initiale de la composition reste non seulement perceptible, mais s'impose avec une netteté convaincante.

« Le néant où l'on ne peut arriver », sa dernière œuvre créée à Graz, est, à cet égard, très significative. Elle repose sur deux textes de Pascal : le Mémoire, qui forme la partie centrale, et le chapitre des Pensées situant l'homme entre l'infiniment grand (« l'univers est une sphère dont le centre est partout ») et l'infiniment petit (« le néant où l'on ne peut arriver »), ces deux idées forment les parties extrêmes de l'oratorio. L'effectif vocal et instrumental comprend un ensemble de cuivres et de percussions, deux petits chœurs, six solistes (ce sont eux qui chantent, entre autres, le Mémoire), a capella l'orgue et un chœur d'enfants.

L'œuvre débute par des tenus graves de cuivres et de percussions pianissimo puis, dans l'aigu, de trois psalterions ; sur cette trame changeante le glockenspiel, le xylophone et les crotales égrènent quelques notes rapides à plusieurs reprises. Entrée progressive des choristes, en commençant par les basses (à l'autre bout de l'église : une voix d'enfant doublée par l'orgue), auxquels se joignent les solistes, tandis que les figures rythmiques vont en s'accroissant et en se diversifiant jusqu'à ce que se forment des blocs de textures différentes qui se superposent jusqu'à un fait fortissimo. C'est cet instant que Ferrero a choisi pour l'entrée du chœur d'enfants : placés sur la tribune, ceux-ci chantent tantôt à l'unisson, tantôt à deux ou trois parties ; on perçoit une tonalité, mais elle est chaque fois remise en question par le retour, l'espace d'un ou deux accords, de toute la masse vocale et ins-



trumentale. Cette première partie s'achève, andante religioso, sur un « la » tenu par les voix d'enfants, tandis que l'orgue module à l'infini : le centre est partout, la circonférence nulle part. L'effet est simple, direct, tout en restant discret.

Le chœur a capella commence sur l'accord final : d'abord parlé, homorythmique, il présente à plusieurs reprises des entrées en imitations de plus en plus déliées. Le style contrapuntique rappelle certains procédés de la musique répétitive, les longueurs en moins. Ce deuxième volet se clot sur une brève section de caractère harmonique d'autant plus curieuse que son équilibre n'est ni celui des tensions de la musique atonale ni celui des attractions tonales : c'est que, sans jamais l'élever en système, Lorenzo Ferrero porte un soin tout particulier à la mise en œuvre des principes découlant des lois de la résonance des corps sonores.

La dernière partie n'est peut-être pas la plus intéressante : c'est un finale avec tutti obligés et diverses sections contrastées faciles à imaginer : petites touches pianissimo, tenus calmes, blocs harmoniques staccato comme les coups d'un marteau sur l'enclume. Tout cela d'ailleurs est d'un grand caractère, avec une fin émouvante (voix, cloches et psalterions), mais on attendait autre chose de plus nettement personnel.

L'exécution, confiée en majeure partie à des musiciens de Graz a été plus que satisfaisante ; la personnalité du chef, Wolfgang Boke, n'y est certainement pas étrangère.

GÉRARD CONDÉ.

* Diffusion ultérieure sur France-Musique des principales manifestations de Musik Protokoll.

ÉLYSÉES CINÉMA VO - QUINTETTE VO - DRAGON VO - UGC NORMANDIE VF
HELDER VF - MAXEVILLE VF - LES 3 NATION VF - UGC Gobelins VF
MONTMARNASSE PATHÉ VF - GAUMONT CONVENTION VF - CLICHY PATHÉ VF
PARAMOUNT MAILLOT VF - CYRANO Versailles VF - ÉPICENTRE Épinay VF - ARTEL
Rosny VF - CLUB Maisons-Alfort VF - ARTEL Nogent VF - GAMMA Argenteuil VF
LES FLANADES Sorcelles VF

L'UN VOLE! L'UN TUE!... LES AUTRES MEURENT!



MISSOURI BREAKS

ELLIOTT EASTNER présente MARLON BRANDO et JACK NICHOLSON
avec Barry Arthur Penn "MISSOURI BREAKS" adapté d'ARTHUR PENN
Produit par ELLIOTT EASTNER et ROBERT M. GELMAN - Réalisé par THOMAS M. LEE
Montage par JOHN WILLIAMS - Musique de John Williams - Distribution : CINECITY
Distribué par LES ARTISTES ASSOCIÉS

MAISON DES ARTS/CRÉTEIL
Métro Créteil-Préfecture (ligne n° 8)

ZAO

CONCERT POP

le 29 octobre à 20 h. 30

Renseignements, location : 859-34-68
Prix des places : abonnés, 20 F. Étudiants-Jeunes Travailleurs, 15 F.
Scolaires-Troisième Âge, 10 F. Non abonnés, 20 et 30 F.

SEUL À PARIS STUDIO DES URSULINES (V.O.) - Tél. 033-39-19

Le nouveau film d'ERMANNO OLMI Un certain jour...

« Un certain jour » est une musique aussi parfaite que « Il Postò ». C'est un peu les choses de la vie à l'italienne... Ce film est un enrichissement pour le cœur et pour l'esprit. Il est à recommander à tous.
R. CHAZAL (France-Soir).

« Nulle violence. Mais une attention, une rigueur si vigi-

lantes que tout se prend à vibrer soudainement »

J.-L. BORY (Le Nouvel Observateur).

« Un film original, attachant, intelligent. Un film à voir à tout prix pour l'innocence et la sagesse qu'il propose. »
H. CHAPPIER (Quotidien de Paris).

AU STAATSPER DE VIENNE

« Les Troyens » dans la redondance

QUE le Staatsoper de Vienne ait choisi les Troyens pour sa première production de la saison n'a, en soi, rien d'exceptionnel. Il s'agit d'un ouvrage hors du commun, chef-d'œuvre dont tout le monde parle et qu'on ne voit presque jamais, et surtout pas à l'Opéra de Paris si curieux que cela puisse paraître. En effet, les Troyens ne font pas partie de ce qu'on appelle le « répertoire ». C'est tout naturel : le caractère exceptionnel de l'œuvre n'en est que mieux respecté. Conscient des obstacles qui surgissent une fois de plus au moment de la faire représenter, Berlioz semble d'ailleurs avoir accumulé à plaisir les difficultés de réalisation, proclamant bien haut les limites de ces théâtres de prestige où les jeunes n'ont pas le droit de danser en brandissant des arbres enflammés, où la foudre ne tombe pas et qui n'offrent pas la possibilité d'inonder le plateau avec des autoroutes. Il n'existera donc probablement jamais de mise en scène à la hauteur des exigences du compositeur.

Celle du Staatsoper de Vienne, signée Tom O'Horgan (le metteur en scène de Hair et de Jésus-Christ super star) est assez affligeante. On y voit les choristes, déguisés tantôt en Troyens tantôt en Carthaginois, lever les bras au ciel dès qu'on évoque ou qu'il se produit quelque chose d'effrayant — quel contraste avec la musique si peu redondante ! Quant à Didon, elle marche le plus souvent les mains en avant, montrant à quel point la douleur l'aveugle. Si on peut reprocher leur caractère trop franchement tyrolien aux danses du peuple au lever du rideau, on admirera l'imagination de Wesley Fato, transformant la Chasse royale en un épisode chorégraphique très parisien. Didon et Enée veulent s'aimer, le vieux roi les en empêche. Heureusement tout cela s'achève par la victoire sur les Numides vêtus de peaux de bêtes, on perçoit là une intéressante cri-

tique du colonialisme carthaginois. Il reste encore à comprendre pourquoi on nous sert les petits chanteurs de Vienne à la place des tendres esclaves capotés.

Faute de pouvoir parler des décors insignifiants à force de gratuité esthétisante, il reste l'essentiel : la musique, ou du moins ce qui subsiste d'une consciencieuse épurée réduisant d'un bon tiers les trois derniers actes.

Responsable peut-être d'une partie de ces « arrangements » (laissés à d'autres le soin d'affirmer qu'ils sont salutaires), Gerd Albrecht, le chef d'orchestre, se montre cependant très convaincant et résout l'ambiguïté fondamentale entre un sujet épique et la couleur essentiellement intime de la partition. Si l'orchestre n'en a pas encore vaincu toutes les difficultés, il méritait pourtant les applaudissements soutenus que le public lui a décernés à plusieurs reprises ; dirigés par Norbert Balatsch, les chœurs n'étaient pas moins remarquables. De la distribution assez moyenne — mais les poils blancs de plusieurs artistes, avec un vibrato particulier, peuvent-elles convenir à l'écriture vocale si particulière de Berlioz ? — on retiendra surtout la Cassandra d'Helga Dernesch, avec une excellente prononciation et un style sobre. Venant après elle, dans le rôle parallèle de Didon, Christa Ludwig a beaucoup souffert de la comparaison ; comparaison inutile d'ailleurs, mais inévitable, entre deux chanteuses qui se trouvent à des moments différents de leur carrière. Dans le rôle d'Enée, Guy Chauvet s'est montré parfois plus convaincant notamment à Genève, il y a deux ans. Dans des emplois plus secondaires, il faut signaler une jeune soprano : Sona Ghazarian (Assyrie) et le nor-Horst Laumann (Iopas).

Il reste à l'Opéra de Vienne le mérite d'avoir eu l'idée de monter les Troyens, et au public celui de savoir manifester poitment le désir de voir une autre production. — G. C.

LE MONDE ÉPIQUE DE CHOSTAKOVITCH

La publication de l'intégrale des symphonies de Chostakovitch, dans l'interprétation somptueuse et rigoureuse de la Philharmonie de Moscou dirigée par Kyrill Kondrachine, est l'événement discographique de cet automne, qui vient pallier, un an après la mort du grand compositeur soviétique, la carence des sociétés de concerts en France. Cette intégrale soutiendrait pourtant la comparaison avec celle des symphonies de Mahler, si longtemps négligées. Il n'est certainement pas « prudent » pour l'avenir de parler avec dédain de ce véritable continent musical (plus de dix heures d'audition) comparable aux romans-fléuves de la littérature russe avec ses visions cinématographiques et épiques, ses grandes méditations sur la destinée humaine.

Pour en prendre la mesure, on aura intérêt à écouter dans l'ordre inverse de la chronologie, en commençant par les chefs-d'œuvre de la fin qui éclairent la démarche et la personnalité complexes de Chostakovitch, puis à reprendre par le début : la *Première Symphonie*, d'une étincelante jeunesse; la *Deuxième* et la *Troisième*, avec choeurs, essais pour combiner un langage serré à l'occidentale avec l'unanimité révolutionnaire; la *Quatrième*, bouillonnante de vie, désordonnée et fantastique; la *Cinquième*, introspective, romantique; la *Sixième*, d'une violence abrupte; la *Septième*, célébration du siège de Leningrad; la *Huitième*, une des plus extraordinaires, puissant chef-d'œuvre tragique; la *Neuvième*, un peu courte et superficielle pour fêter dignement la victoire sur le nazisme; la *Dixième*, autre chef-d'œuvre purement lyrique; la *Onzième*, film à la manière d'Eisenstein sur les massacres de 1905; la *Douzième*, qui évoque de façon moins convaincante la révolution d'octobre; la *Treizième* sur des poèmes d'Evtouchenko, l'œuvre la plus ouvertement critique de Chostakovitch; la *Quatorzième*, poignante méditation sur la mort à travers des poèmes de Lorca, Apollinaire et Rilke, et la *Quinzième Symphonie* (1971), mystérieuse, inégale, dominée par le thème du Destin de la Tétralogie. En Chostakovitch, l'homme, qui domine de très haut le musicien officiel, n'a pas fini de grandir (quatorze disques Chant du Monde, LDX 7882/1634; en souscription: 483 F).

DISQUES CLASSIQUES



CLEMENCIC OU LE MOYEN ÂGE VIVANT.

La télévision française a récemment fait connaître la Clemencic Consort qui se consacre à la résurrection des musiques du Moyen Âge. On aura été séduit tant par la « nouveauté » de ces musiques et de ces textes arrachés à la poussière des bibliothèques que par la vitalité, la jeunesse, la spontanéité joyeuse de cette troupe puisant à pleines mains dans des trésors.

Leurs disques ont la même vertu explosive, en particulier les *Carmina burana* (quatre disques parus, Harmonia Mundi, 335/338), poèmes, chansons gaillardes, poèmes d'amour, recueillis dans un couvent bavarois, où l'on retrouvera la Messe des Jours, trébuchants, blasphématoires, irrésistibles (HMU 337), et le *Roman de Fauvel*, non moins savoureux et contestataire, qui malmenait durement les rois et le pape (HM 994). Mais la Clemencic Consort n'excellait pas moins dans les grandes œuvres religieuses, tels l'admirable Requiem mytique de Jean de Ockeghem (HM 993) ou la Messe sine nomine de Guillaume Dufay (HMU 939).

MOZART PAR SES SYMPHONIES ET PAR L'IMAGE.

Que ce soit par soul de la culture des auditeurs ou par simple nécessité commerciale au milieu de la foire d'empoigne du disque, on ne peut que se réjouir de voir Philips joindre aux merveilleux enregistrements, rapides, allés, des vingt dernières symphonies de

Mozart par l'Orchestre du Concertgebouw d'Amsterdam dirigé par Josef Krips, un très beau livre sur Mozart, l'homme, d'Arthur Hutchings. Doté d'une abondante et admirable iconographie (soixante-dix reproductions en noir et soixante-dix en couleurs), ce livre n'est pas moins remarquable par son texte. Au lieu d'une biographie comme il en existe beaucoup, c'est un essai original pour appréhender l'homme Mozart à travers les innombrables témoignages du temps. Et ce visage que nous connaissons si bien, trop bien, retrouve toute sa fraîcheur et un relief étonnant grâce à la curiosité, l'intelligence, l'originalité pointilleuse de la pensée et des points de vue du musicologue anglais (Oxford, Clarendon Press, 1975, 202 pages, 12 sh. 6d. ou 25 F.).

BEETHOVEN PAR MARIA PIRES.

On pourra toujours ergoter sur tel mouvement, tel détail, mais avec la jeune pianiste portugaise Maria Jose Pires on se trouve en présence de quelqu'un qui vit la musique de l'intérieur au lieu de donner des œuvres des exécutions chargées de références, bien « ripolinées » par la tradition. Ses interprétations de six sonates « célèbres » de Beethoven (Pathétique, Clair de lune, Tempête, Appassionata, op. 109 et 110) frappent et émeuvent par leur gravité, leur tension, leur phrasé parlant, leur richesse d'imaginaires. On est au plus près de Beethoven (deux disques Erato; en souscription: 80 F.).

FURTWÄNGLER ET LES MATHÈS CHANTEURS.

Un enregistrement à bien des égards historique : les derniers Maîtres chanteurs de l'époque nazie à Bayreuth (1943), peu avant que Nuremberg s'effondre dans les flammes, les premiers de Wieland Wagner, mais surtout le témoignage irremplaçable de Wilhelm Furtwängler. Capté sur bande, ce document brut, grossier comme à la loupe, est d'une extraordinaire « familiarité » : il n'avantage guère les chanteurs (la merveilleuse Maria Müller, Max Lorenz, J. Prohaska), mais plonge au cœur de l'interprétation de Furtwängler. Il manque malheureusement des pages essentielles, tel le quintette (cinq disques EMI, 181-0179/801).

ROSTROPOVITCH - DON QUICHOTTE.

Aucun des assistants n'a oublié la sublime interprétation du

Don Quichotte de Strauss par Rostropovitch, avec l'Orchestre de Paris dirigé par Karajan (le Monde du 11 décembre 1970). Ce disque réalisé par les mêmes interprètes, avec la Philharmonie de Berlin n'est pas moins étonnant et riche de tendresse humaine. Rostropovitch, le chevaleresque, dont le jeu comme la vie s'identifient si bien avec le héros immortel de Cervantès (EMI, 089-02841).

DANS L'INTIMITÉ DE BRAHMS.

Les Quatuors, Quintettes et Sextuors à cordes sont sept chefs-d'œuvre qui couvrent la plus grande partie de l'existence de Brahms : dans la tête et le cœur de cet homme au contact rugueux, que de trésors ! Qui le reconnaîtrait dans l'idylle 2^e Sextuor, le 2^e Quintette d'une limpidité schubertienne, le 1^{er} Quintette très printanier, le 3^e Quatuor si heureux ? Et le 1^{er} Quatuor, plus austère, est d'une grandeur lyrique souveraine. L'interprétation fougueuse et rayonnante de ces pages par le jeune Quatuor Bartok, G. Kornrad et E. Banda dissipe les bruyantes opéras sans rien perdre de la densité et de la subtilité du discours. De belles heures d'intimité en perspective. (Cinq disques Hungaroton, SLFX 11581/585; en souscription: 175 F.).

UN ROMAN MUSICAL NATURELLE : LOUISE.

Louise, qui fut l'âme sans interruption à l'Opéra-Comique de 1800 à 1850, n'a guère été favorisée par le disque : une version intégrale en 1958, disparue depuis, et l'enregistrement historique abrégé de 1935 (Ninon Vallin, Georges Thill), toujours réédité depuis. La nouvelle intégrale de C.B.S. va vers pour-être d'un injuste décalage de « roman musical » naturaliste dont le langage sentimentale, les considérations sociologiques, la mise en musique des paroles les plus banales peuvent faire sourire.

Mais il y a tant de naïveté dans cette tentative, tant de fraîcheur, de sensibilité, de poésie, dans cette peinture de la Butte Montmartre, tant d'amour vrai dans cette musique que l'on ne peut s'empêcher d'être ému et attendri même par ce qui a le plus vieilli dans ces cartes postales de la Belle Époque. Georges Prétre dirige à merveille cette œuvre dont on regrette seulement que la distribution soit en majeure partie étrangère, des médianes à l'accent anglais à Plácido Domingo, superbe mais à la prononciation embarrassée; Jane

Barbié et Gabriel Bacquier ne sont guère avantagés par les rôles-clichés de la mère et du père; mais Iléana Cotrubas est une Louise ensorcelée, à la voix flexible et vibrante comme un violon de Crémone, au phrasé exquis toujours du naturel le plus juste. (Avec l'Ambrosiana Chorus et le New Philharmonia Orchestra; trois disques C.B.S., 75902; en souscription: 120 F.).

LA TOSCA DE ROSTROPOVITCH.

Tous ceux qui ont assisté au concert de l'Orchestre national, en janvier dernier, se précipiteront sur cet enregistrement de la Tosca, d'une intensité fabuleuse et d'une beauté plastique non moins extraordinaire, avec Galina Vichnevskaïa, tigresse tragique aussi grande que la Callas, Franco Bonisolli, Mario superbo, et Matteo Manuguerra, Scarlatti bien plus frappant qu'à la scène, même s'il n'atteint pas à la stature d'un Gobbi, à travers l'ouragan de passion et de drame sans cesse attisé par un Rostropovitch survolté, arrachant à l'Orchestre national de France les plus beaux accents (2 disques DG, 2740.161; en souscription: 95 F.).

UNE SÉLECTION

● BACH, HANDEL, GLUCK : Transcriptions par W. Kempff (D.G., 2430.847). — La prière intérieure d'un grand pianiste.

● BRAHMS : *Marienlieder*, Motet op. 74 et dix chansons, par le chœur Gulbenkian, dir. M. Corboz (Erato, STU 70957/583). — Un Brahms à capella quasi inconnu, austère et souriant tout à la fois.

● BRAHMS : *Schubertlied* op. 4 et *Ballades* op. 116, par E. Guletski (D.G., 2530.650). — Un lyrisme grave et brillant.

● DE FALLA : *La Tricorne* et le Concerto pour clavier, par J. de Gaestani et l'Orchestre Philharmonique de New-York, dir. P. Boulet (C.B.S., 75800). Pour célébrer dignement le centenaire de de Falla.

● DUFAY : *Ballades et rondeaux*, par Ars Antiqua de Paris (Arion, 38.334). — « Chants d'étranges, chants de mal, chants de l'asse ou de soul en l'honneur de la Dame ».

● DUFAY-DUNSTABLE : *Motets*, par Pro Cantione Antiqua (Archiv, 2533.291). — Deux maîtres du quinzième siècle dans l'éclat de leur génie.

● DVORAK-SMETANA : *Trilogie* avec piano, par le Yavai Trio (D.G., 2530.594). — Un jeune trio israélien dans deux superbes œuvres tchèques vivement contrastées.

● GLUCK : *Airs d'opéras*, par J. Baker et l'English Chamber Orchestra, dir. R. Leppard (Philips, 6500.023). — Une voix splendide, une direction flamboyante, rendent à Gluck sa grandeur et sa violence.

● HAYDN : *Cinq Divertimenti pour hautbois, cors et bassons* (Hungaroton, SLFX, 11.719). — Des savoureuses musiques de plein-air.

● IVES : *Songs*, par D. Fischer-Dieskau et M. delil Pont (D.G., 2530.698). — Un canton inconnu et profond de l'âme américaine.

● LECLAIR : *Sonates pour Hôte et clavier*, par J.-P. Rampal et R. Veyron-Lacroix (2 d. Erato, STU 70957/583). — Une musique pleine de lumière et de richesse mélodique.

● L'HERITAGE DE DINU LIPATTI : Bach, Mozart, Chopin, Schumann, Grieg, Scarlatti, Schubert, Liszt, Brahms, Ravel, Enesco (six disques EMI). — Des interprétations intactes, qui ne se faneront jamais.

● SCHUBERT : *sonate posthume en sol mineur*, par R. Sarkin (C.B.S., 75801). — Une méditation très personnelle au pas de Schubert, très dramatique, un peu trop heurtée parfois en regard de la pureté plastique de la musique.

● SCHUMANN : *Bunte Blätter et Chants de l'aube*, par Jean Martin (Arion, 31906). — Des feuillets d'album peu connus et les dernières pages, transcendentes, au bord de la folie, dans une interprétation d'une simplicité poignante.

● SCHUMANN : *Lieder* op. 24 et 25, par D. Fischer-Dieskau et Ch. Schenck (D.G., 2530.453). — Fischer-Dieskau reprend et approfondit Schumann.

● STRAVINSKY : *Oedipus Rex*, avec T. Troyanos, R. Kollo et le Boston Symphony Orchestra, dir. L. Bernstein (D.G., 2530.453). — Tatiana Troyanos et Bernstein portent une torche enflammée dans le chef-d'œuvre le plus pétrifié du Stravinsky néo-classique.

● VIVALDI : *La Stravaganza*, concertos op. 4, par les Solisti Veneti (2 d. Erato, STU 70955/556; en souscription: 80 F.). — Un Vivaldi plein de fièvre, de fougue et de passion.

76
THEATRE
3-8 novembre
6 représentations
seulement

BOUFFES DU NORD
location
FRAC MONTFARNASSE
et par téléphone
280.28.04

Spectacle d'Olivier Perrier

BARRY LYNDON
OSCAR
STANLEY KUBRICK
"RYAN O'NEAL"
"MARISA BERENSON"

SAUMONT CHAMPS-ÉLYSÉES VO
SAUMONT RIVE GAUCHE VO IMPÉRIAL VF
SAUMONT SUD VF
14 h • 17 h 25 • 21 h
HAUTEUILLE I VO
12 h • 15 h 30 • 18 h • 22 h 30
HAUTEUILLE II VO
13 h 30 • 17 h 40 • 20 h 30

Le jeudi 28 octobre, à 21 h, second récital du pianiste Charles LULAMANT, dans le cadre de la série des 4 récitals qu'il donne au Théâtre Fontaine, 10, rue Fontaine, programme de la soirée : *Pantale Chaconne* et *Pavane* de J.S. Bach, *Sonate K. 330* de Mozart, 3^e *Intermède* de Brahms, *Caravari* de Schumann, op. 8. (Pour les 2 derniers récitals, les 18 novembre et 2 décembre, deux programmes différents.)

THEATRE DES CHAMPS ÉLYSÉES
HARRY BELAFONTE
11-13-14 NOVEMBRE
Location: Théâtre, Agences et par téléphone 225 44 36

France Inter présente
GEORGE CHAKIRIS
et **JESSY GREEN**
Salle PLEYEL, les 10, 11 et 12 novembre, à 21 h 15
Location ouverte Pleyel - FNAC - Agence Durand

DIONNE WARWICK
2 galas exceptionnels à l'EMPIRE, le 12 novembre, à 20 h et 22 h
Location ouverte Empire (754.39.68) - FNAC - Agence Durand

LA PAGODE - LA CLEF CENSIER

PIERRE KALFON présente
Carnet de notes pour une ORESTIE AFRICAINE
un film de **PIER PAOLO PASOLINI**

Une production de GIAN VITTORIO BAUD pour IN CINEMA GRAFICA
une sélection COLINE
distribuée par PLANFILM

La Chambre Syndicale des Directeurs de Théâtre de France a procédé, lors de son Assemblée Générale tenue à Saint-Etienne le 9 octobre 1976, au renouvellement de son Bureau, désormais constitué comme suit :

Président	Michel Ledez		
Vice-Présidents	Marcel Bocchi	Lonis Duveroux	Alex Vanderdonckt
Administrateur délégué-Trésor.	M. Paul Douai	Secrét.	André Cabourg
Administrateurs	Gérard Boireau	Secrét. adjoint	Guy Grinda
	Gabriel Couret		
	Etienne Ducarme		
	René Terrasson		
	Raymond Vogel		

100 000 150

سازمان بهار

MICHEL SARDOU

A L'OLYMPIA DU 26 OCTOBRE AU 28 NOVEMBRE



Illustration JAVIERA CLÉMENT, Cordon GIL, POUQUET



Une sélection



Brassens, vu par Chénès.

Cinéma

**MOI, PIERRE RIVIÈRE
AYANT ÉGORGÉ
MA MÈRE, MA SŒUR
ET MON FRÈRE...**
de René Allio

— Lire nos articles page 19.

SARTRE PAR LUI-MÊME
d'Alexandre Astruc
et Michel Contat

« J'étais né écrivain, je suis devenu philosophe... » De sa voix rapide, saccadée, Sartre parle de son évolution, de sa confiance dans l'action politique, de la vraie liberté est un échappement à certaines conditions de l'histoire. « Sincérité, humour et simplicité. » (Lire l'article de Bertrand Poirot-Delpech dans le Monde du 27 octobre.)

LE GRAND SOIR
de Francis Reusser

Vingt ans après la Fureur de vivre, de Nicholas Ray, un autre « rebelle sans cause », lausannois et non plus californien, découvre confusément les chemins de la révolte et de la passion. Mais, pour Francis Reusser, qui règle ses comptes avec Lausanne et un ordre bourgeois exemplaire, révolte et passion mènent nécessairement à la connaissance douloureuse de soi-même : Reusser dépasse largement les frontières de sa patrie ; par-delà la jeunesse rageuse, il nous invite calmement à affronter les insupportables révolutions à venir. Une œuvre lyrique et glacée, qui témoigne sans slogans pour une génération retrouvée.

LA DERNIÈRE FOLIE
de Mel Brooks

Mel Brooks plonge avec saupagerie dans la burlesque, la tarte à la crème, dans tous les stéréotypes de son ci-

néma bien-aimé, il emporte la légende hollywoodienne par la fureur de son rire ravageur et le public suit la tempête de sa folie.

**LES NAUFRAGÉS
DE L'ÎLE DE LA TORTUE**
de Jacques Rozier

Pierre Richard, Don Quichotte du voyage inorganisé, conduit à l'aventure, aux Antilles, une demi-douzaine de candidats aux vacances, Jason Robinson, pour « trois mille francs, rien compris ».

Pierre Richard est irrésistible.

LETTRÉ PAYSANNE
de Sati Faye (Prix Sadoul)

Une jeune femme sénégalaise, après ses études en France, retourne au pays natal et retrouve le village de ses ancêtres. Elle adresse au spectateur curieux une lettre cinématographique. Lettre-confiance, lettre-portrait : d'un peuple, d'une culture, d'une économie. Hommage à la tradition, exigence d'un avenir différent, plus juste. Peut-être l'aube d'un autre cinéma africain.

— ET AUSSI : l'Amour blessé, de Jean-Pierre Lefebvre (l'autre viol : celui des médias nord-américains) ; Les Hommes du président, d'Alan J. Pakula (le Watergate de Dustin Hoffman et de Robert Redford) ; l'Empire des sens, de Nagisa Oshima (le nô d'Eros et Thanatos) ; Ici et ailleurs, de Jean-Luc Godard (une remise en question radicale de l'information) ; les 27, 28, 29 octobre, colloque Pasolini à la Pagode (19 h.).

Théâtre

**LES CAPRICES
DE MARIANNE**
à Essai

Il sont jeunes et farouches, perverts et passionnés : ils défient les lois du monde. Ils se battent au nom de l'écouleur pour leur liberté d'être ; ils sont romantiques et durs. Octave et Marianne : aujourd'hui Stéphane Lotk et Alexis Danavanas.

**JE M'IMAGINE PAS
MA VIE DEMAIN**
au Coupé-Chou

Une île enchantée dans les marécages du théâtre. Une heure de plaisir accompli. Peu de bruit, rien qu'une actrice et un acteur qui parlent à mi-voix. Reine Barthe, un peu fée sur les bords, François Nocher, alerte et songeur, dirigés par Andreas Voutsinas.

COMME IL VOUS PLAIRA
au TEP

Une fausse comédie d'intrigues mise en scène par Beno Besson, une analyse pénétrante et inattendue d'arrière-pensées, actes manqués, décisions contraires, réussites involontaires dansent au milieu d'un tourbillon d'observations implacables.

PORTRAIT DE DORA
au Petit Orsay

Reprise, avec Catherine Sellers et Inès de Longchamps, de ce portrait d'une jeune fille dépressive qui fut soignée par Freud. L'auteur, Hélène Cixous ; le metteur en scène, Simone Benmussa (en alternance avec Chrysothémis).

IT FESTIVAL DE THEATRE DES TRAVAILLEURS IMMIGRÉS

À Paris, en banlieue et dans huit villes de province, des manifestations culturelles et militantes à travers lesquelles les travailleurs immigrés expriment leurs luttes et leurs aspirations, traduisent leur vie quotidienne. (Rens. : 506-08-94)

— ET AUSSI : Il Campiello, de Goldoni, à l'Odéon de perfection du Piccolo. Anton au Festival d'automne (dans le silence du vertige noir). Notes et Vierge par le Groupe T.S.E. à Essai (dans la sublimation d'art saint-sulpicien, deux chapitres nouveaux à l'histoire du théâtre) Pour cent brèves au La Bruyère (Un après-midi de chien à la manière de Didier Kamiba). Le chien et le boucher au Saint-Georges (trente ans après, Marcel Aymé milite pour les femmes). Histoire d'amour au Marais (et, pourtant, ils s'aiment).

Musique

**SCHWARZKOPF
ET JANOWITZ**

Deux reines de la mélodie se succéderont à Paris cette semaine : l'émouvante, l'irrésistible Gubla Janowitz (Schubert-Liszt, aux Champs-Élysées, le 27), et son aînée, l'incomparable Elisabeth Schwarzkopf, qui a porté l'art du chant à un degré de perfection intangible (face de droit, le 29).

BERLIOZ-BERNSTEIN

Après le Requiem de l'an passé (dont le disque vient de paraître), Leonard Bernstein revient diriger l'Orchestre national de France, toujours dans du Berlioz (Exordium en Italie et la Symphonie fantastique), musicien qui lui convient parfaitement, auquel, pourrait-on dire, il s'apparente. (Champs-Élysées, les 1^{er} et 2 novembre.)

**UN NOUVEL ORGUE
DE KERN**

Le jeune organiste américain Thomas Froehlich fera admirer, au cours d'un récital, le nouvel orgue construit par Alfred Kern pour la St-Michael's Church de Paris (5, rue d'Aguesseau) qui s'apparente aux instruments allemands des XVII^e et XVIII^e siècles. On se réjouira de ce nouvel orgue baroque à Paris (le 28 octobre).

**LES « POST-MODERN »
AMÉRICAINS**

Sous ce titre futuriste, le Centre culturel du Marais, dans la lancée du Festival d'automne, présente une large confrontation des nouvelles tendances américaines dans le domaine de la danse et de la musique avec notamment Joan La Barbara (le 28), Philip Glass (les 29-30), Lucinda Childs, de la troupe de Bob Wilson (les 5 et 6 novembre, etc.). 26, rue des Francs-Bourgeois, du 27 octobre au 23 novembre.

— ET AUSSI : M. Caballe et Orchestre d'Avignon (Avignon, le 27) ; Orchestre national, dir. G. Chmura et C. Arrau (Playel, le 27) ; Ch. Lilla-mand (Th. Fontaine, le 28) ; D. Wayenberg (Playel, le 28) ; Suites de Bach, par P. Fournier (Lille, les 28 et 29) ; le Barbier de Séville, dir. M. Tabachnik (Th. de Metz, les 29 et 31) ; Carmen, dir. M. Plasson (Toulouse, les 29 et 31 octobre).

Expositions

**LA PEINTURE
ALLEMANDE A L'EPOQUE
DU ROMANTISME**
à l'Orangerie

— Lire notre article page 17.

**DESSINS FRANÇAIS
DE L'ART INSTITUTE
DE CHICAGO**
au Louvre

Deux Vieux Voyages de Watteau au Musée de la Ville de Paris, quatre-vingt-deux dessins choisis dans l'une des plus anciennes et des plus riches collections d'œuvres graphiques des États-Unis. Boucher, Fragonard, Lancret, pour le dix-huitième siècle. Ingres, Gérard, Delacroix, Corot, Millet, Rousseau, des impressionnistes, Seurat, Redon, pour le dix-neuvième siècle largement représenté dans cette suite française de grande qualité.

**CHEFS-D'ŒUVRE
DES MUSÉES AMÉRICAINS**
à Marmottan

Les œuvres et chefs-d'œuvre des musées américains qui avaient été exposés l'été dernier à Leningrad et à Moscou font, sur le chemin du retour, une halte au musée Marmottan. Les plus grands noms (de Van der Weyden, Rembrandt et Goya à Chagall et Renoir), mais pas toujours le meilleur. Un Poussin de premier ordre toutefois, et un rare Vermeer, la Jeune Fille écrivant une lettre. (Lire notre article page 17.)

**LES OISEAUX
ET L'ŒUVRE
DE SAINT-JOHN PERSE**
au Musée Jacquemart-André

Le texte d'un poète, les Oiseaux de Braque, et la toile multicolore de ceux que les artistes « naturalistes » des siècles passés ont représentés avec autant de fidélité que de poésie constituent l'essentiel de l'exposition que les amis de la fondation Saint-John Perse envoient à Paris après l'avoir organisée à Aix-en-Provence (le Monde du 23-30 août 1976). Par-delà les quelques pages du poème Oiseaux est évoquée l'œuvre de Saint-John Perse, qui fut toujours passionné d'ornithologie.

**CINQUANTENAIRE
DE L'EXPOSITION DE 1925**
au Musée des arts décoratifs

Pour fêter le cinquantenaire de la grande Exposition des arts décoratifs et industriels, une vaste rétrospective où il n'est pas question de privilégier tel ou tel aspect de la production de l'époque. Quelques neuf cents numéros pour recréer le climat de ce qui furent ces « arts déco », en expliquant les sources, en montrant les conséquences, aussi.

RAOUL DUFY
au Musée d'art moderne
de la Ville de Paris

Une présentation d'ensemble des Dufy qui appartient aux collections de la Ville de Paris. Plus de cent peintures, aquarelles et dessins achetés ou offerts, exposés tout près de la grande « fête électrique » de 1937.

— ET AUSSI : La quinzième des musées d'Alsace, à la Contergerie et autour de Paris ; la Nouvelle Sub-félicité, à la Fondation Rothschild ;

Otero, au Musée Bourdelle ; Ettore Sottsass, au Centre de création industrielle ; l'Amérique vue par l'Europe, au Grand Palais ; Azilian, terre des Aztèques, à la Bibliothèque nationale ; Piranesi et les Français, à l'hôtel de Sully ; Alsace, jouilles et acquisitions récentes, au Musée des arts et traditions populaires. — ET PROVINCES : Le Paysage... Lourgoir (vu par Akmer, Burt, Delacour, Gertel, Messager, Richard) ; à la M.C. de Chalon-sur-Saône : Collections d'art abstrait du Musée des beaux-arts de Nantes, au Musée du Havre ; Dodeigne, au Musée de Lille ; Georg Rouault, à la Fondation Fournier, à Març-en-Barrois ; Art nouveau-Jugendstil, au Musée de Nancy ; Trente peintres du dix-septième siècle français, au Musée de Rennes ; Christian Jaccard, au Musée de Saint-Etienne.

Danse

MARTHA GRAHAM

aux Champs-Élysées
Suite de la rétrospective sur un demi-siècle de modern dance américaine. Second programme : Seraphine dialogue, Lamentation, Médée et Lucifer un ballet récent, spécialement créé pour Nouvelles.

**LE THEATRE
DU SILENCE**
à La Rochelle

Création par Brigitte Lefebvre et Jacques Jarnier de Summerspace, un ballet de Marcos Cunningham, qu'ils ont allés préparer à New-York. (Salle des Sports, 28-30 octobre.)

— ET AUSSI : La Compagnie « le Cercle » de Jane Honor, au théâtre de la Cité internationale. (La rencontre de quatre jeunes danseurs en son état de pensée, du 27 au 30 octobre.)

Variétés

GUY BEART
au Pavillon de Paris

Prolongation du récital de Guy Beart. Il a choisi depuis longtemps l'arc-en-ciel pour s'exprimer. Et sans doute l'époque qu'il vit et qu'il absorbe fait-elle un peu par lui ressembler.

GEORGES BRASSENS
à Bobino

Chansons nouvelles, chansons anciennes, qui prennent parfois l'allure de fable.

ALAN STIVELL
au Stadium

Stivell présente son nouveau groupe au Stadium. (Mardi 2 novembre.)

AEROSMITH
au Pavillon de Paris

Premier concert en France d'un groupe rock américain originaire de Boston qui, en moins de trois ans, s'est forgé aux États-Unis une grande réputation. (Lundi 1^{er} novembre, à 20 heures.)

Dr. FEELGOOD
en tournée

Un rock dans la grande tradition, sans fioritures, carré, avec tous les plans des « rockers », mais mécanisés, replacés dans la violence, dans une gestuelle sexuelle, dans un certain délire. (Palais d'hiver de Lyon, le 3 novembre ; Grenoble, le 4 ; Besançon, le 5 ; Pavillon de Paris, le 6, à 20 heures.)

Le sommet de qualité

race
charme
musicalité

Le piano au superlatif

Bösendorfer

Vienne-Autriche

<p>RÉSEAU FRANCE</p> <p>VENTE</p> <p>SERVICE</p> <p>LOCATION CONCERTS</p> <p>PARIS : Muehl</p> <p>BORDEAUX : S.I.L.E.R.</p>	<p>DIJON : Ponsot</p> <p>GRENOBLE : Alex Gannet</p> <p>LE MANS : Sinigaglia</p> <p>LILLE : Scallio</p> <p>LYON : Dupas</p> <p>MARSEILLE : Europe Musique</p> <p>Planck Goffard</p>	<p>MEIZ : Gouvier</p> <p>MONTELLIER : Esnauville</p> <p>MULHOUSS : d'Orni</p> <p>NANTES : Deschodet</p> <p>NEVERS : Merle</p> <p>TOULON : Argente Fiores</p> <p>TOULOUSE : Beron</p>
---	--	--

LUXEMBOURG - STUDIO GIT LE CŒUR

**"moi,
pierre riviére,
ayant égorgé
ma mère,
ma sœur
et mon frère..."**

un film de rené allio

d'après le dossier publié par michel foucault

production "les films arnaud" / polim / f.p. / l.a. / distribué par planitia

100 000 150

Théâtres

(Les jours de relâche sont indiqués entre parenthèses.)

Les salles subventionnées

OPERA, salle Favart (078-85-26). Les 27, 28, 30, 31 (Abs. R.) et 6 à 18 h. 30 : Ivan le Terrible ; les 23, 24 et 4 (Abs. A.) à 19 h. 30 : Samson et Dalila ; le 5 à 20 h. : Elektra ; le 7 à 18 h. 30 : Une heure de musique de chambre.

COMEDIE-FRANÇAISE : relâche jusqu'au 3. A partir du 4 à 20 h. 30 : Lorenzaccio (salle réservée les 4 et 5).
ODON (325-70-32) D. soir. L. 20 h. 30, mat. dim. 15 h. : I. Campiello (à partir du 29 octobre).
PETIT-ODON (L.), 18 h. 30 : La nuit... les cloches (jusqu'au 7).
CHAILLOT (737-51-15) (D., L.). 20 h. 30 : Elizabeth Un...
Gérald, 20 h. 30, mat. dim. 15 h. : Solitude, la mulâtresse.

Les salles municipales

NOUVEAU CARRE (377-88-40) (D., L.). 20 h. : Parole de femme ; 31 h. : mat. dim. 15 h. : L'ère ou

la Résurrection ; 21 h. 30 : Hanté Goupard ; mer. sam. dim. 15 h. 30 : Cirque à l'ancienne.
THEATRE DE LA VILLE (367-35-38) (D., L.). 18 h. 30 : Nicolas Peyraz ; à partir du 2 novembre : Zou ; les 2 et 3 à 20 h. 30 : Zoo ; les 5 et 6 à 20 h. 30 : la Visite de la vieille dame.

Les théâtres de Paris

ATELIER (305-49-24) (D. soir. L.). 21 h. : mat. dim. à 15 h. : Monsieur chasse.
ATHENES (073-82-32) (D. soir. L.). 21 h. : mat. dim. à 15 h. : la 64-quel.
BIOTHEATRE (261-44-16) (D. soir. L.). 21 h. : mat. dim. à 15 h. : le 18 h. 30 : la Servante.
CARTOUCHERIE DE VINCENTS, Atel. de l'Epee-de-Bois (374-99-36). mer. ven. et lun. à 21 h. : Fureur. Théâtre de la Vampyre (326-36-36) (D. soir.). 20 h. 30, mat. dim. à 15 h. (dernière le 31) : Mesure pour mesure.
CENTRE CULTUREL DU XVII^e (227-88-51), mer. jeu. sam. et lun. à 21 h. : le Fantôme de l'opéra.
CENTRE CULTUREL SUEDOIS (272-81-50) (L., Mar.). 20 h. 30, mat. dim. à 15 h. : La Lettre des cerisiers.
COMEDIE CAUMARTIN (073-41-41) (J., D. soir. L. soir.). 21 h. 10, mat. dim. et le 1^{er}, à 15 h. 10 : Boeing-Boeing.

DAUNOU (261-52-12) (J., D. soir. L. soir.). 21 h. : mat. dim. à 15 h. et 18 h. 30, le 1^{er}, à 15 h. : le Portrait de Dorian Gray.
EDOUARD-VII (073-67-80). 21 h. (dernière le 29) : Dis-moi Blaise.
ESSAION (278-46-42) (D. soir. L.). 20 h. 30, mat. dim. à 15 h. : Notes.
II : 20 h. 30, mat. dim. à 15 h. : Vierge.
Fontaine (374-52-34) (J.). 20 h. 45 (dernière le 30) : Comme avant.
GAITE-MONTAPARNASSE (333-16-16) (D. soir. L.). 20 h. 30, mat. dim. à 15 h. et 18 h. 30 : T'es un chic type, Charlie Brown.
GALERIE 33 (262-62-51) (D. soir. L.). 21 h. : mat. dim. à 15 h. 30 : Volpone.
GERNAE MARI-RELI (770-16-15) (L.). 21 h. : mat. dim. à 15 h. : Une aspirine pour deux.
HUGUETTE (338-38-89) (D.). 20 h. 45 : la Cantatrice chauve ; le 30, la Bruyère (374-72-99) (D. soir. L.). 21 h. : mat. dim. à 15 h. et 18 h. 30 : Pour 100 briques, l'as plus rien maintenant.
LA MICRODIESE (749-55-59) (D. soir. L.). 20 h. 45, mat. dim. à 15 h. et 18 h. 30 : Acapulco, Madame.
MADEIRA (265-07-02) (Mar. D. soir.). 20 h. 30, mat. dim. à 15 h. : le 30, le 31 : Peau de vache.
MAURICE (235-04-11) (D. soir. L.). 21 h. : mat. dim. à 15 h. et 18 h. 30 : Nini la chance.
MATHEURIN (335-30-00) (D. soir. L.). 20 h. 45, mat. dim. à 15 h. et 18 h. 30 : les Mains sales.
MICHEL (245-35-22) (Mar.). 21 h. 10, mat. dim. à 15 h. 10 : Happy Birthday.
MOUVENS (374-04-28) (D. soir. L.). 21 h. : mat. dim. à 15 h. et 18 h. : Qui est qui ?
MONTAPARNASSE (326-88-80) (D. soir. L.). 20 h. 30, mat. dim. à 15 h. et 18 h. 30 : Même heure, même anecdote.
MOUFFAID (338-02-57) (D., L.). 20 h. : la Moulins : Les peupliers.
NOUVEAUTES (770-32-78) (D. soir. L.). 21 h. : mat. dim. à 15 h. et 18 h. 30 : Nini.
OEUVRE (374-42-52) (L.). 20 h. 45, mat. dim. à 15 h. : le Scénario.
ORSAIS (348-35-52) (D. soir. L.). 21 h. : mat. dim. à 15 h. : (dernière) : l'Amante anglaise. Les 28 et 29, à 20 h. 30 : Chrysothème. (D. soir. et L.). 20 h. 30, mat. dim. à 15 h. : le 30, le 31 : le Portrait de Dom.
PALACE (770-44-37) (D. soir. L.). 20 h. 30, mat. dim. à 15 h. : les Troubadours ; à 18 h. : mat. dim. à 15 h. : Paris c'est grand.
PALAIS-ROYAL (743-54-29), le 30, à 14 h. 30 : Rencontres du Palais-Royal (Victor Hugo). (L.) 20 h. 30, mat. dim. à 15 h. : la Cage aux folles.
PLAISANCE (273-12-45) (D., L.). 20 h. 30 : la sont là.
FOCIE-MONTAPARNASSE (348-82-97) (D.). 20 h. 45, 21 h. 30 et 22 h. 30 : Issa et la sage-femme.
REGNIER (348-52-51) (D. soir. L.). 20 h. 30 et 21 h. : Tout contre un petit bois.
THEATRE D'ART (208-08-41), ex. Altitude 4 : la Femme de Scrate : Voyage avec la drogue : l'Amant arabe.
THEATRE DES ARTS (377-23-43) (D. soir. Mar.). 20 h. 45, mat. dim. à 15 h. et 18 h. 30 : le Jardin de Calé.
THEATRE DE LA CITE INTERNATIONALE (389-38-29) : la Galerie (D., L.). 21 h. : la Rue de marée ; à

la Rampe (D., L.). 21 h. : Pasolini.
THEATRE DU MARAIS (278-03-53) (D.). 21 h. : la Grèce opiniâtre ; le 30 : Histoire d'amour.
THEATRE DU MANITOUT (323-40-13), mer. à 20 h. 30 : Dom Juan ; J. V. et S. à 20 h. 30 : Arlequin solo pour l'amour.
THEATRE DE PARIS (374-20-44) (D. soir.). 21 h. : mat. dim. à 15 h. et 17 h. 30 : le Procès de Jeanne d'Arc (relâche le 1^{er} : dernière le 31).
THEATRE PARIS-NORD (338-43-42) (D. soir. L.). 20 h. 45, mat. dim. à 15 h. : Antoine et Cléopâtre.
THEATRE DE LA PLAINE (342-32-25) (D. soir. L., Mar.). 20 h. 30, mat. dim. à 17 h. : Histoire d'une révolte.
THEATRE PRESENT (323-02-55) (D., L.). 20 h. 30 : Drama Tivoli.
THEATRE SAINT-GEORGES (378-63-47) (J., D. soir. L. soir.). 21 h. : mat. dim. à 15 h. et 18 h. 30, le 1^{er} à 15 h. : Lucienne et le Bouquet.
THEATRE STUDIO 14 (373-09-02). (D. L.). 21 h. : le Médecin malgré lui.
THEATRE 12 (389-05-09) (D. soir. L., Mar.). 20 h. 45, mat. dim. à 15 h. : l'Alchimiste.
THEATRE 34 (374-28-54) (D. soir. L.). 20 h. 45, mat. sam. et dim. à 15 h. : la Veuve russe.
VALENTIN (333-08-02) (D. soir. L.). 20 h. 30, mat. dim. à 15 h. et 18 h. 30 : l'Autre Valse.

Les théâtres de banlieue

ANTONY, Théâtre F-Gémier (237-31-19), le 29 et 30, à 20 h. 45 : l'Eternel mari.
AUBERVILLIERS, Théâtre de la Commune (332-16-16), les 27, 28, 29, 30, 2 nov. à 20 h. 30, le 31 à 17 h. : Quatre à quatre.
BOULOGNE-BILLANCOURT, T.B.S. (363-05-41), les 27, 28, 29, 30 oct. 2 nov. à 20 h. 30, le 31 oct. à 15 h. 30 : Signé Boris Vian.
COLOMBES, M.J.C. (782-42-70), le 28, à 20 h. 30 : Pennsylvania District Choir ; le 31, à 20 h. 30 : les ballets Pâris Banks ; le 2 nov. à 20 h. 30 : le ballet Théâtre J. Truval.
CRETEIL, Maison des Arts (899-50-50), le 29, à 20 h. 30 : Zoo.
NANTERRE, M.J.C. (304-18-51), le 27 à 21 h. : la Dispute ; le 28, à 21 h. : Théo Adam.
SAINT-DENIS, Théâtre G-Philippe (263-01-30), le 27 à 20 h. 30 : Marc Courages ; les 28 oct. et 2 nov. à 14 h. 30 : la Princesse qui ne savait pas dire non.
VILLEJUIF, Théâtre Romains-Roland (750-15-02), les 27, 30 oct. et 2 nov. à 21 h. : la Viande et les étoiles.

Festivals

Automne à Paris

CHATELAIN DE VINCENTS (278-10-00) (J., D.), 20 h. 30 : Robert-Anton Théâtre.
BOUFFES DU NORD (260-25-04), 20 h. 30 : Une bouteille à la mer (dernière le 30).
THEATRE DES CHAMPELIERES (224-44-35) (Mar.), 20 h. 30, mat. dim. à 14 h. 30 (dernière le 31) : Martha Graham Dance Company.
CENTRE CULTUREL AMERICAIN, du 22 au 27 : Music With Roots in the Space (dernière le 29).

MIRAMAR - LE HOLLYWOOD-BOULEVARD - U.G.C. ERMITAGE - U.G.C. OPERA (angle Capucines rue Daumou)
 CLICHY PATHE - U.G.C. GOBELINS - LES 3 SECRETANS - LA CIGALE - PALAIS DES GLACES
 STUDIO/Party 2 - CARREFOUR/Pantin - GAMMA/Argenteuil - ARTEL/Nogent
 MELIES/Montreuil - ARTEL/Villeneuve - ULIS 2/Orsay

LE HOLLYWOOD BOULEVARD et RENÉ CHATEAU présentent



Godzilla 1980

UN FILM DE JUN FUKUDA

EN COULEURS • WIDESCREEN • UNE PRODUCTION TOHO INTERNATIONAL LIMITED • Distribué par **Snaf**

En 1^{re} partie : **RAULY MONTE CARLO STORY**

LE HOLLYWOOD BOULEVARD
 4 Bd MONTMARTRE PARIS 9^e



PETER DE BERLIN
 DANS

**NUTS
 EN
 CUIR NOIR**

UN FILM "X" DE
 IGNATIO RUTKOWSKI

INTERDIT AUX MOINS DE 18 ANS

UGC BIARRITZ - PUBLICIS MATIGNON - UGC OPERA (angle rue Daumou - Capucines) - CAPRI GRANDS BOULEVARDS - PARAMOUNT MONTAPARNASSE - UGC ODÉON - BONAPARTE - STUDIO JEAN-COCTEAU - PARAMOUNT GALAXIE - LES 3 MURATS - VILLAGE Neuilly - C 2 L Versailles - ARTEL Nogent - CARREFOUR Pantin - FRANÇAIS Enghien - PARAMOUNT La Varenne - BUXY Boussy - PARAMOUNT ELYSÉES 2 La Celle-Saint-Cloud - UGC Poissy

DELON / LOSEY



Mr. Klein

ALAIN DELON dans un film de JOSEPH LOSEY

avec la participation de JEANNE MOREAU

avec FRANÇOISE LEBLANC - JEAN-ROSE - JEANNE MOREAU - JEANNE MOREAU - JEANNE MOREAU

un film écrit par FRANCOIS TRUFFAUT

CINÉMAS
SAINT-ANDRÉ DES ARTS
 PROGRAMMATION 1976-1977

L'EMPIRE DES SENS

de Nagasi Oshima Japon

SARTRE PAR LUI-MEME

de Alexandre Astruc et Michel Contat France

L'OMBRE DES ANGES

de Daniel Schmidt Suisse

IRENE, IRENE

de Peter del Monte Italie

ADOPTION

de Marta Meszaros Hongrie

GRAND PRIX au 19^{ème} FESTIVAL
 du FILM d'ENTREPRISE de BIARRITZ 1976

PREMIER PRIX de la catégorie
 GRAND PUBLIC au FESTIVAL de LONDRES 1976

ALLOSCOPIE
 un film d'animation



du Service Cinéma des R.I.T.
 réalisé par l'Atelier d'Arts Graphiques
 et Michel Gauthier



SOCIÉTÉ FRANÇAISE DE PRODUCTION
 ET DE CRÉATION AUDIOVISUELLES
 36 rue des Alouettes Paris 75019 tel 202-7600

Je m'inscris

Jeudi 26/10/76

DES SPECTACLES

... LE MONDE — 28 octobre 1976 — Page 27

Concerts — Variétés

MERCREDI 27 OCTOBRE
Salle Pleyel (237-33-73), à 20 h. 30 :
Orchestre national de France, dir. :
G. Chabrier, sol. : C. Arban (Bee-
thoven).
Théâtre des Champs-Élysées (235-
44-50), à 20 h. 30 : Janowitz et
I. Gage (Schubert, Liszt).
Eglise Saint-Séverin, à 21 h. : Qua-
stor Via Nova (Schumann, Schu-
bert, Brahms).

JEUDI 28 OCTOBRE
Faculté de droit, à 21 h. : Elisabeth
Schwartzkopf, avec G. Pesson (Li-
st, Mahler, Debussy, Schu-
bert, Strauss, Wolf, Loeu).
Salle Pleyel, à 21 h. : C. Weyenberg
(Bach, Beethoven, Liszt, Schumann).
Théâtre Fauriel (874-74-40), à
21 h. : C. Lalande (Bach, Mozart,
Schumann).

VENREDI 29 OCTOBRE
Salle Pleyel, à 20 h. 30 : Orchestre
Fro Artz de Munich, dir. : Kurt
Redel, sol. : A. Lagoya (Bach, Vi-
valdi).

SAMEDI 30 OCTOBRE
Eglise Notre-Dame, à 17 h. 45 : Ma-
rie-France Roncheval.
Eglise des Billettes, à 20 h. 30 : Bach
Collegium de Munich (Mozart :
Requiem).

LUNDI 1^{er} NOVEMBRE
Théâtre des Champs-Élysées, à
20 h. 30 : Orchestre national de
France, dir. : L. Bernstein, sol. :
D. Mao Inoue (Debussy).
Eglise Notre-Dame de Paris, à
17 h. 45 : Solange Chénier.
Eglise des Billettes, à 20 h. 30 : Bach
Collegium de Munich (Bach :
Messe).

MARDI 2 NOVEMBRE
Théâtre des Champs-Élysées, à
20 h. 30 : Voir la 1^{re}.
Théâtre de la Cité internationale, à
21 h. : Les Menestriers (musique
du Moyen-Âge à la Renaissance).

Le music-hall

BORINO (233-30-49) (D. soir, L.).
20 h. 30, mat. dim. à 14 h. 30 :
18 h. 30 : G. Brasseur.
CASINO DE PARIS (874-26-27) (L.).
20 h. 30, mat. dim. à 14 h. 30 :
Paris Line.
CENTRE CULTUREL DU MARAIS
(278-26-45), 20 h. 30 (jusqu'au
30) : Jean-Claude Monnet.
COMEDIE DES CHAMPS-ÉLYSÉES
(339-37-07) (D. soir, L.), 20 h. 45,
mat. dim. à 14 h. 30 : Guy Béart.
COUPE DES MIRACLES (349-35-00)
(D.), 20 h. 30 : Catherine Sauvage.
ELYSEES-MONTMARTRE (205-38-80)
(D. soir, L.), 20 h. 45, mat. dim.
et dim. à 17 h. : Ginette Luciani.
FOIES-BERGUES (770-42-31) (L.),
20 h. 30 : J'aime à la folie.

Jazz

PAVILLON DE PARIS, le 1^{er} à 21 h. :
Auro Smith ; le 30 à 20 h. : Poco.
THEATRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES,
le 3 à 20 h. 30 : Mo'et Cyran (Fes-
tival Jazz Newport à Paris).
RADIO-FRANCE, le 28 à 22 h. 30 :
Charly et Cie, Passions Rock
Orchestra.
AMERICAN CENTER, à 21 h. le 27 :
Boostmanny (Rocke Curcio-Mat-
thias Contreras ; le 28 : C. Lefebvre,
A. Padynos ; le 29 : A. Giroux,
Connexion ; le 30 : M. Robine, P.
Bennusan ; le 31 : Quartet et R.
Guerin.
THEATRE DE LA RENAISSANCE
(208-16-50) (D. soir) 20 h. 30, mat.
dim. à 16 h. : Magna (relâche
exceptionnelle le 28).
THEATRE FONTAINE (874-62-34),
à partir du 2 à 18 h. : Albert
Marcon.

OLYMPIA (232-35-49) (L.), 21 h. 30 :
Michel Sardou (Gala de 1^{er} le 27).
PALAIS DES SPORTS (232-75-00)
(D. soir), 20 h. 45 : Festival de
la chanson inconnue ; (L.) 21 h. :
J.-P. Sévres ; 22 h. 15 : Pendant
les travaux, la fête continue.
**LES BLANCS MANTEAUX (277-
42-51)** (D.), 20 h. 30 : J. Bois ;
21 h. 45 : Les Jeunes.
CARTE D'IDOL (232-13-68) (L.).
20 h. 30 : Marina Delire ; 22 h. :
Sylvie Joy ; 23 h. : Deux Suisses
au-dessus de tout soupçon.
CARTE DE LA GARE (278-52-51) (L.).
22 h. : A nos chers disparus.
CHEZ FELIX (707-88-78) (L.), 21 h. :
Serge Llado.
AU COUPE-CHOU (272-01-73) (D.).
20 h. 30 : de l'imagination pas
ma vie demain ; 21 h. 30 : Pour-
quoi pas moi ? ; 22 h. 30 : J'ai
fait trois tonnes dans mon cer-
veau.
LE FANAL (231-08-16) (D.), 20 h. 30 :
le Président ; 22 h. : la Mariée et
le chasseur de papillons.
**LA COUPE DES MIRACLES (349-
35-00)** (D.), 20 h. 30 : Catherine
Sauvage ; 22 h. : Solange Chénier.
LE PETIT CASINO (747-52-75) (D.).
21 h. 15 : Partez du pied gauche ;
22 h. 30 : J.-C. Montella.
**THEATRE DES DEUX HEURES (368-
08-35)** (L.), 20 h. 15 : La démo-
cratie est avancée. Tous les jours
à 22 h. 15 : Tu crois que c'est
mieux ailleurs.
LA VEUVE FICHARD (278-67-03)
(L.), 21 h. 15 : la Revanche de
Louis XI.
LA VIEILLE GRILLE (707-60-93)
(L.), 20 h. 30 : Roger Mason ;
21 h. : Heath Samba ; 22 h. 30 : Gar-
vons que les arbres parlent ?
L'ECHELLE DE JACOB (232-53-53)
(D.), 20 h. 30 : Quand le soleil ne
va pas, tout suit.

Les chansonniers

**CAVEAU DE LA REPUBLIQUE (278-
44-45)**, 21 h. mat. dim. et le 1^{er} à
15 h. 30 : Scènes sans provisions.
DEUX ANES (206-10-36) (mat.), 21 h.
mat. dim. et le 1^{er} à 15 h. 30 : Ma
dame, ne volez-tu rien venir ?
DIX HEURES (206-07-40), 22 h. 15,
dim. et le 1^{er} à 22 h. 15 : Tu crois
que c'est mieux ailleurs ?

Les opérettes

BOUFFES-PARISIENS (075-57-94) (D.).
soir, L.), 20 h. 45, mat. dim. et dim.
à 15 h. : la Belle Héloïse.
**HENRI-VARNA-MOGADOR (235-
28-80)**, mat. ven., et mat. à 20 h. 30 :
sér. à 15 h. et 20 h. 30 : dim. 31 à
14 h. 30 et 20 h. 30 : Réve de val-
se.
**THEATRE DE LA PORTE SAINT-
MARTEIN (207-37-83)** (L.), 20 h. 30,
mat. dim. à 15 h. : Mayflower.

Les cafés-théâtres

AU BEG FIN (742-36-79) (D., L.).
20 h. 30 : Folichère, c'est le 1^{er}.
21 h. 30 : T'es comme moi.
22 h. 30 : Nadine Mons ; 0 h. 15 :
Scènes d'été.

Cinéma

Les films marqués (*) sont in-
terdits aux moins de treize ans,
(**) aux moins de dix-huit ans.

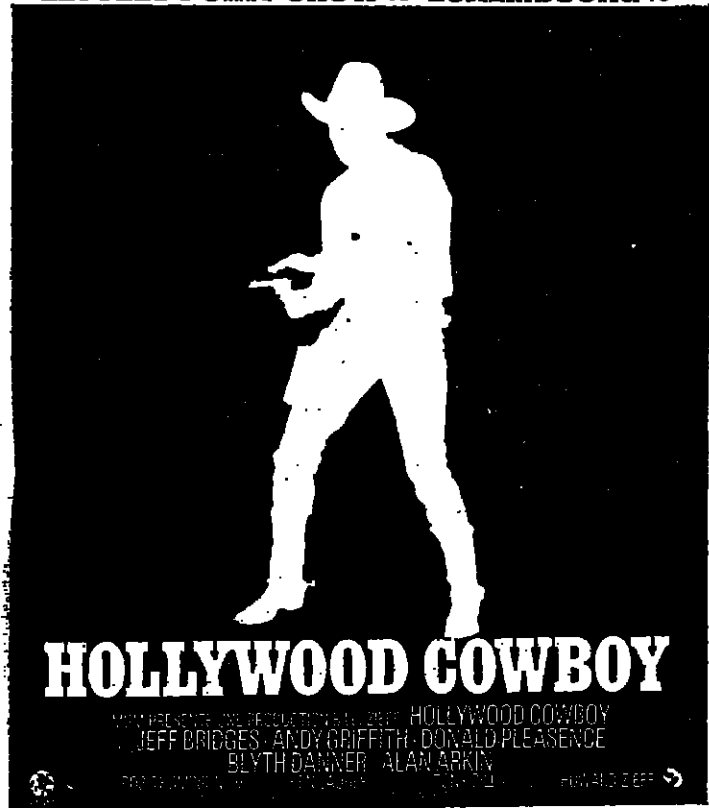
La cinémathèque

MERCREDI 27 OCTOBRE — 15 h.
le Mezzano de la Generale, de Bar-
thelme Krasner ; 18 h. 30, le Film sur
la balance, de R. Fleischner ;
20 h. 30 : Mélodie en sous-sol,
d'H. Verrault ; 22 h. 30, le Profes-
seur de V. Zurlini.
JEUDI 28 — 15 h., le Monde
d'Après, de S. Ray ; 18 h. 30, Un-
berto, de V. de Sica ; 20 h. 30,
Quelle joie de vivre, de R. Cien-
ment ; 22 h. 30, Chacal, de F. Zin-
nemann.
VENREDI 29 — 15 h., la Terre,
d'A. Dovzhenko ; 18 h. 30, le Diable
au corps, de Cl. Autant-Lara ;
20 h. 30, L'Amant du lac, de R.
Bresson ; 22 h. 30, Règlement de
comptes, de F. Lang ; 0 h. 30, le
Ornithologue, de F. Francis.
SAMEDI 30 — 15 h., Rocco et ses
frères, de L. Visconti ; 18 h. 30,
Aloïse, de L. de Kermadec ; 20 h. 30,
Fleisch, de R. Cienment ;
22 h. 30, le Cercle.

Danse

PALAIS DES CONGRES (758-27-70)
(D. soir, L.), 20 h. 45, mat. dim. à
18 h. 30 et dim. à 17 h. : les Bal-
lets Moissier.
**THEATRE DE LA CITE INTERNA-
TIONALE, du 27 au 30 à 21 h. :**
troupe c.le Cercle.

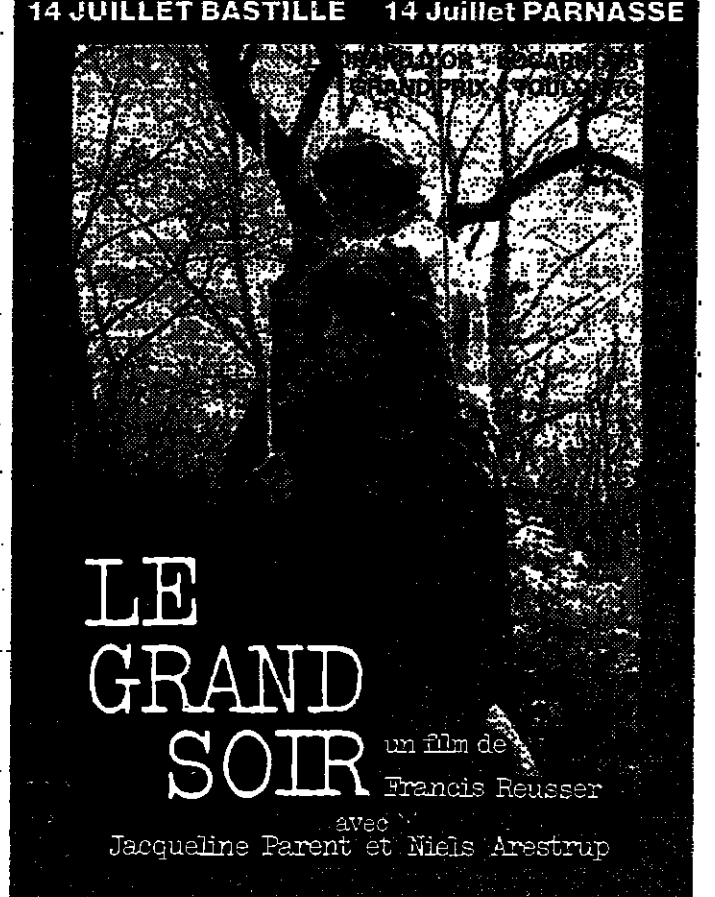
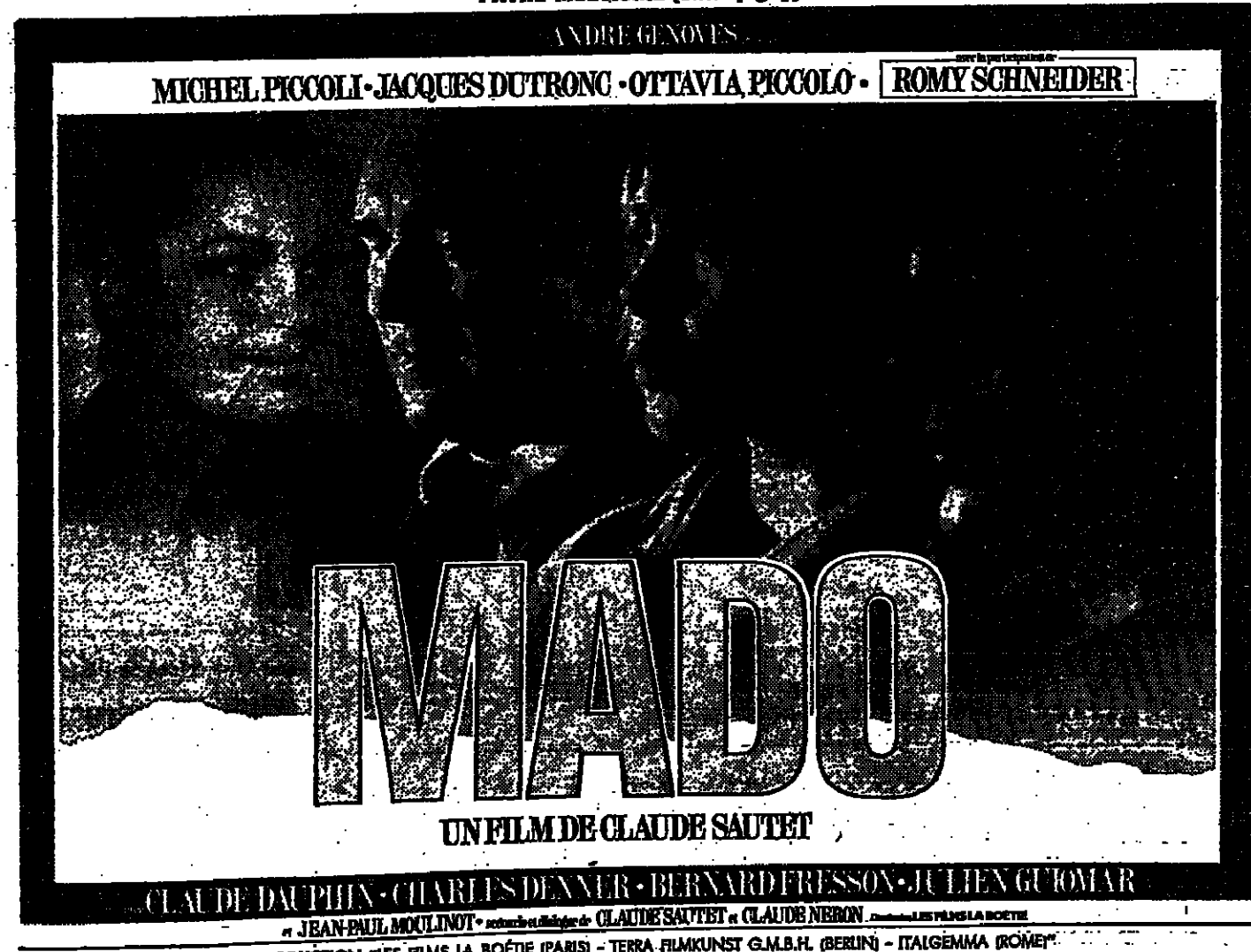
ELYSEES POINT SHOW VO LUXEMBOURG VO



U.G.C. MARBEUF VO - CLUNY ÉCOLES VO - U.G.C. OPÉRA VF



GEORGE V - CONCORDE - LES IMAGES - FRANÇAIS - MONT-PARNASSE PATHE - CONVENTION GAUMONT
FAUVETTE - GAMBETTA GAUMONT - MAYFAIR - SAINT GERMAIN VILLAGE - QUINTETTE
périphérie : BELLE ÉPINE PATHE (Thiais) - PARLY II - TRICYCLES (Asnières) - FRANÇAIS (Engien)
PATHE MULTICINE (Champigny)



LA CLEF 21, rue de la Clef - Tél. 337-90-90
Aléto - Coudier-Daubenton

PRIX
Georges Sadoul 1975
Spécial du Jury
F.I.F.E.F. Genève 75
VOCIC
et
Critique Internationale
Festival de Berlin 1976

une grande tentresse
pour les êtres et les choses...
un sens aigu des réalités...
J de BARONCELLI - Le Monde

lettre paysanne
un film de SAFI FAYE

Cinéma en province

BORDAUX. — L'Alie ou la Culasse : Ariel (44-32-17) ; Gaumont (44-32-17) ; Barry Lyndon : Mari-van (44-32-17) ; la Carrière d'une femme de chambre : Ariel ; Comment Yukong déplaça les montagnes : Concordia (31-77-88) ; le Corps de mon ennemi : Ariel, Tri-son (32-32-88) ; la Dernière Folie de Mel Brooks : Gaumont ; les Deux Travaux d'Asstrix : Gaumont ; Fantasia : Face à face ; Ariel ; Fantasia : Concordia ; Ring-Kong s'est échappé : Ariel ; la Marge : Mari-van ; Un éléphant, ça trompe énormément : Gaumont ; Vingt mille lieues sous les mers : Ariel, Club (32-32-17).

GRENOBLE. — L'Alie ou la Culasse : Gaumont (44-32-17) ; Paris (44-32-17) ; Barry Lyndon : Club (44-32-17) ; la Carrière d'une femme de chambre : Stendhal (44-32-17) ; Comment Yukong déplaça les montagnes : Concordia ; Grand-Place (44-32-17) ; le Corps de mon ennemi : Ariel, Grand-Place (44-32-17) ; Rex (44-32-17) ; Eden (44-32-17) ; la Dernière Folie de Mel Brooks : Gaumont ; les Deux Travaux d'Asstrix : Gaumont ; Ring-Kong s'est échappé : Ariel ; la Marge : Mari-van ; Un éléphant, ça trompe énormément : Gaumont ; Vingt mille lieues sous les mers : Ariel, Grand-Place (44-32-17).

LYON. — L'Alie ou la Culasse : Omnia (44-32-17) ; le Corps de mon ennemi : Stendhal (44-32-17) ; la Dernière Folie de Mel Brooks : Ariel ; Comment Yukong déplaça les montagnes : Concordia ; Grand-Place (44-32-17) ; le Corps de mon ennemi : Ariel, Grand-Place (44-32-17) ; Rex (44-32-17) ; Eden (44-32-17) ; la Dernière Folie de Mel Brooks : Gaumont ; les Deux Travaux d'Asstrix : Gaumont ; Ring-Kong s'est échappé : Ariel ; la Marge : Mari-van ; Un éléphant, ça trompe énormément : Gaumont ; Vingt mille lieues sous les mers : Ariel, Grand-Place (44-32-17).

LYON. — L'Alie ou la Culasse : Omnia (44-32-17) ; le Corps de mon ennemi : Stendhal (44-32-17) ; la Dernière Folie de Mel Brooks : Ariel ; Comment Yukong déplaça les montagnes : Concordia ; Grand-Place (44-32-17) ; le Corps de mon ennemi : Ariel, Grand-Place (44-32-17) ; Rex (44-32-17) ; Eden (44-32-17) ; la Dernière Folie de Mel Brooks : Gaumont ; les Deux Travaux d'Asstrix : Gaumont ; Ring-Kong s'est échappé : Ariel ; la Marge : Mari-van ; Un éléphant, ça trompe énormément : Gaumont ; Vingt mille lieues sous les mers : Ariel, Grand-Place (44-32-17).

LYON. — L'Alie ou la Culasse : Omnia (44-32-17) ; le Corps de mon ennemi : Stendhal (44-32-17) ; la Dernière Folie de Mel Brooks : Ariel ; Comment Yukong déplaça les montagnes : Concordia ; Grand-Place (44-32-17) ; le Corps de mon ennemi : Ariel, Grand-Place (44-32-17) ; Rex (44-32-17) ; Eden (44-32-17) ; la Dernière Folie de Mel Brooks : Gaumont ; les Deux Travaux d'Asstrix : Gaumont ; Ring-Kong s'est échappé : Ariel ; la Marge : Mari-van ; Un éléphant, ça trompe énormément : Gaumont ; Vingt mille lieues sous les mers : Ariel, Grand-Place (44-32-17).

LYON. — L'Alie ou la Culasse : Omnia (44-32-17) ; le Corps de mon ennemi : Stendhal (44-32-17) ; la Dernière Folie de Mel Brooks : Ariel ; Comment Yukong déplaça les montagnes : Concordia ; Grand-Place (44-32-17) ; le Corps de mon ennemi : Ariel, Grand-Place (44-32-17) ; Rex (44-32-17) ; Eden (44-32-17) ; la Dernière Folie de Mel Brooks : Gaumont ; les Deux Travaux d'Asstrix : Gaumont ; Ring-Kong s'est échappé : Ariel ; la Marge : Mari-van ; Un éléphant, ça trompe énormément : Gaumont ; Vingt mille lieues sous les mers : Ariel, Grand-Place (44-32-17).

UGC NORMANDIE - REX - PARAMOUNT OPERA - BRETAGNE - MARC CONVENTION - UGC BOBELLES - UGC ODEON
PARAMOUNT ORLANS - LES 3 MURAT - PARAMOUNT MAILLOT - PARAMOUNT MONTMARTRE - LIBERTÉ - LES 3 SECRETAIN
CYRANO Versailles - C2L Saint-Germain - REX BOULEVARD - VAL 12 2 - PARIS 14
MELLES Montreuil - CARREFOUR Pantin - ARTEL BOULEVARD - ARTEL BOULEVARD - FRANÇAIS ENGLISH - FLAMANDS CARTELLERIE
ARTEL VINCENNES - CARREFOUR ARGENTUIL

JEAN-PAUL BELMONDO

LE CORPS DE MON ENNEMI

UN FILM DE HENRI VERNEUIL

avec MARIE-FRANCE PISIER - CLAUDE BRÓSSET - DANIEL IVERNEL - CHARLES GERARD - MICHEL AUDIARD - FELICIE MARCEAU

Dialogues de MICHEL AUDIARD - Musique de FRANCIS LAI

Scénario de HENRI VERNEUIL - MICHEL AUDIARD - FELICIE MARCEAU (d'après GALLIMARD) - Distribution Bouffé

Après la réussite de "FELICIE MARCEAU" (d'après GALLIMARD) - Distribution Bouffé

ASSE

Huiles sur papier
25 octobre-25 novembre
VILLAND & GALANIS
127 bd Haussmann, PARIS-8^e
Tél. 225-50-01

GALERIE CHARDIN
32, rue de Seine - 75006 PARIS
PIERRE PIVET
333-90-38
Grand prix de Port-Royal 1976
26 octobre - 6 novembre

NOVOTEL CRÉTEIL (Route de Choisy)

Peintures de :
CACERES, DANDOIS, DESNOUX, GENTIL, JEANNARD, MANCINI,
MARTIN PRADES, SEJOURNE, TIMMERMAN.
Sculptures de : G. CLERT
VERNISSAGE LE 28 OCTOBRE A 20 H.

HORIZONS ASPECTUELS
BRENTA SEILER
Expositions du 9 au 30 novembre
LA DÉFENSE - Galerie du Buref

GALERIE DEGUEUX
4, place Vendôme - PARIS - 200-45-52
MEAUX
« Le Ciel »
Peintures récentes
Du 29 octobre au 20 novembre 1976

galerie des orfèvres
georges yoldjoglou
peintures
26 octobre-13 novembre 1976

GALERIE D'ART DE LA PLACE BEAUVAU
94, faubourg Saint-Honoré, Paris
JEAN MINET présente
PIERRE CADIOU
du 26 octobre au 20 novembre

GALERIE NICHIDO
61, faubourg Saint-Honoré, 75008 PARIS - 206-65-66
REY CAMOI
6 octobre - 6 novembre

« SALON du 10 au 15 »
de l'Amicale des Amateurs d'Art avec un hommage à ANDRE BELONI
MAIRIE DU IV^e
28 oct. - 15 nov. - 2, place Baudoyer - Entrée Libre

GALERIE SCAREV
9, rue La Boétie (VIII^e) - Tél. 265-58-20
SAINT-ALBAN
Paysages de France
du 20 octobre au 10 novembre

GALERIE BERNHEM JEUNE
27, avenue Matignon, 83, Fg Saint-Honoré - Tél. 258-60-31
SAVA RAKOCEVIC
Du mardi 26 octobre au mercredi 10 novembre 1976
Tous les jours de 10 h. 30 à 12 h. 30 et de 14 h. 30 à 18 h. 30
(sauf dimanches et fêtes)

GALERIE GUIOT
18 avenue Matignon 75008 Paris - 266.65.84
CACHEUX SAVARY
Sculptures Peintures
Jusqu'au 13 novembre

FONDATION ROTHSCHILD
11, rue Berryer Paris 8^e
29 octobre - 19 décembre
12 h à 19 h sauf le mardi
EXPOSITION **nouvelle-subjectivité**
Arikha, Barthelemy, Bennett, Billgren, Buri, Courme, Dierickx, Mac Donnell, Fussmann, Guinan, Lopez Garcia, Machalek, Olivier Olivier, Quintanilla, Roman, Szafran, Thelmer, Vito

GALERIE ATELIER DE L'ALA
51, r. Saint-Louis-en-l'Île, Paris-4^e
tél. 033-26-16
ISKANDER
Peintures islamiques
Du 20 oct. au 20 nov.

JENNETT LAM
JOAQUIN FERRER
LOUIS PONS
FABIAN SANCHEZ
LE POINT CARDINAL

GALERIE DES EDITIONS
DE L'ERMITAGE
COUDRAIN
gravures récentes
33, r. E.-Barbouse (9^e) - 033-71-44
T.L.J. (et dimanche) de 10 à 19 h.
Jusqu'au 15 novembre

GALERIE HENRIETTE GOMES
6, rue du Cirque, Paris (9^e)
DRIES
AQUARELLES et DESSINS
du 29 oct. au 19 nov.

Du 21 oct. au 13 nov.
TROST
Galerie ART YOMIURI
5, quai Conti (9^e) - 033-03-00

GALERIE
ANDRÉ WEIL
26, Av. Matignon - PARIS
PETIT PAUL
peintures récentes
28 OCTOBRE
13 NOVEMBRE

JEAN FOURNIER
SAM FRANCIS
Jusqu'au 16 novembre

22, RUE DU BAC, PARIS-VII^e

JEANNE BUCHER
53 rue de Seine, Paris 6
AMADO

GALERIE SISLEY
7, bd de Port-Royal (les Gobelins)
Tél. 707-10-01
Josette Lusinchi
dessins
Prolongation jusqu'au 6 novembre
Fermé du 30 oct. au 2 nov. inclus

Réunion des
musées nationaux
Expositions
automne 1976

L'Amérique
vue par l'Europe
Grand Palais
18 septembre 1976 - 3 janvier 1977

Alsace, fouilles
et acquisitions récentes
Musée national
des arts et traditions populaires
9 octobre 1976 - 3 janvier 1977

Dessins français de
l'Art Institute de Chicago
de Watteau à Picasso
Musée du Louvre, porte Juifard
19 octobre 1976 - 17 janvier 1977

La peinture allemande à
l'époque du Romantisme
Orangerie des Tuileries
27 octobre 1976 - 28 février 1977

Grand Palais, Orangerie - T.L.J. sauf mardi
de 10 h à 20 h, mercredi jusqu'à 22 h
ATP - T.L.J. sauf mardi, de 10 à 17 h
Louvre - T.L.J. sauf mardi, de 9 h à 17 h

ÉQUIPEMENT ET RÉGIONS

TRANSPORTS

AU CONSEIL ÉCONOMIQUE

M. Jacques Fléchet suggère la suppression de l'Office national de la navigation

Les perspectives du transport fluvial français font l'objet d'un rapport préparé par M. Jacques Fléchet et discuté ce mardi 26 octobre au Conseil économique.

M. Fléchet explique ainsi le relatif désintérêt de l'opinion française pour les canaux et pour leur place dans l'économie des transports : « La péniche est un élément poétique, presque folklorique, d'une autre époque. Il n'y a pas de quoi en être étonné lorsque l'on constate que sur les 9 500 kilomètres du réseau français, 74 %, soit 7 100 kilomètres, sont interdits aux bateaux dont le gabarit dépasse celui qui fut fixé il y a cent ans, en 1885, c'est-à-dire la péniche de 33,50 mètres de longueur, 5 mètres de largeur, pour un chargement maximum de 300 tonnes ».

« C'est ce réseau centenaire, dit « réseau Freycinet », qui constitue la base de nos voies navigables. Il relie entre eux et au réseau à grand gabarit nos tronçons de voies modernes, où circulent des bateaux de 70 mètres de long, portant 1 500 tonnes et des ensemble poussés de 180 mètres, dont le tonnage atteint 5 000 tonnes ».

La voie navigable est le parent pauvre des transports : 6 % du total des tonnes-kilomètres transportées, contre 50 % aux Pays-Bas, 25 % en Allemagne, 20 % en Belgique. M. Fléchet rappelle aussi que les artisans bateliers sont de plus en plus incités à délaisser les petits canaux mal entretenus pour fréquenter les grands axes, où opèrent les compagnies de transport. Celles-ci travaillent selon la formule des contrats de forts tonnages : d'où des conflits de tarifs, des difficultés, du côté des artisans, pour rentabiliser un matériel souvent vétuste.

Un chapitre des infrastructures, « il est urgent que soit adopté par le gouvernement le schéma directeur des voies navigables préparé dès le VI^e Plan. Ce schéma devrait guider les travaux sur une durée de vingt ans environ : il comprendrait notamment la remise en état du réseau Freycinet, l'achèvement de l'aménagement à grand gabarit des voies de la Seine, le développement des seuls sur les trois grandes liaisons : Rhin-Rhône,

DES NAVIRES PORTE-CONTENEURS ENTRE LE VERDON ET L'ALLEMAGNE DU NORD

(De notre correspondant.)

Bordeaux. — A l'occasion de la cérémonie de jumelage du port de Bordeaux avec celui de Philadelphie, la direction du Port autonome de Bordeaux a rendu officielle l'ouverture d'une ligne régulière par navires porte-conteneurs entre Le Verdon (France) et le Canada. C'est l'armement Italia, représenté à Bordeaux par l'Agence maritime générale, qui assurera cette liaison.

L'arrivée du premier navire au Verdon (un porte-conteneurs intégral) est prévue pour le 3 novembre. Après cette date, les unités de l'armement Italia succéderont à raison d'un navire tous les huit jours.

[On ignore encore si cette nouvelle liaison provoquera des réactions de la conférence nord-atlantique. On pense que des représailles sont possibles. C'est ce qui explique que tous les contacts soient restés secrets jusqu'à présent.]

LA LUFTHANSA ESPERE UN BÉNÉFICE DE 240 MILLIONS

La compagnie ouest-allemande Lufthansa consacrera, d'ici à 1985, 8 milliards de F à l'achat d'appareils nouveaux. Les deux tiers de ce budget seront réservés au renouvellement, à partir de 1980, de quatre-vingt-cinq à cent avions courts et moyen-courriers, vient de déclarer M. Reinhardt Abraham, membre du directoire de la compagnie.

A cet égard, la Lufthansa s'entend avec la firme américaine McDonnell Douglas, l'aérospatiale et la société Dassault-Breguet. Les responsables de la compagnie ouest-allemande posent cependant plusieurs conditions à l'achat de cet appareil : notamment qu'il puisse donner naissance, comme chez Boeing, à une « famille » d'avions, et qu'Air France se sente concernée par son acquisition. Il est nécessaire que, désormais, l'Europe aéronautique parle la même langue », a indiqué M. Abraham.

Dressant le bilan d'exploitation de la Lufthansa pour 1976, M. Abraham a annoncé que celle-ci réaliserait, cette année, le meilleur exercice depuis sa création : « Les perspectives permettent d'espérer un bénéfice de 240 millions de F », a-t-il précisé.

Seine-Nord, Seine-Est, et le raccordement de cet ensemble au réseau européen ».

Un tel programme représente un investissement de 18 milliards de francs 1975. C'est un effort significatif mais raisonnable, estime M. Fléchet, si l'on tient compte de la durée de vie de tels investissements (deux cents à trois cents ans), des sommes accordées par l'Etat aux autres moyens de transport, ainsi que des différentes sources de financement possible : crédits budgétaires, emprunt d'Etat, emprunts régionaux et internationaux, fonds de concours des collectivités locales, financement privé, ajoutant aux péages déjà perçus dans le cadre de la loi dite « loi Morice ».

Enfin, selon M. Fléchet, il est « indispensable d'alléger et d'assouplir la tutelle administrative : les missions de l'Office national de la navigation en tant qu'établissement public industriel et commercial n'ayant aucune commune mesure avec ce qu'elles étaient il y a une trentaine d'années et ses missions administratives pouvant, comme pour d'autres modes de transport, être remplies par les ministères concernés, cet établissement, qui fait écran entre les pouvoirs publics et la profession, « pourrait être supprimé ».

Suggestion qui, à coup sûr, fera du bruit.

CINQUANTE-HUIT RIVERAINS DE L'AÉROPORT DE ROISSY ASSIGNENT AIR FRANCE EN JUSTICE

Cinquante-huit riverains de l'aéroport de Roissy-Charles-de-Gaulle (Val-d'Oise) viennent d'assigner la compagnie Air France en justice pour demander réparation des nuisances provoquées par les avions de cette compagnie.

Résidant tous à Goussainville (Val-d'Oise), à 400 mètres de la piste numéro 1 de l'aérodrome, les plaignants contestent les courbes de bruit, et donc les ordres de nuisance A, B et C émis par l'aéroport de Paris. Etant classés en zone B pour la plupart, ils n'ont pu jusqu'ici bénéficier d'aucune mesure. Chacun des plaignants réclame 5 000 francs de dommages et intérêts et la nomination par la chambre civile de trois experts. Le premier étudierait la nuisance réelle causée par le bruit et les retombées de kérosène des avions, le second diagnostiquerait chez les riverains les troubles physiques et psychosomatiques directement liés au passage des avions ; le dernier étudierait la dégradation des nuisances entraînées par l'implantation de l'aéroport de Roissy-Charles-de-Gaulle. D'autre part, les riverains de gauche du département viennent de demander « une nouvelle fois (...) l'interdiction des vols de nuit, l'arrêt de l'extension de Roissy, la mise en place d'un nouveau système d'indemnisation plus juste et plus complet et une véritable concertation avec les élus, la population et les associations ».

Faits et projets

Transports

● CREDITS D'ÉTUDES POUR SEINE-EST-NORD. — Le bureau du comité de liaison pour les voies navigables à grand gabarit Seine-Est-Nord a été reçu mardi 26 octobre par M. Jean-Pierre Fourcade, ministre de l'équipement. Il s'agissait de la programmation des liaisons Compiègne-Valenciennes et Compiègne-Beaune. Le ministre s'est engagé à ouvrir au budget de 1977 un crédit permettant d'achever les études techniques de cette liaison et notamment celles du franchissement du seuil.

● CALAIS : UN AVION POUR LONDRES. — La société British Air Ferries inaugurera, le mercredi 1^{er} décembre, une liaison aérienne entre Calais et l'aéroport londonien de Southend : à raison de deux vols quotidiens. Ces services, qui seront assurés, du lundi au vendredi, par des appareils Hawkeye Page Herald, mettront Calais à une heure vingt-cinq minutes du cœur de Londres.

● AIRBUS SOUS LES COULEURS D'AIR FRANCE. — La compagnie intérieure Air Inter mettra en service deux Airbus A 300 de deux à six quatorze-vingts places à compter du lundi 29 novembre, sur les lignes Paris-Marseille et Paris-Lyon et au début de l'année 1977 sur la ligne Paris-Nice.

● AIR ALPES ABANDONNÉ. — La compagnie régionale Air Alpes, qui connaît l'heure actuelle de graves dif-

CIRCULATION

8 millions de francs perdus dans les encombrements

Les automobilistes de la Toussaint devront étaler leur retour

Les fêtes de la Toussaint correspondent à un week-end. D'importants encombrements sont donc attendus dans les gares (six cent quatre-vingt-dix-sept trains, dont cent vingt-huit supplémentaires, mis en circulation le vendredi et le samedi au départ de Paris), et surtout sur les routes. Les responsables de la circulation routière estiment qu'à la fin de cette semaine deux millions trois cent mille Français, deux cent cinquante mille Lyonnais, autant de Marseillais, vont quitter leur ville en voiture.

Le 1^{er} novembre sera le jour le plus chargé, avec des difficultés sur les routes du retour dépassant celles que l'on a connues le 1^{er} août. Une prévision : les automobilistes de la Toussaint perdront au total huit cent soixante mille heures dans les encombrements et brûleront, de ce fait, pour 8 millions de francs d'essence supplémentaire. D'où le conseil de la direction des routes de prévoir des retours avant la période de pointe, qui débutera le lundi après-midi à partir de 15 heures, ou après, c'est-à-dire le mardi matin.

M. Christian Gerondeau, député général à la sécurité routière, a pour sa part, lancé le 26 octobre une campagne nationale « La nuit vous trompe », destinée à lutter contre les accidents qui augmentent régulièrement de nuit sur les routes et dans les agglomérations. Il a rappelé que la nuit le risque d'accident mortel est deux fois plus élevé que le jour : quarante-sept tués pour mille accidents le jour, quatre-vingt-trois tués pour mille accidents de nuit. « Allumez vos feux de croisement (codés) dès 17 heures », a conseillé M. Gerondeau.

Le projet P.A.A.C.

UNE « ALERTE » RADIO SUR LE TABLEAU DE BORD

Étudié par le Centre national d'études des télécommunications, le système P.A.A.C. (Protection des automobilistes, aide à la circulation) permettrait à la gendarmerie de donner aux automobilistes circulant sur les routes des informations locales sur les difficultés qui les attendent, et de les conseiller. En sens inverse, la gendarmerie serait plus rapidement prévenue des accidents.

A bord des véhicules, le système comporte deux éléments : un petit récepteur, réglé une fois pour toute sur une fréquence définie, et associé à un haut-parleur, qui peut être celui d'une auto-radio ; un détecteur de choc, sensible uniquement aux chocs importants, et qui émet alors un signal radiotélégraphique de détresse.

Les installations fixes sur la chaussée sont de deux sortes. Les bornes d'appelurgence déjà installées sur les autoroutes relèvent les signaux de détresse vers le poste de commandement de gendarmerie le plus proche. D'autre part, des lignes enterrées le long de l'autoroute — chaque ligne aurait 2 kilomètres de long et l'on en trouverait une tous les 30 kilomètres environ — diffuseraient des messages, et, nécessaire, aux automobilistes qui les longent. Enfin, la gendarmerie pourrait utiliser des émetteurs mobiles, sur motos ou sur hélicoptères.

L'économie générale du projet est donc de permettre à la gendarmerie de diffuser le plus rapidement possible aux automobilistes conseils et consignes. Le système est technique, simple, et le C.N.E.T. vient d'organiser une démonstration convaincante. Reste à le mettre en place.

Les promoteurs du projet estiment que celui-ci est nettement moins onéreux que d'autres systèmes analogues, qui ont déjà été proposés. L'équipement d'une automobile reviendrait à 150 F ou 200 F. Les

AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

A LA CONFÉRENCE DE BARI

Vingt-deux ministres européens demandent de renforcer le contrôle des plus-values urbaines

De notre correspondant

Rome. — Comment maîtriser l'urbanisation ? Cette question se pose, avec des variantes, dans tous les pays européens. Persuadé qu'une réponse commune est possible, le Conseil de l'Europe lui a consacré une conférence, du 21 au 23 octobre, à Bari, dans le Sud de l'Italie. Vingt-deux ministres, chargés de l'aménagement du territoire dans leurs pays respectifs — parmi lesquels M. Jean Lecanuet pour la France — y participaient. Aux dix-neuf membres du Conseil (1) s'étaient joints comme observateurs, la Yougoslavie, la Finlande et l'Espagne. Parmi les conclusions de la conférence, on notera la suggestion de faire de l'année 1980 l'année du renouveau urbain et de l'insistance sur l'harmonisation des terminologies. Des statistiques, de la cartographie et des méthodes d'appréciation des besoins. « Un accent particulier », souligne le communiqué final, « a été mis sur la nécessité du contrôle, par les pouvoirs publics, des zones à bâtir, de manière à faire profiter la collectivité de la plus-value ».

Les ministres ont, d'autre part, exprimé « la conviction que les problèmes des grandes aires métropolitaines doivent être examinés non seulement dans un cadre directement urbanistique, mais dans le cadre même de la programmation économique générale ».

Quatre rapports avaient introduit les débats : « Les tendances du développement urbain en

Europe » (France) ; « Développement urbain et renouvellement urbain » (Italie) ; « Contrôle et croissance urbaine » (Grande-Bretagne) ; « Les régions de montagne et l'urbanisation » (Autriche et Suisse).

« Au cours des dernières années », a remarqué la délégation française, le taux de natalité a diminué partout en Europe, et on approche d'une « croissance démographique zéro » ou du moins très faible. Il ne faut, toutefois, pas en déduire qu'il en résultera à court ou à moyen terme un ralentissement de l'urbanisation, ou y voir un remède-miracle aux déséquilibres. La croissance démographique est en 0,1 % utilisable de l'espace que la croissance économique, le développement technologique, les moyens de transport, les équipements socio-culturels, etc. En outre, la croissance démographique ne pose des problèmes lorsqu'elle affecte des zones rurales en voie de développement. D'autres idées développées ont été réduites au seul territoire des villes, et il dépasse infiniment le périmètre bâti auquel le mouvement des hommes et des marchandises donne un caractère urbain. Cette zone, située très loin des villes, est souvent soumise à une consommation parasite d'espace. C'est cette dernière que les urbanistes devraient essayer de juguler.

La délégation italienne a défini ainsi les objectifs que devrait se donner une politique de rénovation urbaine : la restauration des centres historiques (et non seulement de quelques édifices ayant une valeur artistique ou un intérêt culturel particulier), en visant à maintenir sur place les habitants initiaux et à moderniser les équipements communautaires ; la mise en valeur des villes de dimension moyenne ; la réalisation d'économies importantes dans l'exploitation de l'espace et des ressources naturelles ; à travers le contrôle, l'enrayer et l'orientation des phénomènes d'expansion urbaine, y compris la prolifération des résidences secondaires.

La conférence a repris à son compte un souhait de la délégation britannique, en demandant que les plans d'urbanisme soient suffisamment simples pour être suivis — et discutés, voire refusés — par les citoyens.

ROBERT SOLÉ.

(1) Allemagne fédérale, Autriche, Belgique, Chypre, Danemark, France, Grande-Bretagne, Grèce, Islande, Irlande, Italie, Luxembourg, Malte, Norvège, Pays-Bas, Suède, Suisse, Turquie. Le Portugal doit entrer au Conseil de l'Europe en 1977.

QUALITÉ DE LA VIE

La société Iamesa pollueit Seveso depuis vingt ans

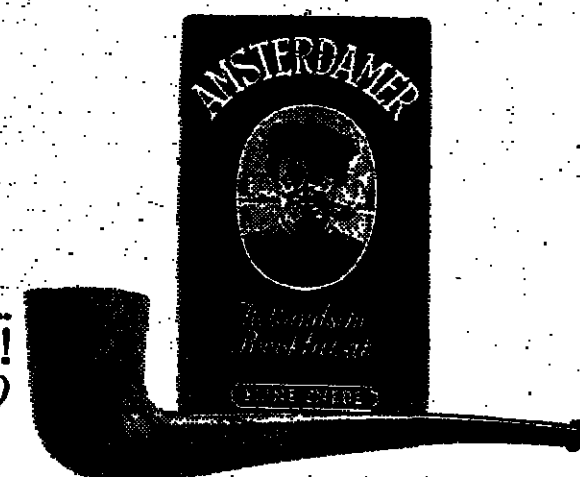
Selon les éléments d'un dossier constitué par les autorités milanaise, et que vient de révéler le correspondant de l'Agence France-Presse à Milan, la société Iamesa, responsable de la pollution par la diosine de la petite ville de Seveso en Italie, aurait depuis une vingtaine d'années sérieusement perturbé l'équilibre écologique de cette région.

Dès 1957, en effet, une enquête faisait ressortir que les rejets de l'usine « amposonant » les eaux d'un torrent situé à proximité de Seveso. En 1958, les responsables de l'entreprise annonçaient qu'ils avaient mis au point un système d'épuration, mais un contrôle effectué l'année suivante montrait que les eaux étaient toujours toxiques. En 1962, après deux mises en demeure des autorités provinciales, l'Iamesa annonçait la mise en service d'une nouvelle installation. En 1968, la qualité de l'eau était toujours « inacceptable », mais ce

n'est qu'en 1969 que fut évoquée pour la première fois la possibilité de fermer l'usine.

Deux nouveaux systèmes de réduction des déchets furent mis au point mais la diminution de la toxicité des eaux ne parut pas suffisante aux autorités milanaise, qui entreprirent un procès contre l'Iamesa, sans suite. Au début de 1975, à la suite d'analyses des eaux, un nouveau dossier était transmis au procureur de la République, mais il a fallu attendre l'accident du 10 juillet pour que l'usine soit fermée.

Si on pouvait enfermer l'arôme d'Amsterdamer dans un flacon... on aurait créé le plus formidable parfum d'homme.



En attendant... fumez Amsterdamer! (c'est si bon!)

Régie Française des Tabacs sous licence Rinsor et Ormond

Handwritten text: 150

1500000

LE MONDE IMMOBILIER PARIS.

12
N° Anc.

2500
REVISABLE
Prix moyen du m²

2000
FD
Prix moyen du m²
terme et définitif

90%
15
montant des prêts
concessés et durée

CF
prêt du Crédit
Foncier

1973
année de livraison
et trimestre

24
Nombre
d'app.

6
Parkings
en surface

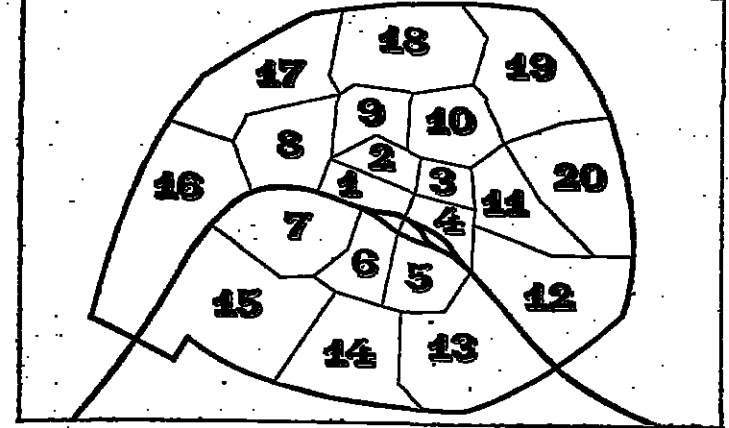
6
Garages
en sous-sol
ou box

M
Métro

Autobus

RER
R.E.R.
Stadion

A
Autoroute
périphérique



7
PEUX MOINS
80%
20
1978
66E
DÉP. 38

M
ÉCOLE
MILITAIRE

LES AMBASSADES ST-DOMINIQUE - 96-98, rue
St-Dominique - Réalisation à la fois luxueuse et discrète avec
prestations de grande classe (dans les séjours,
parquet chêne massif au point de Hongrie). St.
ou 6 p., duplex et app. terrasses. Bur. vente
sur place à partir du 19 oct. ou sur rendez-
vous : 766-51-03.
Réalisation : SOFAP

7
8.300
FD
80%
SPECIAL
HABITABLE
IMMÉDIATEMENT
DISPON. 15

M
VANEAUX
DUBOIS

LE BRODEVAL - 76, rue Vaneau - Une élégante réali-
sation autour d'un jardin : 2 petits immeubles en pierre
de taille. Studios, 2 et 4 pièces. Sur place, jeudi à lundi de
11 h. à 13 h. et de 14 h. 30 à 19 h.
ou Mme Deville 266-34-56
21-23, rue d'Astorg, Paris-8°

LA HENIN
crédits immobiliers
16, rue de la Ville l'Évêque
75008 Paris - tél. : 280-35-15

COGEFIMO

7
8.000
FD
80%
PERSONNALISÉ
1977
49E
Dép. 38

M
IMMOBILIER
LA TOUR
MAUBOURG

131, RUE DE L'UNIVERSITÉ - Belle demeure pari-
sienne. Tr. ht niv. de prestat. Ds la centre noble de la ville.
De la chambre au 5 p. et 2 splendides duplex plein ciel,
gdes terrasses sur toit, vastes balcons. Bur. vte sur pl., lundi
et jeudi de 14 h. à 18 h. et samedi de 11 h. à 13 h.
et de 14 h. à 18 h. Tél. 280-34-40.
COMEGI
74, rue Saint-Lazare - 75009 PARIS.

12
5.900
FD
80%
20
LIVRAISON
IMMÉDIATE
42E

M
GARE DE LYON

BECCARIA 7 - 7, rue Beccaria, 109, rue de Charenton
2 Immeubles de Classe proposant des apparts (Studios à
6 Pces) tant pour l'habitation que pour l'investissement
garantie locative assurée pendant 3 ans. App. témoin ts les
jours de 14 h. à 19 h. (sauf mercredi).
SERCO 14, rue Magellan - PARIS (8°) **723-72-00**

12
5.800
FD
80%
20
1977
53E

M

RÉSIDENCE PIERRE BOURDAN - 1-3, rue Pierre-
Bourdan - A quelques mètres de la Nation, mais remarqué
isol. du bruit des gr. artères, une résid. de classe aux prestat.
raffin. S. pl. ts l. jrs sf mar. et mer., 13 à 19 h., 346-51-74.
LA MAISON DU G. SCIC,
15, boulevard de Vaugirard,
Paris (15°), tél. 567-55-66.

13
5.600
FD
80%
20
1977
140E

M
PL. ITALIE
3 DUBOIS

GALAXIE - 20, pl. d'Italie, « AGATE » - Un tout
nouvel immeuble au calme, sur une dalle jardin, avec gdes
balcons loggia. Studio à 5 pces et chambres. Centre com-
mercial avec grands magasins, Jeux d'enfants. Sur pl., tous
les jours, de 10 h. à 12 h. 30 et de 14 h. à 19 h. sauf
les jours de 14 h. à 19 h. matin 580-32-92 ou
SPEI 14, av. Roosevelt-8° - 256-55-11.
Réalisation : S.E.I.L.

13
4.950
FD
80%
20
1978
143E

M
à 200 m
Autoroute du Sud

« CAP SUD » - Place de Rungis - A proximité du Parc
Montsouris, une gamme d'appart. bien conçus, du studio au
6 pièces. Sur place lundi, jeudi, vendredi de 14 h. à 20 h.,
sam., dim., de 10 à 12 h. et de 14 à 20 h. Tél. 589-71-21.
LA MAISON DU G. SCIC,
15, boulevard de Vaugirard,
Paris (15°), tél. 567-55-66.

13
4.900
FD
80%
20
LIVRAISON
IMMÉDIATE
1977
380E

M
TOLBIAC

OLYMPIADES - 70, avenue d'Ivry - Deux immeubles :
CORTINA, chamb., stud., 2 p. - HELSINKI, stud. à 5 p.
Environnem. exception. : Centre Commercial « Stadium » avec
piscine et piscine. Sur pl. ts les jrs de 10 h. à 12 h. 30
et de 14 h. à 19 h., sf vend. mat. et
merc. T. 584-81-20 ou S.P.E.L., 14, av.
Roosevelt-8° - F.-D.-Roosevelt, Paris-8°, T. 256-55-11.

15
5.900
FD
80%
20
LIVRAISON
IMMÉDIATE
1978
80E

M
CONVENTION
PLAISANCE

VOUILLÉ-PLAISANCE - 3° tranche, 56, rue Labrousse
quelques apparts de 5 pièces, 107 m² + Balcon, double
exposition s/rue et sur jardin intérieur. Appart. témoin ts
les jours de 14 h. à 19 h. (sauf mardi et mercredi)
SERCO 14, rue Magellan - PARIS (8°) **723-72-00**

15
6.200
FD
80%
PERSONNALISÉ
1978
209E

M
SÈVRES-
LECOURBE

RÉSIDENCE BUFFON - 18-24, rue Lecourbe. — Du
studio au 6 pièces. Très haut niveau de prestations. Grands
espaces verts. Balcons et terrasses. Bureau de vente sur
place : mardi et vendredi de 14 h. à 18 h., samedi de 11 h.
à 13 h. et de 14 h. à 18 h. Renseignements et vente :
74, rue Saint-Lazare - 75009 PARIS,
Tél. 280-34-40.

16
8.500
FD
80%
20
1977
69E

M
MUETTE
PASSY

57, RUE DE PASSY - Emplacement privilégié entre
La Muette et le Trocadéro, imm. de 8 étages, du mini stud.
ou 5 p., terrasses en étage sup. Visi. s. pl. et apt
modèle ts les jours 10 h. 30 à 12 h. 30 et 14 h. à 19 h.
19 h. S.E.I.L.A., 125, r. du Cherche-Midi, 75015
PARIS, Tél. 783-24-28 - 306-36-57, poste 18.

16
8.200
FD
80%
PERSONNALISÉ
1976
42E

M
ERLISE
AUTREUIL
JASMIN

LES JARDINS DE POLYMANIE - 37-39, av. Thé-
ophile-Gautier - Imm. de tr. grand stand, autour d'un jardin
de 3.000 m². Du stud. 34 m², au 6 p. 180 m². S. pl. t.l.j.
sf dim. lun. et le vend. mat. 10 h. à 12 h. 30, 14 h. à
19 h., tél. 224-66-26 ou S.P.E.L.,
14, av. F.-Roosevelt, Paris-8°, 256-55-11
Réalisation : MAZET & VALLETTE

17
7.700
FD
80%
PERSONNALISÉ
1976
37E

M
PERRETE
WAGRAM

141, AVENUE DE WAGRAM - Résidence de
classe. Du studio au 5 pièces, un duplex exceptionnel,
terrasse. Bur. vente sur place, lundi, mercredi, de 14 h. à
18 h., samedi de 11 h. à 13 h. et de 14 h. à 18 h.
COMEGI 74, rue Saint-Lazare - 75009 PARIS,
Tél. 280-34-40.

19
4.400
FD
80%
20
LIVRAISON
IMMÉDIATE
150E

M
LOUVERNE

LOIRE-DEHAYNIN - 20, rue E.-Dehaynin - Situé à
deux pas des Buttes-Chaumont, 2 immeubles élanés aux
vastes loggias en bordure du quai de la Loire. 4 et 5 pièces.
Appartement témoin tous les jours de 14 heures à 19 heures.
(sauf mardi et mercredi).
SERCO 14, rue Magellan - PARIS (8°) **723-72-00**

« Le Monde Immobilier »
est une rubrique de publicité ouverte à tous
les constructeurs-promoteurs.
Elle est destinée à faciliter le démarchage de
nos lecteurs dans la recherche et le choix
d'un programme immobilier.

**... et un prêt CDE
financera votre achat :**

cde
Comptoir des Entrepreneurs
6 rue Volney Paris 2° - Tél. : 260.35.36.
Tous les financements immobiliers depuis 1848.

OFFRES D'EMPLOI	La ligne	La ligne 12
"Placeurs encadrés" 2 col. et + (la ligne colonne)	40,00	48,70
DEMANDES D'EMPLOI	9,00	10,33
CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC.	70,00	81,73

ANNONCES CLASSEES

L'IMMOBILIER	La ligne	La ligne 12
"Placeurs encadrés"	28,00	32,69
Double insertion	38,00	44,57
"Placeurs encadrés"	40,00	48,70
L'AGENDA DU MONDE	28,00	32,69

REPRODUCTION INTERDITE



emploi régional

Important Groupe Industriel Français
spécialisé en mécanique
et mécanique de précision
recherche pour une de ses filiales

**UN INGÉNIEUR
MÉCANICIEN
si possible HYDRAULICIEN**

pour diriger un bureau d'études et une plate-
forme d'essais et participer à la mise au point
de prototypes.

Formation A.M. ou similaire.
Résidence grande ville universitaire
Centre de la France.

Ad. C.V. et prêt. au le numéro 82.736, Contasse F.
20, av. Opéra - 75040 PARIS, Cédex 01, qui transmet.

SUR LITTORAL LANGUEDOCIEN
Important Groupe de Sociétés
du Secteur Bâtiment

recherche

**RESPONSABLE
DU SERVICE MARKETING**

Dépendant directement de la Direction Générale,
il agit en tant que consultant pour les diffé-
rentes Sociétés du Groupe.

Il sera chargé :

- de l'analyse des marchés ;
- de la recherche et du lancement des produits
nouveaux ;
- de la préparation et de la présentation des
plans de marketing.

Profil : Diplôme de l'Enseignement Supérieur
(B.A.S.E.C. SUPÉRIEUR), SCIENCES PO, ou
équivalent) complété par une expérience
marketing de deux ou trois ans de préfé-
rence en Agence de Publicité ou dans le
Bâtiment.

Les candidatures seront examinées avec la plus
grande discrétion. Envoyer curriculum vitae, photo
et prétentions à : M. J. L. « Le Monde » Publicité,
5, rue des Italiens, 75227 PARIS (9°).

S.A. Burroughs
Proximité ROUEN

recherche

**3 DIPLOMÉS
D'ÉTUDES SUPÉRIEURES
EN GESTION (DEBUTANTS)**

pour son département
INFORMATIQUE ET ORGANISATION

- connaissance d'un langage de
programmation structurée ;
- anglais nécessaire.

Envoyer C.V. avec photo et prétentions de
salaires à l'attention du Chef du Personnel
B.P. 5 - 76360 BARENTIN.

**IMPORTANTE USINE
SPECIALISÉE PRODUITS BÂTIMENT**

recherche

**2 VENDEURS
TECHNIQUE-COMMERCEUX EXP.**

Age : 30 ans environ.

L'un résidera Rég. Lyon, l'autre Rég. Toulouse.
Anglais nécessaire, possédant voiture. Prévoir
déplacements 5 jours par semaine. Frais déplacem.
payés. Appointements élevés suivant capacités.
12° mois.

Envoyer C.V. à Agence HAVAS, 50023 LILLE Cedex,
sous référence AT / 4410/10.

GROUPE NANTES

recherche

CADRE DE GESTION

administrative et financière pour responsabilités :

- administratives ;
- juridiques ;
- financières ;
- contrôle de gestion.

Expérience nécessaire.

Envoyer avec références n° 6413, E.A.P.
Hall Feuille Annonces 7 X, 44040 NANTES Cedex.

**NOTRE ENTREPRISE EMPLOIE 100 PERSONNES
ET REALISE UN CHIFFRE D'AFFAIRES
DE 100 MILLIONS**

Nous recherchons

pour notre service ADMINISTRATION DES
VENTES situé à DIEPPE

UN JEUNE DIPLOMÉ E.S.C.
(OU EQUIVALENT)

ayant environ deux ans d'expérience et connaissant
bien les techniques de l'exportation.

Adjoint direct au chef de service, il aura notam-
ment la responsabilité des dossiers export. Anglais
indispensable. Allemand souhaité.

Envoyer C.V. manuscrit et photo au C.N.P.E.G.,
105, av. Victor-Hugo, Paris (16°), sous réf. 9.827 A.V.

P.M.I. installée en Bretagne

recherche

DIRECTEUR COMMERCIAL

Format. Sup. de co ou équival.

- ligne d'action et d'animation ;
- disponible rapidement ;
- chargé d'appliquer la politi-
que commerciale et de qualité
de commandement.

Env. C.V. manuscrit et photo
à : M. J. L. « Le Monde » Publicité,
5, rue des Italiens, PARIS-9°.

offres d'emploi

CORT Consultants

recherche

INGÉNIEURS D'ENTRETIEN
pour compléter son équipe de
spécialistes en gestion de la maintenance

Formation Grande Ecole
Type E.C.P., A.M.,...

30 ans minimum - Expérience nécessaire en entretien,
production ou engineering.

Formation complémentaire assurée méthode CORT.

Activité de conseil impliquant déplacements en France et à l'étranger. Anglais
souhaité.

Ambiance de travail agréable dans un groupe volontairement restreint et actif.
Forte participation aux résultats globaux d'exploitation de la Société.

Ecrire avec C.V.
photo et présent.
sous réf. 2242 B à

CORT

65 Av. Kléber
75116 Paris
Discrétion absolue

IMPORTANT GROUPE MINIER

recherche

pour une exploitation d'Uranium située en
Afrique francophone

1 ADJOINT AU DIRECTEUR

A ce titre, il dirigera et coordonnera les services
de l'exploitation.

Le candidat devra être un ingénieur diplômé d'une
grande école des Mines ou de l'Ecole Centrale.
Il devra avoir occupé un poste important dans une
mine pendant plusieurs années.

Vis en famille - Scolarité assurée sur place jus-
qu'en classe de 2° incluse - Avantages sociaux.

Adresser C.V. détaillé sous le numéro 83.501 B,
B.E.U. PUBLICITE, 17, rue du Dr-Lébel - 94300
VINCENT, qui transmettra.

offres d'emploi

STE DE TELECOMMUNICAT.

recherche

DESSINATEURS

Connaissant travaux P.T.T. re-
cherche. Anglais indispensable
pour travaux à l'étranger.

Formation assurée.

Ad. lettre manusc. C.V. photo
à : Sweets B.P. 269, 75044 Paris,
Cédex 09 ss réf. 367 M, qui tr.

EDITEUR RECHERCHE

SPECIALISÉ PÊCHE-POISSON
COMMAIS, PARIS-ITALIEN

Ecr. n° 7 484.882 M, Régie-Presses
85 bis, rue Réaumur, Paris 2°

ENGINEERING
pour l'étranger

2 INGÉNIEURS dont
— 1 en soudure
— 1 en mécanique, connais-
sant matériel pétrochimique

ANGLAIS indispensable
TAL. se présenter ou écrire avec
C.V. à : INSET, 59, bd Magenta,
Paris 10° - 75010-30

Hôpital privé PARIS recherche
infirmière D.E. pouvant assurer
secrétariat. Horaires adaptables,
salaire partiel possible. Poste
à responsabilité et pouvoir
réglement.

Téléphone : 03-23-40, poste 401.

alta

FILIALE SONATRACH

recherche

**MONITEURS
SOUDAGE**

SEMI-AUTOMATIQUE MAG

CONDITIONS EXIGÉES :

- Longue expérience du sou-
dage S.A. MAG ;
- Bonne connaissance des
machines et accessoires ;
- Notions approfondies en
métallurgie et gaz ;
- Bonnes aptitudes pédago-
giques ;
- Libres rapidement.

ÉCRIRE :

114, rue de Tripoli
HUSSEIN-DEY, ALGER

un nouveau
service concernant l'emploi

Le Monde
INFORMATION-PROFESSIONS

Dresse chaque semaine le tableau récapitulatif des
offres d'emplois encadrées, parues dans "Le Monde"
concernant chacune des principales fonctions ou pro-
fessions.

C'est le moyen, pour ceux qui ont une responsabi-
lité dans l'entreprise, comme pour ceux qui exercent
ces fonctions, de suivre les fluctuations du marché de
l'emploi.

bon de commande à découper
Le Monde INFORMATION-PROFESSIONS

Je désire m'abonner à la synthèse hebdomadaire de la ou les fonctions suivantes :

1) Mettre une croix dans les cases correspondant aux fonctions retenues :

<input type="checkbox"/> Direction générale, fonctions multipostes.	<input type="checkbox"/> Direction financière et administrative, Comptabilité.
<input type="checkbox"/> Marketing relations publiques publicités.	<input type="checkbox"/> Personnel formation relations humaines et sociales.
<input type="checkbox"/> Informatique.	<input type="checkbox"/> Direction commerciale vente.
<input type="checkbox"/> Production entretien.	<input type="checkbox"/> Ingénieurs commerciaux et technico-commerciaux.
<input type="checkbox"/> Ingénieurs.	
<input type="checkbox"/> Etudes organisation et recherche.	

2) Entourer, dans le tableau ci-dessous, le nombre de semaines retenu :

TARIF DES ABONNEMENTS (en France)

Nombre de fonctions demandées	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
6 semaines	20	38	52	74	90	105	119	132	144	155	165
12 semaines	40	76	104	148	180	210	238	264	288	310	330
24 semaines	70	136	188	256	315	368	415	462	504	542	572
36 semaines	120	234	324	444	540	630	714	792	864	930	990

Le tarif de l'abonnement est la correspondance entre le nombre de fonctions et le
nombre de semaines demandé.

INFORMATION-PROFESSIONS est adressé sous pli fermé soit au domicile soit au
Siège de la Société de l'abonnement.

(Le premier envoi sera assuré dès la semaine suivant celle de la réception du bon
de commande.)

Pour tous renseignements complémentaires, téléphoner au 874.72.05, ou écrire :
"LE MONDE" INFORMATION-PROFESSIONS - 5, rue des Italiens, 75009 PARIS

NOM : _____ ou SOCIÉTÉ : _____

ADRESSE : _____ TEL : _____

Joindre le règlement par ch. bancaire à l'ordre du Monde ou ch. postal (CCP 4207-28 Paris)

ÉTRANGER : Envoi aérien : + 1 franc par fonction et par semaine

Banque Populaire

LE GROUPE DES BANQUES POPULAIRES
offre à JEUNES DIPLOMÉS (EES)

CENTRALE - H.E.C. - E.S.S.E.C.
ou équivalent

dépôt des obligations militaires

postes :

INSPECTEURS DE BANQUE

- Ils auront pour mission d'examiner et d'appré-
cier les divers aspects de la gestion bancaire :
développement, sécurité, rentabilité, perspectives,
synthèse.
- Ils devront être dotés d'une forte personnalité,
caractérisée par : aptitude à la négociation,
sens de la rigueur, faculté de synthèse, bonne
présentation.
- Au cours des premières années de carrière, ils
effectueront en province des déplacements d'en-
viron 3 mois chacun (2 ou 3 par an), alternant
avec des séjours plus brefs à Paris.
- Ils devront être dotés d'une forte personnalité,
caractérisée par : aptitude à la négociation,
sens de la rigueur, faculté de synthèse, bonne
présentation.

Les candidatures manuscrites, accompagnées d'un
C.V. daté et d'une photo, devront être adressées à :

M. C. FOUVILLÉ - Inspection
CHAMBRE SYNDICALE
DES BANQUES POPULAIRES
121, avenue de Wagram, 75017 PARIS CEDEX 17.

ORGANISME PUBLIC NATIONAL
(20 centres de traitement informatique)

recrute

- **Analyste Concepteur**
Excellente formation générale, haut niveau tech-
nique, 5 ans d'expérience de réalisation informa-
tique acquise de préférence chez un constructeur.
- **Analyste Programmeur**
Solide pratique professionnelle sur gros systèmes.

Ecrire en indiquant le poste choisi à INTERMEDIA,
réf. 500/3300, 88, rue Lafayette, Paris-9°, qui transmet.

الطبعة 1520

demandes d'emploi **demandes d'emploi**

Four Secrétariat haut niveau
Jour FME, 30 ans DYNAMIS.
MAÎTRISE LETTRE, EXPER.
VENTE, rech. un poste avec
responsabilités commerciales
Ecr. n° 6235 Comptess Publ.
20 ans poste Orléans, 10 fr.
Diplômé Ecole Supérieure de
Commerce, secteur recherche
opérationnelle, expérience de
10 mois en Arabie Saoudite,
parle et écrit arabe, anglais et
français
cherche poste
OU KOWEIT, BAHREIN
ARABIE SAOUDITE.
Ecr. n° 7822 « le Monde » Pub.
& des Itinéraires, 75027 Paris-9.
J.F. 21 ans, C.A.P. Dessin in-
dustriel ou Mécan. générale,
non exercé(e), 10 fr.
Libre de suite, ch. situation.
Ecr. n° 6331 « le Monde » Pub.

chercheur poste préférence 13e, s. Ecr. n° 3.590, « le Monde » Pub. 5, r. des Italiens, 75007 Paris-9e

Directeur Centre Socio-Culturel possédant sér. réf. et formation en animat. cultur., gestion, trav. en équipe, rech. poste équivalent ou insertion de équipe sr trav. secteur socio-culturel. Ecrire : n° T 694.962 M. Régis-Pressé, 95 bis, rue Réaumur, Paris (2e)

CADRE JURIDIQUE

Homme 36 ans. Licencié droits privé. 10 ans exp. dans établis. crédit, comm. droit construct., ch. des Immob., crédits ou sim. Ecrire : n° 3.591 M. Régis-Pressé, 95 bis, rue Réaumur, Paris (2e)

photograph., recherche poste
dans presse ou audio-visuel.
TEL. LE MATIN : 685-51-65

J.F. Française
26 ans
Licence d'histoire
bilingue français-polonais,
bonnes connaissances russe
Etudierait vos propos. d'emploi
Tél. 530-47-87

J.H. 27 a., lic. dir. entr., prob.,
niv. cert. compt. DECS, deg. AM,
6 m. stage cons. jur. et fisc.,
et. des prop. rég. Nîmes, Mompel-
lier, Avignon. Ecr. Sforzaza,
2, r. Ste-Eugénie, 30000 Nîmes.

che emploi PARIS ou banlieue.
Ecr. n° 3.539, c. le Monde + Pub.,
5, r. des Félins, 75047 Paris-P.

CADRE D'ADMIN., excellentes
présentation, 7 a. expér. vente,
ch. place DIRECTRICE magas.
luxe. Etudier. toutes propo-
sitions. Ecr. n° 82.388. **CONTESSÉ P.**
20, av. de l'Opéra, Paris-19, q.t.

J. P. 29 ans, secrétaire, niveau
bac, excellentes références, bon-
nes notions d'anglais, cherche
poste secrétaire bilingue ad-
ministration. Ecrire :
HAVAS CONTACT,
156, boulevard Haussmann,
75008 PARIS, sous réf. 66.63.

RESPONSABLE
de RESTAURANT d'entreprise,
collect., clinique, 48 ans, ancien
Chef cuis., 8 ans restauration,
5 ans gérant, longue expér., culi-
naire, goût de la présentation,
acheteur, Introd. en direct. ch.
situat. en rapport Rég. Paris.
Tél.: 027-32-79, ou écrire à :
n° 82 483 CONTESSÉ Publicité,
20, av. Opéra, Paris-1^{er} q. tr.
J.F. 21 ans B.T.S. secrétariat di-
rection Recherche emploi stable.
Préf. commercial SARCELLES

Esp. et de l'italien à l'étr., distribution
ch. poste Sté étud., cons.
Ecr. n° 3 580, « le Monde » Pub-
5, r. des Italiens, 75427 Paris-9.

Holèse d'accueil, bilingue angl.,
jeune, dyn., ch. empl. st. intér.
Mme JORDAN, 3, av. de la
Maye, 78000 VERSAILLES.

Dipl. Sc. Po, DES et public, Lic.
lettres, b. angl., esp., spéc. dt
Int et CEE, JF 25 à ch. empl.
ds banque ou poste à resp., ds
sté imp. Rép. ttes offre détails.
Ecr. n° 3 578, « le Monde » Pub-
5, r. des Italiens, 75427 Paris-9.

SECRET. STENODACTYLO
— 19 ans.
— Bilingue espagnol.
cherche emploi chez écrivain.
— Lieu de travail indifférent.
Ecr. n° 7809, « le Monde » Pub.
5, r. des Italiens, 75427 Paris-9.

ENSEIGNEMENT SUPERIEUR
MAITRISE CHIMIE
DIPLOME INGENIEUR
BIOCHIMIE
très intéressée par emploi dans
EDITIONS SCIENTIFIQUES ou
ECR. A TON UNIVERST. EDIT.
Ecr. à T. 94.928 M. Régie-Presses,
85 bis, r. Réaumur, Paris-2.

PREPSE - ÉDITION
J.H., 26 a. Gég. O.A.R., lic. lett.
expérience journalistique, ch. empl.
Ecr. à 3.583, « le Monde » P.
5, r. des Italiens, 75427 Paris-9.
1 P. 64 nan. 2.627.100. INDF.

DOCUMENTALISTE
Ecr. à 82243 CONTESSE PUB.,
20, av. Opéra, Paris-1^{er}, 9. tr.

CHEF SEC APPROVIS. 38 ans
dipl. école sup. approv., anglais
exper., six ans dans P.M.E. av.
attributions suivantes :
● Et marchés ach. prod. chim.
● Négociations av. fournisseurs.
● Passation, suivi commandes.
● Réponses transport for, route.
● Gestion et politique stocks.
recherche fonction similaire de
P.M.E. Paris ou Bantume Est.

**information
emploi**

**POUR TROUVER
UN EMPLOI**

Le CIDEM (Centre d'information sur l'emploi) vous propose GAINÉ, COMPTES ET CDD (nouveaux).

- La graphologie et ses pièges.
- 12 méthodes pour trouver l'emploi désiré : les « trucs » et techniques appropriés.
- Réussir entretiens, interviews.
- Les bonnes réponses aux tests.
- Emplois les plus demandés.
- Vos droits, loix et accords.

Pour informations, écr. CIDEM,
6, sq. Monsigny, 75-Le Chesnay.

Pour SURESNES

DESSINATEUR
Schémas électroniques
Etude 1 qualifié.

Libre le 2 Novembre
à ce jour au 755-96

**ORGANISME
DE FORMATION**
Recherche d'URGENCE
Pour R.P.C.
**POUR TRAVAIL A
TEMPS PARTIEL**

**PROFESSEURS
D'ITALIEN**
D'ORIGINE ITALIENNE
ET FRANCAISE.
Ecrire et téléphoner :
I.F.E.P., 202, rue de
Charenton, 75012 Paris.
34-73-74 et 34-64-65.
Educateurs spécialisés.
Maîtres éducateurs.
Maîtres auxiliaires.
Proposons
à avez 25 ans mini.
I propositions.

POSTES

**LE RESPONSABLE
DE SA
COMPTABILITÉ**

Importante Banque EST de Paris
recherche

Chef de Projet
(référence 4344 30)

Deux Programmeurs
(référence 4344 30)

chargés de concevoir et mettre en œuvre les applications informatiques de la « **DIRECTION DES RELATIONS INTERNATIONALES** » à l'aide d'une mini-ordinateur satellite connecté à un réseau international de transfert de fonds (SWIFT), et au centre de traitement de la Banque (LIS 158 et 145).

Pour ces postes, il est nécessaire de posséder une expérience concrète des mini-ordinateurs au T.P. Pour le Chef de Projet, la connaissance des opérations bancaires avec l'étranger est souhaitable.

Faire acte de candidature en présentant la référence choisie, à Jean FORACCHIA.

 **CARRERES INFORMATIQUE**
conseil en recrutement
18, RUE SAINT-MONRE 75001 PARIS

PROFESSEUR
Enseigner l'anglais et le français
à des étudiants de la faculté de
médecine.
Salaire : 20. rue Richer,
Paris Cédex 7, où fr.

Parlante Société d'impression
Division Immobilière
recherche
PROJETEUR
CHEF DE GROUPE
TOUTS CORPS D'ÉTAT
Du niveau B.T.S.
Diplômé du autocadéc
3 ans minimum
mandat aura :
bonne expérience
bureau d'études,
se autorité affirmée,
bonne connaissance technique
lettre manusc., avec
photo et prétentions
à une GROSSESSE Public
av. Océan Paris-7, où fr.

secrétaires

direction

ASCITEUR OTIS

EXPANSION COMPTABLE.
D'ANCIENNE QUEST-
rionnaire
ASSISTANT CABINET
D.E.C.S. OU STAGIAIRE
EXPERIENCIE
CABINET INDISPENSABLE
TABLE ET POSTE
SEC. SECETY, 9 bis, rue
nomenclature travaux P.T.T. de

ENCYCLPEDIA
UNIVERSALIS
DELEGUES (EES)
CULTURELS (ELLES)

AIDE-
ACHETEUR (EUSE)
Secrétaire
Experience service achat so-
E. L. 100, rue de la
SOFOME
E. L. 12, rue Jean-
Baptiste Desquiers
REDACTEUR CONTENUS
quartier Champs-Elysees
lire rapide, pour Etablisse-
ment de la presse
Niveau licence en droit,
expér. procédures : réalisation
de mandats de perquisition
commerc. et droit des faillites
Envoyer C.V. à J. K.
rue, Paris 16.
Poste 16

**SECRÉTAIRE
DE DIRECTION**
bilingue français-anglais
EXPÉRIMENTÉE
dans les deux langues
comptables souhaitées
**13^e MOIS ;
PARTICIPATION ;
JOURNÉE CONTINUELLE
SELF-SERVICE.**
Ecrire ou se présenter
RUE DE SAUSSURE 17
924-07-99.

PARIS
QUARTIER OPERA

IMPORTANT
GROUPES BANCAIRES
Acquis d'un 201/65 DCS
TELEPROCESSING

recherche

PROGRAMMEURS
Programmeurs
ou équivalents

Expériences réelles et
interprétable de 6 mois minimum
En programmation cabal
Connaître CICS apprécié

EUROPE FALCON
COMPAGNIE AERENNE

PRÉ. DIRECTIO
Anglais courant.
Arabe souhaité.
Env. C.V. détaillé
2, av. Friedland,
75006 PARIS.

recherche

PROGRAMME. GAP II

sur I.B.M. 3-15
expérience 3 ans minimum
connaissance T.P. souhaitée
dépayé O.M.

Adresser C.V. & B.P. 10.
3535 Aéroport du BOURGET.

ORDIS RECRUTEMENT
15, rue Aubert, PARIS-9.

Recherche pour
Vente ordinateurs gestion
ATTACHES COMMERCIAUX
H. ou F. Expérience exigée
Ect. Rdt. DAVEL Informatique
61, av. Faidherbe, 97100 AM
brest. TEL. 88-28-22, 67-72

SOCIÉTÉ
PERTISE COMPTABLE
BANLIEUE OUEST
recherche
CRÉTAIRE CONFIRMÉE
réf., place stable. Ec
LY 9 bis, rue Gambet
78000 Houilles

chercheur poste préférence 13e, s. Ecr. n° 3.590, « le Monde » Pub. 5, r. des Italiens, 75007 Paris-9e

Directeur Centre Socio-Culturel possédant sér. réf. et formation en animat. cultur., gestion, trav. en équipe, rech. poste équivalent ou insertion de équipe sr trav. secteur socio-culturel. Ecrire : n° T 694.962 M. Régis-Pressé, 95 bis, rue Réaumur, Paris (2e)

CADRE JURIDIQUE
Homme 36 ans. Licencié droits privé. 10 ans exp. dans établis. crédit, comm. droit construct., ch. pers. des Immob., crédits ou sim. Ecrire : 10, rue de la République, 92100 Nanterre

photograph., recherche poste dans presse ou audio-visuel.
TEL. LE MATIN : 685-51-65

J.F. Française
26 ans
Licence d'histoire
bilingue français-polonais,
bonnes connaissances russe
Etudierait vos propos. d'emploi
Tél. 530-47-87

J.H. 27 a., lic. dir. entr., prob.,
niv. cert. compt. DECS, deg. AM,
6 m. stage cons. jur. et fisc.,
et. des prop. rég. Nîmes, Montpellier, Avignon. Ecr. Sforzaza,
2, r. Ste-Eugénie, 30000 Nîmes.

che emploi PARIS ou banlieue.
Ecr. n° 3.539, c. le Monde + Pub.,
5, r. des Félins, 75047 Paris-P.

CADRE D'ADMIN., excellentes
présentation, 7 a. expér. vente,
ch. place DIRECTRICE magas.
luxe. Etudier. toutes propo-
sitions. Ecr. n° 82.388, CONTESSÉ P.,
20, av. de l'Opéra, Paris-19, q.t.

J.P. 29 ans, secrétaire, niveau
bac, excellentes références, bon-
nes notions d'anglais, cherche
poste secrétaire bilingue ad-
ministration. Ecrire :
HAVAS CONTACT,
156, boulevard Haussmann,
75008 PARIS, sous réf. 66.63.

RESPONSABLE
de RESTAURANT d'entreprise,
collect., clinique, 48 ans, ancien
Chef cuis., 8 ans restauration,
5 ans gérant, longue expér., culi-
naire, goût de la présentation,
acheteur, Introd. en direct. ch.
situat. en rapport Rég. Paris.
Tél.: 027-32-79, ou écrire à :
n° 82 483 CONTESSÉ Publicité,
20, av. Opéra, Paris-1^{er} q. tr.
J.F. 21 ans B.T.S. secrétariat di-
rection Recherche emploi stable.
Préf. commercial SARCELLES

Esp. et de l'italien Lco; distribution
ch. poste Sté étud., cons.
Ecr. n° 3 580, « le Monde » Pub-
5, r. des Italiens, 75427 Paris-9.

Holèse d'accueil, bilingue angl.,
jeune, dyn., ch. empl. st. intér.
Mme JORDAN, 3, av. de la
Maye, 78000 VERSAILLES.

Dipl. Sc. Po, DES et public, Lic.
lettres, b. angl., esp., spéc. dt
Int et CEE, JF 25 à ch. empl.
ds banque ou poste à resp., ds
sté imp. Rép. ttes offre détails.
Ecr. n° 3 578, « le Monde » Pub-
5, r. des Italiens, 75427 Paris-9.

SECRET. STENODACTILO
— 19 ans.
— Bilingue espagnol.
cherche emploi chez écrivain.
— Lieu de travail indifférent.
Ecr. n° 7809, « le Monde » Pub.
5, r. des Italiens, 75427 Paris-9.

ENSEIGNEMENT SUPERIEUR
MAITRISE CHIMIE
DIPLOME INGENIEUR
BIOCHIMIE
très intéressée par emploi dans
EDITIONS SCIENTIFIQUES ou
ECR. A TON UNIVER. EDIT.
Ecr. à T. 94.928 M. Régie-Presses,
85 bis, r. Réaumur, Paris-2.

PRESSE - EDITION
J.H., 26 a. Gég. O.A.R., lic. lett.
expérience journalistique, ch. empl.
Ecr. à 3.583, « le Monde » P.
5, r. des Italiens, 75427 Paris-9.
1 P. 64 nan. 2.627.100. INDI.

DOCUMENTALISTE
Ecr. à 82293 CONTESSÉ PUB.,
20, av. Opéra, Paris-1^{er}, 9. tr.

CHEF SEC APPROVIS. 38 ans
dipl. école sup. approv., anglais
exper., six ans dans P.M.E. av.
attributions suivantes :
● Et marchés ach. prod. chim.
● Négociations av. fournisseurs.
● Passation, suivi commandes.
● Réponses transport for, route.
● Gestion et politique stocks.
recherche fonction similaire de
P.M.E. Paris ou Bantume Est.

**information
emploi**

**POUR TROUVER
UN EMPLOI**

Le CIDEM (Centre d'information sur l'emploi) vous propose GAINÉ, COMPTES ET CDD (nouveaux).

- La graphologie et ses pièges.
- 12 méthodes pour trouver l'emploi désiré : les « trucs » et techniques appropriés.
- Réussir entretiens, interviews.
- Les bonnes réponses aux tests.
- Emplois les plus demandés.
- Vos droits, loix et accords.

Pour informations, écr. CIDEM,
6, sq. Monsigny, 75-Le Chesnay.

Le procès de douze ouvriers sera plaidé le 29 octobre

» Dans les poursuites en cours, si le juriste a son mot à dire, la

« L'ordre public serait en danger lorsque des militants ouvriers répandent sur la chaussée des exemplaires d'un quotidien, mais il ne le serait pas lorsque six cent cinquante ouvriers sont sur le paillé. A un moment donné, on les traduit devant les tribunaux et on cherche à les stigmatiser aux yeux de l'opinion publique en les accusant de vol. »

● **Le Mouvement des radicaux de gauche**, dans un communiqué consacré aux poursuites intentées contre certains ouvriers du Livre, estime que celles-ci « ne peuvent avoir d'autre effet que l'aggravation du conflit ». Le M.R.G. considère que la solution de problèmes posés par l'évolution technique ne peut résulter que de la négociation d'accords, ainsi que cela vient d'être fait dans les autres entreprises de presse parisienne et dans de nombreux quotidiens régionaux », conclut le communiqué.

● M. Jean-Paul Nyatendo a pris ses fonctions de directeur de l'Ecole supérieure internationale de journalisme de Yaoundé (Cameroun), en remplacement de M. Hervé Bourges qui a pris récemment la direction de l'E.S.J. à Lille. Les six pays membres de l'Ecole de Yaoundé sont le Cameroun, le Gabon, la République Centrafricaine, le Tchad, le Togo et le Rwanda.

ment où Robert Hersant sera amené à s'expliquer - devant la justice sur les infractions qui lui sont reprochées ; et il apporte son soutien à l'action entreprise par les syndicats de journalistes pour le respect de l'ordonnance de 1944.

EUROPE

A LUXEMBOURG

Royaume-Uni, appuyé par l'Allemagne. C'est ce qui ressort de la réunion qu'ont eue, mardi 26 octobre à Luxembourg, les ministres de l'agriculture des Neuf, en présence des ministres ou secrétaires d'Etat aux finances.

De notre correspondant

Les Allemands ont appuyé les Anglais. Pourtant, M. Ertl, le ministre fédéral de l'Agriculture, n'a pas été tout à fait négatif. Hostile à une indexation automatique des prix agricoles sur les monnaies, il s'est dit ouvert à des augmentations « pragmatiques ». En fait, la position de la France et celle de l'Italie sont peut-être moins éloignées qu'il n'y paraît au premier abord de celle de Bonn. M. Christian Bonnet a nuancé son accord avec l'analyse de la commission en émettant des

Pour les mêmes raisons mises en avant pour rejeter le plan d'indexation différé des prix sur la valeur des monnaies, M. Silkin, le ministre britannique, a persisté à refuser une dévaluation immédiate de 4,5 % de la « livre verte », que lui demandait d'accepter la Commission.

PHILIPPE LEMAITRE

FAITS ET CHIFFRES

Conflits sociaux

● L'ATELIER DE LA SUCCESSION BERNAUD DE BESANCON occupé par une cinquantaine de grévistes depuis le 9 octobre a été évacué mardi 16 octobre, à 17 heures, par la police. Les ouvriers ont récupéré ensuite le réfectoire et ont annoncé leur intention de poursuivre la grève, et de porter plainte contre la direction qui, selon eux, les a accusés de dégradations commises sur le parc à véhicules de l'établissement. Dans la nuit de samedi à dimanche, trois camions ont été transportés six voitures et de huit camions neuf garés sur cet emplacement avaient été crévés par des inconnus. L'atelier bernaudin a été réoccupé par vingt-deux ouvriers, actuellement occupés à la suite d'un mouvement déclenché par F.O. pour l'application du droit syndical, le fait de commencer la reprise et l'aménagement des horaires de travail. (Corr.)

Emploi

● **AUX TISSAGES DEFFRENNÉ.** A ROUBAIX. Le licenciement de l'ensemble du personnel des trois cent vingt-trois personnes — a été annoncé lors d'une réunion du comité d'entreprise. Les ouvriers travaillant dans les ateliers de tissage situés à Roubaix et à Leers. Les Tissages Deffrenné appartiennent au groupe jainier gladien Schumpert, qui vient de racheter son concurrent. Les semiments Deffrenné accumulent leur fil à l'une des firmes du groupe, la filature de Malmerspach, mais les retards de paiement se sont accumulés. Le licenciement adjoint que le groupe lui faisait payer le fil à des prix exorbitants.

Une société privée d'études, la COGEFI est actuellement à la recherche d'une solution pour le groupe Schlumpf, mais ses propositions n'ont pas été retenues par les pouvoirs publics. En ce qui concerne les établissements Deffrenne, des solutions sont à l'étude qui pourraient permettre, selon le syndic, de sauver une partie des emplois par la création d'une nouvelle société qui reprendrait l'affaire en location-gérance. — (Corresp.) —

● **LE CHOMAGE CONJONCTUREL DANS LA SIDÉRURGIE LORRAINE.** — A la veille des mesures de chômage partiel qui devraient toucher d'ici à la fin de l'année près de 50 000 salariés de la sidérurgie lorraine (*le Monde* du 30 septembre), un accord vient d'être signé entre le groupement patronal ASSIMILOR et les syndicats F.O., C.F.T.C. et C.G.C. Cet accord améliore les conditions d'indemnisation

du chômage partiel : le taux d'indemnisation horaire minimal sera de 8,60 F (alors qu'il n'est que de 8,25 F dans la plupart des autres branches et sera porté à 8,40 F à compter du mois de novembre) ; le taux moyen est de 60 % du salaire.

La C.G.T. et la C.F.D.T. n'ont pas signé cet accord, estimant que les mesures de chômage conjoncturel décidées par les directions sont injustifiées et qu'un réaménagement des tâches permettrait de maintenir l'emploi et même de reprendre l'embauche.

Énergie

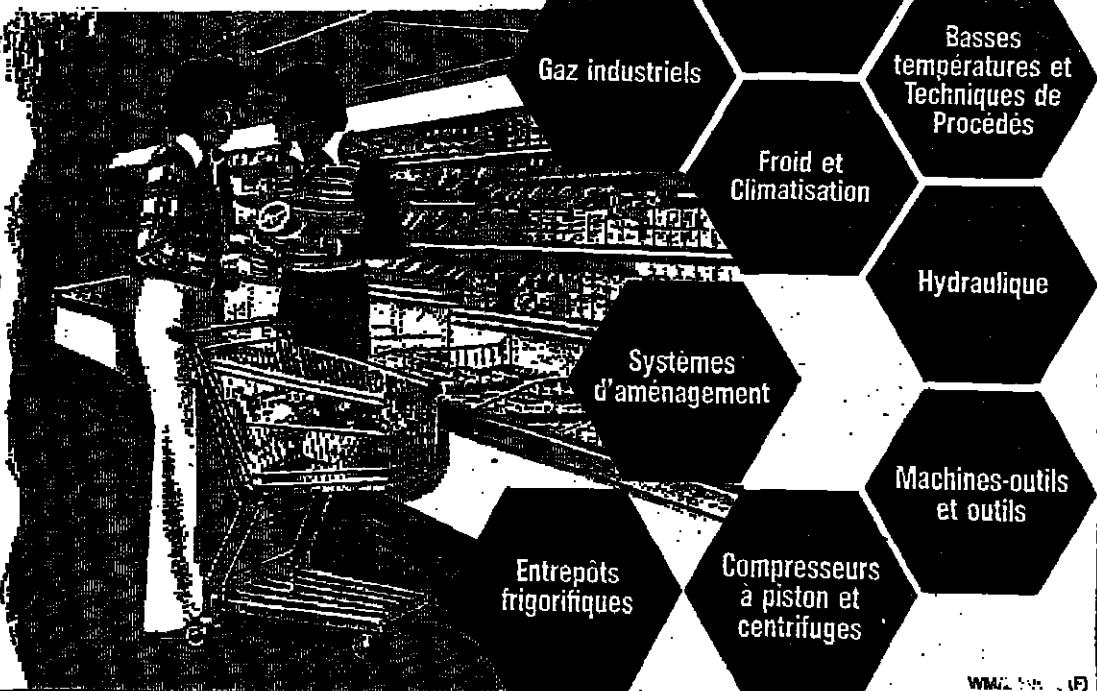
● **OPEP : AUGMENTATION DE LA PRODUCTION.** — La production des principaux pays exportateurs de pétrole a atteint 28,5 millions de barils par jour (1 430 millions de tonnes) au premier semestre 1978, soit une augmentation de 6,4 % par rapport à la période correspondante de 1975, indique l'hebdomadaire *Middle East Economic Survey*. Selon le premier semestre 1975, la production totale des pays membres de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) a représenté 51 % de la production mondiale, contre 80 % au cours du premier semestre de 1975.

L'Arabie Saoudite a porté sa production à 8,2 millions de barils par jour (410 millions de tonnes par an), soit une augmentation de 21 %; et la Libye a augmenté la sienne de 70 %. En revanche, la production iranienne n'a augmenté que de 1 %. — (Renter.)

**Afin de permettre d'apprécier d'un coup d'oeil
les produits qui vous sont offerts.**

LINDE équipe les magasins. Pour une présentation claire des produits offerts dans de nombreux domaines, que ce soit dans les hypermarchés, les supermarchés, superettes et magasins spécialisés. LINDE se charge de créer les conditions vous permettant de vous informer rapidement et de choisir en connaissance de cause.

LINDE ne conçoit pas que des équipements de magasins.
 LINDE est une société moderne, active dans les domaines des
 biens d'équipement et des services. Elle vous offre une diversification
 des produits résolument orientées vers l'avenir et satisfaisant toutes
 les exigences de qualité. Société pilote pour la recherche et la
 technique, LINDE atteint avec plus de 17 000 employés un chiffre
 d'affaires de 18 milliard de DM.



Linde Froid et Climatisation
Rue de la Croix de l'Orme
Morainvilliers
78630 Orgeval
Tél. 975.73.00



**Le
im
rayo**

Cet

LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

AFFAIRES

La dernière entreprise familiale marseillaise de pâtes alimentaires (deux cents salariés) dépose son bilan

De notre correspondant

Marseille. — Elle était — dans sa branche — la dernière société indépendante à Marseille. Elle vient de « tomber » à son tour. Par jugement du tribunal de commerce, en date du 13 octobre, la Société française de semoulerie ainsi que sa filiale, la Société anonyme des pâtes alimentaires Cocomar (SAFAC), viennent de déposer leur bilan. A la veille de son quatre-vingtième anniversaire, le dernier groupe indépendant de semoulerie provençale disparaît.

Ce dépôt de bilan est non seulement dramatique parce qu'il met deux cents personnes au chômage, dont cent trente-six dans le Vaucluse, à Bédarrides, où se trouve le siège de la SAFAC, mais parce qu'il met un terme à une tentative de survie d'une vieille famille de marseillais, la famille Pinatel, dont les moulins tournaient déjà en 1896. Pour essayer de résister à la concurrence des grands groupes nationaux et internationaux, les Pinatel avaient tenté une certaine concentration verticale des petites entreprises régionales de semoulerie.

En 1969, la société Charles Pinatel avait absorbé les actifs de la société des Moulins Bourgeois, à Saint-Jérôme (Marseille), et — ayant pris le nom de Société française de semoulerie —

avait fusionné avec la Société de conditionnement de farine, semoule et couscous (SACOC) avant de récupérer une partie de la clientèle de la Semoulerie nouvelle (Marseille), acquise en 1972, la majorité dans la SAFAC (implantée à Bédarrides depuis 1798) et absorber la Compagnie méditerranéenne d'alimentation (en 1976), dont le siège est à Aix.

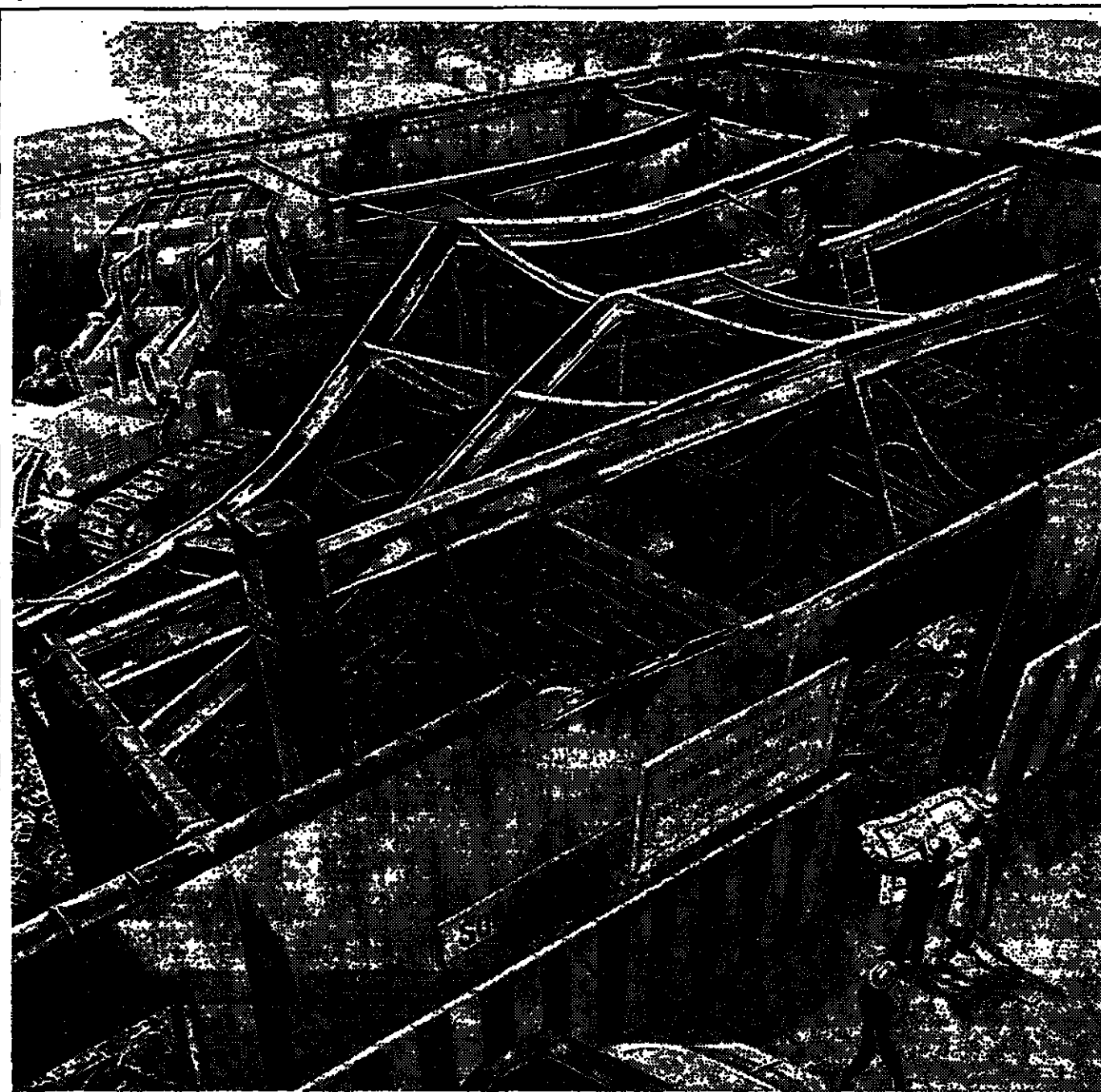
Malgré un investissement de 10 millions de francs pour sa modernisation, le petit groupe régional n'a pu résister à la pression des groupes nationaux et internationaux sur Marseille, notamment B.S.N.-Gervais-Danone, absorbant en quelques années les semouleries et fabriques de pâtes alimentaires locales (les semouleries sont passées de quinze en 1966 à cinq en 1970), et le groupe Cohan-Skall, qui comprend entre autres Lucien et Rivoire et Carret. Les fabrications de pâtes alimentaires régionales et de transformation des céréales constituaient bien sûr, une clientèle privilégiée de la Société française de semoulerie, qui a vu ses débouchés se réduire d'année en année. D'autre part, la pénétration sur le marché français des pâtes italiennes a accentué la chute du « petit » face aux géants de l'industrie alimentaire.

JEAN CONTRUCCI.

UNE NOUVELLE USINE A CARROS (Alpes-Maritimes). La société SEVY S.A. après l'achat d'un terrain de 10 000 mètres carrés, va commencer incessamment les travaux de construction de son usine de production; cette unité emploiera entre soixante et cent personnes.

LE TAUX D'INTÉRÊT DES EURODEVISES

	Dollars	Deutsche marks	Francs suisses
48 heures	4 1/2	5 1/2	2 7/8
1 mois	4 5/8	5 1/2	3 1/8
3 mois	5 1/8	5 5/8	4 1/4
6 mois	5 5/8	6 1/8	4 5/8



Et pendant ce temps-là qui paiera vos employés, vos charges fixes? ... Et votre bénéfice?

En cas de sinistre, votre assurance incendie vous permettra de reconstruire, c'est certain. Mais, quelle que soit la taille de votre entreprise, la reconstruction peut être longue.

Comment paieriez-vous votre personnel? Eventuellement, un local de remplacement ou tous autres frais supplémentaires.

Quant aux bénéfices escomptés... n'en parlons pas.

Alors, demandez à votre assureur d'étudier le contrat d'Assurance des Pertes d'Exploitation adapté aux caractéristiques de votre entreprise.

L'Assurance des Pertes d'Exploitation est vraiment l'assurance-vie de votre affaire.

"Assurance des pertes d'exploitation."

LA CONTROVERSE SUR LES RAPPORTS SOCIAUX

Le premier ministre demande au CERC un rapport sur les inégalités pour l'automne 1977

En « installant » lui-même mardi 26 octobre le nouveau Conseil du centre d'étude des revenus et des coûts (CERC), le premier ministre, M. Raymond Barre, a voulu « rendre un témoignage public au rôle de premier plan qui doit revenir à cette institution ».

Le premier ministre a souligné que le CERC « n'est pas une des nombreuses commissions que l'administration française a coutume de créer ». « Le mission du CERC, a précisé M. R. Barre, est un carrefour des orientations fondamentales de la politique du gouvernement (...): créer les conditions d'une croissance sans inflation, permettre, par une meilleure connaissance de la répartition et de l'évolution des revenus, la réduction des écarts de situation individuelle qui ne peuvent se justifier ».

Après avoir rendu hommage au travail de l'équipe précédente sous l'autorité de M. Bacon et ajouté que « les sous-données sont trop nombreuses, parfois même entremêlées à dessein », M. Barre a demandé au CERC de fournir régulièrement au gouvernement un rapport, qui sera rendu public, sur l'évolution et la répartition des différents revenus, le premier rapport devant être déposé « dès l'automne 1977 ».

« Il faut, a précisé le premier ministre, que nous parvenions à obtenir progressivement, sur les revenus non salariaux, des informations aussi fiables et complètes que sur les salaires, tant en ce

qui concerne leur évolution que leurs écarts. Je souhaiterais, en outre, que vous puissiez porter tout particulièrement votre attention sur les situations extrêmes, c'est-à-dire à la fois sur les bas revenus et les très hauts revenus, afin que, en toute connaissance de cause, le gouvernement puisse s'employer, plus énergiquement encore que par le passé, à réduire les inégalités les plus flagrantes. Pour que le tableau soit complet, il serait utile que votre rapport puisse inclure des indications aussi précises que possible sur les conséquences des prévisions fiscales et sociales, ainsi que des prestations sociales, sur la répartition des revenus, de même qu'un début d'analyse sur la dispersion des revenus selon la situation des familles. (...)

« Je pense enfin qu'une amélioration de la connaissance des revenus est une condition nécessaire de progrès dans la connaissance des patrimoines; celle-ci sera d'ailleurs rendue possible par l'élaboration de comptes patrimoniaux qui est prévue dans le cadre de notre comptabilité nationale. »

[Cet en 1966, le CERC voit ainsi sa mission élargie. Le conseil des ministres du 29 septembre 1976 a, par décret, précisé sa fonction, et le 13 octobre, modifié le conseil du CERC, qui est désormais présidé par M. Georges Vedel (« le Monde » du 14 octobre 1976). La direction du CERC devrait être également transformée puisque M. Jacques Merlaud, qui a été nommé membre du conseil du CERC — sa candidature à la présidence n'ayant pas été retenue — abandonne sa fonction de « rapporteur général » de cette institution. Pour mener à bien sa mission, la nouvelle équipe du CERC bénéficiera des études au cours, en particulier sur le niveau de vie de certains membres de professions non salariales.]

Le programme commun est plus actuel que jamais déclare M. Fiterman (P.C.F.)

« La politique économique du programme commun est (...) plus actuelle que jamais, mieux adaptée que jamais aux besoins du pays », a déclaré, mardi 26 octobre, M. Charles Fiterman, membre du secrétariat du parti communiste, au cours d'une conférence de presse. « Il n'est pas vrai que le peuple de France soit condamné à l'austérité et aux sacrifices (...). La notion d'austérité pour ceux qui vivent de leur travail, la notion de pause sociale sont étrangères au programme commun. »

An sujet des nationalisations, M. Fiterman a déclaré que, outre celles que le programme commun avait prévues — et comme le P.C. l'avait dit en 1974 et 1975, — « il importait de prévoir la nationalisation des principaux groupes de la sidérurgie, de la Compagnie française des pétroles et — en raison de l'importance des fonds publics investis — de Peugeot-Citroën. »

Transformer l'économie de marché et non la supprimer

Au sujet de l'économie de marché, M. Fiterman a précisé : « Le problème n'est pas de supprimer le marché, mais de transformer ce marché existant. Il est de substituer à la recherche du profit maximum à court terme pour quelques-uns, considérée comme le critère suprême de la recherche du meilleur profit pour les individus, la société, la nation. (...) Bien loin d'être autoritaire et rigide, la planification prévue par le programme commun sera décentralisée et contractuelle. Elle sera démocratique et souple dans son élaboration comme dans son application. »

« Nous estimons que le plan devrait se fonder largement sur la méthode du contrat négocié. Par exemple, il sera sans aucun doute nécessaire de lancer de grands programmes industriels de développement, en particulier pour l'énergie, les transports, l'aéronautique, l'électronique, la chimie, la machine-outil. Ils pourront fournir l'orientation et le cadre pour la conclusion de contrats de programme entre l'Etat et les entreprises publiques. Des contrats de plan seront proposés aux grandes entreprises privées. L'entière liberté d'initiative, le savoir-faire, la souplesse des petites et moyennes entreprises, agricoles, industrielles et commerciales seront garantis et stimulés. »

Répondant ensuite aux questions des journalistes, M. Fiterman a apporté les précisions suivantes :

● **TAUX DE CROISSANCE.** — « Actuellement elle est faible, presque nulle. Dans un premier temps la gauche la relancerait par une stimulation de la consommation. Des taux de croissance plus élevés qu'actuellement sont possibles et nécessaires ainsi qu'un contenu différent de la croissance. »

« Nous ne nous sentons pas prisonniers d'un taux d'expansion de 8 % l'an », nous a cependant précisé après la conférence M. Philippe Herzig, économiste du P.C., que nous interrogeons sur la validité du taux qu'avait retenu le programme commun lorsqu'il avait été publié (8 % l'an). »

● **RELATIONS P.C.-C.N.F.P.** — « Ce que nous demandons au patronat en cas de victoire de la gauche, c'est le respect des orientations générales de l'Etat. Interrogé au sujet des rencontres C.N.F.P.-P.S., l'orateur s'est contenté de répondre : « C'est l'affaire des socialistes. Il appartient aux Français d'apprécier. »

● **RELATIONS P.C.-P.S.** — « M. Mitterrand vient de répondre oui à notre proposition d'initiatives communes, en précisant que ces initiatives excluaient les tentatives privilégiées et d'exception. »

● **ACTIONNARIAT.** — « Le programme commun n'est pas du tout la fin du marché financier. Les patrimoines sont garantis et même protégés contre la spéculation, par exemple. »

● **FISCALITE SUR LES HAUTS REVENUS.** — « La fiscalité frapperait plus durement les hauts revenus, ceux-ci pouvant être estimés tels à partir de 10 000 francs par an, 15 000 F pour deux parts, 15 000 F environ pour trois parts... »

● **NATIONALISATIONS.** — Au sujet de la « petite phrase » du programme commun prévoyant de nationaliser les entreprises dans le cas où une majorité de ses travailleurs le demanderait, M. Fiterman a rappelé que le texte du programme était en cours d'actualisation. « Il conviendrait de revoir et de mettre au point le moment venu, et d'un commun accord, les dispositions conjoncturelles (de ce programme) que l'évolution de la situation, contrainte de modifier, et de comprendre dans le cadre des modalités et le calendrier d'application du programme commun en tenant compte des consultations et concertations nécessaires. » Il paraît indispensable à M. Fiterman qu'une action « énergique » ait lieu dès le départ.

Sur le sujet particulier des nationalisations éventuelles à demander du personnel, M. Fiterman a ajouté : « Nous n'avons rien décidé sur ce point. Mais de toute façon aucune nationalisation ne pourra être décidée sans le Parlement. »

● **DASSAULT.** — « Puisqu'il existe maintenant un consensus, il faut nationaliser tout de suite la partie armement, électronique et aéronautique du groupe. Quant à Marcel Dassault, on pourrait, comme il le demande, lui conserver un rôle de technicien. Nous ne sommes pas pour la mort du pêcheur. » (Lire page 11 les autres informations sur l'affaire Dassault.)

● **MEETING DE LA MUTUALITE.** — Répondant à un journaliste qui l'interrogeait sur les raisons de l'absence de la C.G.T. à la Mutualité le 21 octobre, au meeting de solidarité envers les mutualistes emprisonnés, M. Fiterman a déclaré : « Les positions du P.C. et de la C.G.T. ne sont pas toujours identiques, et c'est normal. Leur position et leur nature sont différentes. On en a profité pour opposer Georges Séguin, qui est membre du bureau politique, avec Georges Marchais. Je vais vous lire un petit extrait. La participation de notre parti au meeting de la Mutualité a fait l'objet d'un débat au sein du bureau politique. A la suite de cette discussion, la décision a été prise unanimement. »

● **LA COMMISSION EUROPEENNE.** — Les mesures adoptées par le gouvernement français sont de nature à engager l'économie française dans la voie d'un ralentissement sensible de l'inflation et d'un rétablissement de l'équilibre extérieur, déclaré en substance la Commission de la C.E.E. dans son rapport de conjoncture sur 1977. Le plan devrait permettre de limiter rapidement la progression des coûts, de concentrer au maximum les investissements, de revenir progressivement à l'équilibre budgétaire, de réguler le rythme de la création monétaire, de freiner les importations, enfin d'atténuer au maximum l'impact de la fiscalité en vue de frapper plus lourdement les revenus élevés.

L'ensemble de ces mesures, conclut la Commission de Bruxelles, devrait permettre de réduire l'inflation entre 7 et 8 %, et d'améliorer le solde de la balance des paiements courants. En revanche, le taux d'augmentation du produit intérieur brut de 4,5 % (en termes réels), visé par le gouvernement français, pourrait être plus difficile à atteindre. — (A.F.P.)

A la Commission européenne

LE PLAN BARRE VA RALENTIR L'INFLATION ET LA CROISSANCE prévoit la Commission de Bruxelles

Bruxelles. — Les mesures adoptées par le gouvernement français sont de nature à engager l'économie française dans la voie d'un ralentissement sensible de l'inflation et d'un rétablissement de l'équilibre extérieur, déclaré en substance la Commission de la C.E.E. dans son rapport de conjoncture sur 1977. Le plan devrait permettre de limiter rapidement la progression des coûts, de concentrer au maximum les investissements, de revenir progressivement à l'équilibre budgétaire, de réguler le rythme de la création monétaire, de freiner les importations, enfin d'atténuer au maximum l'impact de la fiscalité en vue de frapper plus lourdement les revenus élevés.

L'ensemble de ces mesures, conclut la Commission de Bruxelles, devrait permettre de réduire l'inflation entre 7 et 8 %, et d'améliorer le solde de la balance des paiements courants. En revanche, le taux d'augmentation du produit intérieur brut de 4,5 % (en termes réels), visé par le gouvernement français, pourrait être plus difficile à atteindre. — (A.F.P.)

AUTOMOBILE

La demande devrait rester importante pendant quelques mois encore

« Les indications relatives aux premiers jours d'octobre et les impressions recueillies au Salon permettent de penser que la demande de voitures neuves restera bien orientée au cours des prochains mois », indique la chambre syndicale des constructeurs automobiles dans sa dernière note de conjoncture. « Au-delà, pour la chambre syndicale, on s'attend que les mesures générales d'austérité annoncées par le plan de lutte contre l'inflation et celles qui affecteront plus spécialement la possession et l'usage de l'automobile fassent sentir en effet non négligeable tant sur le volume de la demande que sur sa structure. »

Pour les voitures particulières, le mois de septembre a été bon (284 980 unités ont été produites,

soit 34,4 % de plus qu'en septembre 1975) et 122 000 unités ont été exportées, soit +20,5 %. A noter cependant qu'un constructeur a pris les journées des 30 et 31 août dans ses résultats de septembre. Les immatriculations (135 240 unités) sont supérieures de 21,3 % à celles de septembre 1975 et de 18,9 % à celles de septembre 1973.

Pour les neuf premiers mois de l'année, la production a atteint (hors petites collections) 2 131 000 voitures, soit 18,7 % de plus qu'en 1975 et 3,6 % de plus qu'en 1973 (taux record). Les exportations (1 113 889 unités) +11,6 % par rapport à 1975; +4,1 % par rapport à 1973) et les immatriculations 1 336 403 unités (+24,9 % par rapport à 1975; +4,3 % par rapport à 1973).

Jeudi 28.150

1976-10-28

LA VIE ÉCONOMIQUE

A L'ÉTRANGER

Tension entre le Japon et ses partenaires commerciaux

(Suite de la première page.)

Ce rétablissement s'est évidemment effectué au détriment des pays concurrents. Le tout est de savoir si les méthodes commerciales japonaises sont « de bonne guerre » ou au contraire déloyales, comme l'assurent nombre de gouvernements. Ce n'est pas refuser de répondre que de décrire une réalité complexe montrant les Japonais à la fois loyaux et déloyaux.

Il est vrai que Tokyo protège son marché intérieur contre les agressions européennes ou américaines. Les fabricants de voitures — Citroën et Renault, par exemple — le savent, qui se sont vu opposer le non-respect de nor-

mes antipollution : les industriels de l'alimentation (fromage, charcuterie), les fabricants de produits de luxe (parfums notamment), les fabricants de produits pharmaceutiques, se heurtent à des difficultés aussi nombreuses qu'imprévisibles dès qu'il s'agit de pénétrer dans le sanctuaire nippon. Il faut avoir débattu au Japon pour savoir avec quelle lenteur exaspérante les services des douanes éparchent les minuscules détails du passeport ou des bagages. Pour les marchandises, cette « vigilance » est décevante. Le Japonais français assure quelle explication des retards catastrophiques, des frais supplémentaires et finalement bien des renoncements. Dow Chemical a,

par exemple, attendu plusieurs années avant d'obtenir une réponse du Ministère de l'Industrie à sa demande d'installation d'une usine de soude caustique ; réponse négative d'ailleurs, pour les raisons les plus étranges. Il a fallu qu'une mission de parlementaires américains se déplace à Tokyo pour que le Ministère finisse par accepter un minimum d'investissement sur son territoire, et cela à durée des années. Qui ne se décourage pas ?

Il y a donc souvent des coups bas dans la façon dont le Japon se bat pour rétablir un équilibre dont il estime que dépend sa survie. Mais le Japonais français ferait bien, lui aussi, de s'examiner. C'est une tentation naturelle, quand on est battu, que d'accuser le concurrent de ne pas respecter les règles du jeu... au lieu de reconnaître qu'il travaille plus, mieux, ou qu'il investit davantage.

M. Doko — le patron du Kaidanren — le faisait remarquer, l'autre jour, à M. Ceyrac : « Faites donc comme les Allemands, qui arrivent, eux, à pénétrer au Japon. » En fait, le succès des Japonais s'explique en grande partie par leur dynamisme, l'efficacité de leur marketing et de leurs entreprises, l'excellence de leurs produits, qui sont presque toujours aussi bons que les produits concurrents et qui, très souvent, dépassent quelque chose de nouveau. Cela a été vrai pour des articles aussi divers que les appareils photo et les caméras, les jouets, les chaussures, les chaînes haute fidélité, les montres, les calculatrices électroniques et demain les ordinateurs.

Nul pays probablement n'a, autant que le Japon, été capable d'élimer de ses structures industrielles les secteurs de production en déclin pour se reconstruire et fabriquer les produits porteurs d'avenir que sont notamment l'électronique, l'informatique, les équipements contre la pollution et l'ingénierie pour le tiers-monde.

ALAIN VERNHOLES.

LE CAS DE LA CONSTRUCTION NAVALE

Alerte aux navires japonais

Le groupe de travail de l'O.C.D.E. spécialisé dans la construction navale se réunit ce mercredi 27 et le jeudi 28 octobre à Paris pour discuter d'un sujet brûlant et politiquement délicat : la domination de plus en plus nette du Japon sur le marché mondial de la construction navale.

Depuis l'apparition de la crise de 1974 — qui se fera sentir sur l'emploi dans les chantiers français à partir du milieu de 1977 — la part du Japon dans les commandes nouvelles, qui était traditionnellement de 45 à 50 %, s'est accrue pour atteindre aujourd'hui plus de 60 %.

Pendant ce temps, la situation se dégrade dans tous les pays européens.

Les essais de concertation entre constructeurs ou entre États ont jusqu'à maintenant donné de très mauvais résultats, soit pour limiter volontairement les capacités de production, soit pour harmoniser les conditions de concurrence (taux, durée et taux des crédits à l'exportation).

Ce mercredi, le représentant des Pays-Bas à l'O.C.D.E. devait faire une déclaration au nom de la Communauté européenne pour expliquer la gravité de la situation et indiquer que les Neut pourraient prendre des mesures de rétorsion et de protectionnisme à l'égard du Japon. Question délicate, car des pays comme l'Allemagne fédérale et le Danemark, attachés au libre-échange, ne souhaitent pas que la C.E.E. « parte en guerre contre le Japon ». Certains États redoutent aussi qu'une politique européenne de la construction

navale ne pèse trop lourd sur les finances des Neut.

« Les constructeurs européens n'acceptent pas le point de vue des responsables japonais, selon lequel la construction navale serait une industrie de technologie peu avancée », déclare-t-on à la Chambre syndicale française des constructeurs de navires. « Tel est peut-être le cas pour les productions de navires relativement simples qui sont la spécialité des chantiers japonais ; mais il convient de noter, au contraire, que les constructeurs européens se sont, pour la plupart, spécialisés dans la construction de navires sophistiqués : porte-conteneurs, cargos embarquant des camions et remorqueurs, méthaniers. »

« Il est impossible, ajoute-t-on, d'accepter l'objectif fixé récemment par les autorités japonaises pour leur construction navale à l'horizon 1980, soit 6,5 millions de tonnes. Les responsables de la construction navale européenne ont fait connaître à leur gouvernement respectif et aux autorités du marché commun que cet objectif de 6,5 millions de tonnes représentait un peu plus de la moitié de la demande mondiale à cet horizon. La réalisation de l'objectif japonais impliquerait donc l'écrasement de la production en Europe à un niveau d'activité trop bas, et insupportable tant sur le plan économique que social. »

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

INFORMATION SOCIÉTÉ GÉNÉRALE INFORMATION SOCIÉTÉ GÉNÉRALE INFORMATION SOCIÉTÉ GÉNÉRALE

les Sicav du groupe Société Générale

Sicav	Situation au 30.9.1976						
	Un titre de participation	Un titre de participation	Un titre de participation	Un titre de participation	Un titre de participation	Un titre de participation	Un titre de participation
Valeur liquidative (F)	311,52	396,80	118,20	284,98	141,57	129,78	115,44
Coupon global (F) (date de paiement)	12,84 (2.4.76)	18,42 (2.4.76)	5,71 (2.4.76)	21,87 (1.10.76)	5,41 (envisagé)	5,78 (envisagé)	6,84 (1.7.76)
Actif net total (MF)	624,5	856,2	168,5	2.009,5	153,9	117,7	188,3
France :							
- obligations classiques	28,11 %	14,23 %	26,80 %	63,53 %	31,38 %	31,78 %	22,03 %
- actions obligataires convertibles et indexés	18,71 %	10,29 %	10,70 %	17,70 %	14,84 %	20,28 %	52,12 %
Etranger :	50,28 %	63,78 %	46,30 %	8,80 %	50,31 %	44,22 %	21,00 %
Liquidités et divers :	1,90 %	11,70 %	7,20 %	8,87 %	3,57 %	3,72 %	4,85 %

FAYENCERIES DE SARREGUEMINES

En dépit des excellents résultats de la société, un actionnaire minoritaire (et surtout concurrent) avait porté des accusations sévères à l'égard de la gestion de Sarreguemines, au point de demander au tribunal de commerce de la nomination d'un administrateur.

S'agissant sur le rapport de cet expert, cet actionnaire a cru bon de demander, par référé d'urgence, la nomination d'un administrateur.

provisoire aux Fayenceries de Sarreguemines. Afin d'informer plus complètement tous amis, et plus particulièrement ses clients et ses fournisseurs, la Société des Fayenceries de Sarreguemines, Digne et Vieux-le-François a le plaisir de publier ci-dessous le 23 octobre 1976 par M. le président du tribunal de commerce de Paris :

ORDONNANCE

« La fonction de contrôle que réserve l'article 228 de la loi du 24 juillet 1966 à la minorité ne se confond pas avec le pouvoir majoritaire de la gestion, et sa détermination s'impose à la minorité. »

« Le rapport de M. Chassagnon ne fait pas apparaître, quant à présent, que les opérations de gestion présenteraient un aspect défavorable à l'exploitation sociale, et si l'expert formule des griefs sur telle ou telle opération, ils seront soumis à l'assemblée générale au même titre que le rapport des commissaires aux comptes. »

« Lesdites opérations pourraient avoir à l'avenir « à contrario » des conséquences favorables, et il ne saurait être sérieusement soutenu que la gestion de la Société des Fayenceries de Sarreguemines, telle que présentée par les différents documents produits aux débats, amènerait à déboucher sur des conséquences financières mauvaises. »

« Bien au contraire, les résultats financiers des dernières années sont en croissance, comme cela résulte des rapports des commissaires aux comptes : chiffre d'affaires hors taxes passé de 71 587 000 francs en 1971 à 149 746 000 francs en 1975 ; fonds propres passés de 45 969 000 francs en 1971 à 80 498 000 francs en 1975, compte tenu de l'affectation des bénéfices de l'exercice 1975, qui sont en constante progression, étant passés de 7,30 francs en 1971 à 15 francs en 1975 ; chiffre d'affaires hors taxes consolidé du groupe passé de 108 570 000 francs en 1974 à 187 978 800 francs en 1975. »

« Ces augmentations sont beaucoup plus sensibles que l'érosion momentané constatée pendant la même période. »

« La Société des Fayenceries de Lunéville ne saurait contester la continuité de la gestion de la Société des Fayenceries de Sarreguemines, telle que présentée par l'expert, et il n'a demandé à prendre une participation plus importante dans son capital social, puisqu'en 1970 elle détenait 2 500 actions et que, depuis le 25 juin 1976, elle en possède 17 750 nominatives et 3 191 au porteur. »

« La Société des Fayenceries de Sarreguemines, en raison de sa cotation en Bourse, se trouve être naturellement dans le domaine de contrôle de la Commission des opérations de Bourse. »

« Nous ne saurions donc désigner un administrateur provisoire à la Société des Fayenceries de Sarreguemines qui apparaît pourvue d'organes de gestion fonctionnant parfaitement, et dont l'activité industrielle et commerciale, ainsi que le plan national de Sarreguemines, et la politique de gestion apparaissent satisfaisantes pour ses actionnaires. »

PAR CES MOTIFS,

« Disons n'y avoir lieu à référé. »
« Nous avons signé avec le greffier. »

AUSSEDAIT REY

La baisse des prix prolongée dans le domaine des papiers d'impression-écriture et un volume de commandes encore insuffisant ont conduit à une perte importante pour le premier semestre.

Ce trimestre ainsi qu'une perte de 63 753 000 F après 23 000 000 de francs d'amortissements, contre une perte de 55 682 000 F après 13 300 000 F d'amortissements pour le premier semestre 1975. Il est à noter que la Société a supporté des dépenses exceptionnelles de l'ordre de 20 millions de francs dues à des fermetures d'établissements, à des indemnités de licenciement et à une grève importante.

« Bien que le chiffre d'affaires n'ait augmenté que de 2 %, les ventes en volume sont supérieures de 7 % pour le papier et de 18 % pour le Polyrey par rapport à 1975. Les perspectives du second semestre sont meilleures en raison d'un redressement progressif des prix de vente depuis le printemps, mais le gel des prix au 15 septembre, ainsi que la médiocrité du niveau des commandes, ne permettent vraisemblablement pas d'enregistrer un résultat positif avant amortissements au cours de ce semestre. »

ÉPARGNE - VALEUR

Société d'investissement à capital variable

Au 30 septembre 1976, le capital de la société était de 1 185 830 140 F. En tenant compte des produits courants déjà acquis (97 564 250 F), l'actif net de la société était évalué à 1 283 394 390 F, soit une valeur par action de 166,60 F.

La répartition de l'actif net au 30 septembre était la suivante : obligations françaises, 31,38 % ; actions françaises, 22,43 % ; obligations étrangères, 2,82 % ; actions étrangères, 38,02 % ; autres éléments d'actif net, 6,77 %.

Il est rappelé qu'il a été mis en paiement le 31 mars un dividende net de 3,65 F par action, auquel s'ajoute un crédit d'impôt de 1,79 F, soit un dividende global de 5,44 F, soit un dividende global de 10,44 F pour l'exercice 1975.

ÉPARGNE - OBLIGATIONS

Au 30 septembre 1976, le capital de la société s'élevait à 1 578 518 020 F contre 1 597 838 470 F à fin juin 1976.

L'actif net était de 2 031 333 344 F (contre 2 033 371 650 F au 30 juin 1976) et se répartissait comme suit : obligations en France, 86,39 % ; obligations françaises, 2,66 % ; obligations étrangères, 7,10 % ; autres éléments d'actif net, 3,85 %.

La valeur liquidative de l'action représentait à fin juin 1976, 127,30 F. Le montant des revenus et du produit des sommes disponibles acquis depuis le 1^{er} janvier 1976 représentait 8,14 F par action au 30 septembre 1976.

ÉPARGNE - CROISSANCE

Société d'investissement à capital variable

En tenant compte des produits déjà acquis (3 353 900 F), l'actif net de la société était évalué au 30 septembre 1976, à 3 037 550 F. La valeur de chacune des 591 000 actions en circulation à cette date s'établissait ainsi à 514,09 F, après paiement, le 30 septembre, d'un dividende net de 13,50 F par action, auquel s'ajoute un crédit d'impôt de 3,25 F, soit un dividende global de 22,25 F au titre de l'exercice 1975-1976.

La répartition de l'actif net au 30 septembre était la suivante : Obligations françaises : 27,08 % ; actions françaises : 10,13 % ; actions étrangères : 45,84 % ; autres éléments d'actif net : 7,95 %.

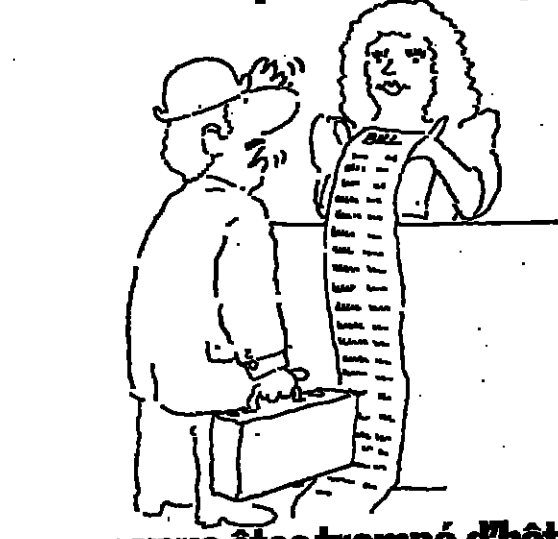
ÉPARGNE - INTER

Société d'investissement à capital variable

En tenant compte des produits courants déjà acquis (12 397 300 F), l'actif net de la société était évalué au 30 septembre 1976 à 465 597 000 F, soit une valeur nette de 256,45 F pour chacune des 1 800 000 actions en circulation à cette date. L'actif net au 30 septembre 1976 se répartissait ainsi : obligations françaises, 23,62 % ; obligations étrangères, 2,03 % ; actions étrangères, 63,17 % ; autres éléments d'actif net, 12,18 %.

Il est rappelé qu'il a été mis en paiement le 31 mars un dividende net de 10 F par action, auquel s'ajoute un crédit d'impôt de 1,14 F, soit un dividende global de 11,14 F pour l'exercice 1975.

Si les suppléments vous ont coûté autant que la chambre,



vous vous êtes trompé d'hôtel. Dommage.

De nombreux suppléments sont gratuits dans chaque hôtel Holiday Inn : piscine, chambre avec deux grands lits, salle de bains privée, télévision, parking, navette pour les hôtels proches des aéroports... plus beaucoup d'autres avantages auxquels vous ne vous attendez pas.

Holiday Inn, la chaîne d'hôtels de première classe dont les prix sont parmi les plus raisonnables d'Europe.

Il y a 1700 hôtels Holiday Inn dans le monde, dont plus de 50 en Europe. En France : Avignon, Lille-Lesquin, Lille-Marcq, Lyon, Montecarlo, Strasbourg, Paris-Pont de Versailles, Paris-Orly, Guadeloupe. Ouverture prochaine : Paris-Roissy.

ANNEXE TOURISTE

Bureau de réservations : Holiday Inn - Paris-Orly, 4, avenue Charles-Lindbergh - 94150 Rungis. Téléphone : 686 50 87 - Télex 204696.

Holiday Inn HOTEL

ROYAUME DU MAROC OFFICE RÉGIONAL DE MISE EN VALEUR AGRICOLE DES DOUKKALA BUREAU DES MARCHÉS EL-JADIDA

AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL OUVERT N° 77/76 DU 15 DÉCEMBRE 1976

L'Office Régional de Mise en Valeur Agricole des Doukkala à El-Jadida compte équiper dans le cadre de l'Aménagement Hydro-Agricole du Périmètre Bas-Service des Doukkala, deuxième tranche d'irrigation, les secteurs ZD, Z2, Z3 du Cossier de Zemamra d'une superficie de 11.800 ha. Ces travaux font suite à l'obtention de différents accords de prêt internationaux.

Le présent appel d'offres concerne la construction d'un canal d'adduction d'eau dans le secteur ZD d'un débit de 4,5 m³/s.

Les travaux comprennent :
- Les terrassements
- Le revêtement
- La construction des ouvrages de régulation, de sécurité et de franchissement.

Les quantités à mettre en œuvre sont de l'ordre de 68.500 m³ de déblais, 58.500 m³ de remblais compactés et 8.500 m³ de béton.

Le Directeur de l'Office Régional de Mise en Valeur Agricole des Doukkala à El-Jadida recevra jusqu'au 15 décembre 1976 à 12 heures les offres de prix correspondantes.

La cautionnement provisoire est fixé à cent mille Dirhams (100.000 DH).

Le dossier d'appel d'offres est à retirer auprès de l'ORMVAD à El-Jadida (Bureau des Marchés) contre versement de la somme de trois cents Dirhams (300 DH).

La pli accompagné des références techniques et administratives devra parvenir au siège de la direction de l'ORMVAD Charif El-Jamali El Arabi à El-Jadida le 15-12-1976 à 12 heures.

OBLISEM

Le conseil d'administration, réuni le 25 octobre 1976 sous la présidence de M. André PIERRE, président-directeur général, a agréé les comptes de son huitième exercice clos le 30 septembre 1976.

Il proposera à la prochaine assemblée générale des actionnaires la mise en distribution d'un dividende net de 9,50 F, assorti d'un impôt déjà payé au Trésor de 1,19 F, soit un dividende net de 10,69 F, qui assure au titre, sur la base de la valeur liquidative ex-coupon au 30 septembre 1976, un rendement de 9,63 %.

Au cours de l'exercice, le montant de l'actif net est passé de 510,95 millions de francs à 529,87 millions de francs et le capital s'est accru de 128 131 actions. Au 30 septembre 1976, la valeur liquidative s'établissait à 124,81 F.

FONCIER INVESTISSEMENT

Au 30 septembre 1976, le capital de la société était de 77 845 000 F et la valeur liquidative de l'action de 124,81 F.

La répartition de l'actif net, qui s'élevait à cette date à 108 222 222,73 francs, était la suivante : obligations françaises (38,9 %), actions françaises (47,8 %), obligations étrangères (2,9 %), actions étrangères (13,6 %), billet de mobilisation de créances hypothécaires (1,1 %), liquidités (6,7 %).

Le portefeuille d'actions françaises et étrangères était composé, à hauteur de 33,9 % (soit 35,1 % de l'actif net) d'actions de sociétés foncières et immobilières. Les autres actions étaient réparties entre les Sicav (8,7 % de l'actif net), les établissements de crédit immobilier (12,1 % de l'actif net) et divers autres secteurs (7,5 % de l'actif net).

COUVERTS ARGENT ET INOX ORFÈVRE
FABRICANT - VENTE DIRECTE
FRANOR 70, RUE AMÉLOI
TEL. 700.87.94
N° St-Sébastien. Fermé le samedi.

Le "dictionnaire" des blouses.

Vient de paraître

Cette semaine dans ELLE.

VOITURES D'EXPORTATION T.T.

• Citroën • Peugeot • Renault • Simca-Chrysler • Mazda • Toutes marques étrangères • Finition exportation • Faible kilométrage • Garantie usine • Toutes possibilités de crédit-leasing • EXPO PERMANENTE DE 150 VÉHICULES DE 8 H A 19 H DEMANDEZ M. JEAN-CLAUDE DUPONT

SEDAX - 3, rue Scheffer 75016 Paris - 727.64.64 + 553.28.51 + Société Européenne de diffusion automobile et d'exportation.

Gayelord Hauser, le pape de la vitamine a 82 ans.

Et il reporte bien.

Cette semaine dans ELLE.

Richard Ellis vous propose sa sélection hebdomadaire de bureaux

225.27.80

Tour Fiat

Vous voyez l'Etoile, mais les prix en sont loin. La Tour Fiat est à la Défense. A 3 minutes de l'Etoile par le RER. Liaison directe assurée toutes les 7 minutes par le métro, escalator descendant sur le quel depuis la Tour. "Première Tour Bureaux Services de France" elle est aussi la plus prestigieuse de la Défense. Les matériaux les plus nobles ont servi à sa construction avec les services les plus poussés : 2 cafétérias, 2 banques, restaurants d'entreprise et de direction, 2 salles de gymnastique et saunas, 1 agence de voyages et une galerie de boutiques. Pour la vente, un prix de placement exceptionnel en 1976 : 6 500 F le m². Pour la location, profitez des conditions financières très intéressantes.

Les meilleures adresses de bureaux.

Richard Ellis
17, rue de la Baume, 75008 Paris

Sports d'hiver 76/77.

Ne vous trompez plus de vacances.

Cette semaine dans ELLE.

LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

A L'ÉTRANGER

ITALIE : les industriels protestent contre la taxation des achats de devises

De notre correspondant

Rome. — L'institution pendant quatre mois d'une taxe de 7 % sur les achats de devises a soulevé un concert de protestations en Italie. Les plus mécontents sont les industriels. Ils dénoncent en termes très vifs cette mesure « absurde » qui aura les inconvénients d'une véritable dévaluation (renchérissement des matières premières) sans en avoir les avantages, puisque les exportations coûteront le même prix, sinon plus cher.

M. Guido Carli, président de la Confédération patronale de l'industrie, y voit un grave facteur de déflation. « La production nationale, estime-t-il, s'en trouvera encore plus déclinée par rapport au marché international. Et l'exportation du président de la Communauté européenne confirme le doute que, même de ce côté, on encourage l'établissement d'un cordon sanitaire autour de notre pays. »

Dans le mouvement syndical, les critiques ne sont pas très différentes. Le gouvernement, souligne-t-on, semble avoir perdu son objectif initial qui était de relancer l'économie et de contenir l'inflation.

Le parti communiste se montre beaucoup plus réservé. S'en prenant violemment aux auteurs d'une « campagne d'alarmisme », il dénonce notamment « les attaques haineuses et indiscriminées » contre les responsables de la politique monétaire. Ceux-ci s'en trouvent naturellement plus à l'aise pour défendre leur décision du samedi 23 octobre.

« Le gouvernement avait songé à fermer le marché des changes », a déclaré le ministre du commerce extérieur, M. Einaudo. Mais cette mesure avait été interprétée comme une résignation devant une dépréciation de la monnaie, laquelle aurait entraîné des niveaux injustifiables, ne pouvant être par la suite corrigés. Le ministre considère la taxe de 7 % comme « le raptage d'un habitué qui consent à changer ». En tout cas, le gouvernement italien espère annuler cette mesure avant l'échéance annoncée. « Sinon », a dit M. Einaudo, « ce serait un grand malheur ».

INFLATION ET CROISSANCE SE RALENTIRONT EN 1977 prévoient les experts privés allemands

La reprise conjoncturelle dans les pays occidentaux a perdu de sa vigueur au cours des mois d'été, constate le rapport d'automne des cinq plus grands instituts économiques de l'O.C.D.E., publié lundi 26 octobre à Bonn. L'utilisation des capacités de production n'a pas continué à augmenter et le chômage n'a guère diminué. Enfin le rythme de l'inflation ne s'est guère ralenti.

L'expansion se poursuivra cependant, en particulier aux États-Unis où la croissance du produit national devrait atteindre l'année prochaine 5,5 % (contre 5,5 % cette année) et l'inflation tomber à 8 % (contre 6 % cette année). Au Japon également, on devrait constater une poursuite de la reprise : le ralentissement actuel est lui-même dû à la mise en œuvre de la loi de 1976, qui limite la croissance à 6,5 % cette année. L'inflation se limitera vraisemblablement à 8 % contre 9,5 % cette année.

Vous surveillez votre ligne !
Buvez moins de calories !
Yin de Volvic est une boisson riche en fruits mais, naturellement peu sucrée, donc pauvre en calories et très légère.

Renseignements : Volvic B.P. 41 - 92340 Bourg-la-Reine - Tél. : 350-45-34

LENTILLES DE CONTACT : des millions d'utilisateurs conquis. Pourquoi pas vous ?

Ne dites plus "je n'ose pas" : des millions de personnes dans le monde ont depuis longtemps renoncé à porter des lunettes et adopté les lentilles de contact. Ne dites plus "ce n'est pas pour moi" : chez YSOPTIC, il existe toute une gamme de lentilles de contact spéciales pour yeux sensibles. Ne dites pas "lesquelles choisir ?" : chez YSOPTIC, des spécialistes vous conseilleront les lentilles de contact qui répondent le mieux à votre cas et vous garantiront une accommodation rapide et une tolérance parfaite. Venez faire un essai. Gratuitement.

YSOPTIC
80, Bd. Maiesherbes - 75008 PARIS
Tél. : 522.15.52
Documentation et liste des correspondants française et étrangère sur demande.

AUTRICHE : déficit budgétaire pour préserver l'emploi

De notre correspondante

Vienne. — Le gouvernement autrichien continue d'envisager la conjoncture économique internationale avec prudence, a indiqué M. Hannes Androsch, ministre des finances et vice-chancelier, en présentant le 21 octobre, au Parlement le budget prévu pour 1977. Ce budget ne peut, selon ses propres termes, être considéré comme « euphorique », puisqu'il accusera cette année encore un important déficit, évalué à 43,8 milliards de schillings (1).

Le montant des dépenses, en hausse de 7 %, s'élèvera à 240,8 milliards de schillings, alors que celui des recettes, en augmentation de 10,3 %, n'atteindra que 197,2 milliards. Aussi lourd soit-il, a fait remarquer M. Androsch, ce déficit est toutefois sensiblement inférieur à celui de 1976 (46 milliards de schillings) et ne représentera plus que 3,9 % du produit national brut, contre 4,8 %.

Un peu plus du quart du montant des dépenses (55,7 %) sera consacré aux postes « santé et action sociale ». Un cinquième ira aux entreprises publiques (près des deux tiers d'entre elles sont étatisées ou financées par des banques d'État majoritaires). Enfin, le secteur « formation-enseignement », qui se voit accorder une somme de 30,2 milliards de schillings (12,5 % des dépenses totales), se range parmi ceux qui progresseront le plus (+ 13 %), après celui de la construction (+ 16,6 %), et de la défense (+ 14,3 %).

(1) Un schilling vaut environ 20 centimes.

Une série de hausses et d'économies permettront au gouvernement fédéral d'encadrer près de 20 milliards de schillings de plus en 1977. Certaines de ces mesures sont déjà entrées en vigueur cet été : hausse très sensible des tarifs postaux, des transports publics, des timbres fiscaux de la taxe sur la valeur ajoutée. D'autres seront appliquées à partir de janvier 1977, notamment la baisse du montant des dépenses (55,7 %) sera consacré aux postes « santé et action sociale ».

Le déficit budgétaire découle d'un choix délibéré du gouvernement socialiste autrichien en faveur d'une politique de plein emploi. Cette politique a jusqu'ici été menée à bien, puisque le taux de chômage s'est maintenu parmi les plus bas de ceux des pays industrialisés (moins de 2 %), et qu'il ne devra pas dépasser ce niveau en 1977. Pour parvenir à cet objectif, le soutien de l'économie a coûté à l'État pour la seule année 1976 et le début de 1977 quelque 90 milliards de schillings. En 1977, selon les prévisions de l'Institut de recherches économiques, le produit national brut autrichien augmenterait en 1977 de 4,5 % à 5 % (valeur réelle) et le taux d'inflation pourrait être inférieur à 7 % (+ 5 % en 1976).

Scepticisme des populistes

Les populistes, principal parti (chrétien-démocrate) d'opposition, sont loin d'adhérer à la même optimisme, et ne se privent pas de faire remarquer que M. Androsch s'est souvent trompé très lourdement dans ses estimations. Ainsi pour 1976 le déficit budgétaire prévu — 16 milliards de schillings — a en fait atteint plus du double (37,2 milliards). En 1976 le déficit annoncé se chiffrait à 36 milliards : il s'élèvera en réalité à 46 milliards. De même en 1977, affirment les populistes, le déficit s'élèvera à 50 ou 55 milliards de schillings, au lieu de 43,8. En outre, la dette de l'État ne cesse de croître d'environ 60 milliards de schillings en 1976, elle passera d'après le ministre lui-même, à 165,8 milliards en 1977, ce qui représentera 30 % du produit national brut.

Dans les mois à venir, l'économie autrichienne aura aussi à faire face à une situation délicate. Car le schilling n'a pas « décroché » du deutschemark à la suite de la récente réévaluation de celui-ci, ce qui entraînera un renchérissement des exportations. Les industriels s'en inquiètent déjà et réclament une aide supplémentaire de l'État. La décision de faire « sauter » le schilling a été prise par le gouvernement et la Banque nationale, en raison surtout de la priorité accordée à la lutte contre l'inflation.

ANITA RIND.

Par ailleurs, M. Djaiziri nous a précisé que les droits d'auteur rapportés par le projet RIO seront versés à la « Fondation » Retons de l'Ordre International » qui vient d'être constituée.

PAUL BALTA.

(1) Ce projet vient d'être édité en anglais. L'édition française sera assurée par le Secrétariat d'Etat aux affaires étrangères.

Pour louer une voiture, mieux vaut réserver chez **europcar** 645.21.25

Il va faire un froid de canard.

Vive les duvets d'oies !

Cette semaine dans ELLE.

Je m'en fous !

UN JOUR
DANS LE MONDE2-3. LA VISITE EN FRANCE
DU SOUVERAIN ESPAGNOL

3-4. EUROPE

— U.R.S.S. : M. Brejnev a encore renforcé ses positions au comité central.

4-5. AFRIQUE

— La conférence de Genève sur la Rhodésie : les nationalistes africains ne posent pas de conditions préalables à la négociation.

5. PROCHE-ORIENT

6. LES ELECTIONS
PRESIDENTIELLES
AUX ETATS-UNIS

— « Le silence des Noirs américains » (11), par Alain Marie Carron.

7. ASIE

— CHINE : plusieurs responsables de l'université Peïta sont jugés par les étudiants et les professeurs.

8 à 10. POLITIQUE

— L'Assemblée adopte la première partie de la loi de finances pour 1977.

11. FAITS DIVERS

— L'officier Dausoult.

12. SPORTS

— TENNIS : le tournoi de Paris.

13. RELIGION

— L'Assemblée épiscopale de Londres.

14. DEFENSE

— La mort de l'amiral Cabanier.

15. SOCIÉTÉ

— A Rennes, un appartement conté.

16. SOCIÉTÉ

— A la conférence générale de Nairobi.

LE MONDE DES ARTS
ET DES SPECTACLES

PAGES 17 à 20

— CINÉMA : « Moi, Pierre Rivière, ayant égorgé ma mère, ma sœur et mon frère ».

— EXPOSITIONS : A propos de « Champs d'œuvre des musées américains ».

— FESTIVALS : automne stylé.

30. ÉQUIPEMENT ET RÉGIONS

— TRANSPORTS : faut-il supprimer l'Office national de la navigation ?

36. PRESSE

— LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

— TRAVAILLEURS IMMIGRÉS : en marge de la longue grève de la Sonacotra, le Fonds d'action sociale est-il déformé de sa véritable vocation ?

LIRE ÉGALEMENT

RADIO-TELEVISION (16)

— Annonces classées (32 à 35) : Aujourd'hui (35) ; Carnet (16) ; « Journal officiel » (35) ; Médiologie (35) ; Mots croisés (35) ; Bourne (41).

MORT DU PEINTRE ANGLAIS
EDWARD BURRA

Nous apprenons la mort à Londres du peintre anglais Edward Burra. Il était âgé de soixante-et-onze ans.

(Né à Londres en 1905, Edward Burra occupe une place à part dans l'art moderne et aussi dans l'art anglais. C'est un surréaliste qui a surtout pratiqué l'aquarelle avec un sens de la précision du détail très caractéristique. Peu après ses études au Royal College of Art, il partit pour Paris, où il fut fasciné par les bas-fonds de la capitale, qu'il traduisa à satiété, comme l'Allemand George Grosz qui l'influença. On retrouve dans son œuvre les quartiers à humeur rouge des ports méditerranéens où trépassent filles et matelots peints sur le vit, puis de mémoire, en surréaliste à l'imagination exubérante. Cette imagination et son sens du tragique l'ont guérissement servi pour sa série d'aquarelles fantastiques sur la guerre d'Espagne, qui est un moment majeur de son œuvre. Après 1945, l'art d'Edward Burra devint peindre de sa force dans des natures mortes et des paysages moins parlants mais cependant toujours marqués par ses pouvoirs visionnaires.)

● Le peintre brésilien Emílio Di Cavalcanti, un des précurseurs de l'art moderne dans son pays, est mort mardi à Rio-de-Janeiro. Il était âgé de soixante-dix-neuf ans.

Faiblesse du franc et baisse de la livre
Le deutschemark à 2,08 F

La crise qui affecte la livre sterling et la lire ne manque pas de se répercuter sur le franc, qui était encore en baisse mercredi matin 27 octobre, malgré, semble-t-il, des interventions de la Banque de France et le relèvement du taux du marché monétaire, porté de 10/15/16 % à 11/7/16 %. Le dollar était coté à Paris 5,0150 F, et, comme la devise américaine s'inscrivait, au contraire, en baisse à Francfort (2,4056 DM), le cours de la devise allemande s'affaiblissait sur le marché parisien où, en milieu de matinée, elle s'élevait au cours record de 2,0850 F.

« Nous devons faire en sorte que la monnaie française puisse se stabiliser », a déclaré mardi après-midi M. Raymond Barre, après la cérémonie d'installation du C.E.R.C. (voir p. 38). Le premier ministre a ajouté : « Elle se stabilisera et le pays comprendra que la politique de lutte contre l'inflation qui est entreprise n'a d'autre objectif que d'assurer les équilibres économiques. Mais cela, le pays le comprend ». En réponse à une question, le premier ministre a dit, comme on pouvait s'y attendre, qu'il n'était pas question « pour le moment » que le franc rentre dans le serpent : « Remettons d'abord, a-t-il ajouté, en ordre notre économie, il ne s'agit pas de rentrer ou de sortir du serpent ». Il s'agit d'être en mesure d'y entrer et d'y rester.

Après le léger redressement constaté dans l'après-midi de mardi, la livre sterling était de nouveau mercredi matin en baisse. Elle était cotée 1,5875 dollar, ce qui correspondait à un cours de 1,93 F. Alors que les paris posés par les journaux de la télévision par M. Callaghan au sujet d'un éventuel retrait des troupes britanniques d'Allemagne, au cas où ce dernier pays ne prendrait pas en considération les difficultés financières de la Grande-Bretagne, ont suscité de vifs débats aux Communes, le cours de la livre restait à la télévision par M. Callaghan au sujet d'un éventuel retrait des troupes britanniques d'Allemagne, au cas où ce dernier pays ne prendrait pas en considération les difficultés financières de la Grande-Bretagne, ont suscité de vifs débats aux Communes, le cours de la livre restait à la

Après le léger redressement constaté dans l'après-midi de mardi, la livre sterling était de nouveau mercredi matin en baisse. Elle était cotée 1,5875 dollar, ce qui correspondait à un cours de 1,93 F. Alors que les paris posés par les journaux de la télévision par M. Callaghan au sujet d'un éventuel retrait des troupes britanniques d'Allemagne, au cas où ce dernier pays ne prendrait pas en considération les difficultés financières de la Grande-Bretagne, ont suscité de vifs débats aux Communes, le cours de la livre restait à la

Après le léger redressement constaté dans l'après-midi de mardi, la livre sterling était de nouveau mercredi matin en baisse. Elle était cotée 1,5875 dollar, ce qui correspondait à un cours de 1,93 F. Alors que les paris posés par les journaux de la télévision par M. Callaghan au sujet d'un éventuel retrait des troupes britanniques d'Allemagne, au cas où ce dernier pays ne prendrait pas en considération les difficultés financières de la Grande-Bretagne, ont suscité de vifs débats aux Communes, le cours de la livre restait à la

Après le léger redressement constaté dans l'après-midi de mardi, la livre sterling était de nouveau mercredi matin en baisse. Elle était cotée 1,5875 dollar, ce qui correspondait à un cours de 1,93 F. Alors que les paris posés par les journaux de la télévision par M. Callaghan au sujet d'un éventuel retrait des troupes britanniques d'Allemagne, au cas où ce dernier pays ne prendrait pas en considération les difficultés financières de la Grande-Bretagne, ont suscité de vifs débats aux Communes, le cours de la livre restait à la

Après le léger redressement constaté dans l'après-midi de mardi, la livre sterling était de nouveau mercredi matin en baisse. Elle était cotée 1,5875 dollar, ce qui correspondait à un cours de 1,93 F. Alors que les paris posés par les journaux de la télévision par M. Callaghan au sujet d'un éventuel retrait des troupes britanniques d'Allemagne, au cas où ce dernier pays ne prendrait pas en considération les difficultés financières de la Grande-Bretagne, ont suscité de vifs débats aux Communes, le cours de la livre restait à la

Après le léger redressement constaté dans l'après-midi de mardi, la livre sterling était de nouveau mercredi matin en baisse. Elle était cotée 1,5875 dollar, ce qui correspondait à un cours de 1,93 F. Alors que les paris posés par les journaux de la télévision par M. Callaghan au sujet d'un éventuel retrait des troupes britanniques d'Allemagne, au cas où ce dernier pays ne prendrait pas en considération les difficultés financières de la Grande-Bretagne, ont suscité de vifs débats aux Communes, le cours de la livre restait à la

Après le léger redressement constaté dans l'après-midi de mardi, la livre sterling était de nouveau mercredi matin en baisse. Elle était cotée 1,5875 dollar, ce qui correspondait à un cours de 1,93 F. Alors que les paris posés par les journaux de la télévision par M. Callaghan au sujet d'un éventuel retrait des troupes britanniques d'Allemagne, au cas où ce dernier pays ne prendrait pas en considération les difficultés financières de la Grande-Bretagne, ont suscité de vifs débats aux Communes, le cours de la livre restait à la

Après le léger redressement constaté dans l'après-midi de mardi, la livre sterling était de nouveau mercredi matin en baisse. Elle était cotée 1,5875 dollar, ce qui correspondait à un cours de 1,93 F. Alors que les paris posés par les journaux de la télévision par M. Callaghan au sujet d'un éventuel retrait des troupes britanniques d'Allemagne, au cas où ce dernier pays ne prendrait pas en considération les difficultés financières de la Grande-Bretagne, ont suscité de vifs débats aux Communes, le cours de la livre restait à la

Après le léger redressement constaté dans l'après-midi de mardi, la livre sterling était de nouveau mercredi matin en baisse. Elle était cotée 1,5875 dollar, ce qui correspondait à un cours de 1,93 F. Alors que les paris posés par les journaux de la télévision par M. Callaghan au sujet d'un éventuel retrait des troupes britanniques d'Allemagne, au cas où ce dernier pays ne prendrait pas en considération les difficultés financières de la Grande-Bretagne, ont suscité de vifs débats aux Communes, le cours de la livre restait à la

Après le léger redressement constaté dans l'après-midi de mardi, la livre sterling était de nouveau mercredi matin en baisse. Elle était cotée 1,5875 dollar, ce qui correspondait à un cours de 1,93 F. Alors que les paris posés par les journaux de la télévision par M. Callaghan au sujet d'un éventuel retrait des troupes britanniques d'Allemagne, au cas où ce dernier pays ne prendrait pas en considération les difficultés financières de la Grande-Bretagne, ont suscité de vifs débats aux Communes, le cours de la livre restait à la

Après le léger redressement constaté dans l'après-midi de mardi, la livre sterling était de nouveau mercredi matin en baisse. Elle était cotée 1,5875 dollar, ce qui correspondait à un cours de 1,93 F. Alors que les paris posés par les journaux de la télévision par M. Callaghan au sujet d'un éventuel retrait des troupes britanniques d'Allemagne, au cas où ce dernier pays ne prendrait pas en considération les difficultés financières de la Grande-Bretagne, ont suscité de vifs débats aux Communes, le cours de la livre restait à la

Après le léger redressement constaté dans l'après-midi de mardi, la livre sterling était de nouveau mercredi matin en baisse. Elle était cotée 1,5875 dollar, ce qui correspondait à un cours de 1,93 F. Alors que les paris posés par les journaux de la télévision par M. Callaghan au sujet d'un éventuel retrait des troupes britanniques d'Allemagne, au cas où ce dernier pays ne prendrait pas en considération les difficultés financières de la Grande-Bretagne, ont suscité de vifs débats aux Communes, le cours de la livre restait à la

Après le léger redressement constaté dans l'après-midi de mardi, la livre sterling était de nouveau mercredi matin en baisse. Elle était cotée 1,5875 dollar, ce qui correspondait à un cours de 1,93 F. Alors que les paris posés par les journaux de la télévision par M. Callaghan au sujet d'un éventuel retrait des troupes britanniques d'Allemagne, au cas où ce dernier pays ne prendrait pas en considération les difficultés financières de la Grande-Bretagne, ont suscité de vifs débats aux Communes, le cours de la livre restait à la

Après le léger redressement constaté dans l'après-midi de mardi, la livre sterling était de nouveau mercredi matin en baisse. Elle était cotée 1,5875 dollar, ce qui correspondait à un cours de 1,93 F. Alors que les paris posés par les journaux de la télévision par M. Callaghan au sujet d'un éventuel retrait des troupes britanniques d'Allemagne, au cas où ce dernier pays ne prendrait pas en considération les difficultés financières de la Grande-Bretagne, ont suscité de vifs débats aux Communes, le cours de la livre restait à la

Après le léger redressement constaté dans l'après-midi de mardi, la livre sterling était de nouveau mercredi matin en baisse. Elle était cotée 1,5875 dollar, ce qui correspondait à un cours de 1,93 F. Alors que les paris posés par les journaux de la télévision par M. Callaghan au sujet d'un éventuel retrait des troupes britanniques d'Allemagne, au cas où ce dernier pays ne prendrait pas en considération les difficultés financières de la Grande-Bretagne, ont suscité de vifs débats aux Communes, le cours de la livre restait à la

Après le léger redressement constaté dans l'après-midi de mardi, la livre sterling était de nouveau mercredi matin en baisse. Elle était cotée 1,5875 dollar, ce qui correspondait à un cours de 1,93 F. Alors que les paris posés par les journaux de la télévision par M. Callaghan au sujet d'un éventuel retrait des troupes britanniques d'Allemagne, au cas où ce dernier pays ne prendrait pas en considération les difficultés financières de la Grande-Bretagne, ont suscité de vifs débats aux Communes, le cours de la livre restait à la

Après le léger redressement constaté dans l'après-midi de mardi, la livre sterling était de nouveau mercredi matin en baisse. Elle était cotée 1,5875 dollar, ce qui correspondait à un cours de 1,93 F. Alors que les paris posés par les journaux de la télévision par M. Callaghan au sujet d'un éventuel retrait des troupes britanniques d'Allemagne, au cas où ce dernier pays ne prendrait pas en considération les difficultés financières de la Grande-Bretagne, ont suscité de vifs débats aux Communes, le cours de la livre restait à la

Après le léger redressement constaté dans l'après-midi de mardi, la livre sterling était de nouveau mercredi matin en baisse. Elle était cotée 1,5875 dollar, ce qui correspondait à un cours de 1,93 F. Alors que les paris posés par les journaux de la télévision par M. Callaghan au sujet d'un éventuel retrait des troupes britanniques d'Allemagne, au cas où ce dernier pays ne prendrait pas en considération les difficultés financières de la Grande-Bretagne, ont suscité de vifs débats aux Communes, le cours de la livre restait à la

Après le léger redressement constaté dans l'après-midi de mardi, la livre sterling était de nouveau mercredi matin en baisse. Elle était cotée 1,5875 dollar, ce qui correspondait à un cours de 1,93 F. Alors que les paris posés par les journaux de la télévision par M. Callaghan au sujet d'un éventuel retrait des troupes britanniques d'Allemagne, au cas où ce dernier pays ne prendrait pas en considération les difficultés financières de la Grande-Bretagne, ont suscité de vifs débats aux Communes, le cours de la livre restait à la

Après le léger redressement constaté dans l'après-midi de mardi, la livre sterling était de nouveau mercredi matin en baisse. Elle était cotée 1,5875 dollar, ce qui correspondait à un cours de 1,93 F. Alors que les paris posés par les journaux de la télévision par M. Callaghan au sujet d'un éventuel retrait des troupes britanniques d'Allemagne, au cas où ce dernier pays ne prendrait pas en considération les difficultés financières de la Grande-Bretagne, ont suscité de vifs débats aux Communes, le cours de la livre restait à la

Après le léger redressement constaté dans l'après-midi de mardi, la livre sterling était de nouveau mercredi matin en baisse. Elle était cotée 1,5875 dollar, ce qui correspondait à un cours de 1,93 F. Alors que les paris posés par les journaux de la télévision par M. Callaghan au sujet d'un éventuel retrait des troupes britanniques d'Allemagne, au cas où ce dernier pays ne prendrait pas en considération les difficultés financières de la Grande-Bretagne, ont suscité de vifs débats aux Communes, le cours de la livre restait à la

Après le léger redressement constaté dans l'après-midi de mardi, la livre sterling était de nouveau mercredi matin en baisse. Elle était cotée 1,5875 dollar, ce qui correspondait à un cours de 1,93 F. Alors que les paris posés par les journaux de la télévision par M. Callaghan au sujet d'un éventuel retrait des troupes britanniques d'Allemagne, au cas où ce dernier pays ne prendrait pas en considération les difficultés financières de la Grande-Bretagne, ont suscité de vifs débats aux Communes, le cours de la livre restait à la

Après le léger redressement constaté dans l'après-midi de mardi, la livre sterling était de nouveau mercredi matin en baisse. Elle était cotée 1,5875 dollar, ce qui correspondait à un cours de 1,93 F. Alors que les paris posés par les journaux de la télévision par M. Callaghan au sujet d'un éventuel retrait des troupes britanniques d'Allemagne, au cas où ce dernier pays ne prendrait pas en considération les difficultés financières de la Grande-Bretagne, ont suscité de vifs débats aux Communes, le cours de la livre restait à la

Après le léger redressement constaté dans l'après-midi de mardi, la livre sterling était de nouveau mercredi matin en baisse. Elle était cotée 1,5875 dollar, ce qui correspondait à un cours de 1,93 F. Alors que les paris posés par les journaux de la télévision par M. Callaghan au sujet d'un éventuel retrait des troupes britanniques d'Allemagne, au cas où ce dernier pays ne prendrait pas en considération les difficultés financières de la Grande-Bretagne, ont suscité de vifs débats aux Communes, le cours de la livre restait à la

Après le léger redressement constaté dans l'après-midi de mardi, la livre sterling était de nouveau mercredi matin en baisse. Elle était cotée 1,5875 dollar, ce qui correspondait à un cours de 1,93 F. Alors que les paris posés par les journaux de la télévision par M. Callaghan au sujet d'un éventuel retrait des troupes britanniques d'Allemagne, au cas où ce dernier pays ne prendrait pas en considération les difficultés financières de la Grande-Bretagne, ont suscité de vifs débats aux Communes, le cours de la livre restait à la

Après le léger redressement constaté dans l'après-midi de mardi, la livre sterling était de nouveau mercredi matin en baisse. Elle était cotée 1,5875 dollar, ce qui correspondait à un cours de 1,93 F. Alors que les paris posés par les journaux de la télévision par M. Callaghan au sujet d'un éventuel retrait des troupes britanniques d'Allemagne, au cas où ce dernier pays ne prendrait pas en considération les difficultés financières de la Grande-Bretagne, ont suscité de vifs débats aux Communes, le cours de la livre restait à la

Après le léger redressement constaté dans l'après-midi de mardi, la livre sterling était de nouveau mercredi matin en baisse. Elle était cotée 1,5875 dollar, ce qui correspondait à un cours de 1,93 F. Alors que les paris posés par les journaux de la télévision par M. Callaghan au sujet d'un éventuel retrait des troupes britanniques d'Allemagne, au cas où ce dernier pays ne prendrait pas en considération les difficultés financières de la Grande-Bretagne, ont suscité de vifs débats aux Communes, le cours de la livre restait à la

Après le léger redressement constaté dans l'après-midi de mardi, la livre sterling était de nouveau mercredi matin en baisse. Elle était cotée 1,5875 dollar, ce qui correspondait à un cours de 1,93 F. Alors que les paris posés par les journaux de la télévision par M. Callaghan au sujet d'un éventuel retrait des troupes britanniques d'Allemagne, au cas où ce dernier pays ne prendrait pas en considération les difficultés financières de la Grande-Bretagne, ont suscité de vifs débats aux Communes, le cours de la livre restait à la

Après le léger redressement constaté dans l'après-midi de mardi, la livre sterling était de nouveau mercredi matin en baisse. Elle était cotée 1,5875 dollar, ce qui correspondait à un cours de 1,93 F. Alors que les paris posés par les journaux de la télévision par M. Callaghan au sujet d'un éventuel retrait des troupes britanniques d'Allemagne, au cas où ce dernier pays ne prendrait pas en considération les difficultés financières de la Grande-Bretagne, ont suscité de vifs débats aux Communes, le cours de la livre restait à la

Après le léger redressement constaté dans l'après-midi de mardi, la livre sterling était de nouveau mercredi matin en baisse. Elle était cotée 1,5875 dollar, ce qui correspondait à un cours de 1,93 F. Alors que les paris posés par les journaux de la télévision par M. Callaghan au sujet d'un éventuel retrait des troupes britanniques d'Allemagne, au cas où ce dernier pays ne prendrait pas en considération les difficultés financières de la Grande-Bretagne, ont suscité de vifs débats aux Communes, le cours de la livre restait à la

Après le léger redressement constaté dans l'après-midi de mardi, la livre sterling était de nouveau mercredi matin en baisse. Elle était cotée 1,5875 dollar, ce qui correspondait à un cours de 1,93 F. Alors que les paris posés par les journaux de la télévision par M. Callaghan au sujet d'un éventuel retrait des troupes britanniques d'Allemagne, au cas où ce dernier pays ne prendrait pas en considération les difficultés financières de la Grande-Bretagne, ont suscité de vifs débats aux Communes, le cours de la livre restait à la

Après le léger redressement constaté dans l'après-midi de mardi, la livre sterling était de nouveau mercredi matin en baisse. Elle était cotée 1,5875 dollar, ce qui correspondait à un cours de 1,93 F. Alors que les paris posés par les journaux de la télévision par M. Callaghan au sujet d'un éventuel retrait des troupes britanniques d'Allemagne, au cas où ce dernier pays ne prendrait pas en considération les difficultés financières de la Grande-Bretagne, ont suscité de vifs débats aux Communes, le cours de la livre restait à la

Après le léger redressement constaté dans l'après-midi de mardi, la livre sterling était de nouveau mercredi matin en baisse. Elle était cotée 1,5875 dollar, ce qui correspondait à un cours de 1,93 F. Alors que les paris posés par les journaux de la télévision par M. Callaghan au sujet d'un éventuel retrait des troupes britanniques d'Allemagne, au cas où ce dernier pays ne prendrait pas en considération les difficultés financières de la Grande-Bretagne, ont suscité de vifs débats aux Communes, le cours de la livre restait à la

Après le léger redressement constaté dans l'après-midi de mardi, la livre sterling était de nouveau mercredi matin en baisse. Elle était cotée 1,5875 dollar, ce qui correspondait à un cours de 1,93 F. Alors que les paris posés par les journaux de la télévision par M. Callaghan au sujet d'un éventuel retrait des troupes britanniques d'Allemagne, au cas où ce dernier pays ne prendrait pas en considération les difficultés financières de la Grande-Bretagne, ont suscité de vifs débats aux Communes, le cours de la livre restait à la

Après le léger redressement constaté dans l'après-midi de mardi, la livre sterling était de nouveau mercredi matin en baisse. Elle était cotée 1,5875 dollar, ce qui correspondait à un cours de 1,93 F. Alors que les paris posés par les journaux de la télévision par M. Callaghan au sujet d'un éventuel retrait des troupes britanniques d'Allemagne, au cas où ce dernier pays ne prendrait pas en considération les difficultés financières de la Grande-Bretagne, ont suscité de vifs débats aux Communes, le cours de la livre restait à la

Après le léger redressement constaté dans l'après-midi de mardi, la livre sterling était de nouveau mercredi matin en baisse. Elle était cotée 1,5875 dollar, ce qui correspondait à un cours de 1,93 F. Alors que les paris posés par les journaux de la télévision par M. Callaghan au sujet d'un éventuel retrait des troupes britanniques d'Allemagne, au cas où ce dernier pays ne prendrait pas en considération les difficultés financières de la Grande-Bretagne, ont suscité de vifs débats aux Communes, le cours de la livre restait à la

Après le léger redressement constaté dans l'après-midi de mardi, la livre sterling était de nouveau mercredi matin en baisse. Elle était cotée 1,5875 dollar, ce qui correspondait à un cours de 1,93 F. Alors que les paris posés par les journaux de la télévision par M. Callaghan au sujet d'un éventuel retrait des troupes britanniques d'Allemagne, au cas où ce dernier pays ne prendrait pas en considération les difficultés financières de la Grande-Bretagne, ont suscité de vifs débats aux Communes, le cours de la livre restait à la

Après le léger redressement constaté dans l'après-midi de mardi, la livre sterling était de nouveau mercredi matin en baisse. Elle était cotée 1,5875 dollar, ce qui correspondait à un cours de 1,93 F. Alors que les paris posés par les journaux de la télévision par M. Callaghan au sujet d'un éventuel retrait des troupes britanniques d'Allemagne, au cas où ce dernier pays ne prendrait pas en considération les difficultés financières de la Grande-Bretagne, ont suscité de vifs débats aux Communes, le cours de la livre restait à la

Après le léger redressement constaté dans l'après-midi de mardi, la livre sterling était de nouveau mercredi matin en baisse. Elle était cotée 1,5875 dollar, ce qui correspondait à un cours de 1,93 F. Alors que les paris posés par les journaux de la télévision par M. Callaghan au sujet d'un éventuel retrait des troupes britanniques d'Allemagne, au cas où ce dernier pays ne prendrait pas en considération les difficultés financières de la Grande-Bretagne, ont suscité de vifs débats aux Communes, le cours de la livre restait à la

Après le léger redressement constaté dans l'après-midi de mardi, la livre sterling était de nouveau mercredi matin en baisse. Elle était cotée 1,5875 dollar, ce qui correspondait à un cours de 1,93 F. Alors que les paris posés par les journaux de la télévision par M. Callaghan au sujet d'un éventuel retrait des troupes britanniques d'Allemagne, au cas où ce dernier pays ne prendrait pas en considération les difficultés financières de la Grande-Bretagne, ont suscité de vifs débats aux Communes, le cours de la livre restait à la

Après le léger redressement constaté dans l'après-midi de mardi, la livre sterling était de nouveau mercredi matin en baisse. Elle était cotée 1,5875 dollar, ce qui correspondait à un cours de 1,93 F. Alors que les paris posés par les journaux de la télévision par M. Callaghan au sujet d'un éventuel retrait des troupes britanniques d'Allemagne, au cas où ce dernier pays ne prendrait pas en considération les difficultés financières de la Grande-Bretagne, ont suscité de vifs débats aux Communes, le cours de la livre restait à la

Après le léger redressement constaté dans l'après-midi de mardi, la livre sterling était de nouveau mercredi matin en baisse. Elle était cotée 1,5875 dollar, ce qui correspondait à un cours de 1,93 F. Alors que les paris posés par les journaux de la télévision par M. Callaghan au sujet d'un éventuel retrait des troupes britanniques d'Allemagne, au cas où ce dernier pays ne prendrait pas en considération les difficultés financières de la Grande-Bretagne, ont suscité de vifs débats aux Communes, le cours de la livre restait à la

Après le léger redressement constaté dans l'après-midi de mardi, la livre sterling était de nouveau mercredi matin en baisse. Elle était cotée 1,5875 dollar, ce qui correspondait à un cours de 1,93 F. Alors que les paris posés par les journaux de la télévision par M. Callaghan au sujet d'un éventuel retrait des troupes britanniques d'Allemagne, au cas où ce dernier pays ne prendrait pas en considération les difficultés financières de la Grande-Bretagne, ont suscité de vifs débats aux Communes, le cours de la livre restait à la

Après le léger redressement constaté dans l'après-midi de mardi, la livre sterling était de nouveau mercredi matin en baisse. Elle était cotée 1,5875 dollar, ce qui correspondait à un cours de 1,93 F. Alors que les paris posés par les journaux de la télévision par M. Callaghan au sujet d'un éventuel retrait des troupes britanniques d'Allemagne, au cas où ce dernier pays ne prendrait pas en considération les difficultés financières de la Grande-Bretagne, ont suscité de vifs débats aux Communes, le cours de la livre restait à la

Après le léger redressement constaté dans l'après-midi de mardi, la livre sterling était de nouveau mercredi matin en baisse. Elle était cotée 1,5875 dollar, ce qui correspondait à un cours de 1,93 F. Alors que les paris posés par les journaux de la télévision par M. Callaghan au sujet d'un éventuel retrait des troupes britanniques d'Allemagne, au cas où ce dernier pays ne prendrait pas en considération les difficultés financières de la Grande-Bretagne, ont suscité de vifs débats aux Communes, le cours de la livre restait à la

Après le léger redressement constaté dans l'après-midi de mardi, la livre sterling était de nouveau mercredi matin en baisse. Elle était cotée 1,5875 dollar, ce qui correspondait à un cours de 1,93 F. Alors que les paris posés par les journaux de la télévision par M. Callaghan au sujet d'un éventuel retrait des troupes britanniques d'Allemagne, au cas où ce dernier pays ne prendrait pas en considération les difficultés financières de la Grande-Bretagne, ont suscité de vifs débats aux Communes, le cours de la livre restait à la

Après le léger redressement constaté dans l'après-midi de mardi, la livre sterling était de nouveau mercredi matin en baisse. Elle était cotée 1,5875 dollar, ce qui correspondait à un cours de 1,93 F. Alors que les paris posés par les journaux de la télévision par M. Callaghan au sujet d'un éventuel retrait des troupes britanniques d'Allemagne, au cas où ce dernier pays ne prendrait pas en considération les difficultés financières de la Grande-Bretagne, ont suscité de vifs débats aux Communes, le cours de la livre restait à la

Après le léger redressement constaté dans l'après-midi de mardi, la livre sterling était de nouveau mercredi matin en baisse. Elle était cotée 1,5875 dollar, ce qui correspondait à un cours de 1,93 F. Alors que les paris posés par les journaux de la télévision par M. Callaghan au sujet d'un éventuel retrait des troupes britanniques d'Allemagne, au cas où ce dernier pays ne prendrait pas en considération les difficultés financières de la Grande-Bretagne, ont suscité de vifs débats aux Communes, le cours de la livre restait à la

Après le léger redressement constaté dans l'après-midi de mardi, la livre sterling était de nouveau mercredi matin en baisse. Elle était cotée 1,5875 dollar, ce qui correspondait à un cours de 1,93 F. Alors que les paris posés par les journaux de la télévision par M. Callaghan au sujet d'un éventuel retrait des troupes britanniques d'Allemagne, au cas où ce dernier pays ne prendrait pas en considération les difficultés financières de la Grande-Bretagne, ont suscité de vifs débats aux Communes, le cours de la livre restait à la

Après le léger redressement constaté dans l'après-midi de mardi, la livre sterling était de nouveau mercredi matin en baisse. Elle était cotée 1,5875 dollar, ce qui correspondait à un cours de 1,93 F. Alors que les paris posés par les journaux de la télévision par M. Callaghan au sujet d'un éventuel retrait des troupes britanniques d'Allemagne, au cas où ce dernier pays ne prendrait pas en considération les difficultés financières de la Grande-Bretagne, ont suscité de vifs débats aux Communes, le cours de la livre restait à la

Après le léger redressement constaté dans l'après-midi de mardi, la livre sterling était de nouveau mercredi matin en baisse. Elle était cotée 1,5875 dollar, ce qui correspondait à un cours de 1,93 F. Alors que les paris posés par les journaux de la télévision par M. Callaghan au sujet d'un éventuel retrait des troupes britanniques d'Allemagne, au cas où ce dernier pays ne prendrait pas en considération les difficultés financières de la Grande-Bretagne, ont suscité de vifs débats aux Communes, le cours de la livre restait à la

M. GISCARD D'ESTAING
IRAIT EN YUGOSLAVIE
AU DÉBUT DE DÉCEMBRE

(De notre correspondant.)

Belgrade. — M. Valéry Giscard d'Estaing se rendra en visite officielle en Yougoslavie au début de décembre, indique-t-on à Belgrade.

Cette visite aurait dû avoir lieu du 15 au 18 septembre, mais elle fut reportée en raison de l'état de santé du maréchal Tito. Le 9 octobre, M. Minich, vice-président du gouvernement fédéral et secrétaire aux affaires étrangères, qui a d'autre part publié le communiqué suivant :

« Des entretiens ont eu lieu à Paris, le 19 mai, entre M. René Lemaire, L.L., secrétaire d'État aux affaires sociales, et M. Ibrahim Hakin, ministre saoudien. Ce dernier les a poursuivis les 18, 20, 21 et 22 octobre avec M. Claude Chapey, directeur des conventions administratives et des affaires consulaires du ministère des affaires étrangères. »

« Au cours de ces entretiens, les responsables ont fait un tour d'horizon sur l'évolution de la situation dans la région. Ils ont évoqué les dangers qui pèsent sur la paix et la stabilité dans cette région du monde. Le secrétaire d'État, tout en soulignant que son gouvernement souhaitait garder une stricte neutralité dans la question du Sahara occidental, a réaffirmé les positions gouvernementales françaises telles qu'elles résultent des votes des résolutions sur le Sahara occidental à l'Assemblée générale de l'Organisation des Nations unies relatives au droit des Sahraouis à l'autodétermination, conformément à la charte des Nations unies et à la résolution 1514. »